ARMS UNIVERSITY OF JORDAN GENERALS DIVISION

Le Monde

55e ANNÉE – N° 16861 – 7,50 F – 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE TÉLÉVISION

■ Les télévisions à l'heure de la guerre

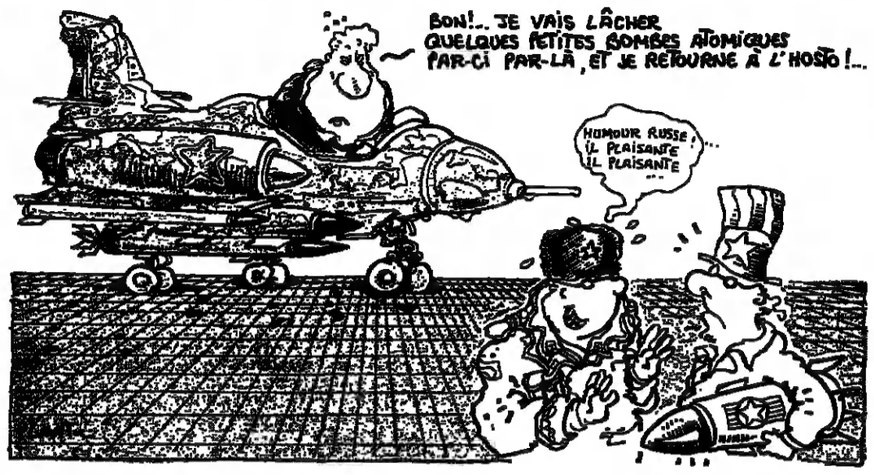
■ France-Culture : le style Laure Adler

# A Belgrade, le défi sous les bombes

● Notre envoyé spécial décrit une population serbe combative face aux bombardements de l'OTAN ● Il règne dans la capitale un sentiment de jusqu'au-boutisme et de fierté nationale ● Folle journée à Moscou après les propos de Boris Eltsine sur le risque d'une « guerre mondiale »

**L'UN DES JOURNALISTES** occidentaux encore présents à Belgrade, José Comas, envoyé spécial du quotidien espagnol *El Pais*, raconte, pour *Le Monde*, la vie quotidienne dans la capitale yougoslave depuis le début des frappes aériennes. Il décrit une population combative et rageuse qui chante et danse sur les ponts, maudit les agresseurs occidentaux et se resserre autour du président Milosevic. Il règne dans la ville comme un sentiment de défi à la mort et de fierté nationale exacerbée par chaque bombardement.

A Moscou, le Kremlin s'est efforcé, vendredi 9 avril, de dissiper les inquiétudes suscitées par des déclarations du président Boris Eltsine, mettant en garde contre une guerre *« mondiale »* à cause de la crise du Kosovo. L'escalade verbale du président intervient alors qu'il doit faire face à une procédure de destitution. L'OTAN a poursuivi de manière intensive ses frappes aériennes, dans la nuit de vendredi à samedi, sur l'ensemble du territoire yougoslave.




● Moscou : la guerre exacerbe la crise politique p. 2
● Genève : l'ONU tente de reprendre sa place p. 3
● Kosovo : paroles de soldats de l'UCK p. 4
● Albanie : l'espoir du retour des Kosovars p. 4
● Turquie : la fausse quiétude des exilés p. 4
● Macédoine : le HCR et le sort des réfugiés p. 5
● France : la campagne européenne suspendue p. 7
● Reportage : Belgrade se moque des bombes p. 10
● Notre éditorial : « Dr Folamour au Kremlin » p. 13
● Entretien : David Albahari, écrivain serbe exilé p. 25

## 680 000 Algériens de France sont appelés aux urnes du 10 au 15 avril

**ENVIRON** 680 000 Algériens vivant en France sont appelés aux urnes, du samedi 10 au jeudi 15 avril, pour participer au premier tour de l'élection présidentielle algérienne. Durant six jours, de 8 heures à 22 heures, ils pourront voter dans 109 bureaux répartis sur l'ensemble du territoire. La campagne électorale s'est déroulée sans passion. Hormis les Algériens qui ont décidé de ne pas aller voter – soit, disent-ils, parce que le scrutin est *« truqué »*, soit parce que *« ça ne changera rien »* –, la plupart de ceux qui iront aux urnes semblent devoir partager leurs suffrages entre trois candidats : Abdelaziz Bouteflika, Hocine Aït-Ahmed et Ahmed Taleb Ibrahimi. A Marseille et dans la région parisienne, des Algériens racontent leurs espoirs, leur lassitude et leur scepticisme.

*Lire page 9*

## Le mystérieux voyage du ministre yougoslave de la défense

**OÙ S'EST RENDU** Pavle Bulatovic ? Durant quelques jours, malgré la guerre, le ministre yougoslave de la défense a « disparu ». Lundi 5 avril, il s'est présenté de façon inattendue au poste-frontière de Kalotina, entre la Serbie et la Bulgarie. Il a dû y attendre plusieurs heures, a raconté le journal bulgare *Troud*. Puis, a précisé le ministère bulgare de l'intérieur, M. Bulatovic *« a été escorté, dans l'intérêt de sa sécurité, par la police bulgare à l'aéroport de Sofia »*. Depuis, personne ne semble savoir où il s'est rendu.

Toujours selon le quotidien *Troud*, Pavle Bulatovic aurait pris un avion pour Athènes, mais sans préciser si la capitale grecque était ou non sa destination finale. Le journal précise qu'il était accompagné de sa fille et du chef d'une entreprise de vente d'armes. Mais, à Athènes, les autorités ont démenti la présence du ministre dans le pays. Dans la foulée, elles ont aussi démenti que la famille de Slobodan Milosevic s'était refugiée en Grèce pour échapper à la guerre, comme l'avait déclaré le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, affirmant que le président yougoslave possédait des propriétés dans le pays – *« villas à Athènes, à Corfou et en Crète (...), un yacht luxueux »*. *« En Grèce, n'importe quel citoyen étranger qui respecte la loi peut vivre et être actif »*, a simplement commenté un porte-parole du gouvernement grec. En mars 1995, M. Milosevic avait effectué une croisière en mer Egée et rencontré le président croate Franjo Tudjman dans la station balnéaire de Vougliameni, près d'Athènes.

Reste à savoir où est allé son ministre de la défense. Etait-il à la recherche d'armements, ce qu'accréditerait le voisinage d'un marchand d'armes ? Pavle Bulatovic, qui fait l'objet d'une enquête à la demande du Tribunal pénal international de La Haye pour son implication dans la déportation de Musulmans du Monténégro en 1992, s'est sans doute rendu dans un pays ami. Comme la Grèce, la Russie est une destination « sûre ». Proche de l'ex-ministre russe de la défense, Pavel Gratchev, avec lequel il avait signé à Moscou en mars 1995 un accord de coopération militaire, le ministre yougoslave a de nombreuses connaissances dans l'armée russe.

Tout en jouant avec les nerfs occidentaux et après avoir entretenu un certain flou, les autorités russes affirment qu'elles respecteront l'embargo sur les armes décrété contre Belgrade, malgré le vote, à une écrasante majorité, par les députés de la Douma d'une résolution demandant que le gouvernement *« prenne les mesures nécessaires »* pour livrer des armes à la Yougoslavie. Mais la Russie a vraisemblablement longtemps violé, en secret, l'embargo frappant la Serbie, notamment sur le pétrole *via* le Danube. Après avoir récemment demandé à Moscou, selon un député russe qui s'est rendu à Belgrade, de le fournir en pétrole pour les *« récoltes de printemps »*, Slobodan Milosevic a peut-être envoyé son ministre à l'étranger régler d'autres « questions agricoles ».

Pavle Bulatovic semble en tout cas rentré au pays : samedi matin, on l'apercevait sur des images de la télévision serbe montrant une réunion du gouvernement fédéral, datée du vendredi 9 avril.

*Jean-Baptiste Naudet*

## Le foot hors jeu en Seine-Saint-Denis

**LES AUTORITÉS** du football ont décidé, vendredi 9 avril, de maintenir le gel des compétitions organisées en Seine-Saint-Denis, confirmant ainsi une mesure prise après de multiples incidents, notamment entre les clubs de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil. La dégradation du climat sur et autour des terrains ne date pas d'hier, mais le phénomène concerne désormais les équipes de jeunes. L'US Montfermeil, implantée dans la cité des Bosquets, ne cache pas les difficultés auxquelles elle doit faire face mais refuse d'être désignée comme seul fauteur de troubles et insiste sur le rôle social des clubs dans les banlieues.

*Lire page 21*

## ■ Coup d'Etat au Niger

Le président nigérien a été abattu par sa garde personnelle, vendredi 9 avril. Le premier ministre a dissous l'Assemblée nationale et suspendu l'activité des partis politiques. p. 29

## ■ Coca n'aura pas Orangina

Le Conseil d'Etat a rejeté, vendredi 9 avril, le recours présenté par Coca-Cola après l'interdiction qui lui a été faite par le gouvernement français d'acquérir Orangina. p. 16

## ■ Murdoch bloqué à Manchester

Le gouvernement britannique a mis son veto, vendredi 9 avril, au rachat du club de football de Manchester United par BSkyB, le bouquet satellitaire du magnat américano-australien. p. 22

## ■ Sons soufis

Le Festival de l'imaginaire consacre deux soirées, à Aubervilliers, au qawwali, chant et force spirituelle du Pendjab. p. 26

## ■ La CNIL, les maires et la vie privée

La Commission nationale de l'informatique et des libertés s'apprête à rendre un avis interdisant aux maires d'utiliser le fichier d'état civil pour envoyer des messages « personnels » à leurs administrés. p. 8

## ■ Mini-monospaces

Les monospaces compacts sont le nouvel eldorado des constructeurs. Après le Scénic de Renault et le Multipla de Fiat, Opel lance le Zafira. p. 23

## ■ La BCE fait oublier la guerre à la Bourse

La baisse des taux décidée par la Banque centrale européenne a plus dopé les marchés que la crise dans les Balkans ne les a inquiétés. p. 17 à 19

## ■ La fin d'Ubu noir

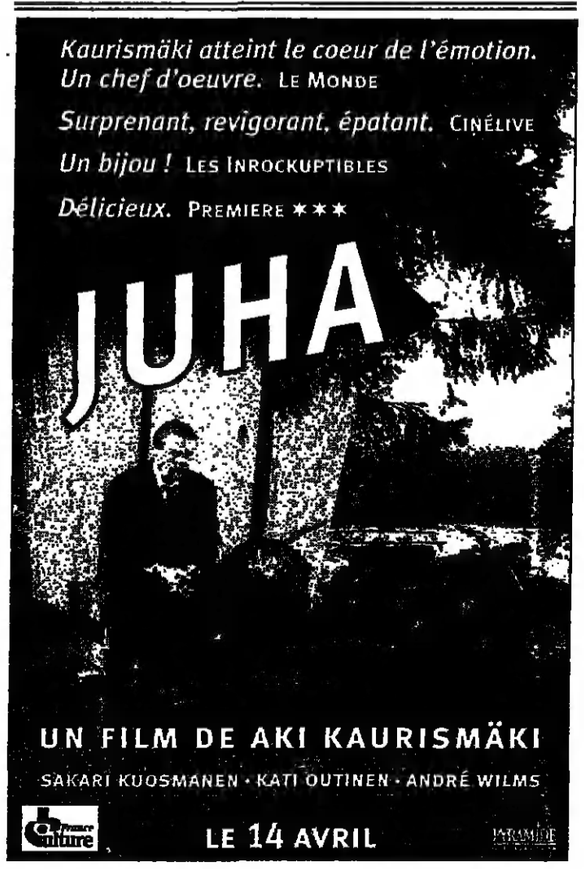
Il y a vingt ans, les troupes tanzaniennes poussaient le tyran ougandais Idi Amin Dada à la fuite. Son règne a fait plus de 100 000 morts. p. 12

## ■ Au « Grand Jury »

Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, sera l'invité du « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI », dimanche 11 avril à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $.

M 0146 - 411 - 7,50 F




POINT DE VUE

## L'OTAN en l'air, l'Europe au pied du mur

*par Alain Joxe*

LA guerre en cours a réduit la diplomatie au degré zéro et entraîné la criminalisation du régime de Belgrade.

Le gouvernement yougoslave, durement touché, a commencé à chercher la négociation et peut-être à se diviser. A la manière de Saddam Hussein, Slobodan Milosevic oscille entre plusieurs tactiques pour renouer la négociation. Toutes sont repoussées : s'y opposent l'accumulation des témoignages et des preuves de massacres et d'exactions recueillis par les organisations non gouvernementales (ONG). Tous ces faits portent à la connaissance du monde entier la nature corrompue de cet appareil militaire, connu depuis la guerre de Bosnie.

Les Etats-Unis et de nombreuses ONG préparent activement une mise en accusation, pour crimes contre l'humanité devant le Tribunal pénal international, des dirigeants civils, militaires et paramilitaires de Belgrade.

La Serbie perd d'ailleurs ses alliances : les liens particuliers de la famille de Milosevic avec la mafia russe sont apparus au grand jour et laissent à penser que le premier ministre Primakov, en lutte contre les mafias de l'« entourage présidentiel », s'opposera en fait au frère slave brun-rouge orthodoxe qui sévit dans les Balkans et qui s'est allié avec les démolisseurs de l'Etat russe.

Milosevic semble depuis quelque temps vivre dans une bulle de mensonges et de manipulations qui l'empêche de percevoir la réalité extérieure. La croyance pathologique à l'efficacité du mensonge à long terme trouve ses racines dans une culture stalino-goebbelsienne de la coalition nationaliste au pouvoir à Belgrade.

*Lire la suite page 15 et d'autres points de vue page 14*

*Alain Joxe est directeur d'études à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales).*

## Chancelier et chef de parti

GERHARD SCHRÖDER

**LE CHANCELIER ALLEMAND** sera désigné, lundi 12 avril, président du Parti social-démocrate (SPD). Il succédera ainsi à Oskar Lafontaine, qui a démissionné, à la mi-mars, à la fois du gouvernement et de la direction d'un parti indiscipliné. Six mois après son élection triomphale et en dépit de débuts difficiles, Gerhard Schröder achève ainsi sa conquête du pouvoir en Allemagne.

*Lire page 6*

International 2 | Abonnements 20
France 7 | Aujourd'hui 21
Société 9 | Météorologie 24
Horizons 10 | Jeux 24
Entreprises 16 | Culture 25
Placements 17 | Guide culturel 27
Carnet 20 | Radio-Télévision 28

هكذا من الأصل

**BALKANS** Le Kremlin s'est efforcé, vendredi 9 avril, de dissiper les inquiétudes suscitées par des déclarations du président Boris Eltsine, mettant en garde contre une guerre *« mondiale »* à cause de la crise du Kosovo. ● MADELEINE ALBRIGHT, la secrétaire d'Etat américaine, rencontrera à ce sujet mardi à Oslo, son homologue russe, Igor Ivanov, mais de premières assurances russes ont déjà été fournies à Washington pour apaiser la tension. ● L'OTAN, qui n'a pas l'intention de relâcher la pression sur les forces serbes, a par ailleurs formellement démenti tout ostracisme à l'égard de la France. ● KOFI ANNAN, le secrétaire général de l'ONU, a rappelé à Belgrade les conditions *sine qua non* de l'arrêt des bombardements. ● LES RÉFUGIÉS kosovars ont signifié aux organisations humanitaires qu'ils ne souhaitaient pas s'éloigner des frontières du Kosovo. *(Lire aussi notre éditorial page 13.)*

# La guerre en Serbie exacerbe la crise politique russe

## Boris Eltsine a mis violemment en garde les pays de l'Alliance évoquant un risque de « guerre mondiale » avant d'être démenti par son administration embarrassée. L'escalade verbale du président russe intervient alors qu'il fait face à une procédure de destitution

**LA SECRÉTAIRE** d'Etat américaine, Madeleine Albright, rencontrera, mardi 13 avril à Oslo, son homologue russe, Igor Ivanov, pour apaiser les tensions consécutives à des déclarations faites vendredi par le président russe mettant en garde contre une guerre *« mondiale »* à cause du Kosovo. L'OTAN demeure déterminée à aller jusqu'au bout contre les forces yougoslaves.

● **Pour la première fois, le président Boris Eltsine** a brandi vendredi 9 avril la menace d'une guerre *« mondiale »*, si son pays était forcé d'intervenir directement dans le conflit. *« J'ai dit à l'OTAN, aux Américains, aux Allemands : ne nous poussez pas à une action militaire »*, a-t-il déclaré. *« Sinon il y aura sûrement une guerre européenne et peut-être mondiale, ce qui est inadmissible »*, a-t-il ajouté, tout en excluant toute livraison d'armes à Belgrade. Après un entretien avec Boris Eltsine, le président de la Douma (chambre basse du Parlement), Guennadi Seleznev, a affirmé que le président russe avait donné l'ordre de pointer des missiles vers les pays *« qui aujourd'hui combattent contre la Yougoslavie »*. La présidence russe s'est empressée de démentir l'information. Le chef d'état-major des forces stratégiques, le général Anatoli Perminov a assuré que ses unités n'avaient reçu aucun ordre en ce sens. Ces déclarations ont cependant inquiété l'OTAN et ses Etats membres, qui ont demandé des explications.

● **Moscou a assuré Washington** qu'elle *« ne veut pas se laisser entraîner dans le conflit »*, dans un message transmis *« à un haut niveau »*, a affirmé un porte-parole de la Maison Blanche. D'après le département d'Etat, Washington a été avisé que le pointage de missiles vers des pays de l'OTAN était *« tout simplement faux »*.

● **La France s'emploie, elle aussi, à inclure la Russie** dans une solution de la crise. *« Nous sommes en train de travailler non seulement avec nos partenaires occidentaux, mais également avec les Russes en vue d'une future solution pacifique. Nous préparons une sortie de la crise et réfléchissons à la paix future »*, a expliqué le chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, à l'occasion d'une visite en Bulgarie.

● **Le président Bill Clinton a rejeté par avance** toute éventuelle nouvelle offre de cessez-le-feu que le président yougoslave, Slobodan Milosevic, ferait, à l'occasion de la Pâque orthodoxe. *« L'OTAN est déterminé à continuer »*, a déclaré M. Clinton. *Milosevic continue de penser qu'il peut manipuler la situation en utilisant cyniquement des gens innocents (...). Si nous nous contentons de demi-mesures (...), nous n'obtiendrons rien de plus. Et ce que nous avons obtenu de lui aujourd'hui n'est que l'illusion d'une demi-soumission. »*

● **Sur le même registre,** Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, a déclaré au quotidien français *Libération* qu'il fallait *« continuer l'action engagée pour affaiblir le potentiel stratégique de Milosevic. Négocier aujourd'hui signifierait laisser à Milosevic sa proie »*, a ajouté le chef de la diplomatie allemande.

● **Le secrétaire général de l'ONU,** Kofi Annan, est sorti de sa réserve vendredi pour rappeler à Belgrade les conditions d'un arrêt de la campagne militaire, à savoir : l'arrêt *« immédiat »* des exactions contre les populations civiles du Kosovo, la cessation de toutes les activités militaires et para-militaires, *« le retrait des forces »* serbes de la province, l'acceptation *« inconditionnelle »* du retour de tous les Kosovars, le déploiement d'une *« force militaire internationale »*, et la vérification par *« la communauté internationale »* du respect de ces engagements. Une fois ces conditions remplies, l'OTAN devrait *« suspendre immédiatement »* ses bombardements.

● **Le Pentagone cherche à se faire confirmer des *« informations crédibles »*** sur le viol de jeunes femmes au Kosovo, qui sont parvenues aux Etats-Unis. Elles auraient été *« rassemblées dans un camp d'entraînement de l'armée serbe près de la ville de Dakovica (...) où elles ont été violées par les soldats (...) Vingt d'entre elles pourraient avoir été tuées »*, a déclaré le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon. La Ligue démocratique du Kosovo, parti du dirigeant modéré albanais Ibrahim Rugova, a affirmé avoir la confirmation de massacres de civils par les forces serbes.

● **La Yougoslavie a rouvert le** poste-frontière de Morina avec l'Albanie et un convoi de 1 500 Kosovars l'a franchi dans la nuit de vendredi à samedi. Ils venaient tous du village de Vragolija, escortés par la police *« comme si tout le village avait reçu l'ordre de partir »*, a indiqué Phil Figgins, un représentant de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

● **L'OSCE a fait état d'échanges de tirs** d'artillerie et d'armes légères à la frontière de l'Albanie, entre des gardes-frontières yougoslaves et des rebelles de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Quatre indépendantistes ont été tués et plusieurs autres blessés.

● **Pour la dix-septième journée consécutive,** l'aviation alliée a bombardé plusieurs cibles au cours des dernières vingt-quatre heures. D'après le chef d'état-major des armées britanniques, Charles Guthrie, la moitié des avions MIG 29 serbes ont été détruits, les sources d'approvisionnement en carburant ont été réduites de moitié, et plus de 200 attaques ont été menées contre près de 150 cibles, dont tous les terrains d'aviation.

### *Paris demande un « groupe d'aide économique » au FMI*

**Dominique Strauss-Kahn s'apprête à proposer, lundi 12 avril, par lettre au FMI la création d'*« un groupe d'aide économique aux pays des Balkans affectés par la crise déclenchée par le régime serbe au Kosovo »*. Paris a déjà consenti une assistance humanitaire de 225 millions de francs. Dans le souci d'apporter une aide économique rapide aux pays de la ligne de front, la France, en tant que président du Club de Paris qui réunit les pays créanciers, va dès le début de la semaine, examiner la suspension du service de la dette de l'Albanie et de la Macédoine, venant à échéance en 1999 et 2000 (2 milliards de francs).**

**La dette totale de l'Albanie s'élève à 6,5 milliards de francs, essentiellement dus à la Russie, à l'Italie et à l'Allemagne, et celle de la Macédoine à 4,8 milliards de francs, dont la plus grande partie à l'égard de l'Allemagne. A plus long terme, le ministère des finances estime que la reconstruction économique de ces pays pourrait passer par un accord d'association avec l'Union européenne.**

# Moscou vit à l'heure des rumeurs les plus folles et des démentis en cascade

**MOSCOU**
*de notre correspondant*

Le Kosovo n'est plus seulement pour la Russie une affaire internationale. Le conflit des Balkans est venu précipiter une crise politique intérieure à l'œuvre depuis des semaines. Le fragile équilibre des pouvoirs, depuis la nomination d'Evgueni Primakov au poste de premier ministre en septembre 1998, apparaît plus que jamais menacé. Sur fond de scandales, d'affaires de corruption menaçant le Kremlin et de chantages en tout genre, Moscou vit à l'heure des rumeurs les plus folles et des démentis en cascade.

C'est dans cette ambiance délétère qu'il faut interpréter les déclarations, vendredi 9 avril, du président russe évoquant pour la première fois, dans cette crise, le risque *« d'une guerre mondiale »*. Vendredi matin, Boris Eltsine recevait au Kremlin Guennadi Seleznev, président communiste de la Douma (chambre basse du Parlement), rentré la veille d'une mission à Belgrade. La Douma, dominée par les nationalo-communistes, avait adopté une résolution demandant qu'une aide militaire et technique soit fournie au régime de M. Milosevic.

A l'issue de ces entretiens, M. Seleznev annonçait que le président Eltsine avait *« donné l'ordre de pointer nos missiles sur les pays en guerre contre la Yougoslavie »*. Il avait également approuvé la création rapide d'une union Russie-Biélorussie-Yougoslavie, union demandée par Slobodan Milosevic, selon le président de la Douma. *« Nous aurons ainsi notre flotte et notre armée là-bas »*, ajoutait M. Seleznev.

**ESCALADE VERBALE**

Ces deux déclarations, signifiant une radicalisation extrême de la Russie, devaient par la suite être amendées, corrigées et finalement démenties en bloc, les conseillers du Kremlin s'efforçant dans le plus grand désordre de recadrer le discours présidentiel. Officiellement, la position russe, qui vise à régler *« pacifiquement et par les voies politiques »* le conflit, n'a donc pas changé.

*« La Russie ne prévoit pas un quelconque engagement ou* [une] *aide militaire en Yougoslavie »*, a répété le porte-parole du Kremlin, Dmitri Iakouchkine, vendredi soir. *« Nous continuerons nos efforts pour faire cesser l'opération militaire et non pour participer à l'escalade »*, a expliqué le ministre des affaires étrangères, Igor Ivanov, qui rencontrera Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat américaine, le 13 avril à Oslo.

Il reste que le président russe a choisi l'escalade verbale pour dénoncer plus fortement *« la barbarie »* des bombardements de l'OTAN. Dans une séquence diffusée par la télévision, M. Eltsine explique à M. Seleznev : *« J'ai dit à l'OTAN, aux Américains, aux Allemands : ne nous poussez pas à une action militaire* (...) *sinon il y aura sûrement une guerre européenne, et peut-être une guerre mondiale, ce qui est inadmissible »*. Plus tard, recevant des représentants des responsables des régions, le président estimait que les Etats-Unis *« veulent tout simplement envahir la Yougoslavie, en faire leur protectorat. Nous ne pouvons pas l'admettre »*.

Mais cette escalade s'explique surtout par des considérations de politique intérieure, M. Eltsine apparaissant de plus en plus menacé par les forces nationalistes et communistes. Mercredi et jeudi, le président s'était fortement opposé *« au parti de la guerre »*, qui rassemblerait, outre les communistes, certains responsables de l'armée. Le Kremlin faisait savoir que les militaires devaient s'abstenir de déclarations *« inappropriées sous peine d'être renvoyés »*. Le chef d'état-major Anatoli Kvachnine – qui avait déclaré la semaine dernière, à propos d'une aide militaire à Belgrade : *« nous sommes prêts »* – est d'ores-et-déjà considéré comme limogé.

Revenu en force au Kremlin après des mois d'absence pour cause de maladie, Boris Eltsine tente de contrôler une scène politique qui s'était peu à peu, sous l'emprise grandissante d'Evgueni Primakov, réorganisée sans lui. Ainsi, outre son coup de sang sur le Kosovo, le président s'est déclaré, vendredi, mécontent tout à la fois de son gouvernement, de son premier ministre, du Parlement et de la procurature générale. *« A ce stade, Evgueni Primakov nous est utile, plus tard nous verrons... D'un autre côté, le gouvernement doit être renforcé »*, a déclaré Boris Eltsine, voulant ainsi faire taire les rumeurs de limogeage du premier ministre, immobilisé depuis trois jours pour cause de *« sciatique »*. Ce *« démenti »* ne fait qu'officialiser le désaccord grandissant entre le Kremlin et la Maison blanche. M. Eltsine déclarait en février à la télévision que M. Primakov demeurerait premier ministre *« jusqu'en l'an 2000 »*. Il est aujourd'hui à la recherche d'un remplaçant, sachant qu'il devra pour cela briser la Douma, aujourd'hui largement acquise au premier ministre.

**PROCÉDURE DE DESTITUTION**

Le Kosovo, après l'échec de la médiation de M. Primakov à Belgrade, pourrait fournir l'occasion de ce changement gouvernemental. Mais le président russe se sent surtout menacé par la procédure d'*« impeachment »* lancée contre lui par la Douma en 1998. Le 15 avril, les députés voteront sur cinq chefs d'accusation retenus contre le chef de l'Etat. Cette procédure, lourde et complexe, n'a guère de chances d'aboutir, l'accusation devant ensuite être reprise par le Conseil de la fédération et la cour constitutionnelle.

Mais un vote de défiance à la Douma achèverait de fragiliser un président totalement discrédité dans l'opinion publique. Le Kremlin a ainsi fait savoir, jeudi, via l'agence Interfax, que le premier ministre devait *« fermement »* s'opposer à la destitution de M. Eltsine et mettre *« tout son poids »* dans la balance pour convaincre les députés de ne pas l'adopter. L'entourage présidentiel a également fait connaître *« son irritation »* après la remarque acerbe de M. Primakov devant des responsables parlementaires : *« Je ne pense pas que vous et moi ayons besoin de cette destitution maintenant »*.

Le scandale Skouratov, procureur général dont Boris Eltsine essaie depuis deux mois d'obtenir le limogeage et la révélation de multiples affaires, viennent un peu plus encore alourdir le climat politique. Vendredi ont ainsi été successivement démentis, par le Kremlin et des responsables politiques : la démission du premier ministre ; la démission du vice-premier ministre Guennadi Koulik ; la démission du chef du FSB (ex-KGB) ; l'interdiction du parti communiste ; la dissolution du Parlement ; l'instauration d'un état d'urgence ; l'interdiction du dollar en Russie. Des démentis qui, ajoutés à ceux concernant la guerre du Kosovo, laissent entrevoir l'ampleur de la confusion régnant à Moscou.

***François Bonnet***

### *La longue liste des scandales russes*

● **L'affaire Mabetex.** Cette société suisse travaille depuis six ans avec la « Direction des affaires présidentielles », l'empire financier et immobilier de Boris Eltsine, dirigé par Pavel Borodine. L'enquête ouverte à son sujet en novembre 1998 par les parquets russe et suisse menace, pour la première fois, la famille présidentielle, ainsi que d'autres dirigeants russes. L'affaire Mabetex est en effet liée à celles d'autres sociétés, sur lesquelles la justice suisse a ouvert des enquêtes concernant des opérations de blanchiment d'argent. L'une d'elles appartient à un proche de l'ex-premier ministre, Viktor Tchernomyrdine.

● **L'affaire Skouratov.** Le procureur général de Russie, Iouri Skouratov, est démis de ses fonctions, le 2 février, pour *« raison de santé »*, après une perquisition menée à Lugano au siège de Mabetex. Le 17 mars, la Chambre haute du Parlement refuse d'entériner sa démission. Le soir même, la télévision russe diffuse une vidéo des ébats sexuels du procureur avec des prostituées, ce qui pousse M. Skouratov à citer publiquement Mabetex comme raison des *« pressions »* exercées contre lui. Il poursuit son enquête, notamment au Kremlin, mais M. Eltsine le destitue une nouvelle fois, faisant ouvrir une *« enquête »* sur sa *« moralité »*. Des scellés sont apposés sur son bureau, ses gardes du corps retirés et, lors d'une déposition devant la Chambre basse le 7 avril, M. Skouratov ne parle plus des *« affaires »*, laissant entendre qu'il n'insistera pas pour rester à son poste.

● **Les comptes en Suisse.** Le 1er avril, Iouri Skouratov annonce avoir identifié *« trente ou quarante personnalités russes connues possédant des comptes en Suisse alimentés par l'argent du milieu »*. Le procureur précise que ces informations, dont rien d'autre n'a filtré, lui furent transmises par le procureur général suisse Carla Del Ponte, qui s'est rendue à Moscou du 23 au 25 mars. Le 7 avril devant la Douma, le ministre de l'intérieur Serguei Stépachine rétorque qu'il s'agit d'un coup de bluff et que les autorités suisses lui ont personnellement assuré ne pas disposer de telles informations. Le 9 avril, Dominique Rémond, porte-parole du parquet général suisse, dément le ministre de l'intérieur. *« Il est évident que, tant en Russie qu'en Suisse, la corruption de responsables gouvernementaux est un sujet sérieux »*, ajoutait M. Rémond.

● **L'affaire Berezovski.** Le 6 avril, l'oligarque russe Boris Berezovski, qui a bâti sa fortune par son emprise sur la famille de Boris Eltsine, a été placé sous mandat d'arrêt, de même que le banquier Alexandre Smolenski, par le parquet russe. Tous deux se trouvaient à l'étranger. De Paris, M. Berezovski a poursuivi ses critiques contre le premier ministre Primakov, mais, annonçant son prochain retour en Russie, il a réfuté l'hypothèse des médias russes sur un *« marché »* : M. Eltsine sacrifie M. Berezovski, M. Primakov ne soutient plus M. Skouratov.

# Pour pointer un missile, il suffit de charger un disque informatique

**LE PORTE-PAROLE** du Kremlin, le ministère russe des affaires étrangères et le commandement des forces stratégiques ont indiqué que les unités de missiles n'avaient reçu aucun ordre de mise en état d'alerte renforcé. Le président du Parlement russe, Guennadi Seleznev, avait confié, vendredi 9 avril, à Interfax que les missiles nucléaires étaient pointés vers des pays de l'OTAN, en contradiction avec un accord ancien, entre Washington et Moscou, selon lequel les missiles américains et russes ne doivent plus être orientés sur des objectifs spécifiques. M. Seleznev s'est ensuite rétracté, expliquant qu'*on* l'avait mal compris.

Même si, en 1997-1998, la Russie a décidé de développer son arsenal nucléaire avec l'apparition de nouveaux engins (comme le missile Topol modèle 2 en silo ; un missile de croisière pour les bombardiers Tu-95 et Tu-160 ; et le missile Bark pour les sous-marins), le commandement des forces stratégiques a des difficultés à faire fonctionner son dispositif. Ainsi, tout le long du printemps et de l'été 1998, il n'y eut aucun sous-marin russe lance-missiles en patrouille, par manque de crédits pour les maintenir en mer, et il est arrivé que le quartier général des forces ait dû être mis hors service, l'électricité lui ayant été coupée faute de paiement.

En règle générale, les cibles attribuées aux missiles sont répertoriées sur des disques informatiques qui transmettent les informations qu'ils contiennent sur les coordonnées de l'objectif directement à la mémoire du « vecteur » au moment où le pouvoir politique en intime la consigne au commandement avant tout lancement. Ces disques sont modifiables selon les circonstances politiques du moment. Si bien que le pointage est, sur le plan technico-militaire, un faux problème – les missiles pouvant être armés n'importe quand et le plus tard possible. Mais l'évoquer peut être un « message » politique indirect qu'un Etat adresse à un autre.

*J. L.*

*Choisir* le service de l'État ENA

l'école nationale d'administration

> Vous êtes âgé de moins de 28 ans et titulaire d'une licence ou d'un diplôme équivalent.
> Vous êtes fonctionnaire ou agent public, âgé de moins de 46 ans et 9 mois et justifiez de 5 années effectives de service public.
> Vous avez au moins 8 années d'expérience dans le secteur privé ou associatif ou en tant qu'élu de collectivité territoriale, âgé de moins de 40 ans.

**>> Inscriptions au concours 99 jusqu'au 21 mai**

SERVICE DES CONCOURS ET EXAMENS - 13 RUE DE L'UNIVERSITÉ
F-75343 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 49 26 45 45 - 01 49 26 43 20
E-mail : concours@ena.fr • www.ena.fr

Les Explorateurs

هكذا من الأصل

# L'ONU tente de reprendre sa place sur l'échiquier des Balkans

GENÈVE
*de notre correspondant*

Souvent interpellé ces derniers jours en raison de l'inaction de l'ONU dans la crise du Kosovo, le secrétaire général, Kofi Annan, a cherché sinon à reprendre l'initiative, du moins à tempérer quelque peu l'agressivité des critiques, vendredi 9 avril lors de sa visite au nouveau siège de l'Organisation météorologique mondiale à Genève.

Dans une brève déclaration lue, le secrétaire général des Nations unies a exhorté Belgrade à un cessez-le-feu immédiat en vue de permettre l'arrêt des frappes aériennes de l'OTAN et de faciliter la recherche d'une solution politique à la crise.

**LES 5 CONDITIONS DE KOFI ANNAN**

Se disant *« profondément affligé par la tragédie »* qui se déroule au Kosovo et dans la région, M. Annan estime qu'il est urgent d'y mettre un terme et de ne pas prolonger *« les souffrances endurées par des civils innocents »*. Aussi a-t-il lancé un appel urgent aux autorités yougoslaves à s'engager sur cinq points :

– mettre fin immédiatement à la campagne d'intimidation et d'expulsion de la population civile ;

– faire cesser toutes les activités des forces militaires et paramilitaires au Kosovo et retirer ces forces ;

– accepter inconditionnellement le retour dans leurs foyers des réfugiés et de toutes les personnes déplacées ;

– accepter le déploiement d'une force militaire internationale pour garantir que le retour des réfugiés se fera dans des conditions de sécurité et que l'aide humanitaire sera acheminée librement ;

– permettre à la communauté internationale de vérifier que ces engagements seront respectés.

Une fois ces conditions acceptées par Belgrade, le secrétaire général de l'ONU s'engage à demander *« instamment »* aux dirigeants de l'OTAN de suspendre immédiatement les bombardements aériens sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Et de conclure : *« La cessation des hostilités que je propose est un prélude à une solution politique durable de la crise, qui ne peut être trouvée que par la diplomatie. Dans ce contexte, je recommande vivement la reprise des pourparlers sur le Kosovo entre toutes les parties concernées le plus tôt possible. »*

**ACCUEIL FAVORABLE À L'OTAN**

Dans l'entourage de M. Annan, on note qu'il a exprimé un minimum de conditions à remplir pour une reprise du dialogue diplomatique, afin de sortir de l'impasse. En tout cas, l'initiative de Kofi Annan a été favorablement accueillie aussi bien à Paris qu'à Bonn et à Rome, ainsi qu'au siège de l'OTAN.

*« L'appel aux autorités yougoslaves que vient de lancer le secrétaire général de l'ONU exprime des attentes qui rejoignent celles que la France a exprimées »*, indique un communiqué du gouvernement et de la présidence de la République. *« C'est ainsi que l'on pourra ouvrir la voie à une solution politique au conflit »*, a fait savoir pour sa part le chancelier allemand Gerhard Schröder, tandis que le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, saluait *« une déclaration qui correspond à ce que nous voudrions que le président Milosevic fasse »*.

Dans les couloirs des Nations unies à Genève, certains diplomates laissaient entendre que M. Annan n'a pas été non plus insensible aux critiques réitérées de Moscou et de Pékin, soucieux de voir le Conseil de sécurité sortir de sa léthargie dans le dangereux imbroglio balkanique.

*Jean-Claude Buhrer*

# L'OTAN dément tenir la France à l'écart

TANT à Washington qu'à Bruxelles et à Paris, les autorités ont tenu à démentir, vendredi 9 avril, un article du quotidien britannique conservateur *Daily Telegraph* selon lequel des sources diplomatiques et militaires non identifiées ont affirmé que la France est tenue à l'écart de certaines décisions de l'Alliance sur les opérations au Kosovo. Selon le correspondant du journal à Washington, les Etats-Unis auraient exclu la France du *« circuit »* pour éviter qu'elle transmette des informations aux Serbes, dès lors que ses alliés de l'OTAN la soupçonnent de commencer à entretenir *« un axe militaire »* avec les responsables de Belgrade.

Le porte-parole du Conseil national de sécurité, à Washington, puis celui du Pentagone ont qualifié cet article de *« total non-sens, erroné à l'extrême »*, rappelant que la France apporte la seconde contribution aux bombardements alliés, derrière les Etats-Unis et devant le Royaume-Uni, et qu'*« elle est totalement intégrée »* à l'opération. Le porte-parole de l'OTAN, à Bruxelles, a déclaré que *« ces allégations sur des restrictions d'accès à des informations confidentielles sont sans fondement »*. De son côté, à Paris, le ministre de la défense, Alain Richard, a confirmé que la France n'est absolument pas tenue à l'écart par l'OTAN. A chaque fois qu'il y a eu un problème, a-t-il dit, *« la France a réagi avec une totale transparence à l'égard de ses partenaires »* – allusion à l'arrestation, en 1998, du commandant Pierre-Henry Bunel, accusé d'avoir livré des documents à un officier des services yougoslaves à Bruxelles – et, a ajouté M. Richard, *« nos démentis seront confirmés par des actes »*.

Immédiatement après cette affaire que le gouvernement français avait, sans attendre, portée de lui-même sur la place publique, l'OTAN n'a pas hésité à confier à un général français le commandement de la force dite d'extraction destinée à sécuriser les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération (OSCE) au Kosovo jusqu'à leur retrait.

Outre sa participation, sous la forme de missions de liaison composées d'officiers, aux quartiers généraux alliés à Mons (Belgique), à Naples et à Vicenza (Italie) d'où sont planifiés et contrôlés les raids, la France a fourni une gamme de moyens aériens qui, nécessairement, l'amènent à recueillir, à exploiter et à transmettre l'information « sensible » pour le compte de l'OTAN avec qui elle la partage ou elle l'échange.

Au sein d'une flotte de près de soixante appareils au total, c'est notamment le cas de ses avions-radars AWACS (qui conduisent des sorties auxquelles des avions alliés contribuent), de son avion Gabriel de guerre électronique et de brouillage (qui dresse la carte du renseignement électromagnétique et électronique de la zone), de ses avions Mirage IVP de reconnaissance stratégique et Mirage F1 CR de reconnaissance tactique (qui rassemblent du renseignement opérationnel) et de son satellite-espion Helios 1 (qui détermine des cibles et établit, après coup, une évaluation des dégâts).

De même, la marine française a déployé, au sein de sa flotte autour du porte-avions *Foch* en Adriatique, un sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire, l'*Améthyste*, qui fait du renseignement au bénéfice de l'OTAN.

**MANQUE DE TRANSPARENCE**

Dans les milieux militaires, on fait remarquer que la France est le seul de tous les alliés des Etats-Unis à avoir aligné une panoplie certes modeste (10 % des forces mobilisées par l'opération), mais qui compte autant de moyens nationaux diversifiés concourant à l'élaboration et à l'exécution collective des décisions de l'OTAN pour « Force alliée ».

En revanche, cette collaboration entre alliés se pratique parfois à sens unique, laissent entendre des officiers français qui découvrent les procédures de l'OTAN très inspirées des règles en vigueur au Pentagone.

Ainsi, les missions attribuées aux moyens les plus secrets ou les plus stratégiques de l'arsenal américain ne sont pas partagées par Washington avec ses alliés. C'est le cas des vols des bombardiers intercontinentaux B1 et B2, des avions « furtifs » F-117 A et des bombardiers B-52 porteurs de missiles de croisière, pour lesquels les Américains ne jouent pas la transparence et auxquels ils ont réservé des conditions particulières d'emploi.

Si elle est novice en la matière, après des dizaines d'années d'absence des quartiers généraux de l'OTAN et de leurs procédures, la France n'est pas, pour autant, la seule à s'en être aperçu. D'autres alliés ne sont pas davantage informés au préalable par les Etats-Unis – qui veillent à protéger la sécurité de leurs moyens les plus stratégiques – et ils en tirent le sentiment d'être mis devant le fait accompli.

*Jacques Isnard*

# Malgré les désaccords, les Etats-Unis continuent de travailler avec Moscou

WASHINGTON
*de notre correspondant*

Inquiets des propos belliqueux prêtés au président russe, Boris Eltsine, les Etats-Unis se sont efforcés d'obtenir clarification de la part du Kremlin. Porte-parole du département d'Etat, Jamie Rubin a ainsi indiqué, vendredi 9 avril, que *« les Russes nous ont assuré qu'aucune décision n'avait été prise (...) et que le président Eltsine n'avait donné aucune instruction à ses militaires de recibler leurs missiles nucléaires stratégiques »*. Se refusant à prédire ce que fera Moscou, Jamie Rubin a assuré que Washington *« restera vigilant »*. Pour sa part, la Maison Blanche s'est dite *« officiellement rassurée à haut niveau que la Russie ne se laissera pas entraîner dans le conflit des Balkans »*.

Les Américains s'efforcent d'expliquer en même temps que la coopération avec la Russie continue malgré le *« désaccord profond »* à propos du Kosovo : *« Nous continuons à travailler avec les Russes*, a ajouté M. Rubin, *tout en leur faisant clairement savoir quelles sont les conditions de l'OTAN pour mettre fin à sa campagne. La Russie comprend ces conditions. Il est clair qu'elle n'est pas d'accord avec elles car elle pense que nous ne devrions, en aucune circonstance, faire usage de la force aérienne. Mais, même si nous différons sur ce point, nous continuons à coopérer sur d'autres sujets. »* Washington toutefois *« continue à rechercher des assurances que les Russes sauront faire la différence entre leur sympathie politique pour la cause serbe et une intervention militaire »*.

La porte n'est donc pas fermée à une médiation russe, du moins si elle cadre avec les principes de Rambouillet. *« Même si nous divergeons de temps à autre, nous restons d'accord pour travailler ensemble, en particulier dans le Groupe de contact. S'ils peuvent faire pression sur* [Slobodan] *Milosevic pour qu'il accepte leur médiation, ce serait très bien pour la paix et la stabilité en Europe »*, a déclaré au *Monde* Ken Bacon, sous-secrétaire à la défense. *« La Russie peut jouer un rôle constructif »*, a ajouté le porte-parole du Conseil national de sécurité (NSC).

La Maison Blanche, comme le Pentagone et le département d'Etat, a aussi démenti les allégations du *Daily Telegraph* de Londres, reprises par le quotidien conservateur *The Washington Times*, selon lesquelles les Français avaient été exclus de certaines décisions sur le Kosovo.

## Pour Washington, « la Russie peut jouer un rôle constructif »

Pour le porte-parole du NSC, la coopération franco-américaine est *« excellente »* et *« il n'existe aucune divergence entre Paris et Washington sur la manière de répondre à la question du Kosovo, ni sur les relations avec la Russie, même si nos intérêts nationaux peuvent diverger sur ce sujet »*. *« Convergences fondamentales »*, *« même longueur d'ondes »*, *« divergences tactiques sur des questions précises mais mêmes buts à long terme »* : c'est ainsi que le NSC décrivait il y a peu les relations entre les deux pays. Même si, comme certains le rappellent, l'arrestation du commandant Pierre-Henry Bunel pour espionnage au profit des Serbes a laissé des traces.

En fait, la participation française aux opérations au Kosovo est quasiment ignorée des Américains en raison de l'absence incompréhensible des responsables français dans les journaux et les télévisions américaines. Ainsi Roy Stafford, de la National Defense University, est d'autant plus surpris que *« l'opinion et les gouvernements alliés, en particulier français et britanniques, paraissent plus résolus que l'administration Clinton et plus favorables à l'engagement de troupes sur le terrain ; le refus de l'envisager est une des plus graves erreurs stratégiques de notre gouvernement »*. *« Les tensions, les difficultés entre responsables de nos deux pays sont plus souvent avec le Quai d'Orsay qu'entre militaires. »*

*Patrice de Beer*

# Paris maintient la plus grande fermeté face à Milosevic

EN DEUX SEMAINES, l'opinion française s'est radicalisée contre le régime de Slobodan Milosevic et elle soutient aujourd'hui très majoritairement les frappes aériennes de l'OTAN en Yougoslavie. Mais si elle a compris la justification de l'intervention, elle n'en continue pas moins à se poser certaines questions sur la suite et l'issue, auxquelles M. Chirac ni M. Jospin, pas plus d'ailleurs que leurs partenaires des autres pays de l'OTAN, n'ont répondu.

Sur ce qu'ils exigent de Slobodan Milosevic, les Occidentaux paraissent aujourd'hui clairs, après un certain cafouillage diplomatique cette semaine. Mais ce qu'ils feraient si le président yougoslave ne se pliait pas à ces exigences, ils ne le savent pas encore.

**UN CERTAIN FLOTTEMENT**

A la question *« jusque quand les frappes dureront-elles ? »*, les alliés répondent comme un seul homme qu'elles ne s'arrêteront en tout cas pas avant que l'appareil répressif de Slobodan Milosevic soit détruit, ce constat devant être dressé par les militaires, et la décision d'arrêter ou non prise par les politiques. Ils ajoutent que le président yougoslave a néanmoins la possibilité de faire cesser les bombardements sur le champ, s'il se plie aux demandes des Occidentaux. C'est à partir de là que se manifeste un certain flottement.

On l'a senti cette semaine lorsque les diplomates, répondant à l'offre dilatoire de cessez-le-feu de Slobodan Milosevic, lui ont rappelé en cinq points ce que l'on attendait de lui. Sur l'un de ces points – le retrait des forces serbes du Kosovo – certains ont en effet laissé entendre publiquement que ce retrait pouvait n'être que partiel. *« Ça aurait pu être une étape ; on n'a pas vraiment précisé, de manière à évaluer la réponse »*, dit l'un d'eux. Déclaration déconcertante : on sait ce que font les forces serbes au Kosovo et il était assez paradoxal, au moment où l'on promet de les détruire toutes, de proposer à Milosevic d'en maintenir une partie dans la province ; cela correspondait en outre à un recul par rapport au plan de Rambouillet qui prévoyait un retrait total de l'armée en six mois.

La rectification a eu lieu rapidement. En haut lieu à Paris, on a rappelé vendredi que *« la France est pour un retrait total »*. A Londres, le secrétaire au Foreign office, Robin Cook, a fait de même : *« Le retrait total, cela signifie le retrait total. Je n'imagine pas que beaucoup de réfugiés, expulsés de leur pays, accepteraient d'y revenir si les gens qui les ont chassés étaient toujours en place. »* M. Cook a ajouté que les exigences occidentales allaient désormais au delà du plan de Rambouillet sur ce point, au sens où le retrait des forces serbes devrait être plus rapide.

La ligne des alliés est ainsi fermement réaffirmée et l'incident est clos. Il n'en est pas moins révélateur de l'impatience un peu brouillonne de certains à trouver une « sortie » à l'engagement militaire occidental.

A la deuxième question qui se pose – peut-on encore négocier avec Milosevic ? – les Occidentaux ne formulent pas à ce stade de réponse officielle collective. Ils pourraient y être contraints si par exemple le président yougoslave faisait des *« propositions de paix »*, en y mêlant éventuellement Ibrahim Rugova, le leader modéré des Kosovars, ou bien si se présentait telle ou telle offre de médiation qu'il se montrerait prêt à saisir, ce qui n'est pas le cas actuellement.

**FAUSSE QUESTION**

La France, sur cette question, est sur une ligne ferme, comme le laissait entendre Lionel Jospin jeudi, en déclarant sur France 2 : *« La négociation, c'est là d'où nous venons depuis un an sans que rien ne débouche. »* On estime, dans les milieux dirigeants français, que c'est d'ailleurs une fausse question car la paix ne pourra être rétablie au Kosovo que si l'on prive le régime de Milosevic des moyens d'y être encore actif. *« Pour cela, nous n'avons rien à négocier avec lui*, dit un responsable français. *Nous avons quelques principes simples* [contenus dans le plan de Rambouillet] *qui peuvent faire l'objet d'une adaptation, c'est tout »*. Il écarte au passage l'idée de discuter avec Milosevic d'une partition du Kosovo, qui serait une *« erreur pour l'avenir »* et une façon de lui reconnaître *« une demi-victoire »*. On est d'avis à Paris que le règlement doit être *« imposé »* au président yougoslave, qu'il n'est plus temps pour autre chose.

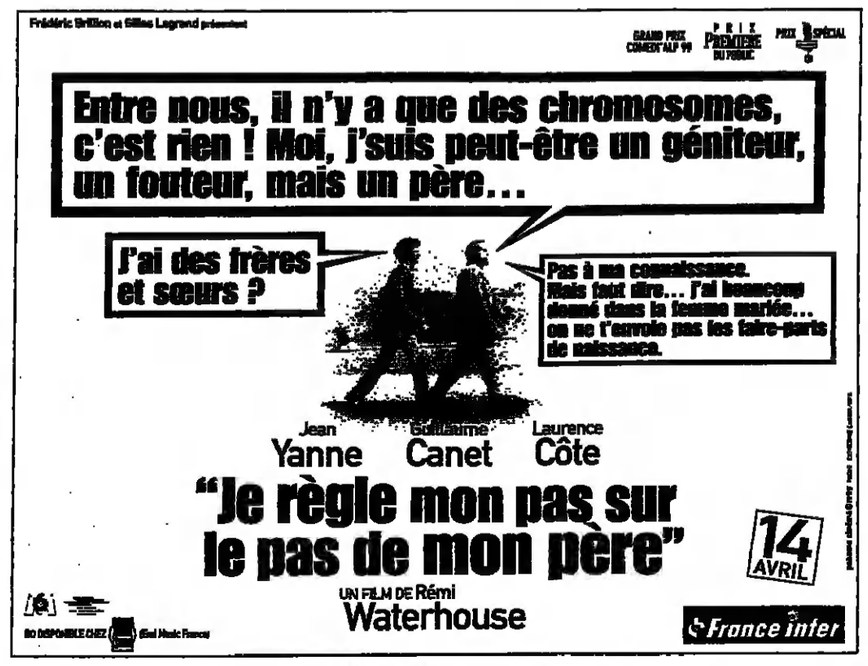
On insiste cependant sur la nécessité que ce règlement soit cautionné par l'ONU et qu'il ait en particulier le soutien de la Russie. La France s'est efforcée depuis quinze jours de maintenir le contact avec Moscou. Elle estime que la force d'interposition qui serait déployée au Kosovo pour faire appliquer un règlement devrait avoir le parrainage des Nations unies et non s'afficher comme une force purement otanienne, même s'il faut lui assurer une chaine de commandement efficace et ne refaire *« en aucun cas »* l'expérience de la Forpronu en Bosnie.

Le scénario espéré est donc que Slobodan Milosevic, affaibli par les frappes, vienne à récipiscence et signe ce qu'on lui demandera de signer. Une force multinationale se déploierait au Kosovo avant que les réfugiés n'y retournent, dans un environnement *« sécurisé »*.

Mais ce scénario n'est pas sûr et c'est là que se posent les questions périlleuses pour les Occidentaux : que faire si, son armée détruite, Milosevic continue de tout refuser ? Passer à ce que l'OTAN appelle *« la phase 3 »*, c'est-à-dire l'attaque de cibles économiques et politiques, la vraie guerre contre la Serbie ? Ou bien à une intervention terrestre ? Les dirigeants français refusent catégoriquement de répondre : *« ces questions ne sont pas à l'ordre du jour et il ne serait pas adroit de se dévoiler maintenant »*, dit l'un d'eux.

Ils font valoir que poser ces questions revient en quelque sorte à inverser le rapport de forces actuel : *« Milosevic n'est pas maître du conflit, il le subit. Le seul maître c'est l'OTAN. »* Ils ajoutent que les frappes n'ont pas pour seul effet de détruire son armée, qu'*« elles portent atteinte en profondeur à son régime »*, à son image, et affaiblissent aussi les soutiens qu'il peut avoir de l'extérieur.

*Claire Tréan*




هكذا من الأصل

# Les exilés kosovars ne souhaitent pas s'éloigner des camps proches de la frontière albanaise

## A Kukës, de nombreux réfugiés gardent l'espoir du retour et refusent d'abandonner leurs tracteurs

**Les dizaines de milliers de réfugiés du Kosovo qui ont rejoint la ville de Kukës ne souhaitent pas s'éloigner de la frontière du Kosovo. Les uns pour tenter de retrouver des membres de leurs familles dont ils sont sans nouvelles, les autres parce qu'ils ne veulent pas abandonner leur tracteur. La plupart gardent l'espoir de pouvoir rentrer chez eux et n'envisagent de fuir qu'en cas de guerre.**

KUKËS
*de notre envoyé spécial*

Baijram ne quittera pas Kukës. Il l'a dit à l'instituteur de l'école où il était hébergé, puis au représentant de la mairie, qui venait lui vanter les mérites des centres d'accueil du sud de l'Albanie. Alors, une fois encore, il le répète de cette voix calme qui traduit l'évidence : *« Je ne m'éloignerai pas du Kosovo. »* Baijram n'est pourtant pas du genre difficile. Il se dit prêt à aller n'importe où, dans une famille d'accueil, dans un des 35 autres centres montés dans le district par les organisations humanitaires et les agences des Nations unies, ou même un de ces campements sauvages qui pullulent autour, comme à l'intérieur de la ville. Il ne revendique aucun confort, ni ne se plaint du manque pourtant évident de nourriture. Il veut seulement une chose : qu'on le laisse attendre ici, au plus près des siens.

**REPORTAGE**

**« S'ils évacuent les habitants de Kukës, alors nous suivrons »**

Car, depuis le samedi 3 avril, ce petit homme au regard clair, enfoncé dans une veste de cuir trop grande pour lui, a perdu toute trace de sa femme et de sa fille aînée. Il avait pourtant cru bien faire quand il les avait poussées à grimper sur le tracteur d'un voisin. Depuis le matin, et l'entrée des paramilitaires serbes dans la ville de Suhareka, à 40 kilomètres de la frontière, elles avaient déjà beaucoup trop marché. Alors il a poursuivi avec ses quatre autres enfants, âgés de treize à vingt et un ans, et leur a donné rendez-vous à la frontière. Il les y a attendues deux jours. Plusieurs voisins lui ont dit qu'elles étaient derrière, engluées dans la file d'attente. Et puis à 3 heures du matin, mercredi 7 avril, il a vu passer les derniers réfugiés autorisés par les Serbes à franchir la frontière.

Jusque-là, il avait pourtant toujours gardé le moral. Albanais du Kosovo, il ressemblait à l'image d'Epinal du Yougoslave modèle. Ancien ouvrier dans une fabrique de meubles à Ljubljana, accidenté du travail et bénéficiaire d'une pension slovène, il avait en effet conservé de *« très bonnes relations avec de nombreux Serbes »*. Aussi, aux nouvelles alarmistes rapportant l'évacuation des villes voisines, il avait préféré les propos rassurants de la police municipale assurant que Suhareka serait épargnée. Baijram n'a plus aujourd'hui que la force d'attendre, ici à Kukës.

### UN GOÛT DE TRAHISON

Skender et Minavera, trente ans chacun, n'entendent pas davantage quitter la région. A eux aussi, on a suggéré de prendre le chemin du Sud. Mais après cinq jours comprimés dans un tracteur, à contraindre les enfants au silence et à s'interdire l'usage des bougies, et forts dorénavant de l'immense privilège d'avoir franchi parmi les derniers le col de Morina, l'ancien ouvrier au chômage et l'institutrice dans les écoles parallèles albanaises n'envisagent plus de bouger. *« Ou alors pour rentrer à Prizren* (sud du Kosovo), *sous la protection des troupes de l'OTAN »*, explique Skender.

Des Baijram, des Skender et des Minavera, le HCR et les autorités de Kukës en gèrent des dizaines de milliers. Il y a ceux pour qui s'éloigner, ne serait-ce que d'un kilomètre, du Kosovo laisserait un horrible goût de trahison. Ceux, souvent les plus jeunes, qui se disent prêts à partir mais exclusivement vers Tirana ou Durrës ; mais la capitale albanaise, comme le principal port du pays, s'estiment saturés. Enfin ces agriculteurs qui, plus encore que de leur destinée, semblent se soucier du devenir de leur tracteur. La préfecture a proposé de placer les paysans dans des bus et de faire garder leurs tracteurs. Mais en vain.

A la préfecture, on se dit pourtant déterminé. *« Les Kosovars sont nos frères,* explique Emri Peca, porte-parole de la préfecture, *mais Kukës ne pourra pas longtemps supporter une telle charge. 80 000 réfugiés pour 20 000 habitants, c'est invivable. »* Dès vendredi 9 avril, deux écoles de la ville, qui servaient de centres d'accueil, ont été évacuées pour préparer la rentrée des classes. D'ici à dix jours, la préfecture souhaiterait voir disparaître tous les campements sauvages, et leurs habitants répartis dans les camps aménagés ou, mieux, envoyés vers le Sud. Il y a également les hypothétiques épidémies : pour l'heure, elles ont été bien contenues, *« mais ça peut se dégrader rapidement »*, admet Muhammed Dualeh, responsable de l'antenne santé du HCR. Enfin il y a la sécurité. Chacun redoute une escalade du conflit. Vendredi, des échanges de tirs entre unités de l'UCK et armée serbe se sont poursuivis toute la journée près de Tropoje, sur la frontière, à 100 kilomètres au nord-est. *« Et ça finira par arriver ici,* pronostique-t-on au HCR. *Il n'est pas pensable que 60 000 ou 80 000 réfugiés se trouvent alors sur place. »*

Impensable sauf que, parallèlement à la fermeture de la vanne des arrivées, le flot des départs s'est lui aussi tari. De 15 000 sorties par jour, le rythme est passé à 7 500, jeudi. Si bien que, de la place principale, les camions qui montent vivres et matériel repartent désormais à vide, ce qui était aussi impensable qu'interdit il y a trois jours. Au HCR, on espère cependant *« régler la situation en quelques semaines »*. Paradoxalement, une éventuelle escalade militaire, si elle inquiète les humanitaires, pourrait se révéler l'alliée objective des autorités locales. Sur l'immense campement sauvage qui borde le lac, ce vieil homme hésite. Partir dans un de ces bus qui attendent les éventuels candidats ? *« Jamais je ne quitterai mon tracteur. »* Et la menace de guerre ? L'homme réfléchit, lisse sa moustache : *« S'ils évacuent les habitants de Kukës, alors nous suivrons. »*

***Nathaniel Herzberg***

# La fausse quiétude des réfugiés en Turquie

## A Gaziosmanpasa, ils n'ont pas surmonté leurs frayeurs, ne savent plus où se rendre et s'inquiètent du sort de leurs proches

CAMP DE GAZIOSMANPASA, KIRKLARELI (Turquie)
*de notre envoyée spéciale*

Une carte téléphonique à la main, ils font la queue, patiemment, devant le bureau de poste du camp, attendant d'avoir accès aux quatre téléphones mis à leur disposition. Désormais propres et bien nourris, les réfugiés qui, deux jours auparavant, étaient encore noyés dans la boue et les ordures à la frontière macédonienne, tentent d'oublier leur frayeur. Pris en charge par les autorités turques dans le cadre presque champêtre d'un camp bien organisé, puisqu'il a déjà été rodé au cours de plusieurs crises précédentes – l'exode de la minorité turque fuyant la Bulgarie en 1989 et la guerre de Bosnie –, la principale préoccupation de ces Kosovars est désormais d'obtenir des nouvelles des proches qu'ils ont dû abandonner.

**REPORTAGE**

**« En Macédoine, c'était terrible. (...) Ici nous sommes mieux »**

*« La police macédonienne nous a forcés à monter dans des camions »*, explique, nerveuse, Besai Seydai, une étudiante en médecine âgée de vingt-deux ans et qui a passé huit jours sous la pluie à la frontière. *« Ici nous sommes relativement bien, mais la Macédoine était terrible. »* Elle espère obtenir des nouvelles de ses parents et de ses trois sœurs, dont elle a été séparée à la frontière, en appelant un oncle domicilié en Norvège.

### LOGIS PRÉFABRIQUÉS

En l'espace de quarante-huit heures, les signes extérieurs du traumatisme vécu par ces Albanais du Kosovo ont presque disparu et le camp assume un air de fausse normalité sous le soleil printanier. Des enfants jouent sur des balançoires. Devant les logis préfabriqués, qui contiennent quatre lits, une armoire, une table et quatre chaises, des femmes font leur lessive dans de grands baquets en plastique et, déjà, du linge sèche sur des lignes tendues entre les maisonnettes. Mais l'angoisse des réfugiés et les séquelles des épreuves terribles qu'ils ont traversées n'ont pas disparu pour autant.

Devant la cuisine de campagne, les réfugiés sont alignés avec de grands bols en métal, qu'ils remplissent de bulgur (blé concassé), de haricots et de yaourt. Cette nourriture est accompagnée de jus de fruits, qui sont au menu de midi et qu'ils rapportent à leurs familles pour manger en privé à leur domicile temporaire.

Parmi ceux qui attendent d'être servis figure Murat, étudiant âgé de dix-neuf ans qui a vu, dans sa fuite, des miliciens serbes abattre un homme. Il exprime son soulagement. Par l'intermédiaire d'un parent vivant en Europe, il est parvenu à avoir des nouvelles de son père, de sa mère et de ses frères et sœurs, qui se trouvent en Albanie. Elégante dans des pantalons de velours brun, Umrane, trente et un ans et qui est arrivée en compagnie de sa mère, s'inquiète pour son père resté à Pristina. Son épopée est semblable aux récits des autres habitants du camp. *« Nous avons été chassés par des hommes masqués, qui nous ont forcés à nous rendre à la gare où nous avons attendu pendant des heures avant d'être entassés dans le train pour aller à la frontière »*, explique-t-elle. *« En Macédoine, c'était terrible. La police nous a très mal traités. Ici nous sommes mieux »*, ajoute-t-elle.

### TRACES DE COUPS

A l'infirmerie, un médecin turc confirme que trois réfugiés ont été traités pour des traces de coups infligés, affirment-ils, par les forces de sécurité macédoniennes. *« Mais nous voyons surtout des cas d'infection des voies respiratoires en raison de la pluie et du froid,* explique le Dr Kaan Onem. *Il y a aussi les maladies chroniques, qui viennent pour leurs rhumatismes, leur diabète ou l'hypertension. »* Ses cheveux blonds et ses yeux bleus lui donnent l'allure d'un Albanais et rappellent les liens culturels, ethniques et historiques qui lient la Turquie aux Balkans. *« Ma famille est effectivement originaire des Balkans »*, admet-il en souriant. Comme interprète, il emploie une jeune Albanaise qui a fui le Kosovo en voiture avec la première vague de réfugiés et qui, arrivée voilà dix jours, fait déjà partie des vétérans du camp. *« Notre famille parle le turc à la maison »*, affirme-t-elle.

Eyoub, qui enseignait l'anglais dans un lycée, fait lui aussi partie des chanceux qui sont parvenus à établir le contact avec leurs proches. Musulman pieux, il avait quitté le Kosovo pour le pèlerinage à La Mecque le 12 mars, via Skopje. Echoués en Arabie saoudite après le début des opérations de l'OTAN, les quelque 200 pèlerins kosovars dont il faisait partie n'ont pas obtenu l'autorisation de s'envoler pour Skopje. Après plusieurs jours d'attente à Jeddah, le groupe s'est retrouvé, pour le moins surpris, dans ce camp de réfugiés. *« C'est le destin, une épreuve que nous devons traverser »*, dit-il avec philosophie. Jaja Hasan, pèlerin lui aussi, est en revanche furieux. *« Comment puis-je sortir de ce camp ? Nous n'avons rien, les toilettes sont sales. Je veux retourner en France »*, se plaint-il. Originaire du Kosovo, il est domicilié depuis trente ans dans le Jura, où il travaillait pour Peugeot. Contrairement à la plupart des réfugiés qui vivent ici, il n'a pas vécu les horreurs de la longue fuite vers la frontière et ne partage pas leur soulagement d'avoir simplement survécu.

Des milliers d'autres Kosovars sont attendus dans les jours à venir dans ce camp de Gaziosmanpasa qui devrait bientôt abriter 20 000 réfugiés. Ceux qui sont installés ont déjà gagné la lutte pour la survie : dans l'immédiat, ils n'ont rien à craindre et ont un toit sur la tête et des repas réguliers. Il leur reste à confronter l'ennui, le cauchemar des épreuves traversées, l'inquiétude qu'ils ressentent pour parents et amis dont ils sont séparés et, surtout, l'incertitude pesante de l'exil. Où veulent-ils aller ? Tous répondent *« au Kosovo »*, lorsque les conditions de sécurité le permettront. Pour le présent, ils haussent les épaules, indifférents. Qu'ils soient ici ou ailleurs ne change pas grand-chose.

***Nicole Pope***

# Paroles de soldats de l'Armée de libération du Kosovo (UCK)

RUGOVA
*de notre envoyé spécial*

*« Vous voyez ces montagnes, ces pierres. Ce sont un peu mes pierres. J'aime cette terre. »* Besim est officier dans l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Sa famille a été récemment victime de la campagne d'épuration ethnique que mène l'armée serbe au Kosovo. *« Je vivais à Pec avec ma femme, mes deux filles et mon fils. Lorsque je suis parti il y a un an pour rejoindre l'UCK, mon fils n'était âgé que de trois mois. Je n'ai jamais revu ma famille. Je sais qu'ils se sont réfugiés à Rozaje, au Monténégro, il y a deux semaines. »* Besim sort délicatement une photographie de son portefeuille. Un gamin à boucles blondes sourit maladroitement : *« Un ami m'a amené cette photo. Mon fils a des cheveux. Et des dents. »*

Besim est de repos à la caserne. Il bricole un émetteur radio. *« Le soir, nous aimons trouver les fréquences de l'armée serbe. Nous nous insultons à distance. »* Besim boit une gorgée d'eau-de-vie. Il réfléchit à son engagement dans l'UCK comme si c'était un souvenir lointain. C'était il y a un an. A trente ans, Besim paraît dix ans de plus. *« Je me suis engagé dans le village de Glocane, dans l'unité du chef Ramus Aradinaj, un grand guerrier. La guerre va être longue,* poursuit-il. *Je crois que seuls les Serbes peuvent venir à bout de Milosevic. »* En dépit de cet appel lancé aux opposants démocrates au président yougoslave, Besim ne peut taire sa rage. *« Je sais que ce n'est pas bien de haïr un peuple. Pourtant, je hais les Serbes. J'avais des amis serbes. Alors j'espère que cette haine disparaîtra, un jour, après la guerre. »* Après la guerre... Besim y pense sans répit. *« Je veux rentrer dans ma ville, dans ma maison, m'asseoir et attendre que ma famille revienne. M'asseoir dans ma maison. C'est une obsession... »*

Tous les espoirs de Besim sont dorénavant placés en l'UCK, le mouvement indépendantiste armé kosovar. *« Nous devons combattre pour ce pays. Le Kosovo existe. Combien y a-t-il de Serbes ici ? Presque aucun... »*

### « JE N'AI PAS PEUR »

La guerre a rendu Besim imperméable à l'idée de coexistence. Il pense qu'elle ne fut qu'une illusion. *« Nous, Albanais du Kosovo, n'avons jamais aimé la Yougoslavie, même avant Milosevic, lorsque tous les Yougoslaves vivaient ensemble. »* C'est pourquoi Besim ne soutient pas le combat d'Ibrahim Rugova, le chantre du pacifisme au Kosovo. *« C'est la guerre, il n'y aura jamais de paix avec les Serbes. Je ne comprends plus Rugova. On ne peut pas être Gandhi lorsque c'est la guerre. »* Selimaj s'est engagé dans l'UCK l'été dernier parce que *« les Serbes allaient tuer* [sa] *famille »*. Sa femme et ses deux filles vivent pourtant dans un village paisible, où il n'y a jamais eu de combats. *« Je vais les voir une fois par mois. »* Une région paisible, une affectation dans la police militaire, aucune participation à une bataille : Selimaj n'est pas un guerrier comme Besim. *« J'aime Ibrahim Rugova. Certains ne l'aiment pas. Moi, je crois que c'est un démocrate. Et il n'aime pas la guerre. Je combats parce que Milosevic est fou ! Ce pays n'est pas l'Albanie, mais c'est un pays albanais. Chaque Albanais du monde entier doit venir aider l'UCK, ou au moins envoyer de l'argent. Sinon, qu'il soit damné, qu'il ne revienne jamais sur cette terre ! »* Ardian est arrivé à la caserne il y a une semaine. Il a dix-sept ans. *« Nous sommes mobilisés. Nous n'avons pas le choix. De toute façon, je voulais rejoindre l'armée. J'ai commencé l'entraînement. On marche, on court... La semaine prochaine, je vais apprendre à tirer à la kalachnikov. La guerre ne sera pas longue, car le monde entier est avec nous,* pense Ardian, le sourire angélique. *Je vais bientôt retourner dans mon village, commencer une nouvelle vie, aller à l'école. »* Ardian ne connaît encore rien de la guerre. Un instant, un soupçon de tristesse apparaît. Puis le regard se veut déterminé. *« Je n'ai pas peur. »* Mais les mains d'Ardian se tordent.

***Rémy Ourdan***

**VU A LA TÉLÉVISION SERBE**

# *Symbolique des ponts à la RTS*

**DANS SES BULLETINS** d'information, la télévison de Serbie a fait une large place, vendredi 9 avril, à l'importance des ponts, *« symboles de vie »* pour le pays. Dès le début du journal, repris toutes les heures, le président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), Slobodan Milosevic, recevant le président du Parti ouvrier hongrois, M. Djula, a conclu sa virulente condamnation de l'intervention de l'OTAN contre la Yougoslavie en rappelant qu'elle touche durement la région de la Voïvodine dont *« la minorité hongroise est un pont qui relie les deux pays »*. Un communiqué du gouvernement fédéral a appelé, entre autres, *« les citoyens à s'opposer, unis, aux bombes qui tuent indépendamment de l'appartenance nationale »*.

Après cette « introduction », un long reportage décrit la façon dont les habitants de Belgrade, Pancevo et Novi Sad défendent leurs ponts. Les premières images montrent un grand drapeau yougoslave porté à bout de bras par des manifestants réunis sur le pont de Branko, à Belgrade, pour former un bouclier humain. Ils scandent *« Yougoslavie, Yougoslavie »*. Un orchestre de rock joue *Smoke on the water*, du groupe Deep Purple, devant un public de jeunes, mais aussi de moins jeunes, largement plus nombreux.

### « UNION SACRÉE »

Les drapeaux serbes et yougoslaves flottent, y compris ceux de la Yougoslavie de Tito, frappés de l'étoile communiste. Beaucoup de manifestants portent aussi des cierges ou des flambeaux. De nombreux hommes politiques sont présents. Essentiellement des représentants du Parti socialiste et de la Gauche unie, auxquels s'est joint le leader de l'extrême droite, Vojislav Seselj. Au vue de cette « union sacrée », le commentateur parle *« d'ouvrages parfaitement couverts par les forces d'une défense civile jusqu'alors inégalée »*.

Entre deux bulletins, tel un avertissement, une émission est consacrée à un autre pont de Novi Sad, détruit celui-là, dont la vue suscite les pleurs de deux passantes. Un sculpteur rappelle que ce pont avait déjà été détruit par les nazis lors de la deuxième guerre mondiale. Le bulletin de 16 heures fait ensuite état de risques de bombardement contre les installations de la télévision serbe. L'association officielle des journalistes de Serbie appelle *« tous ceux qui défendent la vérité face aux assassins de l'OTAN »* à se réunir en fin d'après-midi pour défendre le bâtiment principal de la télévision à Belgrade.

Parallèlement à leur caractère patriotique, ces images sont pourtant porteuses d'une symbolique paradoxale. La télévision de Belgrade, que le régime invite aujourd'hui à défendre, est en effet l'institution d'où sont régulièrement partis les messages les plus durs, et les plus critiques, envers l'opposition démocratique. Quant au pont de Branko, c'est là que la police serbe a, à plusieurs reprises au cours de ces dix dernières années, arrêté les manifestants en intervenant violemment à l'encontre des étudiants et habitants de Belgrade qui protestaient contre le régime. Mais ceux d'aujourd'hui semblent être plutôt dans le camp des fidèles de M. Milosevic...

***Hector Forest***

Chaque lundi avec
Le Monde
DATÉ MARDI
retrouvez
LE MONDE ECONOMIE
et les offres d'emploi

هكذا من الأصل

# L'aide du HCR aux personnes déplacées demeure limitée par les autorités de Skopje

## Médecins sans frontières proteste contre les conditions d'accueil des Kosovars en Macédoine

**Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés entend progressivement prendre en charge, en Macédoine, les camps de réfugiés aménagés par l'OTAN, laquelle conserverait, toutefois, la responsabilité de leur protection. Médecins sans frontières (MSF) estime que les critères minimaux d'assistance et de protection ne sont pas respectés. Plus de mille réfugiés sont transférés, chaque jour, dans d'autres pays.**

STENKOVEC (Macédoine)
*de notre envoyé spécial*

*« Dites-nous, monsieur, combien de temps nous allons rester ici, sans sortir, sans pouvoir rien faire ! »* Jeune étudiante en mathématiques, Barda a été chassée du Kosovo, en compagnie de ses parents, après une semaine passée à fuir les rafles à Pristina et à tenter d'éviter l'exil. Partis avant les bombardements en direction du village familial, un frère et une sœur manquent à l'appel. Depuis, Barda est sans nouvelles d'eux.

Que faire ? Pour ses huit mille réfugiés, le camp de Stenkovec, monté par les unités françaises stationnées en Macédoine et gardé par elles, pourvoit à l'essentiel, à la nourriture, au couchage dans d'épaisses tentes militaires, à un minimum d'hygiène. Mais ce camp, comme tous les autres aménagés par l'OTAN, est une cage dont certains commencent à redouter de ne pas sortir de sitôt.

L'exode des Kosovars connaît un répit. La décision de l'OTAN de suppléer à l'impuissance du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de prendre en charge la mise en place des installations nécessaires pour abriter sommairement le flot de réfugiés a évité un plus grand drame. Pendant près d'une semaine, le blocage de la frontière par les autorités macédoniennes, qui ont déjà accueilli près de soixante mille personnes, a paralysé l'ONU. Les Macédoniens, par peur du fait accompli, n'ont laissé le HCR opérer qu'au compte-gouttes pour secourir les milliers de personnes coincées sans rien dans le *no man's land* entre les deux frontières.

### NOUVELLES TENSIONS

Il semble également que le Haut-Commissariat est de plus en plus, pour des raisons imprécises, dans l'incapacité de mettre sur pied une opération de secours à la hauteur des événements. L'opposition de la Russie et de la Chine, membres du Conseil de sécurité de l'ONU, aux frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, aurait pesé lourd dans la balance pour l'en empêcher. Selon certains milieux diplomatiques occidentaux, Sadako Ogata, qui dirige le HCR, n'a finalement eu d'autre recours que de prendre contact, la semaine dernière, avec l'OTAN pour faire appel d'urgence à ses moyens.

Profitant de la venue de Mme Ogata, l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF), qui dispose de plusieurs équipes sur place, a vivement protesté, vendredi 9 avril à Skopje, contre cette situation, estimant que *« les critères minimaux d'assistance et de protection ont été ignorés dans le cas des réfugiés du Kosovo »*. Mme Ogata a promis d'y remédier au cours d'une conférence de presse, assurant notamment avoir obtenu la garantie que la frontière ne serait plus fermée aux réfugiés, ce qui était encore le cas jeudi au poste de Jabnice, où quelques centaines de personnes étaient bloquées par les Macédoniens.

Le HCR entend, selon Mme Ogata, prendre progressivement en charge l'administration des camps de l'OTAN. Mais, en Macédoine, rien n'indique pour le moment qu'elle en a plus les moyens qu'avant. Elle a estimé qu'en tout état de cause, il serait demandé aux forces alliées de continuer à assurer la sécurité des camps.

Le refus des Macédoniens de laisser les réfugiés libres de leurs mouvements pourrait provoquer de nouvelles tensions à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur des camps. La communauté albanophone de Macédoine n'assistera pas sans broncher à une dégradation de la situation. L'OTAN devra-t-elle alors assurer la police ? Le seul recours pourrait bien être, comme n'en démord pas le gouvernement, d'envoyer les réfugiés le plus loin possible dans des pays d'accueil. Pour l'instant, seules l'Albanie – qui s'est fait forcer la main pour accepter dix mille réfugiés supplémentaires – mais aussi l'Allemagne, la Turquie et la Norvège ont accepté d'en accueillir un nombre significatif. Entre mille et mille cinq cents d'entre eux quittent actuellement Skopje chaque jour par avion sous la supervision de l'OSCE.

*Henri de Bresson*

## Les Macédoniens de langue albanaise affichent leur solidarité

SKOPJE
*de notre envoyé spécial*

*« Ce ne sont pas des réfugiés, ce sont nos invités »*, corrige notre hôte, un commerçant de Tetovo. En Macédoine occidentale, là où est concentrée la majeure partie des Macédoniens de langue albanaise, l'accueil des réfugiés du Kosovo est d'abord une question de solidarité. Avec un quart environ des 2 millions d'habitants du pays, les Albanais constituent, pour leurs cousins du nord, un appui précieux pour les aider à surmonter le drame de l'exode auquel les contraint le régime serbe de Slobodan Milosevic.

Combien sont-ils aujourd'hui de Kosovars ainsi éparpillés dans les familles de l'autre côté de la frontière de la République de Yougoslavie ? Difficile sans doute de le dire avec précision. Les villes, les villages accrochés aux flancs des montagnes qui forment la frontière avec l'Albanie à l'ouest, le Kosovo au nord, affichent complet.

Le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Sadako Ogata, estimait leur nombre, vendredi 9 avril, lors de son passage à Skopje, à la moitié environ des 130 000 réfugiés qui auraient passé la frontière macédonienne depuis le début de la crise. Un chiffre un peu inférieur à celui donné par l'organisation El Hilal.

Fondée il y a huit ans par les Albanais de Macédoine avant l'éclatement de la Yougoslavie, sur le modèle des organisations humanitaires, cette organisation a officiellement pour vocation d'aider les plus démunis. Depuis sa création, deux ans après le début des troubles au Kosovo, elle s'est efforcée d'apporter une aide aussi bien aux Kosovars, aux Albanais d'Albanie qu'aux musulmans bosniaques, dont 5 000 ont été hébergés pendant plus de trois ans dans la région lors de la guerre de Bosnie. Depuis la dernière crise, elle aide à organiser l'accueil des réfugiés dans les familles.

### SYMPATHIES POUR L'UCK

Le El Hilal est parfois suspecté d'être un vecteur d'islamisme, ce dont son dernier président, Xhafer Xhaferi, un pharmacien de Tetovo, se défend énergiquement. Si elle affirme n'être qu'une simple organisation macédonienne et n'avoir aucune ramification en Albanie ou au Kosovo, il est clair cependant qu'elle défend la cause des Albanais, où qu'ils se trouvent.

Dans la crise kosovare, M. Xhaferi ne cache pas ses sympathies pour l'UCK. Très critique à l'encontre du gouvernement macédonien pour son comportement avec les réfugiés arrivant à la frontière, M. Xhaferi plaide pour que les Kosovars soient accueillis en Macédoine et non expédiés aux quatre coins de l'Europe. *« Ces gens sont perdus et nous demandent ce qu'ils doivent faire »* souligne-t-il. *« Nous leur disons de rester ici »*.

A long terme, si la crise devait durer, personne n'ignore pourtant les problèmes que cela poserait. La situation économique de la Macédoine, plus encore dans les régions albanophones, n'est pas bien brillante. Les premières années de l'indépendance n'ont pas été placées sous un signe heureux.

### ÉQUILIBRE FRAGILE

Le chômage est estimé à 40 % d'une population très jeune. Les expatriés n'ont plus, de leur côté, les moyens d'envoyer autant d'aide aux familles. Un risque de tensions sociales s'ajoute aux tensions qui ont été immédiatement perceptibles dès le début de l'exode des Kosovars avec la majorité macédonienne slave de la population.

L'équilibre des communautés est fragile malgré la présence dans le gouvernement de coalition au pouvoir à Skopje du Parti *« pour la prospérité démocratique des Albanais de Macédoine »* (DPA), l'un des deux grands partis albanophones du pays. Le DPA est un parti national qui se qualifie de droite par rapport aux formations politiques qui ont gardé des liens avec l'ancien appareil communiste, et l'un de ses leaders, Aladjin Demiria été démis de ses fonctions de maire de Tetovo et jeté en prison, l'année dernière, pour avoir fait mettre l'emblème albanais, l'aigle à deux têtes sur sa mairie.

M. Demiri n'en estime pas moins que son parti, dans la crise actuelle, doit aider le premier ministre macédonien à stabiliser la Macédoine. Même si pour cela il lui faut avaler quelques couleuvres. L'intérêt des Albanais, dit-il, n'est pas de provoquer une crise interne.

Cette sagesse durera-t-elle longtemps ? L'évolution de la situation n'est rien moins que certaine. Après le refus de la Serbie de signer les accords de Rambouillet, l'intervention de l'OTAN a conduit les Albanais de Macédoine à penser qu'il ne pouvait pas y avoir d'issue autre que l'indépendance totale du Kosovo. Jusqu'à présent, ceux-ci n'étaient pas intervenus directement dans le conflit. De bons observateurs occidentaux redoutent qu'un pourrissement de la crise n'amène la population albanaise à basculer dans un soutien plus actif qui entrerait en conflit direct avec les sentiments pro-serbes d'une grande partie des Macédoniens.

*H. de B.*

## DÉPÊCHES

**PHILIPPE SÉGUIN**

■ Tout en réaffirmant sa « confiance » dans l'action du président de la République et du premier ministre en Yougoslavie, Philippe Séguin, dans un entretien publié vendredi 9 avril par *Le Parisien*, s'interroge sur la stratégie de l'OTAN. *« Veut-on mettre tous les Serbes dos au mur, ou espère-t-on les ramener à la table des négociations ? »*, demande-t-il, ajoutant : *« Faire avaler les accords de Rambouillet à Milosevic ou bien le traiter comme un nouvel Hitler ? Dans cette deuxième hypothèse, ça risque de prendre du temps et de faire du dégât. »*

**MARIE-FRANCE GARAUD À BELGRADE**

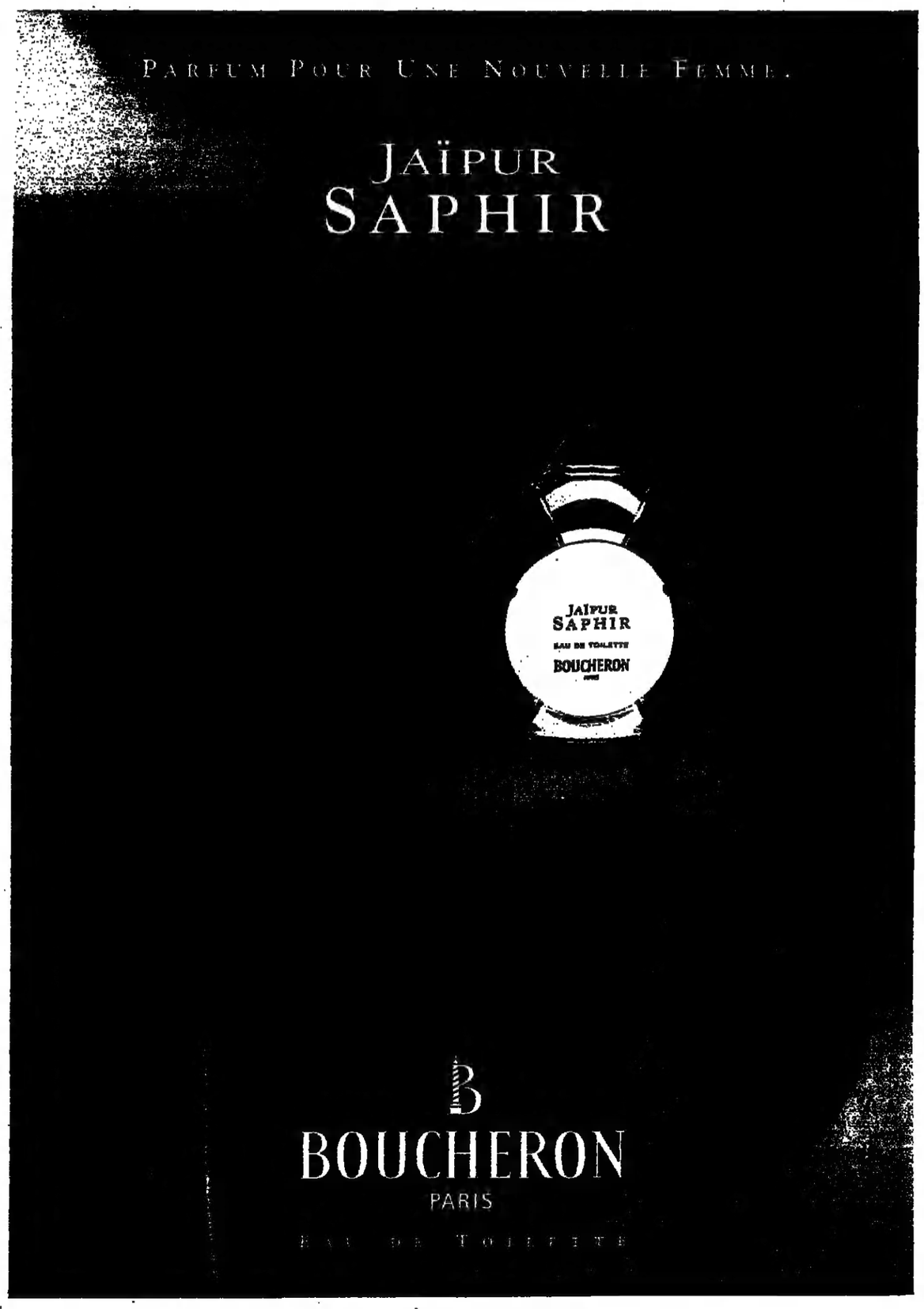
■ Marie-France Garaud, ancienne conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, aujourd'hui proche de Charles Pasqua, s'est rendue à Belgrade, du 6 au 11 avril, à l'invitation du maire de la ville, Vojislav Mihailovic, en compagnie, notamment, d'Alain Griotteray, ancien député du Val-de-Marne. Mme Garaud, hostile à la participation de la France à l'action de l'OTAN contre la Serbie, devait rencontrer diverses personnalités, dont elle n'a pas fait connaître la liste.

**LA GUERRE DES ONDES**

■ Les radios américaines Voice of America et Radio Free Europe diffusent, depuis jeudi 8 avril, 24 heures sur 24 vers la Serbie un programme commun, a indiqué vendredi le chargé des relations publiques de la « Voix de l'Amérique », Joseph O'Connell. Les programmes, qui alternent en quatre langues : le serbe, le bosniaque, le croate et l'anglais, sont destinés à contrer la propagande yougoslave, a expliqué M. O'Connell. Les émissions ne peuvent encore être captées que par Internet ou sur les ondes ultracourtes sur la fréquence 106,5, mais cinq nouvelles stations émettrices doivent être installées, a-t-il annoncé. – *(AFP)*

**POUR AIDER LES RÉFUGIÉS**

■ Le ministère des affaires étrangères a mis en place une cellule d'urgence et de veille avec un numéro vert : 0 800 77 50 47. Un autre numéro vert, concernant l'accueil des réfugiés, a été installé : 0 800 845 800.
■ Action contre la faim : 4, rue Niepce, 75014 Paris, tél. : 01 43 35 88 88.
■ Comité français pour l'Unicef : 3, rue Duguay-Trouin, 75006 Paris, tél. : 01 44 39 77 77.
■ Croix-Rouge française : 1, place Henry-Dunant, 75008 Paris, tél. : 01 44 43 11 00.
■ Fondation de France : 40, avenue Hoche, 75008 Paris, tél. : 01 44 21 31 00.
■ Médecins du monde : 62, rue Marcadet, 75018 Paris, tél. : 01 44 92 15 15.
■ Médecins sans frontières : 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, tél. : 01 40 21 29 29.
■ Secours catholique : 106, rue du Bac, 75007 Paris, tél. : 01 45 49 73 00.
■ Secours populaire français : 9, rue Froissart, 75003 Paris, tél. : 01 44 78 21 00.




هكذا من الأصل

# Gerhard Schröder s'assure du contrôle complet du Parti social-démocrate

## La guerre en ex-Yougsolavie aide le chancelier allemand à prendre un nouveau départ

**Le chancelier Gerhard Schröder sera élu, lundi 12 avril, président du Parti social-démocrate (SPD), en remplacement d'Oskar Lafontaine, qui en a démissionné à la mi-mars en même temps qu'il quittait le ministère des finances. La guerre dans l'ex-Yougoslavie a redonné confiance au chef de la coalition rouge-verte, à qui il reste cependant à apparaître, aux délégués d'un parti indiscipliné, comme l'un des leurs.**

**BONN**
*de notre correspondant*

Six mois après son élection triomphale, le chancelier allemand Gerhard Schröder va achever sa conquête du pouvoir en Allemagne : lundi 12 avril, il sera élu président du Parti social-démocrate (SPD), pour succéder à Oskar Lafontaine, qui a claqué la porte à la mi-mars, abandonnant la présidence du parti et le ministère des finances. Il devient seul maître à bord d'un parti qui ne l'a jamais aimé en raison de ses accointances avec les milieux économiques.

En mars, l'hebdomadaire *Der Spiegel* affirmait que le départ de M. Lafontaine donnait une *« seconde chance »* à M. Schröder, même si nul n'osait exclure une catastrophe, tant la coalition rouge-verte accumulait les revers. C'est bien cette première hypothèse qui semble se réaliser... grâce à la guerre du Kosovo.

M. Schröder a enregistré son premier succès au sommet européen de Berlin, obtenant la nomination rapide de l'italien Romano Prodi pour succéder, à la présidence de la commission européenne, à Jacques Santer et en bouclant la réforme des finances européennes, dite de l'agenda 2000. Certes, il n'a pas obtenu la réduction espérée de la contribution allemande au budget européen, mais la responsabilité en a été attribuée à l'intransigeance du président Jacques Chirac dans la négociation agricole. Surtout, cette querelle a été occultée par les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie.

Flanqué de son ministre de la défense, Rudolf Scharping (SPD), et du ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer (Verts), M. Schröder fait preuve d'une détermination sans faille à hitter contre le président serbe Slobodan Milosevic. Pour la première fois depuis l'arrivée de la gauche, l'Allemagne donne l'impression d'être dirigée. La population, qui a le sentiment que son pays est devenu quasi « normal » en participant aux opérations de l'OTAN, en sait gré à ses dirigeants. Selon un sondage de l'institut Forsa du 8 avril, le SPD, qui s'était effondré depuis les élections, a regagné 3 points en une semaine. La cote personnelle de M. Schröder remonte aussi.

Fort de ce nouvel habit d'homme d'Etat, le chancelier, qui n'a pas le moindre challenger dans le parti depuis le départ de M. Lafontaine, peut aborder le congrès avec une certaine sérénité. Avec la guerre, l'heure n'est plus à porter le deuil d'Oskar Lafontaine. Les voix qui demandaient la tête de Bodo Hombach, ministre à la chancellerie et bras droit de M. Schröder, accusé d'être responsable du chaos à Bonn, se sont tues. Nul n'accuse plus M. Schröder d'être un *« chancelier en cachemire »*, pour avoir posé dans la magazine *Lifestyle*, ou de passer son temps dans des émissions de variété à la télévision. La guerre a aussi occulté la hausse de l'essence et la nouvelle taxation des petits emplois payés moins de 630 marks (315 euros) par mois, qui vont frapper l'électorat SPD.

Les bombardements de Yougoslavie vont occuper le coeur des débats du congrès, ce qui provoque une nervosité certaine à Bonn dans l'équipe Schröder, alors que les délégués sont encore très marqués par les combats pacifistes des années 80. La gauche du parti et les jeunesses sociales, les jusos, comptent faire quelques éclats, demandant par exemple l'arrêt des bombardements. L'ancien chancelier Helmut Schmidt a lancé une pique, estimant que, *« tenus en laisse par les Américains, nous avons violé le droit international et la charte des Nations unies »*. Mais, sauf coup de théâtre, ce débat ne devrait pas conduire à une remise en cause profonde de l'équipe Schröder. *« J'attends du congrès un renforcement de la position du gouvernement »*, a même affirmé M. Scharping.

Partisans ou non de M. Schröder, les délégués savent que l'avenir du parti dépend du succès de l'équipe gouvernementale, qu'ils ont tout intérêt à soutenir. La gauche allemande doit montrer son unité, alors que, d'ici à la fin de l'année, elle va affronter les européennes, des élections régionales dans six Länder et de multiples élections municipales.

> « Le SPD a essentiellement une culture d'opposition, et si Schröder tente d'en faire une association pour le chancelier, il échouera »

*« En Allemagne, les conservateurs ont une culture du pouvoir et sont beaucoup plus disciplinés. (...) Le SPD a essentiellement une culture d'opposition, et si Schröder tente d'en faire une association pour le chancelier, il échouera »*, analyse Norbert Seitz, spécialiste du SPD et rédacteur en chef de la revue *Frankfurter Hefte*.

A plus long terme, la tâche qui attend Gerhard Schröder est la modernisation de son parti, dont l'électorat peine à accepter les réformes nécessaires de l'Etat social et des progrès de société comme la réforme du code de la nationalité, préconisée à l'origine par la coalition rouge-vert. *« Le changement programmatique nécessaire pour devenir un parti du centre n'a pas eu lieu »*, estime Matthias Jung, directeur de l'institut d'analyses politiques Forschungsgruppe Wahlen. *« Le problème du SPD, c'est que son électorat provient largement des milieux de travailleurs, qui ne représentent pas la société moderne de services. Ils ont beaucoup de fonctionnaires, d'enseignants plutôt étrangers à l'économie qui ont du mal à trouver une réponse à la globalisation. »* Depuis des années, les jeunes votent plutôt chrétien-démocrate que SPD. M. Schröder, entend-on souvent, va devoir faire, après son élection, ce que le Britannique Tony Blair avait fait avant. Michael Donnermeyer, ancien porte-parole du parti, conteste cette analyse : *« Le travail qu'a fait Blair pour le parti travailliste, nous l'avons fait au congrès de Bad Godesberg en 1959. Le parti a beaucoup plus évolué dans les deux dernières années que ne le perçoit l'opinion publique. On le voit notamment aujourd'hui avec la politique étrangère qui est menée.*

M. Donnermeyer conteste aussi que M. Lafontaine ait été un traditionaliste en économie. *« C'est lui le premier qui a parlé de réduction du temps de travail sans maintien complet du salaire. »* Sur le fond, M. Lafontaine avait des conceptions moins éloignées qu'il y paraît de M. Schröder. Mais son discours, et c'est ce qui a compté, a été jugé inacceptable par les milieux économiques, les partenaires étrangers de l'Allemagne et la population. Avec son départ, la rhétorique néokeynésienne du SPD est révolue, même si, en baissant ses taux, la Banque centrale européenne lui donne a posteriori raison.

Face au congrès, Gerhard Schröder va devoir expliquer qu'on ne gouverne pas l'Allemagne contre les milieux économiques, mais il doit aussi apparaître, aux délégués, comme un des leurs. Un vrai social-démocrate.

***Arnaud Leparmentier***

# Crise dans l'opération « Lifeline » d'aide alimentaire au Soudan

**NAIROBI**
*de notre envoyée spéciale*

Etranglée par Khartoum, exploitée par les rebelles, critiquée par les organisations non gouvernementales (ONG), l'opération « Lifeline Sudan » (OLS) est en crise. Dix ans après sa création, lors de la famine de 1989, qui a vu mourir un quart de million de Soudanais, cette gigantesque opération de secours humanitaire, la plus grande de l'Histoire, est en plein examen de conscience : combien de temps encore la communauté internationale devra-t-elle nourrir les populations soudanaises ?

A raison d'un million de dollars par jour, les Nations unies, en collaboration avec quarante ONG, nourrissent près de trois millions de personnes quotidiennement, alors que le gouvernement soudanais exporte du sorgho pour des centaines de milliers de dollars, afin d'acheter des armes. Catherine Bertini, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, qui, avec l'Organisation de l'ONU pour l'enfance (Unicef), est la principale agence au sein de l'OLS, se borne à dire à ce sujet : *« Dans un monde parfait, chaque gouvernement serait responsable de nourrir ses populations, mais notre monde n'est pas parfait et notre devoir est de nous assurer que personne ne meurt de faim. »*

Les personnels humanitaires sur le terrain sont plus critiques. La communauté internationale a fait du Soudan, disent certains, *« un pays totalement dépendant de l'aide »*, ce qui empêche les Soudanais de s'aider eux-mêmes. L'OLS, ajoutent-ils, devrait *« changer de vocation »*, pour devenir un vecteur de construction d'une nation. Ce qui, admettent-ils, est *« infiniment plus difficile »* à faire accepter par les pays donateurs, qui *« demandent à voir des cadavres pour continuer à financer l'OLS »*.

**LA NOURRITURE UTILISÉE COMME UNE ARME**

Les personnels de l'OLS se demandent également si la communauté internationale ne dégage pas le gouvernement de Khartoum, ainsi que les rebelles, de leurs responsabilités. L'OLS, disent-ils encore, *« satisfait les stratégies géopolitiques de certains pays, pour qui un Soudan faible et en guerre est moins dangereux qu'un Soudan debout sur ses propres jambes »*. Par ailleurs, la nourriture est utilisée *« comme une arme »* par toutes les parties en conflit. Souvent détournée par les rebelles au profit de leurs hommes, sa distribution dans le Sud est régulièrement empêchée par le gouvernement.

Les membres des ONG sont de plus en plus nombreux à estimer que l'aide devrait désormais être *« conditionnelle »*, tributaire d'un prix politique. La famine de 1998, affirment-ils, était *« en très grande partie »* le résultat de la décision de Khartoum d'interdire, pendant deux mois, les vols dont dépend l'OLS pour larguer les produits alimentaires.

Médecins sans frontières (MSF), qui participe à l'OLS, dénonce comme une *« hérésie majeure »* la décision de laisser aux rebelles le monopole de la distribution des vivres. D'autres au sein de l'OLS estiment que les Etats-Unis, le plus grand bailleur de fonds, refuseraient *« tout changement stratégique au sein de l'OLS qui pourrait être perçu comme étant contraire aux intérêts des rebelles »*.

La famine de 1998 ayant retenu *« pendant quelques semaines »* l'attention de la communauté internationale, un responsable onusien regrette qu'il faille *« des famines de proportions bibliques pour que les gens se rendent compte qu'il y a une véritable tragédie au Soudan »*.

***Afsané Bassir Pour***

# La justice chilienne destitue un magistrat pour complicité avec Pinochet

**BUENOS AIRES**
*de notre correspondante*

La Cour suprême chilienne a destitué de ses fonctions, vendredi 9 avril, le juge Sergio Valenzuela Patino, qui avait été chargé, pendant dix-sept ans, d'enquêter sur l'assassinat du dirigeant syndical Tucapal Jimenez sous le général Augusto Pinochet. Cette décision intervient après l'arrestation spectaculaire, le 5 avril, de douze anciens militaires et agents de la police secrète de Pinochet, accusés du meurtre du syndicaliste, le 25 février 1982.

Ces arrestations avaient été effectuées après que la Cour suprême eut rouvert, le 30 mars, une cause qui avait pourtant été archivée, en novembre 1998, par le juge Patino, qui n'avait désigné aucun coupable. La Cour suprême a accepté la requête de destitution du magistrat présentée par la famille de Tucapal Jimenez, celle-ci ayant notamment fait valoir que le juge Patino était *« incompétent »* dans cette affaire puisqu'il est le père d'un ancien agent de la police secrète de Pinochet, la Centrale nationale d'informations (CNI). Le nouveau procès a été confié au juge Sergio Munoz Gajardo.

A quelques jours de la décision que doit prendre Jack Straw, le ministre de l'intérieur britannique, sur le sort de Pinochet, ces gestes des autorités chiliennes sont interprétés, à Santiago, comme autant de gages visant à convaincre Londres que l'ancien dictateur sera jugé dans son propre pays s'il était renvoyé au Chili.

*« La justice chilienne essaie de passer l'examen face à la justice britannique pour prouver qu'au Chili les tribunaux peuvent juger le général Pinochet »*, a déclaré, à Santiago, le journaliste Wilson Tapia. Auteur d'un livre sur l'assassinat de Tucapal Jimenez, publié il y a treize ans, dans lequel il mentionnait les noms de quelques-uns des militaires récemment arrêtés, le journaliste estime qu'*« il existe aujourd'hui les conditions pour éclaircir l'assassinat du syndicaliste »*, car les temps ont changé au Chili depuis l'arrestation de Pinochet à Londres il y a près de six mois.

**RÉFUGIÉ EN FRANCE**

Il y a quelques jours, le ministre chilien des affaires étrangères, José Miguel Insulza, avait lui aussi affirmé que son pays était en mesure de faire comparaître l'ancien dictateur devant un tribunal. *« Je ne nie pas qu'il existe au Chili une grande lacune en matière de vérité et de justice*, avait-il déclaré. *Mais cette lacune ne sera pas comblée si le général Pinochet est jugé en Espagne. »* Madrid réclame l'extradition du vieux général afin de le juger pour génocide, homicides et tortures perpétrées pendant le régime militaire de 1973 à 1990.

Le syndicaliste Tucapal Jimenez était président de l'Association nationale des employés fiscaux (ANEF) et préparait une grève générale contre le régime Pinochet quand il fut retrouvé, égorgé, dans la banlieue de Santiago. Parmi les personnes arrêtées pour ce crime figurent dix officiers à la retraite et deux anciens agents de la CNI.

Deux autres anciens membres de la police secrète sont également impliqués. L'un d'eux, Lautaro Ancavil, a fui le Chili et, d'après l'enquête chilienne, se serait réfugié en France en août 1983. Quant à Carlos Herrera Jimenez, il est en prison depuis février 1985, où il purge une peine de dix ans de détention pour l'assassinat d'un autre syndicaliste en 1984. Le 5 avril, il a fait une déclaration dans laquelle il demande publiquement pardon.

***Christine Legrand***

# Continuité à la tête du pouvoir à Djibouti

**DJIBOUTI.** Ismaël Omar Guelleh, candidat du parti au pouvoir depuis vingt-deux ans à Djibouti, a remporté l'élection présidentielle, qui s'est déroulée vendredi 9 avril, avec 74,09 % des suffrages contre 25,78 % au candidat de l'opposition, a annoncé le ministère de l'intérieur. Ismaël Omar Guelleh succède à Hassan Gouled Aptidon, au pouvoir depuis l'indépendance en 1977, qui a passé la main, à 83 ans. Chef de cabinet du président sortant, Ismaël Omar Guelleh, 52 ans, portait les couleurs du parti au pouvoir, le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP). L'opposition, qui avait dénoncé les risques de fraude, devait se réunir pour faire connaître sa réaction après l'annonce des résultats. Djibouti n'a pas de commission électorale indépendante. – *(AFP.)*

# Un général iranien proche des conservateurs tué dans un attentat

**TÉHÉRAN.** Un haut responsable de l'armée iranienne, le général Ali Sayad Chirazi, a été tué dans un attentat, samedi 10 avril à Téhéran, a annoncé l'agence officielle IRNA. Le général Chirazi était chef adjoint de l'état-major suprême des forces armées iraniennes. L'agence IRNA ne précise pas les circonstances de cet attentat. Agé d'une cinquantaine d'années, il était l'un des principaux commandants de l'armée de terre et avait dirigé personnellement plusieurs grandes offensives iraniennes durant la guerre opposant l'Iran à l'Irak de 1980 à 1988. Réputé proche de l'aile conservatrice du régime, il s'était écarté du commandement des forces terrestres à l'armistice pour devenir conseiller auprès de l'état-major central, qui dépend directement du guide de la République islamique et numéro un du régime, l'ayatollah Ali Khamenei. – *(AFP.)*

# L'ONU reprend toutes ses opérations au Tadjikistan

**DOUCHANBÉ.** Les Nations unies ont décidé de reprendre toutes leurs opérations au Tadjikistan, et en particulier dans la vallée orientale de Karateguine, où elles avaient été suspendues il y a dix mois, après l'assassinat de quatre de ses membres dans une embuscade, a déclaré, vendredi 9 avril, Jan Kubis, représentant spécial des Nations unies dans cette ancienne République soviétique limitrophe de l'Afghanistan. La Cour suprême du Tadjikistan a condamné, en mars, trois Tadjiks accusés de ces meurtres, tous membres d'un groupe radical du Mouvement unifié de l'opposition islamique, qui avait mené pendant six ans la lutte armée contre le pouvoir avant de signer un accord de paix en 1997.

Le processus de paix, marqué par des opérations militaires communes du pouvoir et du mouvement islamique contre la *« troisième force »* proche de l'Ouzbékistan, *« ne progresse que lentement »*, a cependant déploré M. Kubis. L'incorporation de dirigeants de l'opposition dans le gouvernement reste ardue, alors que des bandes armées sévissent toujours dans le pays. – *(Reuters.)*

**DÉPÊCHES**

■ **BIRMANIE : Aung San Suu Kyi, la dirigeante de l'opposition birmane, a appelé, vendredi 9 avril, l'ONU à dénoncer la situation des droits de l'homme dans son pays, devant l'*« intensification »* de la répression orchestrée par la junte militaire. Des centaines d'adhérents de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), qu'elle préside, y compris des députés élus en 1990, ont été interpellés ces derniers mois et nombre de permanences locales du parti ont fermé après la *« démission »* de leurs militants. – *(AFP.)*

■ **CHINE : Nigel Rodleyn, le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, a annoncé, vendredi 9 avril, à Genève, avoir été invité à se rendre en Chine, une mission qu'il compte entreprendre dans la première moitié de l'année 2000. Ce professeur de droit britannique, qui a dit demander depuis 1995 à effectuer une telle visite, a ajouté qu'il chercherait à se rendre au Tibet, où des moines et des religieuses auraient été torturés. – *(Reuters.)*

■ **ÉTATS-UNIS : Washington a publié, vendredi 9 avril, une liste réduite de produits européens devant être frappés de 100 % de droits de douane dans le cadre de la guerre de la banane. Parmi les produits visés, Washington a retiré le cachemire écossais, ce qui avait valu une convocation de l'ambassadeur américain au ministère des affaires étrangères britannique. En revanche, les sacs à main de luxe français et les cafetières allemandes sont maintenus, mais celles en provenance d'Italie sont épargnées ainsi que le jambon de Parme. Les Etats-Unis demanderont, le 19 avril, l'autorisation de l'OMC pour appliquer ces sanctions, selon un diplomate américain à Genève. En l'absence d'un règlement bilatéral euro-américain sur ce différend, le prix des produits européens visés par ces sanctions doublera aux Etats-Unis. – *(AFP.)*

■ **KAZAKHSTAN : après l'annonce cette semaine que le gouvernement kazakh cessait de maintenir la parité de sa monnaie, le tenge, vendredi 9 avril, le représentant du FMI à Almaty, Paul Ross, a qualifié de positive cette décision qui *« peut réduire la vulnérabilité »* du pays face à des chocs externes comme la crise russe d'août 1998 et restaurer sa compétitivité. – *(Reuters.)*

■ **TIMOR-ORIENTAL : Xanana Gusmao, le chef de la guérilla est-timoraise, a une semaine pour revenir sur son appel à la reprise de la lutte armée dans l'ancienne colonie portugaise, a annoncé vendredi 9 avril le ministre indonésien de la justice. Le ministre a indiqué que, si M. Gusmao, transféré en résidence surveillée en février dernier, n'obtempérait pas, il serait de nouveau incarcéré. Capturé en 1992 et condamné à vingt ans de prison pour séparatisme et sabotage, Xanana Gusmao a été placé en résidence surveillée en février par les autorités indonésiennes pour lui permettre de jouer un rôle actif dans les pourparlers en cours sur l'avenir du Timor-Oriental. – *(Reuters.)*

# Un aviateur américain tué en Chine il y a cinquante ans a été identifié

**BRADFORD (Pennsylvanie).** Plus d'un demi-siècle après sa mort, les restes d'un aviateur américain tué en Chine pendant la deuxième guerre mondiale, retrouvés par hasard par un paysan voici trois ans, ont été identifiés grâce à une analyse d'ADN qui a confirmé sa parenté avec deux de ses frères encore en vie. Il s'agit bien, ont indiqué les enquêteurs militaires américains, d'Anthony DeLucia, un membre des « Tigres volants », unité aérienne engagée par les Etats-Unis aux côtés de la résistance chinoise contre le Japon. L'ingénieur de vol DeLucia avait trouvé la mort à bord d'un bombardier B-24 Liberator qui s'était écrasé dans la province du Guangxi, dans le sud de la Chine, de retour d'une mission contre la marine nippone dans le détroit de Formose, de nuit par mauvais temps, le 31 août 1944. L'épave avait été trouvée en 1996 par le fermier Pan Qibing ; cinq dépouilles avaient été identifiées grâce aux plaques métalliques numérotées des militaires, mais celle de DeLucia n'avait pas été retrouvée. – *(AP.)*

هكذا من الأصل

Continuité à la tête du pouvoir à Djibouti

Un général iranien proche des conservateurs tué dans un attentat

L'ONU reprend toutes ses opérations au Tadjikistan

# FRANCE



**ÉLECTIONS** La campagne des élections européennes est quasiment suspendue par la guerre contre la Serbie, qui occupe les esprits davantage que les débats sur les orientations et les institutions de l'UE. A droite, principalement, les programmes de campagne sont bousculés ou retardés. ● LA GUERRE a cependant servi de catalyseur à l'entente de Charles Pasqua et Philippe de Villiers, qui ont annoncé, vendredi 9 avril, la formation d'une liste commune pour le scrutin du 13 juin, sur la base, notamment, d'une commune dénonciation de la suprématie des Etats-Unis dans l'OTAN. ● AU PARTI SOCIALISTE, qui lançait sa campagne samedi (*Le Monde* du 10 avril), si le soutien au gouvernement ne fait pas de doute, l'action de l'OTAN suscite néanmoins des interrogations chez les fidèles de François Mitterrand et les franches critiques de la Gauche socialiste.

## L'offensive de l'OTAN suspend la campagne des européennes

### Les chefs de file et les états-majors des listes engagées dans la compétition du 13 juin constatent que la guerre contre la Serbie monopolise l'attention. Alors que le PS lance sa campagne, trois jours après le premier meeting du PCF, la droite retarde ou révise les échéances qu'elle avait programmées

Où est donc passée la campagne des élections européennes ? Commencée, à droite, dès le 1er janvier, avec l'annonce de la candidature de Charles Pasqua, celle-ci s'était soudainement embrasée au contact de la polémique née de l'élection, le 9 janvier, de l'UDF Anne-Marie Comparini à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes. Après les intronisations successives de François Bayrou, à Bordeaux, le 7 février, pour l'UDF, et de Philippe Séguin, le 13 février, à Paris, pour le RPR et Démocratie libérale, les deux rivaux avaient entamé une précampagne au rythme d'un ou deux déplacements par semaine. Depuis le week-end de Pâques, soit dix jours après le début des frappes de l'OTAN en Yougoslavie, la campagne s'est enlisée.

Le président du RPR, qui avait prévu de longue date, pour le 7 avril, une émission sur France-Inter, l'a fait annuler au dernier moment pour n'avoir pas à consacrer tout son temps de parole de candidat au Kosovo. La discrétion de M. Séguin s'explique à la lecture d'un entretien publié, vendredi 9 avril, par *Le Parisien*, dans lequel il déclare faire *« confiance »* au chef de l'Etat et au premier ministre, mais s'interroge, aussi, sur les buts de l'Alliance atlantique face à la Serbie. Au cours de la même semaine, une réunion du comité de campagne, qui devait rendre publics le logo et le matériel de propagande de la liste, a été renvoyée à plus tard. Dans le même esprit, le tirage des affiches prévues pour l'« Euroteur » – fête, en verlan –, préparée par les jeunes du RPR et de DL pour le 2 mai, a été bloqué. Leur tonalité risquait d'apparaître déplacée au regard de la crise des Balkans. Enfin, Alain Madelin a annulé un déplacement en Grande-Bretagne, où il devait rencontrer des chefs d'entreprise français expatriés pour des raisons fiscales. A la place, il devait se rendre, du vendredi 9 au dimanche 11 avril, en Albanie.

#### DES THÈMES RÉACTUALISÉS

De son côté, M. Bayrou a maintenu son emploi du temps initial, en y ajoutant toutefois, vendredi, une visite de l'Eurocorps, à Strasbourg, et du quartier général de la brigade franco-allemande, à Muhlhein (Allemagne). Le président de l'UDF avait été contraint, le 7 avril, de modifier au pied levé le thème d'un discours à Bussy-Saint-Georges, en Seine-et-Marne, prévu à l'origine sur la politique de la ville. Le même jour, à Chambéry, Philippe de Villiers déclarait : *« Je n'ai pas envie de vous parler des élections européennes. Car l'Europe est en guerre. »* De même, vendredi matin, devant l'Association de la presse étrangère, le candidat Pasqua a consacré l'essentiel de son propos au Kosovo. *« L'organisation de l'Europe n'intéressait déjà pas beaucoup les gens ; mais alors, avec le Kosovo, c'est le bouquet ! »*, commente, désabusé, le sénateur des Hauts-de-Seine.

Un constat similaire est fait par Roger Karoutchi, député européen et proche conseiller de M. Séguin. *« Je l'ai remarqué dans les dernières réunions publiques : il faut d'abord percer le socle du Kosovo avant de pouvoir dire l'Europe que nous voulons. Il est certain, aussi, que nous allons devoir mettre davantage en avant les thèmes de l'Europe politique et de l'Europe de la défense »*, affirme le directeur de campagne du RPR. Au retour de son second séjour outre-mer, à la Réunion et à Mayotte, du 11 au 14 avril, M. Séguin reprendra le rythme normal de ses déplacements. On mesurera mieux, alors, s'il peut continuer de mener campagne contre l'Europe des socialistes, au moment où les deux têtes de l'exécutif, Jacques Chirac et Lionel Jospin, font preuve d'une entente sans faille dans la conduite du conflit en cours.

#### RISQUE DE BANALISATION

A l'opposé, M. Bayrou estime que la guerre en Yougoslavie s'inscrit parfaitement dans l'axe de sa campagne. *« Il y a toujours des surprises dans les campagnes électorales. Après la démission de la Commission de Bruxelles, le Kosovo met au centre de l'actualité la thématique que j'ai choisie, à savoir la nécessité d'une Europe politique »*, résume le président de l'UDF. *« L'Europe, c'est le sujet de l'avenir. C'est tellement important que je ne crois pas que l'on doive en faire une affaire droite-gauche »*, a-t-il déclaré à son auditoire, mercredi 7, en mettant implicitement en cause la stratégie choisie par le RPR et DL. M. Bayrou est même allé un petit peu plus loin en ajoutant que, concernant l'Europe, il ne fait pas de ses différences avec les socialistes *« une opposition sur le fond »*. C'est peut-être en cela que réside pour lui le risque : en amenant toutes les listes à réaffirmer la nécessité d'une Europe politique, la guerre au Kosovo pourrait aussi banaliser le discours de M. Bayrou.

Enfin, l'appréciation que portent les Français sur la conduite des opérations peut-elle influer sur leur vote le 13 juin ? C'est ce que l'on se prend à espérer discrètement aux sièges du RPR et de DL. Selon les premières enquêtes d'opinion, le chef de l'Etat et le premier ministre enregistrent une hausse de leurs cotes de popularité, laquelle profite également aux partis qui les soutiennent *(lire ci-contre)*. Toutefois, la situation est très mouvante : que l'OTAN engage des troupes au sol ou qu'au contraire la diplomatie reprenne ses droits, le réflexe légitimiste pourrait tout aussi vite disparaître.

*Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux*

### Le réflexe légitimiste de l'opinion

**Le contrecoup du conflit du Kosovo sur la préparation des élections européennes n'a pas tardé. Le sondage réalisé par Ipsos, les 2 et 3 avril, auprès d'un échantillon de 966 personnes et publié par *Le Point* (daté 10 avril) témoigne du soutien apporté aux deux responsables de l'exécutif : 67 % de bonnes opinions pour Jacques Chirac (+ 5 points) et 65 % pour Lionel Jospin (+ 8 points). Il fait en outre apparaître une très forte hausse (+ 14 points) des opinions favorables au premier ministre chez les sympathisants du RPR. Cette enquête démontre également une hausse de la popularité des formations politiques favorables à l'intervention (+ 5 points pour le PS, à 58 % d'opinions favorables, + 2 pour le RPR, à 44 %, + 4 pour l'UDF, à 41 %) et une baisse de celles qui la condamnent (– 3 points pour le PCF, à 30 %, – 4 pour le FN, à 10 %). De même, M. Hue perd 5 points d'opinions favorables, tandis que M. Hollande en gagne 4.**

## Charles Pasqua et Philippe de Villiers feront liste commune

### L'ancien ministre de l'intérieur prend acte de l'échec de sa stratégie d'ouverture à gauche

**LE KOSOVO** n'est qu'un prétexte. Le rapprochement opéré par Charles Pasqua et Philippe de Villiers, annoncé, vendredi 9 avril, dans un communiqué commun, était en fait prévisible, dès lors que l'opération de séduction entreprise par le premier en direction des « souverainistes » de gauche se soldait manifestement par un échec. La guerre des Balkans a cependant précipité le cours des choses, en fournissant aux deux intéressés une argumentation plus digne que la simple reconnaissance du fait que les sondages d'intentions de vote aux élections européennes du 13 juin n'étaient guère prometteurs...

Vendredi matin, encore, devant l'Association de la presse étrangère, M. Pasqua se félicitait d'être *« dans une situation idéale »*. *« Je n'ai pas de colistier, donc je n'ai personne pour me contredire où me gêner »*, disait-il. Réaffirmant qu'il n'était *« pas à la recherche de personnalités »*, le sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine rappelait une nouvelle fois qu'il attendrait la *« fin avril »* pour décider ou non de faire une liste commune avec M. de Villiers. Deux heures plus tard, dans un restaurant des Champs-Elysées, les deux hommes concluaient un accord sur la base d'un texte exclusivement consacré à la guerre des Balkans et à la dénonciation du rôle joué par l'OTAN, *« devenue de facto l'organisation de la diplomatie, de la défense et de la sécurité en Europe »*. *« Il faut changer d'Europe. Conçue pour garantir la paix et assurer la prospérité des nations européennes, l'Union européenne ne saurait s'en remettre à d'autres pour défendre ses intérêts ou conduire sa politique. L'indépendance est la condition de l'avenir de l'Europe et de l'équilibre mondial »*, affirme le communiqué commun.

#### SONDAGES EN BASSES EAUX

Depuis le 1er janvier, date de la déclaration de candidature de M. Pasqua, M. de Villiers était demandeur d'un tel accord. Un temps désarçonné par la volonté du sénateur des Hauts-de-Seine d'aller aussi faire *« son marché aux aromates de gauche »*, il avait lancé, ironiquement, dès le début de l'année : *« Charles, il y aura toujours une soupe à la maison ! »* Le 7 avril, à Chambéry, le président du Mouvement pour la France confirmait la prochaine désignation de premiers candidats sur sa liste et redisait sa confiance dans un accord des souverainistes de droite : *« Il n'est pas impossible que Charles Pasqua nous rejoigne. »*

L'ancien ministre de l'intérieur et, plus encore, un de ses principaux conseillers, William Abitbol, président de l'association Demain la France, étaient plus hésitants ou, en tout cas, moins pressés. Après avoir proposé, à la suite de la victoire de la France en Coupe du monde de football, de régulariser tous les sans-papiers, puis avoir indiqué qu'il n'était pas hostile au PACS, M. Pasqua s'efforçait de tenir le député de Vendée à distance en se présentant comme *« un vieil anarchiste »* et en cultivant les occasions de rapprochement avec la gauche. La dernière en date fut la publication, dans *Le Monde* du 2 avril, d'un point de vue cosigné par Max Gallo, proche de Jean-Pierre Chevènement.

L'entourage de M. Pasqua explique désormais que cette fraction de la gauche s'est ressoudée, depuis le début du conflit en Yougoslavie, autour du président du Mouvement des citoyens et qu'elle attend de connaître sa décision sur son maintien ou non au gouvernement. M. Pasqua, lui, pouvait d'autant mieux continuer d'attendre que les sondages d'intentions de vote indiquaient plutôt une tendance à la baisse. La liste de l'ancien ministre tournait autour du seuil de 5 %, en deçà duquel on ne peut avoir d'élus. Dans la dernière enquête en date, réalisée pour *Politique-Opinion* par l'institut BVA, les 2 et 3 avril, auprès d'un échantillon de 968 personnes, la liste de M. Pasqua était même créditée de 4 % des intentions de vote, celle de M. de Villiers de 5 %. Même si elle ne fait pas nécessairement 9 %, l'addition des deux offre des garanties.

*J.-L. S.*

## De l'approbation à la critique ouverte, les quatre familles du PS

**LA PASSE D'ARMES** a été rapide et feutrée. Au bureau national du Parti socialiste, mardi 6 avril, François Hollande propose l'adoption d'un communiqué dénonçant l'*« exode forcé des populations du Kosovo »*. Au passage, le texte indique que *« l'action militaire engagée par les pays alliés pour rétablir au Kosovo les conditions d'une paix durable est juste et nécessaire »*. Henri Emmanuelli prévient que si la mention *« juste et nécessaire »* subsiste il ne votera pas ledit communiqué. Jean-Luc Mélenchon, porte-parole de la Gauche socialiste, le suit. Résultat : le premier secrétaire décide qu'il n'y aura pas de vote, mais le communiqué est diffusé avec la formule *« juste et nécessaire »*. Sur le conflit du Kosovo, le PS joue au jeu des quatre familles.

● **Un bloc jospino-rocardien approbateur.** Ni les amis de Lionel Jospin ni les fidèles de Michel Rocard, regroupés dans l'Action pour le renouveau socialiste (ARS), pilotée par Alain Richard, ministre de la défense, n'ont d'états d'âme. Au lendemain des premières frappes aériennes, le premier secrétaire saluait, le 25 mars, à Grenoble, le gouvernement qui *« a fait le choix de l'honneur et de la responsabilité »*. A ceux qui, déjà, s'interrogeaient sur l'engagement de la France dans l'action de l'OTAN, il soulignait que le meilleur moyen de ne pas être *« à la remorque des Américains »* est de construire l'*« Europe de la défense »*. Ce thème a été repris, le 28 mars, lors de la convention « nation-Europe » du PS.

Alors que la jeune garde jospiniste, de Vincent Peillon à Marisol Touraine, reste discrète, la direction socialiste fait bloc. Même la petite phrase de M. Rocard s'interrogeant sur le maintien des ministres communistes au gouvernement n'a pas alimenté les humeurs rocardiennes contre leurs alliés. A Istrana (Italie), le 31 mars, jour du « débat » en conseil des ministres, M. Richard a lancé, acidement : *« Je ne m'exprime jamais sur les délibérations en conseil des ministres. Je plains ceux qui se laissent aller à le faire, car ils cassent la cohésion de l'exécutif. »* Le propos visait au moins autant Jean-Pierre Chevènement que les communistes.

**Désaccord au bureau national. Résultat : le premier secrétaire décide qu'il n'y aura pas de vote**

● **Un arc-en-ciel mitterrandiste dubitatif.** Dès le premier bureau national après les frappes aériennes, le 30 mars, en présence de M. Richard, des mitterrandistes montaient à l'assaut, non pour condamner l'intervention militaire, mais pour exprimer leurs interrogations. Tandis que Paul Quilès défendait son plan de paix en quatre points, M. Emmanuelli se démarquait des Etats-Unis, et Louis Mermaz s'interrogeait sur les effets du conflit sur la cohabitation. Michel Vauzelle en appelait à François Mitterrand, qui *« nous avait appris que, pour obtenir quelque chose, il fallait une menace »*. *« On ne peut pas entrer dans ce conflit en indiquant à Milosevic qu'il n'y aura pas d'intervention terrestre »*, observait le président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur à l'intention de son ancien camarade de l'Elysée, Hubert Védrine.

Pour autant, l'arc-en-ciel mitterrandiste, relayé à l'Assemblée par Jean-Louis Bianco, Béatrice Marre et quelques députés fabiusiens, n'affiche pas une parfaite homogénéité. Dès le début du conflit, Jack Lang a apporté un soutien total au gouvernement. Laurent Fabius a fait entendre une petite musique inquiète et interrogative, le 27 mars, devant la convention du PS, mais, cinq jours après, reçu par M. Jospin, il invitait à *« faire bloc »* derrière sa politique. M. Quilès n'a pas endossé des habits d'opposant. Le premier ministre l'a ménagé, en le recevant et en faisant directement écho, le 6 avril, à l'Assemblée nationale, à ses propositions, accueillies avec *« beaucoup d'intérêt »*, notamment sur le déploiement d'une force multinationale d'interposition sous la responsabilité de l'ONU.

● **Une Gauche socialiste critique.** D'abord prudente et évitant de renouer avec l'hostilité manifestée lors de la guerre du Golfe, la Gauche socialiste a retrouvé des accents enflammés contre le *« nouvel ordre mondial »* des Etats-Unis. M. Mélenchon a réservé ses critiques au bureau national, avant de les extérioriser. Dans son bulletin *A gauche* du 7 avril, le sénateur de l'Essonne fustige, sous le titre « Qui avale la mer est condamné à manger aussi les poissons », l'*« inconfort des supplétifs »*, au premier rang desquels Jacques Chirac, qui doivent *« toujours courir derrière des décisions qu'ils ne maîtrisent pas »*. Défendant le retour à la *« légalité internationale incarnée par l'ONU »*, M. Mélenchon proclame l'échec de la *« logique de guerre »*, mais s'abstient de condamner ouvertement M. Jospin.

● **Un trio de grognards maussade.** M. Hollande a réussi à éviter que le débat ne fasse tache d'huile dans les fédérations et que le PS n'affiche publiquement ses fractures. Aucun responsable socialiste n'a manifesté contre les frappes. Les opposants les plus déterminés jouent la discrétion et s'expriment, de préférence, au Palais-Bourbon. Ex-rocardien, aujourd'hui fabiusien, Gérard Fuchs se fonde sur des arguments très techniques et sur ses connaissances d'ancien secrétaire national chargé de l'international pour se demander si les frappes peuvent *« freiner »* la purification ethnique en cours. Venu du radicalisme, aujourd'hui proche de M. Mermaz, François Loncle tempête à huis clos. L'inclassable maire de Montpellier, Georges Frêche, grand pourfendeur de la *« pax americana »*, fait appel à l'histoire pour souligner que les Serbes résisteront à l'OTAN comme ils ont su résister aux Allemands. Mais ces grognards ne s'extériorisent pas et n'oublient jamais d'assurer le gouvernement de leur solidarité. Pour le moment.

*Michel Noblecourt*

هكذا من الأصل

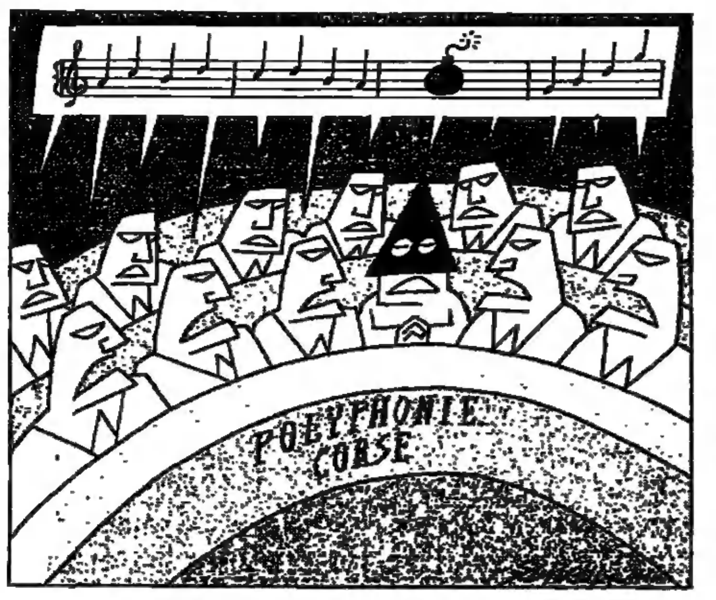
# L'Assemblée de Corse refuse le budget présenté par la droite RPR et DL

## Emoi autour de la démolition de paillotes sur une plage d'Ajaccio

**Pour la quatrième fois depuis qu'elle a été créée, en 1982, l'Assemblée de Corse s'est révélée incapable de voter son budget. Le projet présenté par la coalition RPR-DL a été rejeté d'une voix, malgré l'abstention bienveillante des nationalistes. L'Assemblée a protesté, en outre, contre la mise en œuvre de décisions de justice ordonnant la démolition de paillotes illégalement construites sur une plage d'Ajaccio.**

AJACCIO
*de notre correspondant*

Malgré l'abstention des élus indépendantistes, la droite RPR-Démocratie libérale-divers droite n'a pas pu faire adopter son projet de budget primitif pour 1999 (2,254 milliards de francs, 343,6 millions d'euros), qui n'a recueilli, vendredi 9 avril, que les vingt voix des élus des listes Jean Baggioni-José Rossi et Jean-Louis Albertini. Se sont prononcés pour le rejet de ce projet les seize élus de gauche (gauche « plurielle » de la liste Emile Zuccarelli et divers gauche de Simon Renucci), les trois de Toussaint Luciani et deux des quatre élus de la liste Philippe Ceccaldi (« corsistes »). On a dénombré neuf abstentions, celle de Sauveur Gandolfi-Sheit, du groupe de M. Ceccaldi, s'étant ajoutée aux huit de Corsica Nazione. Le quatrième élu de la liste Ceccaldi était absent au moment du scrutin.




Le rejet du projet de budget était prévisible depuis l'installation de l'Assemblée de Corse issue des élections des 7 et 14 mars et les péripéties qui ont marqué le choix du président de la compagnie aérienne Corse-Méditerranée, François Mosconi, et du président de la commission spéciale des affaires européennes, Jean-Guy Talamoni, indépendantiste. Les oppositions ont ainsi considéré qu'elles n'avaient pas de cadeau à faire au président de l'Assemblée, José Rossi (DL), ni à celui du conseil exécutif, Jean Baggioni (RPR). M. Talamoni a justifié la neutralité des indépendantistes sur *« un budget de conclusion d'une période pluriannuelle de politique contractuelle, et non l'introduction à une nouvelle politique que nous appelons de nos vœux »*.

Il appartient au préfet, Bernard Bonnet, et à la chambre régionale des comptes d'arrêter le budget 1999, vraisemblablement dans les trois ou quatre semaines qui viennent. C'est la quatrième fois, depuis qu'elle existe, que l'Assemblée de Corse *« se laisse déposséder de son budget »* selon l'expression de M. Baggioni : cela s'était produit en 1984 – entraînant la dissolution de l'Assemblée élue en 1982 –, puis en 1985 et en 1986.

### SURSIS À EXÉCUTION

La session a été marquée, aussi, par une protestation, sur proposition de M. Talamoni, votée par quarante voix contre deux (PS) et neuf non-participants (PRG et PCF), contre les conditions de démolition des paillotes illégalement élevées depuis des années sur la plage de Mare e Sole, rive sud du golfe d'Ajaccio. L'intervention de plusieurs pelles mécaniques du génie, avec une trentaine de militaires protégés par un escadron de gendarmes et CRS, soit quatre-vingt-dix hommes au total, a été jugée disproportionnée. Dans sa motion, l'Assemblée demande *« aux autorités concernées de surseoir aux démolitions et expulsions programmées jusqu'à la fin de la saison estivale 1999 »*, afin de ne pas *« jeter précipitamment les exploitants et leurs familles dans la détresse sociale »* ; elle admet toutefois que l'application des décisions de justice puisse se traduire par des démolitions.

M. Rossi a indiqué qu'il s'était rendu sur les lieux avec quelques collègues de son groupe, Corsica Nazione en ayant fait autant de son côté. Sur la plage, se trouvait également François Léotard, ancien ministre et ancien président de l'UDF, issu d'une famille d'origine corse par sa mère et qui déclarait *« scandaleuse »* cette manière de procéder.

L'un des propriétaires s'était barricadé dans sa paillote, avec ses enfants, pour s'opposer à la démolition. Des incidents étaient également survenus et trois personnes avaient été interpellées. M. Rossi déclarait qu'il n'avait *« jamais vu un tel déploiement de forces pour l'application d'une décision de justice »*, affirmant que la démolition était prévue entre 17 et 22 heures et qu'il s'agissait là d'une provocation, d'une maladresse ou d'une erreur politique.

Le mouvement de protestation étant, à l'évidence, appelé à prendre de l'ampleur, en raison de l'écho qui lui était donné par les radios, le président de l'Assemblée et les quarante élus qui avaient voté la motion de M. Talamoni décidaient de se rendre en cortège à la préfecture, distante de quelques centaines de mètres, où ils étaient reçus par le directeur du cabinet du préfet. Finalement, la décision de démolition immédiate était levée et reportée à octobre, à la fin de la saison touristique. Elle sera effectuée par les soins des propriétaires eux-mêmes, qui devaient, samedi 10 avril, en prendre l'engagement d'honneur dans une lettre au préfet.

***Paul Silvani***

# La majorité sénatoriale à l'assaut de la réforme du mode de scrutin

## Elle dénonce uniment un projet « partisan »

RENNES
*de notre envoyé spécial*

*« Pour reprendre une expression que pourrait – toutes choses égales par ailleurs – utiliser Milosevic, "puisque le peuple gêne, changeons le peuple" ! »* Henri de Raincourt, président du groupe des Républicains et Indépendants du Sénat, s'est gardé de filer davantage la métaphore en comparant la situation de la droite sénatoriale à celle des réfugiés kosovars. Il n'empêche : la contre-offensive menée par la droite sénatoriale contre le projet de réforme de son mode de scrutin a pris, vendredi 9 avril, des accents martiaux.

Devant quelque trois cents élus locaux réunis à Briz, près de Rennes, le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), entouré des présidents des groupes de la droite – Jean Arthuis (Union centriste), Josselin de Rohan (RPR) et Henri de Raincourt –, est venu fournir l'argumentaire d'une *« croisade essentielle à [ses] yeux »*. Pour contrer *« cette entreprise de déstabilisation savamment orchestrée »* par le gouvernement, *« procès en ringardisme »* à l'appui, les chefs de la majorité sénatoriale ont fait précéder leur venue d'entretiens publiés vendredi par *Le Figaro* (M. Poncelet) et *Ouest-France* (MM. Arthuis et de Rohan).

Il est nécessaire, pour assurer la cohésion des troupes, de définir précisément les buts de guerre. L'affaire n'est pas des plus aisées, dans la mesure où les belligérants visent peu ou prou le même objectif : corriger la surreprésentation des zones rurales au Palais du Luxembourg. En dépit des réticences de certains de ses membres, parmi lesquels M. Arthuis, la droite a consenti à étendre la proportionnelle aux départements comptant au moins quatre sièges au lieu de cinq, actuellement, et de trois dans le projet gouvernemental (*Le Monde* du 17 février). L'évocation, par M. de Raincourt, des *« effets pervers et ravageurs* [de la proportionnelle] *pour la promotion de la démocratie »* perd, de ce fait, de sa vigueur.

### « MAIN BASSE SUR LE SÉNAT »

Pour mobiliser l'arrière-ban de leurs grands électeurs, les chefs de file de la droite sénatoriale ont fait planer, vendredi, l'improbable menace d'un basculement de la majorité au Palais du Luxembourg. *« Cette réforme a pour unique objet (...) de permettre à la gauche dite "plurielle" de faire main basse sur le Sénat »*, a assuré M. Poncelet. *« L'objectif* [du gouvernement] *est de changer la majorité du Sénat »*, renchérit M. de Rohan dans *Ouest-France*. Cela posé, les sénateurs ont développé les arguments qui, selon eux, justifient que le législateur n'aille pas au-delà de leurs propres propositions. Pour l'essentiel, il s'agit de dénoncer, à l'instar de M. Arthuis, *« cette logique d'abandon de l'aménagement du territoire et des espaces ruraux »*.

La mobilisation nécessite encore de disposer de quelques moyens d'action. M. Poncelet a dû rappeler, vendredi, que l'Assemblée nationale aura le dernier mot sur le projet de loi ordinaire que les sénateurs examineront en première lecture, à la mi-juin. *« Il faudra attendre qu'une nouvelle majorité s'installe pour corriger ce texte partisan »*, a-t-il ajouté.

***Jean-Baptiste de Montvalon***

# Dominique Strauss-Kahn s'entoure d'un nouveau groupe d'experts économiques

**CHATHAM HOUSE** : le nom désigne un centre d'études de relations internationales londonien dont les délibérations sont toujours confidentielles. A Bercy, on utilise l'expression quand se tiennent des réunions informelles. C'était le cas, jeudi 8 avril : pour la première fois, un groupe d'experts économiques – une vingtaine – se réunissait autour de Dominique Strauss-Kahn, de manière officieuse, pour aborder avec le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie différents sujets macroéconomiques.

Cette réunion est née de la réforme de la Commission des comptes et des budgets économiques de la nation, décidée en novembre 1998 par M. Strauss-Kahn. Créée dans les années 50 pour examiner les scénarios économiques du gouvernement, cette structure était devenue trop formelle pour jouer un vrai rôle. *« Les échanges en son sein ont parfois pris, depuis quelques années, un caractère trop convenu et routinier »*, déclarait le ministre, le 17 novembre 1998, devant le Conseil économique et social. Constituée d'experts économiques, de hauts fonctionnaires (Banque de France, Plan, directions de Bercy), de représentants des partenaires sociaux qui se contentaient souvent de lire des déclarations lénifiantes et de parlementaires souvent absents, la commission avait fait son temps.

### DISSOLUTION DE LA COMMISSION DES COMPTES

Le ministre a donc décidé de la dissoudre et de l'éclater en deux organisations : d'une part, une conférence économique devra se tenir à l'automne, rassemblant les institutionnels, les parlementaires et les partenaires sociaux pour discuter des orientations de la politique économique inscrites dans le budget ; d'autre part, un groupe d'experts – économistes, journalistes et représentants des entreprises –, constituant la Commission économique de la nation, devra se réunir plusieurs fois par an pour aborder les grands débats économiques. Le caractère informel de ces réunions devrait permettre, selon Bercy, des débats plus intéressants. Les décrets de loi qui doivent entériner la fin de la Commission des comptes n'ont toujours pas été publiés : sa dissolution demande de régler le cas de nombreuses autres instances consultatives qui en dépendent juridiquement.

La liste officielle des participants n'est donc pas encore connue, mais M. Strauss-Kahn a déjà choisi les experts dont il voulait s'entourer, au titre de leurs compétences et non de leur profession. Du côté des économistes, ont notamment participé à la réunion du 8 avril Christian de Boissieu, patron du Centre d'observation économique, Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques, Thomas Picketty (Cepremap). Europe oblige, Bercy a ouvert ce groupe d'experts à un Anglais – Richard Portes, directeur du Center for Economy Policy Research – et à un Allemand – Jürgen Von Hagen, professeur d'économie à l'université de Bonn. Etaient également présents Charles Wiplosz, un Français qui enseigne l'économie à Genève, Eric Chaney, économiste de Morgan Stanley, et Marc-Antoine Autheman, président du directoire du Crédit agricole-Indosuez. Denis Kessler, numéro deux du Medef, incarne, lui, une sensibilité patronale. Deux syndicalistes, Jean-Christophe Le Duigou (CGT) et Jean-François Troglic (CFDT), ont également accepté la proposition du ministre de siéger dans cette instance.

Jeudi matin, les membres de cette commission rénovée ont échangé leurs points de vue sur deux grands sujets. Les prévisions économiques pour l'an 2000 d'abord – Bercy prévoit une croissance de 2,5 % à 3 % – et les incertitudes qui pèsent sur ce scénario.

Ils se sont ensuite penchés, plus longuement, sur les marges de manœuvre dont disposeraient les pays européens en cas de retournement de conjoncture. Une grande majorité des participants a regretté que la Banque centrale européenne (BCE) ne mène pas une politique monétaire plus souple. La suite de la journée leur a apporté satisfaction puisque la BCE a annoncé la baisse de son taux directeur de 3 à 2,5 %. Sur la politique budgétaire du gouvernement, certains ont regretté que le gouvernement ne serre pas plus ses dépenses ; d'autres qu'il ne lâche pas plus la bride.

***Virginie Malingre***

# De l'usage par les maires, à des fins de « proximité », des fichiers d'état civil

**LES MAIRES** et les candidats aux élections municipales de 2001 liront sans doute avec attention la délibération que la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) devrait rendre publique dans les prochains jours. Selon l'avis de l'autorité administrative indépendante, le maire ne doit pas utiliser le fichier d'état civil afin d'envoyer des courriers personnalisés aux habitants de sa commune.

La question a été soumise à la CNIL par la mairie de Grenoble, dirigée par Michel Destot (PS), député de l'Isère. Cette pratique est pourtant très répandue, selon l'Association des maires de France (AMF) : certains élus envoient des bouquets de fleurs aux mères le jour de la fête du même nom ; d'autres invitent les jeunes qui viennent d'avoir dix-huit ans à une réception à la mairie, pour leur distribuer, de la main à la main, leur... première carte d'électeur ; la lettre de félicitations à l'occasion d'un mariage est aussi un grand classique. Toutes les occasions sont bonnes pour encourager le sens civique ou se rappeler au bon souvenir de ses administrés, les veilles d'élection. *« Cette pratique ne pose aucun problème d'atteinte à la vie privée des gens »*, assure-t-on à l'AMF. La CNIL est, de toute évidence, beaucoup plus nuancée.

La commission a dû trancher entre deux considérations. D'un côté, ces courriers personnalisés constituent un moyen, pour les élus, de mener une politique de « proximité », réclamée par les citoyens. Dans les toutes petites communes, où « tout se sait », le maire n'a guère besoin de consulter le fichier d'état civil pour savoir que tel couple vient d'avoir un enfant. En revanche, dans les grandes villes, le fichier rend bien service. Seuls le maire et les conseillers qui ont la qualité d'officier d'état civil – en règle générale les adjoints – y ont accès. L'opposition en est écartée.

### UN AMI NOMMÉ BALLADUR

De l'autre côté, la CNIL a redouté les dérives. Donner un « feu vert » officiel, c'est ouvrir une brèche pour l'avenir : aujourd'hui les maires et les adjoints, demain l'opposition... Ce que condamne avant tout la CNIL, c'est le profit politique que l'élu retire de ces courriers personnalisés. La frontière entre politique de proximité et communication électorale est ténue.

La perspective des élections municipales n'a rien fait pour rassurer la CNIL. A Paris, où la bataille est engagée à droite, on rivalise de soins. Jean Tiberi envoie un *« petit mot »* au lendemain d'un décès. Edouard Balladur, conseiller à la mairie du 15e arrondissement, adresse un message de *« félicitations »* pour les naissances. Ainsi, à la mi-mars, après avoir reçu une première lettre de René Galy-Dejean (RPR), maire du 15e arrondissement, une jeune femme a découvert avec stupéfaction, en ouvrant son courrier, une carte de l'ancien premier ministre. Elle a d'abord pensé à une blague ! *« Madame, monsieur, ayant appris la naissance de votre petit garçon, je tenais à vous adresser toutes mes félicitations. Je formule pour lui tous mes vœux de bonheur. »* Le message, manuscrit, était photocopié, mais M. Balladur avait signé de sa main. Sur la carte de visite blanche, très sobre, ne figurait aucune mention de ses titres d'ancien premier ministre, ni de député, ni de conseiller de Paris. Edouard Balladur, tout simplement, un ami que cette famille ne se connaissait pas.

***Clarisse Fabre***

### DÉPÊCHES

■ **PARIS : Jean Tiberi, maire de Paris, a mis en garde,** vendredi 9 avril, *« ceux qui s'amusent à recréer un climat inacceptable »*. S'adressant indirectement à la direction du RPR, ces propos visent Edouard Balladur, que le maire de Paris n'a cependant pas nommé. *« Au moment où il y a tant de problèmes graves*, a-t-il insisté en citant, notamment, la guerre au Kosovo, *que certains s'intéressent à leurs ambitions personnelles, je trouve ça ridicule, affligeant et condamnable »*. M. Tiberi a ensuite menacé de *« faire part d'une réaction beaucoup plus vive et beaucoup plus claire si ces choses fâcheuses continuaient »*, envisageant de *« dire des choses »* et de *« prendre des initiatives »*.

■ **AVOCATS : le Conseil d'Etat a annulé,** vendredi 9 avril, les dispositions d'un décret du 27 février 1998 qui soumettaient les contrats passés entre une collectivité publique et un avocat au régime des marchés publics. Il a ainsi suivi les conclusions de son commissaire du gouvernement (*Le Monde* du 7 avril).

DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix
MATELAS ● SOMMIERS
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc.
Garantie 5 et 10 ans
Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Duvivier - Couleu - Sufren etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE
MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville Paris 19ème - M° Télégraphe
• 50, avenue d'Italie Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00
7 jours sur 7
VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

HAUTES ÉTUDES DE COMMERCE ET DE MANAGEMENT
Concours national SUP Réseau 99
UN CONCOURS D'INTÉGRATION À LA FILIÈRE SUP DE L'ISEG POUR 7 ÉCOLES
ADMISSION : BAC S, ES, L. Inscription jusqu'au 14 Avril.
• Paris (01 44 78 68 88) • Lyon (04 78 62 37 37)
• Bordeaux (05 56 91 33 02) • Nantes (02 40 89 07 52)
• Lille (03 20 85 06 96) • Strasbourg (03 88 36 02 88)
• Toulouse (05 61 62 35 37)
GROUPE ISEG
28, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris

BAC + 1
RÉORIENTEZ-VOUS VERS UNE GRANDE ECOLE DE COMMERCE
ISG
L'AFIG
(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)
VOUS PRÉPARE À INTÉGRER
L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION
Contactez Francis Pasteur : 45, rue Spontini - 75116 Paris
Tél. 01 56 26 11 12

هكذا من الأصل

La majorité sénatoriale à l'assaut de la réforme du mode de scrutin



Contre-dictature libérale

(Publicité)



**IMMIGRATION** 680 763 Algériens vivant en France sont appelés aux urnes, du 10 au 15 avril, pour participer au premier tour de l'élection présidentielle algérienne. La campagne électorale s'est déroulée sans passion. ● À MARSEILLE, où votent près de 60 000 personnes, les deux candidats les plus actifs ont été l'ancien ministre des affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, et Ahmed Taleb Ibrahimi. ● DANS LA RÉGION PARISIENNE, les sympathisants d'Hocine Aït Ahmed, le leader du Front des forces socialistes, sont nettement plus nombreux. ● *« LA PARTIE,* assure le président de la radion Beur-FM, Nacer Kattane, *va se jouer entre deux candidats, Bouteflika et Aït Ahmed (...). Les gens veulent que les violences s'arrêtent, que la paix s'installe. »* Reste à savoir combien iront voter : *« Les résultats sont joués d'avance »*, dit un futur abstentionniste.

# 680 000 Algériens de France sont appelés aux urnes

## Les opérations de vote du premier tour de l'élection présidentielle algérienne se tiennent du 10 au 15 avril dans 109 bureaux répartis sur l'Hexagone. Trois candidats semblent devoir emporter la majorité des suffrages : Abdelaziz Bouteflika, Hocine Aït Ahmed et Ahmed Taleb Ibrahimi

**MARSEILLE**
*de notre correspondant*

Devant la moquée Islah du marché aux puces, l'une des plus fréquentées de Marseille, les distributeurs de tracts se mettent en place comme chaque vendredi, jour d'affluence. Un Algérien en galabiah blanche a les bras chargés de fascicules, le programme d'Ahmed Taleb Ibrahimi. Les premiers mots du document illustrent sa proximité avec la mouvance islamiste : *« Au nom de Dieu clément et miséricordieux »*.

**REPORTAGE**

**A Marseille, la campagne s'est déroulée sans heurt et sans passion**

A côté de lui, les militants du comité de soutien à Abdelaziz Bouteflika sont plus nombreux, présents à toutes les portes de la mosquée, y compris à celle des femmes. Parmi eux, Mustapha Zeroual, député du Rassemblement national démocratique (RND) pour la zone Sud en France, participe à cette fin de campagne. A son arrivée, l'élu a pointé des affiches d'Ahmed Taleb Ibrahimi collées sur les carreaux du bâtiment de la mosquée. *« Cela, c'est grave. C'est le premier incident de la campagne. Ils vont m'entendre ! »* Quelques instant plus tard, après une rencontre avec l'imam, l'incident est clos. Le local où sont placardées les affiches d'Ahmed Taleb Ibrahimi appartient à une association islamiste indépendante de la mosquée.

### « RÉSULTATS JOUÉS D'AVANCE »

Les portes s'ouvrent. Les fidèles qui sortent prennent consciencieusement les tracts qui leur sont tendus. Les plus politisés déchirent ostensiblement les documents de l'adversaire. Certains futurs abstentionnistes ne conservent que le papier du conseil des imams de Marseille appelant à la solidarité avec les réfugiés du Kosovo. Les vêtements, couvertures et nourritures sont à déposer dans deux mosquées de Marseille. *« Le Kosovo, je donne volontiers, mais je ne vais pas me fatiguer à aller voter »*, dit un Algérien qui a amené son jeune fils à la prière. En 1995, il avait voté Liamine Zeroual et *« ça n'a rien changé »*. Aziz, vingt-six ans, arrivé en France au début des années 70, n'ira pas voter non plus. Pour lui, *« les résultats sont joués d'avance »*. Devant son étal de matériel de boulangerie d'occasion, un commerçant des puces annonce qu'il donnera sa voix à « Boutef », le seul capable de mener à bien le redressement de l'Algérie en tant qu'ancien ministre des affaires étrangères de Houari Boumediène. C'est un *« révolutionnaire intègre »*. Emigré en 1975 à Marseille où il travaille dans l'entretien, Ahmed voit dans Abdelaziz Bouteflika *« l'homme qui donne l'espoir car il a une grande connaissance au niveau international »*. Mais, corrige-t-il aussitôt, *« je veux Bouteflika s'il a l'autorité de Boumediène, mais pas la politique de Boumediène »*.

Depuis plusieurs semaines, dans son échoppe où il vend de vieux téléviseurs bricolés, un commerçant kabyle tente de convaincre ses clients de voter pour le Front des forces socialistes, dont le slogan est repris sur des autocollants : *« Votez Aït Ahmed pour une réconciliation »*. *« Il est le seul qui puisse vraiment résoudre le problème de l'Algérie,* note le commerçant kabyle. *Et le problème de l'Algérie, c'est la paix. On cherche tous la paix et à retrouver notre beau pays. »*

Jouant les trouble-fêtes, un militant du Collectif pour la démocratie en Algérie distribue devant la mosquée un tract portant la photo de Mohamed Boudiaf, le président algérien assassiné en 1992. Avec comme simple légende : *« Il aimait son pays et c'est tout. »* Constituée en 1994, au lendemain de massacres, cette association déplore que *« tous les candidats veulent discuter avec les islamistes »*. Elle invite donc les Algériens à *« aller voter en glissant dans l'urne ce tract avec la photo de Mohamed Boudiaf pour marquer* [leur] *attachement au projet démocratique et républicain »*. Une ultime recommandation conclut ce document : *« Si vous décidez de voter quand même pour un candidat, éliminez les deux candidats islamistes, à savoir Taleb Ibrahimi et Abdallah Djaballah ». « Le problème algérien est un problème de lutte contre le fascisme »*, lâche le militant de cette association avant de s'éloigner.

### DES ISLAMISTES DISCRETS

Réellement lancée à l'occasion de l'Aïd el kébir le 18 mars autour des abattoirs des Arnavaux, la campagne pour l'élection présidentielle s'est déroulée sans heurt à Marseille. Mais également sans passion. Dans le quartier de la Porte d'Aix, rue Longue-des-Capucins, le marché exotique du centre-ville, les affiches des candidats côtoient celles du Festival du raï. Pour la première fois, les murs de la ville portent la trace d'une campagne électorale algérienne. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie, le mouvement berbère de Saïd Saadi, a timidement invité au boycottage du scrutin. Le Front des forces socialistes a distribué des tracts portant la photo d'Hocine Aït Ahmed, *« l'homme de la réconciliation nationale »*. Tous les partis ont imprimé leur documentation en français, beaucoup d'Algériens de la deuxième ou de la troisième génération ne connaissant pas l'arabe. Les deux candidats les plus actifs dans cette campagne marseillaise, qu'unanimement on qualifie de morne, sont Abdelaziz Bouteflika et Ahmed Taleb Ibrahimi.

Dans chaque ville de la circonscription consulaire, qui regroupe les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse, des comités de soutien à Abdelaziz Bouteflika mêlent les militants du Rassemblement national démocratique (RND), ceux de Nahdha (islamistes modérés), du Mouvement de la société pour la paix (MSP) et la société civile. A Marseille, le FLN, qui soutient aussi Abdelaziz Bouteflika, n'entre pas dans cette coordination *« à cause d'un conflit très ancien »* sur lequel les Algériens se montrent discrets. Une maison de maître dans une rue bourgeoise du centre de Marseille, propriété de l'Amicale des Algériens en Europe, abrite le quartier général de la campagne de l'ancien ministre des affaires étrangères de Houari Boumediène. Un tract compilant de *« larges extraits de la candidature du candidat Monsieur Bouteflika »* a été tiré à 30 000 exemplaires, un autre prospectus à 5 000 exemplaires et 2 500 affiches et affichettes ont été distribués dans la circonscription. Des réunions ont été organisées, notamment dans les cités des quartiers nord de la ville, comme à la ZUP des 13e et 14e arrondissements où vivent un tiers des électeurs de la circonscription.

Les islamistes ont été fort discrets. *« Ils font leur campagne dans les mosquées : cinq prières par jour, ça fait cinq comités centraux par jour »*, dit un journaliste algérien de Marseille. Les électeurs suivent la campagne à la télévision algérienne qu'ils captent grâce aux antennes paraboliques. Ils ont ainsi pu y voir, mercredi 7 avril, un reportage sur *« la timide campagne marseillaise »*. L'intelligentsia opte pour la presse, reçue avec vingt-quatre heures de retard, ou en direct sur Internet. Les radios des communautés marseillaises ont multiplié les débats avec les représentants des candidats. Mais les rares meetings ont drainé peu de monde. Mahfoud Nahnah, candidat islamiste au scrutin présidentiel de novembre 1995, n'a ainsi réuni que 150 personnes dans une salle du marché aux puces. *« Beaucoup de gens ont craint d'être vus en sa compagnie et de paraître ainsi comme islamistes »*, explique un observateur. Le seul petit incident de cette campagne a eu lieu le 21 mars, lors d'une rencontre de l'ambassadeur d'Algérie en France avec des responsables d'associations. Kaci Redjal, député du Rassemblement pour la culture et la démocratie – qui appelle au boycottage –, a quitté la salle lorsque le diplomate a appelé les Algériens à se rendre massivement aux urnes.

*Luc Leroux*

## Surveillance nocturne des bureaux de vote

**LA COMMUNAUTÉ** algérienne en France votera à partir du samedi 10 avril et jusqu'au jeudi 15 avril pour le premier tour de l'élection présidentielle. Les 680 763 électeurs recensés (un tout petit plus qu'au scrutin précédent, en novembre 1995) pourront voter de 8 heures à 20 heures pendant six jours dans les 23 centres de vote (totalisant 109 bureaux) répartis sur l'ensemble du territoire.

C'est à Paris que l'électorat algérien est le plus important (70 000 personnes environ), avant celui de la Seine-Saint-Denis. Viennent ensuite Lille, Lyon, Marseille où réside une forte communauté algérienne. Vingt des 23 centres de vote sont situés dans des locaux diplomatiques, consulaires ou culturels algériens, à Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Nanterre, Nantes, Paris (trois bureaux), Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg, Toulouse, Versailles et Vitry-sur-Seine. Lors du précédent scrutin présidentiel, la communauté algérienne s'était massivement déplacée dans un climat de désordre.

Pour prévenir de nouvelles bousculades, il est prévu, si besoin, de repousser à 22 heures la fermeture des bureaux de vote.

Les mesures de sécurité consisteront essentiellement en un dispositif de filtrage à l'entrée des bureaux de vote, ainsi qu'un aménagement de la circulation, avec la pose de barrières pour canaliser la file d'attente des électeurs concernés si celle-ci est trop importante, après consultation avec les maires des villes concernées.

Pour éviter des fraudes, certains partis politiques proposaient qu'un dépouillement partiel ait lieu chaque soir. L'idée a été repoussée par les autorités algériennes, qui ont accepté en revanche que des électeurs passent la nuit à proximité des urnes.

## Le parc Chanot réquisitionné

**58 322 électeurs algériens des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse sont appelés à voter dans le hall 1 du parc Chanot, à Marseille. Le consulat général a choisi la Foire de Marseille, alors que le précédent scrutin présidentiel, en novembre 1995, s'était déroulé dans les locaux diplomatiques. L'afflux d'électeurs avait conduit à fermer à la circulation la rue Paradis. Dans les files d'attente, plusieurs personnes avaient été victimes de malaises.**

**Les représentants des sept candidats pourront assister à toutes les opérations, y compris dormir dans les pièces où, la nuit, seront stockées les urnes scellées. Dans un communiqué, le consulat général d'Algérie *« fait appel au sens civique de chacun pour participer à cette importante échéance électorale ».***

# « Les gens veulent que les violences s'arrêtent, ils veulent la paix »

**ELLE NE SAIT PAS** encore pour qui elle va voter. Hocine Aït Ahmed ? Abdelaziz Bouteflika ? Ahmed Taleb Ibrahimi ? Elle rit. Trois vieux crooners à cheveux blancs !

**REPORTAGE**

**A Saint-Denis, on ne voit quasiment que les affiches du chef kabyle Hocine Aït Ahmed**

Zora, elle, a vingt ans. Elle avoue ignorer le nombre des candidats à la présidentielle – *« Ils sont quatre, non ? »* –, mais cela n'a pas d'importance : *« Ce qui compte, c'est de voter, de participer au changement, d'aider au retour de la paix »*, assure la jeune étudiante, qui dispose des deux nationalités, française et algérienne. Samedi 10 avril, Zora, pour la première fois de sa vie, va glisser un bulletin dans l'urne.

Sa copine Rizlaine, une Marocaine de dix-neuf ans, approuve de la tête. *« Ce qui se passe en Algérie, ça me touche parce que c'est des musulmans, c'est des Arabes. Il y a encore la guerre, mais on en parle moins,* ajoute-t-elle. *Ces temps-ci, c'est le Kosovo qui est à la mode, à cause de ce bourreau de Milosevic. »* Zora, l'air grave, plie soigneusement *« l'appel à la communauté algérienne »* du candidat Hocine Aït Ahmed et le fourre dans sa poche de jean. *« Beaucoup de gens ne vont pas voter, parce qu'ils pensent que le jeu est truqué »*, dit la jeune Algérienne, à regret.

Ce vendredi matin, en tout cas, sur le marché de Saint-Denis, dans la banlieue nord de Paris, le fond de l'air est calme. Pas de débats improvisés sur les trottoirs, pas de conciliabules passionnés entre les étals de légumes, pas de barangues au coin des rues. Seuls deux militants du Front des forces socialistes (FFS) distribuent tranquillement une dernière fournée de tracts. *« Personne ne les jette, c'est bon signe »*, commente Sidi Saïd Hamid, avec un clin d'œil optimiste. Une vieille femme en djellaba s'arrête devant lui. *« Comment il va ? »*, demande-t-elle tout à trac, en kabyle, désignant d'un signe du menton, la photo de Hocine Aït Ahmed, accrochée à la barrière métallique. Sidi Saïd Hamid balaye d'un revers de la main le *« petit accident de santé, dû au stress et à la fatigue »* dont a été victime le dirigeant du FFS, au cours de sa campagne. *« Il est en pleine forme ! »*, conclut-il. La vieille femme écoute, sceptique. *« J'aurais bien voulu qu'il soit raïs mais ce ne sera pas encore pour cette fois ! »*, prédit-elle, avant de s'éloigner à petits pas.

### AURA MILITANTE

Un peu plus loin, sur le mur de la poste, au-dessus d'une annonce pour une *« soirée zouk-love, ambiance garantie »*, une affiche du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) appelle solennellement au boycottage de l'élection présidentielle algérienne, *« la dernière grande fraude du siècle »*. En fait, de la rue de la République au fin fond de la rue Delaune, on ne voit guère, scotchées aux vitrines des bistrots et des boucheries *« 100 % hallal »*, que des photos d'Hocine Aït Ahmed. A l'évidence, à Saint-Denis, les autres candidats ne bénéficient pas de la même aura militante que le vieux dirigeant kabyle.

Il faut aller jusqu'à Barbès et la Goutte d'Or, dans le 18e arrondissement de Paris, pour découvrir, au gré des murs et des palissades de chantiers, le visage de l'ancien ministre des affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika. La mèche rare et l'œil brillant, l'ex-fringant baron de l'ère Boumediène (1965-1978) se fait le héraut, lit-on, d'une Algérie *« forte et digne »*, d'un *« Etat de droit et de justice »*. Plantées sur le trottoir, deux passantes, la quarantaine soignée, examinent la liste des chanteurs algériens qui ont participé, le 4 avril, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), au *« meeting de soutien »* au candidat Bouteflika. *Le comeback* de l'ancien apparatchick du FLN n'est pas pour déplaire aux deux électrices. *« Il a fait du bon travail, quand il était ministre,* souligne l'une d'elles, avec une pointe de nostalgie. *Ce n'est qu'après la mort du président Houari Boumediène* [en décembre 1978] *que l'Algérie a commencé à aller mal. »*

### « LEUR SOUCI NUMÉRO UN »

Tout aussi classiques, les affiches du candidat Ahmed Taleb Ibrahimi, ex-étoile, lui aussi, de l'ancien régime FLN, promettent, en vrac, la *« paix »*, la *« sécurité »*, la *« stabilité »* et l'*« unité »*. Ayant reçu, selon la presse algérienne, le soutien de l'ex-Front islamique du salut (FIS, interdit en 1992), l'ancien ministre de l'éducation a suscité, en présentant sa candidature à l'élection du 15 avril, un minitollé dans les cercles officiels. *« On ne peut pas soutenir des gens qui veulent salir le sang des Algériens, victimes du terrorisme »*, s'indigne Reda Maadi, un fervent supporter d'Abdelaziz Bouteflika – lequel a obtenu le soutien des islamistes, dits *« modérés »*, du parti Hamas.

*« De toute façon, en France, la partie va se jouer entre deux candidats, Bouteflika et Aït Ahmed »*, assure le président de la radio Beur-FM, Nacer Kettane. Lors des débats avec les auditeurs, organisés chaque soir sur les ondes, les mêmes questions sont revenues, dit-il, lancinantes comme en 1995, lors de la première élection présidentielle. *« Les gens veulent que les violences s'arrêtent, ils veulent la paix, c'est leur souci numéro un »*, souligne le responsable de Beur-FM. A n'importe quel prix ? *« Il ne faudrait pas qu'en Algérie, comme dans certains pays de l'Est, on voie les dirigeants de l'époque du parti unique, chassés par la grande porte, revenir par la fenêtre... »*, soupire Nacer Kettane. Réponse le 16 avril.

*Catherine Simon*

Le Monde INTERACTIF

http://www.lemonde.fr

« Les **archives en ligne :** consultez gratuitement* trois mois d'archives du *Monde*. »

* **Offre de lancement** jusqu'à fin avril. Dès le mois de mai, accès à **12 ans d'archives** (payant).

هكذا من الأصل

ENQUÊTE

# Quand Belgrade se moque des bombes

**Envoyé spécial du quotidien, « El Pais » à Belgrade, José Comas décrit pour « Le Monde » l'atmosphère de la capitale yougoslave, depuis le début des bombardements de l'OTAN. La population chante et danse, insulte ses agresseurs. Des jeunes se disent prêts à mourir pour la patrie serbe. Il règne une ambiance de suicide collectif, de défi à la mort. Chaque attaque aérienne renforce la popularité de Slobodan Milosevic**

AVANT les premières bombes, la capitale yougoslave était une ville gaie et confiante. Peu de gens croyaient que, cette fois, ce serait vrai. Belgrade avait si souvent vécu des situations semblables depuis l'automne dernier : menaces de bombardement, évacuation des ambassades étrangères et ultimatums. Il était difficile de penser qu'aujourd'hui la chose était sérieuse : que le loup allait sortir du bois pour de bon. Aussi le hurlement des premières sirènes d'alerte et le bruit des premières bombes ont-ils causé un choc psychologique qui a paralysé la ville. Les premiers jours, les rues sont restées pratiquement désertes. La nuit, les sirènes précipitaient les gens dans les abris, dans les caves des maisons. Les rares taxis qui circulaient ne se risquaient pas à passer sur les ponts de la Save.

Mais, au bout de trois jours, dès le premier week-end sous les bombes, il s'est produit dans Belgrade une sorte de catharsis collective, un défi à la peur, pour libérer la tension accumulée. Des milliers de Belgradois ont envahi les rues. Au cœur de la capitale, sur la place de la République, ils se sont pressés au concert organisé par la municipalité sur le thème « La musique nous a maintenus debout ». Sur des rythmes de rock, de pop et de folk, jeunes et vieux se sont mis à danser dans la rue, à se moquer des bombes, comme on danse sur un volcan. Ils hurlaient en chœur des insultes contre les hommes politiques occidentaux. Comme les supporteurs déchaînés des matchs de football, ils criaient *« Clinton salaud ! Clinton salaud ! »*. Une banderole qualifiait le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, de *« chien de la Maison Blanche »*. Une pancarte affichait la mémoire historique de celui qui la portait : à côté d'une photo du général de Gaulle, on pouvait lire ces mots : *« Cher général, tu avais dit non à l'OTAN. Et maintenant ? »*

A quelques mètres de la place de la République, dans la rue piétonne Kneza Mihaila, des groupes de vandales ont démoli les centres culturels français, américain, allemand et britannique sous l'œil complaisant de la police. Quelques jeunes gens regardaient le centre culturel français avec perplexité : *« Il y avait de bons livres et des revues intéressantes. »* Les livres ont été dévorés par les flammes d'un bûcher dressé par les manifestants. Les murs du centre culturel américain ont été couverts de barbouillages où l'imagination rivalise avec le chauvinisme et l'obscénité. Un texte proclame, à l'adresse de la secrétaire d'Etat américaine : *« Madeleine, quel dommage que nous n'aimions pas la sodomie. »* Un autre résume la haine vouée aux hommes politiques occidentaux : *« Tony Blair le minable, clone du criminel de Washington, Solana, poubelle des Américains, et leurs généraux assoiffés de sang continuent à cacher la perte de leurs avions à l'opinion publique internationale. »*

LE sigle de l'OTAN se transforme sur les pancartes et sur les murs en croix gammée. Comme par enchantement est apparu un autre sigle, qui est devenu le symbole des bombardements : plusieurs cercles concentriques semblables à ceux que l'on utilise dans les concours de tir. Au-dessous, en anglais, le mot *target* (cible). Comme une traînée de poudre, il s'est répandu dans tout Belgrade. Les taxis et les tramways l'affichent sur leurs pare-brise, les boutiques dans leurs vitrines, les garçons d'hôtel l'arborent, tout comme les présentateurs de la télévision et les hommes politiques du régime. On en fait des autocollants et des pins, on l'imprime sur les tee-shirts. Il s'agit d'un défi aux bombes de l'OTAN, pour signifier aux Clinton, Albright, Blair ou Solana : *« Nous sommes là. Tirez sur nous. Voilà la cible. »*

Le régime de Belgrade a ainsi marqué un point important. Les premières bombes de l'OTAN ont produit avant tout un effet de boomerang. Au lieu d'affaiblir Slobodan Milosevic, elles ont rassemblé tout le monde autour de lui. Ivan, un journaliste, qui dit haïr Milosevic *« parce qu'il a détruit [son] pays, la Yougoslavie »*, formule cela en termes arithmétiques : *« Chaque jour de bombardements équivaut à 10 % de soutien en plus pour Milosevic. »* Dusan Masic, journaliste de la radio B 92 fermée par le régime, assure : *« Les bombes renforcent Milosevic. Avec elles, il a trouvé l'excuse parfaite pour tout ce qui se passera dans les prochaines cinquante années. »*

Pour les habitants de Belgrade, les bombes sont perçues non comme dirigées contre le régime, mais comme visant la Serbie et tous les Serbes. Sur la même place, au même endroit, les mêmes personnes qui, voilà deux ans, ont manifesté pendant près de trois mois contre la fraude aux élections municipales le font aujourd'hui contre l'OTAN.

Les concerts offrent un spectacle qui ne manque pas de perversité : chaque jour à midi, on y voit, mêlés, de jeunes opposants au régime et le sinistre Zeljko Raznatovic, plus connu sous le nom d'Arkan, recherché comme criminel de guerre par le tribunal de La Haye, accusé d'avoir commis les crimes les plus atroces pendant la guerre de Bosnie. Peu importe. Tous unis sous les bombes, les chanteurs soulèvent l'enthousiasme de la foule. Celle-ci entonne en chœur le chant patriotique qui, depuis des mois, est répété à la télévision officielle serbe, accompagné d'images idylliques exaltant les militaires et l'armée yougoslave : *« Nous t'aimons, ô notre patrie. Avec nous, tu es en sûreté. Avec nous, tu es plus forte. Ton nom aux lèvres, s'avance notre armée. »*

Les bombes et l'état de guerre ont, sous certains aspects, apporté à Belgrade des transformations positives. La délinquance a complètement disparu. Avant les bombes, presque tous les chauffeurs de taxi tentaient d'escroquer le client. Aujourd'hui, ils appliquent des tarifs corrects. Les théâtres ont changé l'horaire des représentations, qui ont lieu désormais à 15 heures et à 17 heures. Dans presque tous, l'entrée est gratuite et, si certains font payer 1 dinar (environ 0,60 F au marché noir), l'argent va à la Croix-Rouge. Les cinémas ne projettent que des films nationaux. Le grand succès, depuis les jours qui ont précédé les bombardements, est le film *Le Couteau*, adaptation d'une œuvre de l'écrivain et journaliste Vuk Draskovic, ex-opposant à Milosevic et aujourd'hui vice-premier ministre du gouvernement yougoslave.

Le cas de Draskovic illustre la manière dont Milosevic récupère ses ennemis. Draskovic, cinquante-deux ans, figure de proue de l'opposition, a été emprisonné pour avoir protesté en 1993. La police du régime lui a fait subir des sévices et il a dû être transféré à l'hôpital, en danger de mort après une grève de la faim. Une démarche de Danielle Mitterrand, venue à Belgrade, a réussi à arracher Draskovic et sa femme Danica, aux griffes de ses bourreaux. Aujourd'hui, il collabore avec le régime et, dans ses déclarations, son nationalisme est plus outrancier, si cela se peut, que celui de Milosevic. On a pu voir sa femme Danica lors des concerts contre les bombes sur la place de la République, à côté d'un leader du parti de la Gauche Unie (JUL) que dirige « Mira » Milosevic, l'épouse de Milosevic, l'une des personnalités les plus influentes du régime. Les programmes de la télévision se sont transformés radicalement avec la guerre. Le jour où ont débuté les bombardements, la télévision officielle (RTS) avait programmé le film du réalisateur espagnol Alex de la Iglesia, *Le Jour de la Bête*. La chute des premières bombes sur la périphérie de Belgrade a changé la programmation. Depuis lors, à toute heure, on ne voit plus que des films sur la lutte héroïque des courageux partisans contre les infâmes nazis, des scènes qui montrent des popes devant de belles églises orthodoxes.

> « Chaque jour de bombardements équivaut à 10 % de soutien en plus pour Milosevic »

Bien entendu, pas une seule image des Kosovars déportés, ni de leurs maisons incendiées. Plus de retransmissions des matchs des autres championnats européens, ni des Coupes d'Europe. Les séries américaines qui, avant les bombes, se succédaient chaque soir jusque tard dans la nuit et fascinaient le public yougoslave, aussi bien serbe que kosovar, ont presque disparu. Nul ne sait ce que deviendront les personnages de la populaire série vénézuélienne *Changement de peau*. Seul survit, sur la chaîne Pink, le feuilleton mexicain *Esmeralda*.

Les commerces sont bien approvisionnés. Pas d'achats massifs dans les supermarchés. Seuls deux produits de base obsèdent les Belgradois : l'essence et le tabac, qui ont quasiment disparu. Depuis l'époque des sanctions, les Serbes ont compris la nécessité de faire provision d'essence. Chaque cave a sa réserve de bidons. Violeta Marina, une jeune Belgradoise de vingt-six ans, s'inquiète : *« Je n'ose pas penser à ce qui arriverait si l'OTAN bombardait les maisons. Avec toute cette essence entreposée, les incendies seraient monstrueux. »* Peu à peu, après les premiers jours de bombardements, la vente de l'essence a été rétablie, en suivant des priorités. Les chauffeurs de taxi reçoivent 150 litres par mois, les particuliers 40. Deux diplomates de pays membres de l'OTAN demeurés à Belgrade, bien que leur ambassade ait fermé ses portes, sont sanctionnés en raison de la position de leur pays : ils ont beau présenter les bons adéquats, la station-service leur explique qu'elle a des ordres pour *« ne pas vendre aux agresseurs »*. Plus grave est le problème que pose aux Serbes, peuple de fumeurs endurcis, le manque de tabac. Ils font désespérément la queue devant les kiosques, sans savoir s'ils arriveront à avoir un paquet de cigarettes. Violeta Marina assure que le manque de tabac pourrait être le premier facteur de déstabilisation du régime de Milosevic : *« Les Serbes ne peuvent pas vivre sans tabac. »*

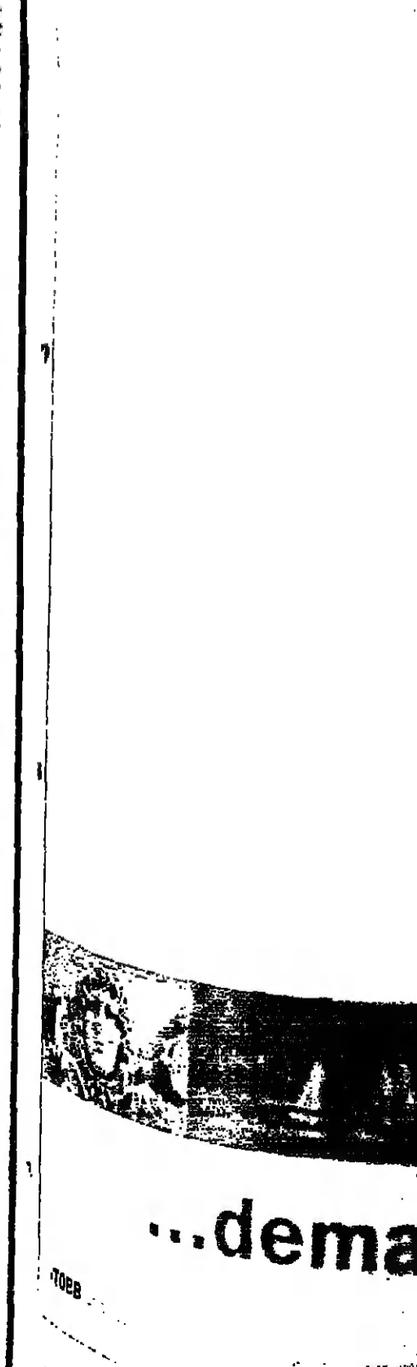
On perçoit dans l'atmosphère un sentiment de suicide collectif qui va plus loin que de simples mots. Presque tous affirment être disposés à donner leur vie pour la défense du Kosovo. Chaque nuit, lorsque les sirènes sonnent l'alerte, des centaines de Belgradois descendent dans la rue, et, se tenant par la main, se postent sur le pont Brankov qui relie, par-dessus la Save, la vieille ville à la Belgrade moderne. Si les bombes et les missiles arrivent, ils sont prêts à mourir. Le ministre yougoslave de l'information, l'écrivain Milan Komnecic, traducteur de *L'Automne du patriarche* du Colombien Gabriel Garcia Marquez, a conclu une interview avec un journaliste espagnol par un *« Viva la muerte »* franquiste, qu'au temps de la guerre d'Espagne le philosophe Miguel de Unamuno qualifiait de *« cri insensé et nécrophile »*.

En signe de protestation contre les bombes, l'équipe de football du Partizan Belgrade a organisé un match amical contre l'équipe grecque de l' AEK d'Athènes. 15 000 spectateurs se sont pressés dans le stade et ont crié, à la sortie, outre l'habituel *« Le Kosovo est serbe ! »*, des slogans obscènes contre l'OTAN et Clinton. Deux garçons, Srdjan, dix-huit ans, lycéen de terminale, et Mihailo, vingt et un ans, étudiant en géographie à l'université, affirment qu'ils mourront pour le Kosovo. Mihailo, fils d'un policier et d'une architecte, a même décidé de se présenter comme volontaire pour se battre dans l'armée. *« J'en ai parlé à mes parents et je leur ai dit que, si l'OTAN entre au Kosovo, la seule chose à faire est d'y aller et de nous battre. Je voudrais avoir une arme pour leur montrer ce qu'on ressent quand on est sous les bombes. L'OTAN pense peut-être que nous sommes petits mais, aujourd'hui, il a fait renaître une énergie semblable à celle qui avait surgi il y a deux ans, lors des manifestations contre Milosevic. »*

QUAND on lui demande ce qu'il pense de Milosevic, Mihailo répond : *« Nous sommes contre le communisme et nous savons que c'est lui qui a conduit le pays à cette situation abominable, mais, pour l'instant, nous devons tous nous unir pour en sortir. Nous voulons une monarchie parlementaire, mais nous savons qu'avec cet homme-là, c'est impossible. »* Srdjan assure qu'il n'a pas d'idées politiques, mais il soutient avec conviction : *« Le Kosovo est le berceau de l'Etat serbe et, au Moyen Age, il avait une ville de 40 000 habitants quand Londres n'en comptait que 5 000. »* Pour l'avenir, Srdjan aspire seulement à être *« un homme libre. Aujourd'hui, nous ne le sommes pas »*.

Dans le café du centre de presse de Belgrade, quasi désert depuis le premier jour des bombardements, un groupe d'artistes, de journalistes et d'intellectuels discutait avec animation. L'auteur de pièces de théâtre le plus connu aujourd'hui en Yougoslavie est une jeune femme de vingt-huit ans, Biljana Srbljanovic. Elle a obtenu un énorme succès avec son œuvre qui critique la réalité actuelle : *La Trilogie de Belgrade*. Elle ne cessait de raconter que les plus hauts dignitaires du régime assistent aux représentations et qu'ils rient aux scènes comiques. *« On leur dit que ce qu'ils font est de la merde, et ils rigolent. »* Lors des premiers bombardements, elle est restée chez elle : *« On me disait de descendre dans la cave, mais ça me dégoûtait, elle est pleine de rats. »* Quant aux bombardements eux-mêmes, elle pense qu'on en était arrivé à un point qui exigeait une issue : *« Mais aujourd'hui la propagande des Etats-Unis a produit une guerre antiserbe, contre tout le peuple. Et non contre Milosevic et l'état-major. Pourtant, ils savent très bien où se trouve l'état-major. Les bombes tombent à côté de la maison de mes parents, pas sur la maison de Milosevic. »*

*José Comas*
Traduit de l'espagnol par François Maspero
*Dessin : Maja*




هكذا من الأصل

# es bombes

**Envoyé spécial du quotidien, « El Pais » à Belgrade, José Comas décrit pour « Le Monde » l'atmosphère de la capitale yougoslave depuis le début des bombardements de l'OTAN. La population chante et danse, insulte ses agresseurs. Des jeunes se disent prêts à mourir pour la patrie serbe. Il règne une ambiance de suicide collectif, de défi à la mort. Chaque attaque aérienne renforce la popularité de Slobodan Milosevic**

Q

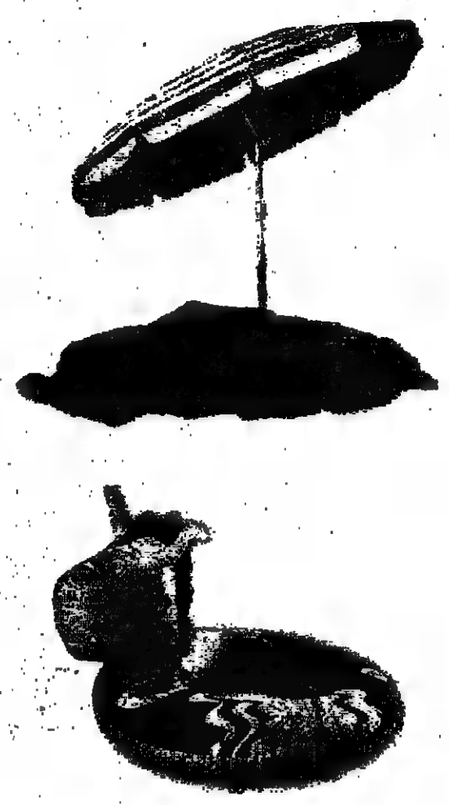
(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AVRIL 1999 /

Pour votre sécurité !

**Seulement...**

**...un maillot de bain, une paire de lunettes de soleil,**
**une serviette de bain et un appareil photo...**
**C'est tout ce qu'il vous faut pour un voyage en Turquie...**
**Laissez vos soucis à la maison!**



66.937.229 touristes ont visité la Turquie depuis 1990. 2.495.654 d'entre eux étaient Français. Si vous ne savez toujours pas où passer vos prochaines vacances...

**...demandez la Turquie à vos amis.**

•**TOBB** Union des Chambres de Commerce, d'Industrie, de Bourses et Chambres Maritimes • **TÜRSAB** Association des Agences de Voyage de Turquie • **TÜROB** Association des Hôtels de Turquie

هكذا من الأصل

# La chute de l'Ubu noir

**Il y a vingt ans, les troupes tanzaniennes libéraient les Ougandais de leur président à vie, Idi Amin Dada. Sous des dehors débonnaires, ▪ Big Daddy ▪ se comportait comme un tyran sanguinaire et psychopathe. De cent mille à trois cent mille personnes auraient péri sous son ▪ règne ▪**

« *THANK YOU ! Thank you !* » Ce mercredi 11 avril 1979, une vague d'allégresse submerge Kampala. La foule, chaleureuse, fraternise avec les soldats tanzaniens, arrivés en libérateurs. La joie illumine les visages. Les mains ▪ tendent ▪ les blindés couverts de fleurs. L'Ouganda sort d'un cauchemar de huit ▪ ▪ trois mois, pendant lesquels le général-président Idi Amin Dada, autopromu maréchal, a fait régner la terreur. Au prix, selon les estimations, de cent mille ▪ trois cent mille morts.

Au centre de la capitale, ▪ deux pas de la résidence de l'ambassadeur de France, l'odeur de la mort ▪ mêle aux parfums entêtants des bougainvillées. Dans le petit immeuble qui abritait les services du « Bureau de recherches d'Etat » – la police politique –, ▪ poignée de détenus racontent comment ▪ ont survécu plus d'un mois en mangeant les cadavres qui gisaient autour d'eux. ▪ les cachots ▪ dans le jardin, une trentaine de corps ▪ décomposent. Un caniveau ▪ plein de sang séché. C'est ▪ que les prisonniers étaient exécutés en file indienne, chacun devant d'abord transporter le corps de celui qui l'avait précédé dans la mort. A l'approche de l'armée tanzanienne, les tortionnaires du « Bureau » évacuèrent quelque deux cents cadavres par jour. Devant le bâtiment, des gens fouillent dans un ▪▪ de milliers de cartes d'identité et de dossiers répandus ▪ terre, en quête de la trace d'un parent ou d'un ami. Volontiers mégalomane, Amin Dada s'était proclamé « *le plus grand chef d'Etat du monde* ». Il était surtout le bourreau de son peuple.

Idi Amin naît en 1925 à Koboko, dans la province du West Nile, proche du Soudan. Musulman – ▪ seulement 5 % de la population –, il appartient à la petite tribu nubienne des Kakwas. Doublement minoritaire ▪ citoyen de troisième classe dans une région pauvre et aride, aux mœurs cruelles, il garde les chèvres ▪ fréquente l'école à Arua, le chef-lieu de province. Resté analphabète, il traîne derrière sa mère qui, très vite abandonnée par son mari, suit les garnisons ▪ pratique la sorcellerie. Il vend des biscuits sur les marchés. A dix-huit ans, il ▪ déjà la ▪▪ d'un géant : 100 kilos pour 1,90 mètre. Il ▪▪ neuf fois champion de boxe d'Ouganda, catégorie poids lourd.

C'est alors que son destin s'esquisse. Après avoir participé ▪ la campagne de Birmanie, il s'engage en 1946 dans le King's African Rifles, comme plongeur, puis comme mitron, avant d'entrer dans le service actif. « *C'est un bon bougre, mais plutôt faible ▪▪ matière grise* », note l'un de ses supérieurs. Pendant la terrible guerre contre les rebelles Mau-Mau du Kenya, qui éclate en 1953, Amin donne libre cours à ▪▪ instincts brutaux. Il apprend à tuer sans bruit, au couteau. En Ouganda, il « pacifie » à sa manière le Karamoja, en proie ▪▪ vols de bétail. D'un coup de machette, il tranche le pénis des récalcitrants. Il échappe alors de justesse au tribunal militaire, sauvé par le futur premier ministre, Milton Obote. A la veille de l'indépendance, en 1962, Amin n'est que sergent-chef. Mais ce sont les plus hauts galons jamais accordés à un *native* (indigène).

Grâce au soutien d'Obote, il monte ▪▪ grade rapidement, complète ▪ formation militaire en Grande-Bretagne et suit un entraînement de parachutisme en Israël. En 1965, il ▪▪ envoyé ▪▪ Congo-Kinshasa pour conseiller et entraîner les rebelles soulevés contre le général Mobutu. Ceux-ci lui confient ▪▪▪ cargaison d'or et d'ivoire destinée à l'achat d'armes. Ce trésor de guerre, évalué à 350 000 dollars, disparaîtra mystérieusement. Une enquête est ouverte, qui ne donnera rien. En 1966, après l'abolition par Obote de la semi-autonomie des vieux royaumes – une ▪▪▪▪ qui provoque ▪ révolte de l'ethnie baganda –, Amin, nommé chef de l'armée, dirige la mise ▪ ▪▪ du palais du *kabaka* (roi) des Bagandas. Chef de l'Etat depuis l'indépendance, le « roi Freddie » est contraint à l'exil. Obote devient président.

Mais bientôt, la rivalité s'aiguise entre Amin ▪ Obote. En 1969, le président survit à un grave attentat. ▪▪ de donner ▪▪ instructions, Amin s'affole, s'enfuit, et ▪▪ perd en explications confuses. Le numéro deux de l'armée, qui l'accuse de désertion, ▪▪▪ assassiné chez lui. La rumeur désigne Amin. ▪▪▪ dépouille peu ▪ peu le général de ▪▪ pouvoirs au profit de jeunes officiers à sa dévotion et membres de sa propre ethnie, les Langis, apparentés aux Acholis. Avec l'aide des services secrets israéliens et du mercenaire Rolf Steiner, Amin ▪▪▪ force ▪▪ position en recrutant au prix fort deux mille rebelles Anyanyas du Soudan sud. Obote l'envoie aux obsèques de Nasser ▪▪ ▪▪ suggère de faire ensuite un pèlerinage à La Mecque. Méfiant, Amin rentre secrètement ▪▪ Ouganda, ▪▪ qui lui vaut quelques jours de résidence surveillée. Le 25 janvier 1971, en l'absence d'Obote, Amin prend le pouvoir. Avant de partir pour Singapour, où se tient une conférence du Commonwealth, le président avait averti le général qu'il lui demanderait des comptes. ▪ son retour, ▪▪ plusieurs affaires d'importance. C'était alerter maladroitement un homme toujours ▪▪ le qui-vive. C'était aussi sous-estimer son habileté ▪▪ sa détermination.

A Kampala, le putsch en réjouit plus d'un. La bourgeoisie locale, les commerçants indo-pakistanais et les hommes d'affaires étrangers sont soulagés : les ▪▪▪▪ « socialistes » ▪▪▪▪▪▪▪ par Obote ▪▪▪▪ remises ▪▪▪ calendes. Dans les provinces, qu'Amin s'emploie à sillonner, ▪▪ l'accueille ▪▪ héros. Il libère ▪▪ les détenus politiques, promet des élections. Londres juge Amin plus « maniable » que son prédécesseur et reconnaît rapidement le nouveau régime. Pendant quelques mois, l'état de l'Ouganda semble s'améliorer. Le *New York Times* évoque ▪▪▪▪ l'« *habileté courtoise* » ▪▪ « Big Daddy ».

Tout ▪ monde ▪▪▪▪▪▪▪▪ bien vite. ▪▪▪ ▪▪▪ faux ▪▪▪ ▪▪ géant débonnaire, Amin est un tyran psychopathe, avide et manipulateur. Tour ▪ tour jovial et sanguinaire, il alterne crises ▪▪ rage et phases de dépression. Les ▪▪▪▪ ▪▪▪▪ commencent, la terreur s'installe. Plusieurs centaines de soldats Acholis-Langis ▪▪▪▪ décimés ▪ la mitrailleuse ▪▪▪▪ la caserne de Mbarara. C'est le début d'impitoyables ▪▪▪▪▪▪ au sein ▪▪ l'armée. Amin s'enfonce dans le crime. Au fil des ▪▪▪ reviendront les mêmes images, les mêmes mensonges, les mêmes récits des survivants : prisons aux murs ▪▪▪▪ gis du sang ▪▪▪ torturés, cadavres ▪▪▪▪▪ sur ▪▪ rivières, crocodiles rassasiés de chair humaine, liquidations maquillées en « accidents de voiture ». Amin, dont l'islam reste fortement empreint d'animisme, aime ▪▪▪▪▪▪▪▪ avec les têtes coupées de ses ennemis.

En mars 1972, l'impulsif général ▪▪▪▪▪ sa première ▪▪▪▪▪ bévue. Ayant obtenu ▪▪ généreuses promesses du colonel Kadhafi, il rompt avec Israël, jusqu'alors ▪ meilleur ▪▪▪ de l'Ouganda, qui lui accorde un tiers de son ▪▪▪ totale à l'Afrique. Cinq ▪▪▪▪ ressortissants de l'Etat juif – conseillers militaires, experts, diplomates – ont quatre jours pour faire leurs valises. Devenu pourfendeur du sionisme, Amin juge les Israéliens « *pires qu'Hitler* ». N'ont-ils ▪▪▪ voulu « *empoisonner le Nil* » ?

Cinq mois plus tard, sur ordre ▪▪ Dieu qui lui ▪▪▪ apparu en rêve, Amin lance sa ▪ guerre économique » : il donne trois mois ▪▪▪ Asiatiques porteurs d'un passeport britannique pour quitter l'Ouganda en y abandonnant leurs biens. Indiens ▪ Pakistanais contrôlent ▪ quasi-totalité du commerce et la ▪▪▪▪▪ de l'industrie : Amin les accuse de « *traire* ▪ *vache* ▪▪▪ *jamais la nourrir* ». Leur exil forcé réjouit l'homme de la rue, il provoquera un désastre économique. La production s'effondre, le commerce ▪ délite, l'impôt s'évapore, le déficit budgétaire, déjà gonflé par ▪▪ dépenses militaires, s'aggrave encore, la monnaie chute, les pénuries apparaissent, ▪▪ services sociaux ▪▪ dégradent. La « perle ▪▪ l'Afrique », chère ▪ Churchill, ▪ perdu son ▪▪▪▪.

La paranoïa d'Amin ▪▪ déchaîne, ▪▪▪▪▪ par ▪▪ tentatives d'attentat dont il ▪▪▪ la ▪▪▪▪ ▪▪ une « invasion » manquée que fomente Obote, depuis la Tanzanie voisine. Elle lui ▪▪▪▪ ▪▪▪ répression accrue, ▪ compris contre ▪▪▪ entourage – ▪▪ ▪▪▪▪▪▪▪▪ ▪▪ multiplient – ▪▪ ▪▪▪▪▪ ▪▪ propre famille (il répudiera ▪▪▪▪ ▪▪ ▪▪▪ femmes). Pour déjouer l'ennemi, il emploie six ▪▪▪ sies. Il désigne l'Eglise comme nouvel adversaire. En contrepartie ▪▪▪

**Une trop longue complaisance, venant d'abord de l'Afrique dirigeante, flatte sa rouerie**

pétrodollars reçus du monde arabe, Al Hadji Amin décide d'islamiser ▪▪▪▪ grand succès – l'armée, l'administration et le ▪▪▪▪▪▪▪▪ jette en prison l'archevêque catholique (son homologue anglican sera plus tard assassiné ▪▪▪ mains ▪▪▪▪ du dictateur), expulse des missionnaires, or▪▪▪▪▪ ▪▪▪ professeurs d'histoire ▪▪ ne plus évoquer la ▪▪▪▪ ▪▪▪ Noirs par ▪▪ marchands arabes.

Par ses pantalonnades – hélas souvent meurtrières – Amin renforce ▪▪ réputation d'« Ubu noir ». Il fanfaronne, affabule, conseille ou chapitre ▪▪ monde entier. Lors d'une réception ▪ Kampala, il ▪▪ présente en « *grand vainqueur du Sinaï et ▪▪ Golan* », où il dit s'« *être glissé derrière les lignes israéliennes* ». Il limoge ▪▪▪ ministre ▪▪▪ ▪▪▪▪▪▪▪ étrangères, la belle princesse Bagaya, pour « *avoir fait l'amour dans les toilettes d'Orly* ▪▪▪▪ *un Blanc* ▪▪▪ *identifié* ». Il s'invite ▪ Buckingham Palace, appelle Richard Nixon ▪▪▪ « *frère cadet* », ▪▪ propose au président Nyerere ▪▪ régler leur différend sur un ring. Il s'attribue médailles et titres prestigieux (dont celui ▪▪ « conquérant de l'Empire britannique »), ▪▪ ▪▪▪▪▪ président à vie, puis *field marshal*. Une trop longue complaisance à son égard, venant d'abord de l'Afrique dirigeante, ▪▪▪▪ sa rouerie. En juillet 1975, il accueille à Kampala la conférence de l'OUA, qu'il présidera pendant un an.

L'homme dont les tragiques mascarades ont souvent un goût de revanche connaît pourtant ▪▪ juillet 1976 ▪▪ pire humiliation. L'exploit du raid israélien sur En▪▪▪▪ ▪▪▪▪▪ les otages d'un Airbus d'Air France ▪ ▪▪▪▪▪ ▪ ridicule. En octobre 1978, Amin commet son ▪▪▪▪ ▪▪▪▪ il envoie 2 000 soldats conquérir une partie du territoire tanzanien annexée, annonce-t-il, ▪ *après ▪▪▪ offensive-éclair de 25 minutes* » sous son ▪▪▪▪▪ commandement. Cette fois, c'est la guerre. L'armée tanzanienne achèvera sa contre-offensive en ▪▪▪▪▪▪▪▪ Amin, qui s'enfuit d'Ouganda.

Metteur en scène infatigable ▪▪ lui-même, Amin fut en 1974 l'unique vedette d'un ▪▪▪▪▪ ▪ autoportrait » filmé de Barbet Schroeder qui alimenta en Occident ▪▪ vieux mythe du « roi nègre » et réveilla les démons d'un racisme latent en donnant de l'Afrique une image caricaturale. « *On ▪▪ court jamais aussi vite qu'une balle de fusil* », y disait-il. ▪▪▪▪ ▪▪▪ exil doré, aucune balle ne l'a jamais rattrapé.

***Jean-Pierre Langellier***

SYGMA

PAUL RIBEAU/GAMMA

SYGMA

***En haut : Idi Amin Dada, ▪▪▪▪▪▪▪ et chef ▪▪ l'Etat ougandais. Ci-dessus : en 1975, Amin ▪▪▪▪ reçoit Yasser Arafat au ▪▪▪▪▪ de l'OUA ▪▪ Kampala. Ci-contre : le 14 avril 1979, l'armée tanzanienne arrive à Kampala, après ▪▪ fuite du dictateur.***

## A Djeddah, l'ancien dictateur roule en Cadillac et récite le Coran

RAREMENT un despote sanguinaire s'en sera tiré à si bon compte. Depuis vingt ans, Idi Amin Dada vit un exil confortable, ▪▪▪ avoir jamais répondu de ▪▪▪ crimes.

Chassé de Kampala ▪▪ avril 1979, il est aperçu quelques jours plus tard près de la frontière, dans un village zaïrois où il parade au volant d'un véhicule tout-terrain. Solidarité musulmane aidant, il trouve pendant environ un an refuge à Tripoli aux frais de la Libye, avec ses deux femmes et une vingtaine d'enfants. Il change de toit chaque nuit. Sa famille, elle, vit alors dans l'appartement 148 de l'hôtel Schati Andalus, proche de la capitale libyenne. Jugé trop encombrant par le colonel Kadhafi, Amin est accueilli ▪▪ Arabie saoudite, en souvenir des liens tissés avec Riyad sous le règne de Fayçal, qui avait visité l'Ouganda en 1972. En juin 1980, dans ▪▪▪ premier entretien télévisé depuis ▪▪ chute, l'ex-maréchal exprime le souhait de rentrer au pays.

S'ensuit un long silence. En 1993, Amin dit à nouveau vouloir revenir ▪▪ Ouganda. Le président Museveni le prévient qu'il serait, dans ▪▪ cas, aussitôt arrêté et jugé. Il y a quelques semaines, un journaliste ougandais du *Sunday Vision*, Yunusu Abbey, ▪ retrouvé ▪▪ trace et l'a rencontré au Shahen, un hôtel du centre de ▪▪▪▪▪▪▪. Resté prudent, Amin avait vérifié ▪▪ préalable par téléphone auprès de ▪▪ « gens » à Kampala que le journaliste n'était pas un espion. Violant ▪ devoir de réserve imposé par le gouvernement saoudien, ▪▪ auquel il s'était jusqu'ici conformé, il conversa ▪▪▪ ▪▪▪ compatriote pendant plus d'une heure à bâtons rompus, refusant seulement de parler de sa famille ▪▪ d'être photographié.

Amin portait, ce jour-là, une ▪▪▪ lotte et une tunique blanches ▪▪ musulman et de grandes bottes marron. A part quelques rides, ▪ n'a guère changé. ▪▪ poignée ▪▪ main reste ferme ▪▪ son pas alerte. Il s'exprime dans un swahili un peu démodé, gestes à l'appui.

**AUCUN ▪ ▪▪▪▪▪▪ ▪**

N'ayant apparemment emporté en ▪▪▪ aucun « trésor », il vit des subsides mensuels du gouvernement saoudien, dans un quartier cossu ▪ huit kilomètres ▪▪ Djeddah, où il roule en Cadillac blanche. Sa plus jeune femme, Sarah, l'a quitté il y ▪ plus de dix ▪▪▪. Elle tient maintenant ▪▪▪ ▪▪▪▪ ▪ Londres.

Pour tuer ▪ temps, il récite le Coran, joue ▪▪ son ▪▪▪▪ accordéon ▪▪ pêche dans la ▪▪▪ Rouge. Il regarde aussi beaucoup la télévision, en particulier les programmes d'information ▪▪ ▪▪▪ reportages sportifs. Des amis lui envoient, ▪▪ Nairobi et Londres, ▪▪▪ principaux ingrédients ▪▪ la nourriture ougandaise, ▪▪▪ farines ▪▪ manioc ▪▪ de millet ▪▪ les bananes plantain qui permettent de confectionner ▪▪ plat de base national, ▪▪ ▪▪▪▪▪▪▪. Son plus gros souci semble ▪▪▪▪ ▪▪ virilité déclinante, qu'il tente ▪▪ raviver en mangeant trente oranges ▪▪▪ jour. D'où ▪▪ surnom qu'on lui donne à Djeddah : « Docteur Jaffa »...

***J.-P. L.***

### Bibliographie

▪ ***Amin Dada***, d'Eric Weidemann, éd. Charles Denu, 1977.
● ***Amin Dada***, de Pierre Merle, éd. Régine Deforges, 1978.
▪ ***Amin Dada, ▪ cancer ▪▪ l'Afrique***, de David Glen, Presses de la Cité, 1978.
▪ ***L'Etat sanguinaire sous le régime d'Amin ▪▪▪▪*** d'Henry Kyemba, éd. Stanke, 1978.
▪ ***Qui ▪▪ ▪▪ Amin ▪▪▪▪ ?*** de Denis Ropa. L'Harmattan, 1995.
● ***Général ▪▪ Amin Dada***, l'autoportrait filmé, ▪ été réalisé par Barbet Schroeder en 1974.

هكذا من الأصل

noir

Dada. Sous des dehors débonnaires, [illegible] personnes auraient péri sous son « règ[illegible]

Une trop longue [illegible] comb[illegible] absence, [illegible] d'abord de l'Afr[illegible] dirigeante. [illegible] cette sa rouere

oran



# France : le choc du Kosovo sur le débat européen

**LA GUERRE** du Kosovo aurait-elle renversé la table du débat politique en France ? Toute crise internationale [illegible] cette ampleur [illegible] naturellement pour effet d'éclip[illegible] les autres dossiers en cours, mais le phénomène a ici une autre [illegible] La guerre est arrivée à l'improviste pour la plupart des Français et [illegible] partis. Alors que ceux-ci préparaient laborieusement une campagne des élections européennes [illegible] seul élément d'animation potentielle était venu de Bruxelles, [illegible] la démission forcée de la Commission Santer, la rupture [illegible] pourparlers [illegible] Paris entre Serbes et Kosovars et la décision [illegible] l'OTAN [illegible] déclencher ses foudres contre Slobodan Milosevic, le 24 mars, ont produit [illegible] effet de souffle.

La mécanique institutionnelle et la cohabitation renforcent le phénomène. Qui dit guerre dit primat absolu de l'exécutif – la Ve République a été inventée pour cela. En temps « normal », si l'on ose dire – sur les treize années écoulées depuis 1986, la France en est à sa sixième année de cohabitation –, l'identité des majorités présiden[illegible] parlementaire aspire le [illegible] à l'Elysée. Michel Rocard avait fait, lors [illegible] la guerre du Golfe, l'expérience de la quasi-inexistence du premier ministre, réduit à expédier les affaires courantes pendant que François Mitterrand orchestrait les grandes. La cohabitation impose une répartition des rôles différente, avec un premier ministre, Lionel Jospin, qui n'est [illegible] l'interprète des décisions présidentielles, [illegible] dispose d'un pouvoir [illegible] codécision. Il le fait valoir.

Cette situation, [illegible] l'opposition parlementaire est tenue de soutenir celui qui constitue sa « référence » – le chef de l'Etat –, tandis [illegible] la majorité ne peut se permettre d'affaiblir le gouvernement, a pour conséquence de limiter la liberté de parole des politiques des deux bords. La perspective des élections européennes a cependant incité les chefs de file de listes concurrentes des grands partis, à gauche et à droite, à se démarquer de la politique définie par l'exécutif. Les communistes ont obéi à leur penchant naturel, antiaméricain et pacifiste, en prenant position contre les frappes de l'OTAN et en nourrissant la fiction d'une solution politique dont [illegible] clé aurait [illegible] détenue par les Russes. A droite, Philippe de Villiers et Charles Pasqua vont tenter de capter le scepticisme que suscite une action dirigée par [illegible] Etats-Unis contre un pays, la Serbie, autrefois allié de la France.

**LE MÊME MALAISE « IDENTITAIRE »**

Les uns [illegible] autres [illegible] obligés de constater que l'attitude du président serbe ne donne [illegible] le moindre crédit [illegible] l'idée d'une solution diplomatique. L'absence d'*« alternative »*, soulignée jeudi 8 avril par Lionel Jospin, sur France 2, s'est imposée comme une évidence. L'évolution de l'opinion, mesurée par [illegible] sondages, montre que les Français [illegible] conscients. Non seulement M. Chirac et M. Jospin [illegible] approuvés [illegible] leurs choix, mais les partis qui se sont [illegible] en rupture avec [illegible] choix – PCF, Front national – perdent du terrain, [illegible] dis que le PS, le RPR, l'UDF bénéficient d'un [illegible] d'opinions po[illegible] [illegible] calcul électoral des « anti-guerre » se révèle hasardeux.

La guerre contre la Serbie a fait resurgir [illegible] automatismes [illegible] apparus lors de la crise [illegible] de la guerre du Golfe, en 1990-1991, et qui s'étaient manifestés, d'une autre façon, [illegible] l'occasion du référendum sur le traité de Maastricht, en 1992. En clair, il s'agit toujours du même malaise « identitaire », du sentiment que la France re[illegible] [illegible] jouer un rôle singulier dans les [illegible] du monde, que [illegible] dirigeants l'entraînent vers une soumission à un [illegible] dominé par [illegible] marchés, par [illegible] li[illegible] [illegible] par les Etats-Unis. [illegible] cette nostalgie d'une grande puissance capable d'opposer [illegible] l'empire américain [illegible] anglo-saxon une [illegible] différente [illegible] la planète [illegible] avenir [illegible] greffent des conceptions idéologiques diverses : le nationalisme « intégral » de l'extrême droite, l'antilibéralisme des communistes et de [illegible] gauche, l'antiproductivisme des écologistes.

[illegible] n'a pas seulement réactivé [illegible] anciens [illegible] tournés vers [illegible] passé. Elle opère, d'abord, [illegible] clarification : quelque argument qu'ils invoquent, [illegible] opposés [illegible] l'action de l'OTAN se ramènent tous à [illegible] que la France [illegible] s'en [illegible] mener sa « propre » politique dans les Balkans comme, hier, au Proche-Orient [illegible] à Saddam Hussein. Ceux qui se réclament de l'« internationalisme » doivent [illegible] que [illegible] un internationalisme sans [illegible] ni partenaires, [illegible] moins de plaider pour une entente [illegible] M. Milosevic, c'est-à-dire pour... [illegible] nationalisme le plus dévastateur. [illegible] l'extrême [illegible] franchit ouvertement ce [illegible].

**PRIS DE COURT**

Ensuite [illegible] surtout, la guerre du [illegible] oblige [illegible] responsables politiques à se poser des questions qui étaient jusqu'alors absentes du débat public. Il [illegible] patent qu'ils [illegible] là, pris de court. [illegible] la prédominance américaine dans l'OTAN oblige à envisager une défense européenne, c'est-à-dire un « transfert de souveraineté » plus [illegible] tous [illegible] qui [illegible] été acceptés par les uns, dénoncés par [illegible] autres, jusqu'à [illegible]. C'est-à-dire, aussi, la mise sur pied d'une industrie européenne d'armements capable [illegible] celle [illegible] Etats-Unis. C'est-à-dire, enfin, non plus la baisse des [illegible] militaires, credo unique depuis la fin du système [illegible]tique, mais, [illegible] contraire, leur [illegible]mentation.

*« Aux européennes,* dit Philippe [illegible], *parler de l'Europe* [illegible] *sujet. »* [illegible] du Kosovo, [illegible] une [illegible] de zoom, [illegible] responsables politiques à répondre [illegible] questions qu'ils renvoyaient [illegible] bien au-delà [illegible] 13 juin.

***Patrick Jarreau***

## AU COURRIER DU MONDE

**A-t-on besoin des intellectuels « engagés » pour comprendre les enjeux de [illegible] guerre dans l'ex-Yougoslavie et pour saisir [illegible] complexité de la situation ? Des lecteurs en doutent, expriment une certaine lassitude face au défilé sur la scène médiatique des stars de la pensée et de l'analyse géopolitique. Ils font également part de leur crainte devant une possible déstabilisation de toute l'Europe. [illegible] son côté, l'accident mortel du tunnel du Mont-Blanc provoque [illegible] interrogations sur la future politique routière de l'Union européenne : la Suisse est [illegible] en exemple. Enfin, l'établissement d'un palmarès des lycées [illegible] mis en question.**

### LA « GUERRE » DES INTELLECTUELS

Lecteur fidèle et critique, j'éprouve une certaine lassitude [illegible] voir défiler sur la question du Kosovo les contributions des intellectuels médiatiques (il manque encore Philippe Sollers, mais ça ne saurait tarder). (...) Tous ces écrits ont un point en commun : ils instrumentalisent la guerre et ses drames au profit de querelles de valeurs qui sont franco-françaises et qui ne contribuent en rien à éclairer la compréhension de la situation. Le conflit en Yougoslavie passe à l'arrière-plan et se trouve doublé par une bataille de notoriété, une « guerre » ennuyeuse où les positions théâtrales des uns et des autres sont connues d'avance et ne suscitent aucun vrai débat, aucun véritable échange d'arguments, et surtout aucune analyse de la situation, de son évolution et de ses enjeux. (...) On a vraiment l'impression que l'intelligence et l'esprit d'analyse ne sont pas du *côté* des « intellectuels ». (...)

N'y voyez surtout pas une critique de votre ligne politique sur la crise du Kosovo, car elle se distingue par sa prudence et son intelligence.

**Jean-Paul Doguet**
**Paris**

### LA HAINE

Les intellectuels antiaméricains viscéraux ont ceci de commun avec les anciens intellectuels staliniens pro-soviétiques enragés, c'est qu'ils n'ont jamais vécu de façon un tant soit peu prolongée dans le pays qu'ils abhorrent ou qu'ils ont adoré... Cela dispense effectivement d'ouvrir les yeux sur la réalité de la situation locale et sur la mentalité de la population et des élites dirigeantes... Pascal Bruckner (*Le Monde* du 7 avril) a bien mis en évidence les liens de tous les pro-Serbes d'où qu'ils viennent : la haine de l'Amérique ! C'est bien triste...

**Israël Cemachovic**
**Dijon (Côte-d'Or)**

### PARTIE DE CHASSE

L'argumentation que Bernard-Henri Lévy oppose à Enzensberger (*Le Monde* du [illegible] avril) est simpliste et inconsistante : elle nie, au nom de la morale universelle, qu'il soit inévitable en politique de hiérarchiser les priorités.

Mais l'important n'est pas le raisonnement, c'est la rhétorique, qui vise Chevènement à travers Enzensberger. Pas besoin de discuter, accabler suffit : Chevènement donne un texte à lire, c'est un pion, il critique les Américains... comme les fascistes [illegible] années 30, il [illegible] distinguer entre le proche et le lointain : dans le même sac que Le Pen ! La passion de disqualifier ayant sa logique, on va jusqu'à la caractérisation physique déplaisante (*« vision torve »*) et aux résonances ignobles du titre : *« chasser »* (comme une bête) *« le Chevènement »* que l'article dépersonnalise. C'est toujours une épreuve de lire Bernard-Henri Lévy, surtout quand on partage ses positions : on a presque honte de [illegible] retrouver complice de tels procédés pour déconsidérer l'adversaire et intimider le lecteur.

Il est inquiétant que ces abus de biens moraux trouvent un accueil empressé. Il y a apparemment entre [illegible] et l'accueil [illegible] une consonance, l'un et l'autre semblent obsédés par leur pouvoir et la nécessité de le manifester, de l'assener jusqu'à donner au lecteur un sentiment d'arbitraire.

Comme d'habitude, la cible est un homme politique qui n'est pas au-dessus de la critique, mais qui a le mérite particulier de revendiquer et d'assumer ce qui est le coeur de son métier, la morale de son métier, la responsabilité, la tâche de prendre en charge ce qui existe pour le préserver et l'améliorer. Voilà qui est intolérable.

**Paul Thibaud**
**Paris**

### RÉFUGIÉS OU DÉPORTÉS

Trop de témoignages concordent sur l'exode massif des Kosovars d'origine albanaise pour qu'il soit permis de douter des raisons de cet exode. Alors, on comprend mal que des médias ne les appellent jamais autrement que « réfugiés », comme s'ils fuyaient de leur plein gré une catastrophe naturelle ou des bombardements ennemis.

Des gens qu'on entasse dans des moyens de transport pour les emmener de force hors de leurs frontières sont tout simplement des déportés victimes des autorités de leur [illegible] La distinction est d'importance.

**René Lagane**
**Courbevoie (Hauts-de-Seine)**

### QUELLE PAIX ?

J'ai peur que la guerre du Kosovo n'aboutisse trop vite à une convention de paix [illegible] Une convention qui entérinerait le partage ethnique de la province. Négocier avec Milosevic sur la base d'une partition du Kosovo signifierait une capitulation de l'OTAN, de l'Europe et de la démocratie. Accepter la partition reviendrait à entériner le plan de « reconquête » annoncé par Belgrade dès 1989. (...) Cette paix amorale placerait l'Europe, pour plusieurs générations, dans l'insécurité permanente qui est le lot aujourd'hui de l'Afrique ou du Moyen-Orient. Nous n'aurions plus confiance en nos dirigeants et en nos armées pour nous protéger contre les coups de folie des uns et des autres. Nous assisterions au réveil des haines. (...)

**André Larané**
**Paris**

### LE TUNNEL DE LA MORT

L'accident du tunnel du [illegible]-Blanc remet en cause l'ensemble de la politique européenne des transports routiers. Et, de fait, donne raison à la Suisse, à sa politique des transports et son intransigeance vis-à-vis du trafic poids lourds à travers le massif alpin. La petite Suisse, forte de 7 millions d'habitants, [illegible] accepté par votation populaire de prendre [illegible] sa charge la construction non pas d'un, mais [illegible] deux tunnels ferroviaires de base, Saint-Gothard et Loetschberg, d'un coût global de 30 milliards de francs suisses, soit 120 milliards de francs français [illegible] 18,4 milliards [illegible] J'ai bien [illegible] milliards. Je ne connais aucun ministre de l'Union européenne qui oserait proposer à son peuple un tel sacrifice financier. (...)

L'Union européenne [illegible] ingéniée à étrangler la Suisse [illegible] le cadre des accords bilatéraux sur les transports terrestres au lieu de porter valeur [illegible] ses préoccupations légitimes. Pris [illegible] piège [illegible] présent par la mise hors service de leur axe routier principal, ses adversaires les plus farouches, la France et surtout l'Italie [illegible] tournent tout naturellement vers les Helvètes et les appellent à leur secours pour absorber une partie du trafic. (...)

C'est avec plaisir que la [illegible] donnera un coup de main, mais elle posera ses conditions. (...) Et ce n'est qu'une fois la capacité de ferroutage épuisée qu'une partie des 40 tonnes sera autorisée à franchir les tunnels routiers. Mars 1999 aura marqué un tournant dans la politique des transports à travers les Alpes. Ministres de l'Union européenne, syndicats et lobbies routiers seraient bien inspirés d'admettre cette réalité, ne serait-ce qu'en mémoire des copains chauffeurs disparus à tout jamais avec leur camion dans le four crématoire du Mont-Blanc.

**Michel Gasser**
**Vernier (Suisse)**

### PALMARÈS DES LYCÉES

Encore une fois, je suis déçu qu'on puisse se prêter au jeu bien peu honnête et franchement nuisible du classement des lycées. D'abondants prétextes et de bien faibles précautions méthodologiques ne pourront occulter un fait : ce type de classement tend à amplifier les inégalités devant l'école, en favorisant les stratégies des milieux les plus favorisés, au détriment de la diversité sociale des établissements. Il dévalorise artificiellement l'école publique et laïque, dont les contraintes (moyens, population accueillie) n'ont rien à [illegible] avec [illegible] des [illegible] reli[illegible] qui « trônent » en tête de ce classement. (...)

**Johann Morri**
**Paris**

### DU CHAMPAGNE POUR LES PILLEURS

L'article de Jean-Pierre Quélin (*Le* [illegible] du 31 mars) sur [illegible] pagnes [illegible] de la Baltique laisse ignorer [illegible] un aspect [illegible] choses qui rend ce vin vieux assez amer.

Les chasseurs de trésors en question étaient de cette race qui jadis saccageaient les tombes égyptiennes, ou les hypogées étrusques, ou bien, encore aujourd'hui, les tumuli quercynois, pour ne conserver que les « beaux objets » susceptibles [illegible] commerce.

La superbe coque [illegible] renfermant [illegible] champagne, pourtant remontée à la surface, [illegible] été purement et simplement sabordée et renvoyée au fond sans ménagement une fois le pillage achevé.

Je déplore souvent les excès intégristes de beaucoup d'archéologues. Il n'empêche que je regrette profondément le pur mercantilisme des prédateurs du patrimoine.

**Jean-Luc Obereiner**
**Cahors (Lot)**

### INDÉCENCE

Ainsi un tribunal correctionnel ne peut pas prononcer des condamnations pour des faits de torture sans que fusent les protestations de policiers, suivies le lendemain de manifestations (*Le Monde* du 27 mars). Des représentants [illegible] l'ordre adoptent un comportement qui, dans son intention profonde (le droit de torturer ?) laisse loin derrière lui l'incivisme du *« sauvageon »*. Qui a lu de bout en bout le rapport de la Commission européenne des droits de l'homme dans l'affaire Selmouni ne peut qu'éprouver une crainte profonde [illegible] le comportement de certains policiers. (...)

Avons-nous encore une police respectueuse [illegible] droits de l'homme et de la légalité républicaine ? Si oui, quelles conséquences tire-t-elle [illegible] scandaleuses manifestations ?

**Pierre Courcelle**
**Vincennes (Val-de-Marne)**

**Le Monde**

[illegible] bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle [illegible] : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

# Dr Folamour au Kremlin

L'OTAN et Bill [illegible] ont décidé les frappes sur la Serbie après une longue période de consultations et d'hésitations mais c'est au Kremlin que siège le Dr Folamour. Entre deux séjours à l'hôpital ou dans une maison de repos, Boris Eltsine est réapparu, vendredi [illegible] avril, à [illegible] télévision pour brandir ses foudres contre l'Occident comme aux plus mau[illegible] jours [illegible] guerre froide. Pointage [illegible] nucléaires sur les pays de l'OTAN participant aux bombardements contre Slobodan Milosevic, envoi de troupes au sol pour combattre aux côtés des frères slaves et orthodoxes, projet de grande fédération entre la Russie, la Biélorussie d'Ubu-Loukachenko [illegible] Serbie, le président russe a agité le spectre d'une *« guerre* [illegible]*péenne, voire mondiale »*. A peine proférées, [illegible] menaces [illegible] par son porte-parole [illegible] par [illegible] militaires, rassurant ainsi les Etats-Unis auxquels ils faisaient savoir que *« la Russie ne se laisserait pas entraîner dans un conflit des Balkans »*.

Il y [illegible] des causes intérieures [illegible] cette surenchère [illegible] entre un président sous [illegible] coup d'une procédure [illegible] destitution [illegible] un Parlement où les communistes et les nationalistes se disputent la vedette. Le spectacle d'un Boris Eltsine [illegible] la démarche incertaine, [illegible] l'élocution pâteuse, tranchant de la guerre et de [illegible] paix, est à la fois pathétique et inquiétant. Le peuple russe est un grand peuple. Son héroïsme dans les situations les plus désespérées, son endurance pendant [illegible] siècles [illegible] souffrance, les chefs-d'œuvre littéraires, artistiques, musicaux qu'il a donnés [illegible] la civilisation mondiale, en témoignent. Le voir représenté par un bouffon valétudinaire et exploité par un régime corrompu après soixante-dix ans [illegible] totalitarisme remplit d'une profonde [illegible]

[illegible] grandeur de la Russie d'hier et [illegible] quelque cinq mille [illegible] nucléaires d'aujourd'hui expliquent la cour assidue que [illegible] diplomates occidentaux continuent [illegible] faire à Moscou. Américains, Allemands, Français – Jacques Chirac n'a-t-il pas déclaré, la semaine dernière, que la [illegible] détenait la [illegible] la [illegible] au Kosovo ? – [illegible] auprès des dirigeants russes. S'il est sage de ne pas les marginaliser, il peut être imprudent de prendre au sérieux leurs rodomontades, les encourageant ainsi à se montrer encore plus intransigeants... et plus exigeants quand ils réclament des crédits.

Si la diplomatie a ses exigences [illegible] contraintes, on comprend moins que la Russie, débarrassée du communisme sans [illegible] la démocratie, [illegible] la référence d'une certaine gauche [illegible] d'une [illegible] droite françaises, dans une sorte de réflexe « campiste » qui aurait survécu [illegible] la fin du totalitarisme. Pourtant, elle ne saurait offrir aujourd'hui ni le mythe d'un avenir radieux – qui [illegible] effondré bien avant Gorbatchev – ni ce refuge pour les valeurs traditionnelles qu'Alexandre Soljenitsyne essaie en vain de ranimer. Sauf à penser que [illegible] Russie représente toujours le seul contrepoids [illegible] la puissance américaine et, pourquoi pas, allemande. Comme [illegible] l'histoire de l'Europe s'était arrêtée en 1945.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
[illegible] : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

## La vaccination antituberculeuse

**LA VACCINATION** antituberculeuse ne peut pas être pratiquée [illegible] l'aveuglette, comme l'antivariolique. Pour qu'elle puisse être généralisée, il faut [illegible] les familles de [illegible] efficacité, puis [illegible] accepter les nombreux [illegible] médicaux qu'elle exige.

La loi qui va rendre la vaccination obligatoire dans certaines catégories de la population française est théoriquement bonne. En quelques [illegible] peut [illegible] disparaître l'endémie tuberculeuse, qui est responsable actuellement du dixième de la totalité des [illegible] et de la [illegible] entre quinze et trente ans.

Mais, [illegible] donné [illegible] grande contagiosité de [illegible] tuberculose, ce [illegible] ne peut être escompté si des fuites ont lieu dans la vaccination, et si le contrôle n'est pas total. Ce contrôle [illegible] porter sur 60 % des Français âgés de quinze ans et sur 30 [illegible] des Français âgés de dix-huit à vingt-cinq ans. Je ne crois [illegible] qu'il [illegible] possible [illegible] l'exercer convenablement avant longtemps.

La [illegible] vaut pourtant la peine, [illegible] seront gran[illegible] Mais ils s'acquerront au prix [illegible] nouvelle et parfois impor[illegible] à la liberté individuelle. Une de plus ! Et on se prend à souhaiter qu'un jour un compromis acceptable puisse être établi entre les nécessités croissantes et inéluctables de la vie collective et le respect [illegible] la [illegible] l'homme. On n'ose y croire, rien qu'à voir la part [illegible] que devront abdiquer certains individus pour [illegible] à l'impérieuse logique qui préside à [illegible] d'une vaccination [illegible] celle qui nous préoccupe aujourd'hui.

***André Lemaire***
*(12 avril 1949.)*

**Le Monde** SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : [illegible] code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

[illegible] sur [illegible] : 01-44-08-78-30
[illegible] microfilms du [illegible] : 01-42-17-29-33

*Le Monde* sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

هكذا من الأصل

# Et la France, dans tout cela ?

DEPUIS le 24 mars, des bombes pleuvent sur les Balkans, censées arrêter une entreprise de déportation massive, qu'elles ont en [redacted] amplifiée. On pense d'abord au sort des populations, kosovare et serbe, auxquelles est imposé le cortège d'angoisses, de terreur, de souffrance et [redacted] sacrifices.

Cette solidarité avec [redacted] victimes [redacted] – ô combien ! – nécessaire. Mais il [redacted] a un piège dans le débat actuel : on dispute sur le point de savoir si les frappes militaires peuvent « régler [redacted] problème » ou, à l'inverse, « rajouter la guerre à la [redacted] » [redacted] renforcer le pouvoir [redacted] Belgrade. D'aucuns dénoncent « l'impuissance » (au demeurant manifeste) des bombardements [redacted] d'une issue politique [redacted] stigmatisent leur illégalité au regard des lois internationales (au demeurant patente). Mais on ad[redacted] implicitement que, [redacted] l'hypothèse où [redacted] seraient « effi[redacted] », l'ingérence [redacted] l'usage [redacted] la force contre un pays souverain, qui n'est en guerre [redacted] voisin, seraient légitimes [redacted] regard de raisons « humanitaires ».

D'autres, comme [redacted] ultra-libéraux, le revendiquent hautement, [redacted] réjouissent désormais [redacted]tement [redacted] *« la souveraineté des [redacted] s'efface devant l'exigence [redacted] respect des droits de l'homme »*, position qui [redacted] demeurant, le mérite de pointer un clivage politique fondamental. Ce faisant, on ouvre une boîte de Pandore lourde de conséquences planétaires : ne doutons pas, [redacted] effet, [redacted] la sphère des prétextes serait rapidement élargie avec, comme seuls juges de leur pertinence, ceux qui détiennent la puissance militaire.

Beaucoup dénoncent [redacted] ambitions [redacted] domination (bien [redacted]) [redacted] dirigeants américains. Mais peut-on s'en tenir là ? [redacted] induit [redacted] remarques.

La première [redacted] trait au rôle de l'Europe. [redacted] part, [redacted] déplorer l'« échec [redacted] l'Europe ». Fausse naïveté, ou [redacted] dérive ? Qui [redacted] cru vraiment aux contes de [redacted] décrivant les dirigeants européens mus par une [redacted] volonté de mettre fin aux [redacted] populations [redacted] contrariés par la méchante Mme Albright ? La posture [redacted] unanime des gouvernements concernés peut-elle encore [redacted] un doute sur la question ? Et a-t-on déjà [redacted] que l'Union européenne, [redacted] l'impulsion du gouvernement allemand précédent, [redacted] l'instrument [redacted] du déclenchement du processus d'éclatement de l'ex-Fé[redacted] yougoslave ? A-t-on [redacted]blié que c'est précisément [redacted] fait [redacted] que les logiques terrifiantes d'« épuration ethnique » ont pu [redacted] développer ? [redacted] ne voit-on [redacted] qu'en [redacted] d'« échec [redacted] l'Europe » l'Allemagne [redacted] (en fait, [redacted] stratèges géopolitiques) [redacted] remporté une [redacted] considérable, d'ailleurs au mépris de sa propre Loi fondamentale : pour la première [redacted] depuis 1945, [redacted] soldats [redacted] la guerre [redacted] l'extérieur de [redacted] frontières, [redacted] que dénoncent [redacted] force, [redacted] légitimement, nombre [redacted] démocrates [redacted] ce pays.

Par ailleurs, la [redacted] du « contrepoids » au rôle dirigeant [redacted] sur [redacted] le « pilier européen » rappelle un autre « contrepoids » : [redacted] constituer un futur « [redacted] économique » [redacted] à la Banque [redacted] européenne. [redacted] chœur (le cœur ?) [redacted] ceux qui voient [redacted] la circonstance l'occasion de pousser de nouveaux pions [redacted] faveur d'une « Europe politique » sans s'interroger sur (ou en [redacted] trop bien) les rapports de forces que cette dernière sous-tend. Il est au demeu[redacted] frappant [redacted] que [redacted] défenseurs de l'intervention militaire se recrutent particulièrement chez [redacted] partisans (libéraux ou anti-libéraux) du traité de [redacted] des [redacted] subséquents.

> M. Giscard d'Estaing a-t-il gagné, lui qui avait inventé le concept de « puissance moyenne » pour désigner la République française, c'est-à-dire, en fait, son effacement et sa soumission ?

La deuxième [redacted] pour[redacted] être : [redacted] la France, [redacted] cela ? L'ancien président [redacted] d'Estaing a-t-il [redacted] la bataille, [redacted] qui [redacted] inventé le concept de *« puissance moyenne »* pour désigner la [redacted]publique française, c'est-à-dire, en fait, [redacted] effacement [redacted] mission sur la [redacted] internationale ? [redacted] tel était le cas, les moindres victimes n'en seraient [redacted] moyen terme, les peuples qui ont la malchance [redacted] vivre « [redacted] la périphérie » [redacted] planète, [redacted] qui, pour beaucoup, voyaient dans la France (celle [redacted] de Valmy, [redacted] Phnom Penh...) non un modèle, [redacted] un point d'appui potentiel [redacted] leurs luttes d'émancipation [redacted].

Deux questions sont intimement liées : d'une part, la place de la France [redacted] la [redacted] internationale. Ou, à l'inverse, son intégra[redacted] une [redacted] européenne [redacted] conçue pour s'inscrire dans la logique de guerre économique, le cas échéant pas seulement économique (comme le notait récemment un [redacted] chefs [redacted] du courant libéral-européiste : *« L'Europe [redacted] prête à se battre pour [redacted] ? Sinon, où [redacted] l'Europe ? »*) ; d'autre part, [redacted] préservation [redacted] la liberté de son peuple (et [redacted] un droit pour chaque peuple) [redacted] décider [redacted] grands [redacted] qui déterminent son avenir.

En d'autres termes, [redacted] question du contenu d'une politique [redacted] mener n'a rien perdu de son [redacted] une autre problématique s'y ajoute désormais : celle de la préservation du cadre national, le seul dans lequel [redacted] politique donnée puisse être, par [redacted] citoyens, débattue, [redacted] mise en œuvre. [redacted] qui [redacted] posent aujourd'hui [redacted] nationales [redacted] ceux-là mêmes qui n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser le concept [redacted] nation comme « dépassé » quand il s'agit de la France.

[redacted] lors, [redacted] bon que des femmes [redacted] hommes d'hori[redacted] politiques opposés, sans rien dissimuler [redacted] leurs divergences ou antagonismes, sachent affirmer ensemble leurs convergences, [redacted] la [redacted] Communauté européenne de [redacted] (CED) en 1954 ou du retrait de la France de l'OTAN, en 1966. Il y [redacted]

***Paul-Marie Coûteaux*** [redacted] *membre du bureau national [redacted] Demain [redacted] France.*
***Henri Guaino*** [redacted] *ancien commissaire général [redacted] Plan.*
***Pierre Lévy*** [redacted] *journaliste communiste.*
***François Morvan*** [redacted] *de la Ligue [redacted] révolutionnaire et [redacted] de [redacted] « [redacted] critique ».*
***[redacted] Mo[redacted]hane*** *est vice-président du [redacted] des citoyens.*

# La fin et les moyens

## *par Tzvetan Todorov*

QUELLE est [redacted] fin politique de l'action engagée aujourd'hui en Yougoslavie ? Assurer les droits des minorités ethniques, rendre plus harmonieuse la coexistence de populations aux traditions culturelles, religieuses, linguistiques différentes. Si, avant le début des hostilités, on pouvait avoir quelques hésitations, aujourd'hui, [redacted] doute [redacted] plus permis : bombarder une partie de la population au nom des droits de l'autre ne [redacted] contribuer [redacted] leur future [redacted] pacifique. Cet [redacted] ne peut qu'aviver les antagonismes et laisser des blessures qui mettront longtemps à se cicatriser. Ce moyen-ci ne conduit pas à cette fin-là. Mais [redacted] en avait-il seulement un autre ?

Quand est-ce qu'une fraction de la population est tentée par l'affirmation intolérante de son identité, que celle-ci soit ethnique, religieuse ou sociale ? Quand elle s'y accroche comme à un dernier recours. Les hommes ont besoin de reconnaissance sociale pour exister ; s'ils ne la trouvent pas ailleurs, si tous les chemins leur paraissent bouchés, ils ont recours [redacted] ce qui leur reste, l'appartenance [redacted] une identité [redacted] Sans être intrinsèquement méchants, ils sont alors prêts à écouter des chefs fanatiques ou cyniques, et à transformer en boucs émissaires ceux qui vivent parmi eux mais ne sont pas comme eux.

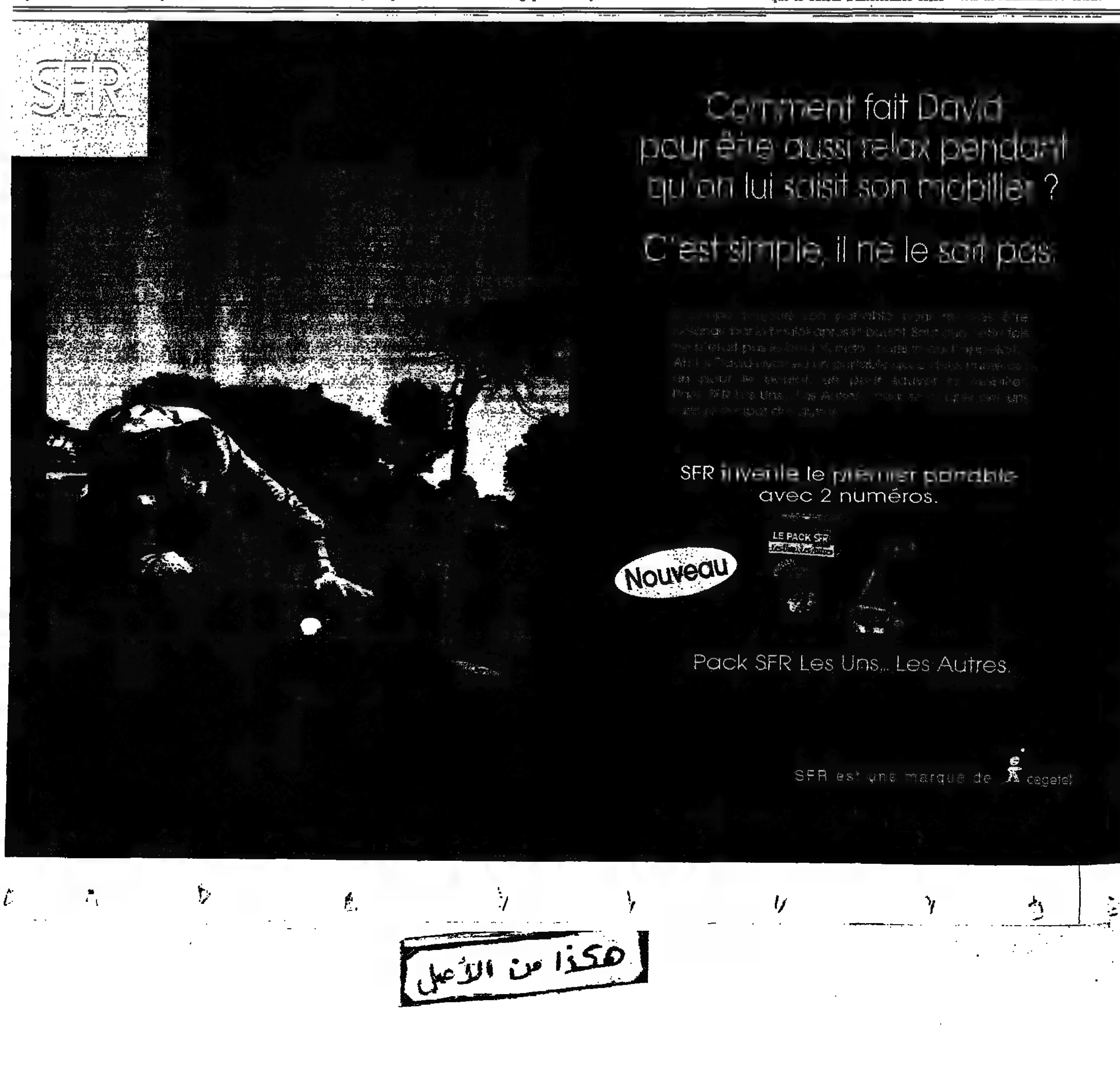
Comment les convaincre de changer ? Est-ce en leur disant que c'est mal, que leur devoir consiste [redacted] aimer leur prochain, c'est-à-dire l'étranger, est-ce en les menaçant d'une punition ? On devrait savoir, depuis le temps qu'on essaie ces remèdes, combien peu ils sont efficaces. La vertu est rare, elle s'enseigne mal et mieux vaut ne pas trop compter là-dessus. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille croiser les bras.

Ce n'est pas de la bienveillance de mon boucher, disait Adam Smith, que j'attends mon dîner, mais de son souci de son intérêt propre. La carotte peut être plus convaincante que le bâton. L'intolérance cesse quand elle ne sert plus. Si je peux m'épanouir dans ma vie, je n'ai plus besoin de cette maigre consolation : l'idée que j'appartiens à la communauté des musulmans, ou des chrétiens, ou des Serbes, ou des Alba[redacted]

Les pays [redacted] Balkans – Yougoslavie, Macédoine, Albanie, Bulgarie, Roumanie – sont dans une situation économique et sociale désastreuse. Ils n'ont jamais été riches. De surcroît, le communisme s'y est maintenu plus longtemps qu'ailleurs en Europe, et il a précipité leur ruine. Ce sont en même temps des pays qui possèdent, tous, de fortes minorités ethniques, formant un [redacted] puzzle de populations. Si les Européens et les Américains ne veulent pas que s'embrase demain un autre coin des Balkans – et ils ont raison de ne pas le vouloir, tant les conséquences d'un tel embrasement peuvent être catastrophiques –, ils devraient [redacted] partie du monde [redacted] sortir [redacted] son [redacted] économique et social. Un nouveau plan Marshall devrait irriguer ces pays pour permettre [redacted] leurs popula[redacted] d'entrevoir une lumière [redacted] bout du tunnel et de trouver un sens à leur vie. Les chefs fanatiques [redacted] cyniques deviendraient [redacted] anachronismes, et disparaîtraient [redacted]

Cela coûte cher ? Sûrement, mais l'Europe et l'Amérique sont déjà en train de dépenser cet argent, pour produire des avions, des missiles et des bombes, pour armer les combat[redacted] et aider les réfugiés. Mieux vaut déverser sur cette terre des dollars que des bombes, qui, elles aussi, [redacted] des [redacted] L'inconvénient de cette solution est que nous ne pourrons plus nous dire les vainqueurs du mal absolu, du diable des monstres à visage humain, que nous ne pourrons plus nous enorgueillir d'être l'incarnation à la fois du droit et de la force. Mais on devrait pouvoir s'en accommoder.

***Tzvetan Todorov*** *est directeur de [redacted] au CNRS.*




هكذا من الأعلى

# La fin et les moyens

par Tzvetan Todorov

# L'OTAN en l'air, l'Europe au pied du mur

*Suite de la première page*

Certes, une partie [illegible] l'opinion [illegible] réclamé, par pacifisme et anti-américanisme, la fin [illegible] frappes OTAN et le [illegible] immédiat [illegible] la table de négociations, comme [illegible] négociation, commencée il y a un an et qui avait abouti aux accords d'octobre [illegible], n'avait [illegible] totalement échoué [illegible] des Serbes. [illegible] créditait encore Milosevic d'une rationalité diplomatique ordinaire, mais [illegible] a commencé [illegible] admettre son [illegible] criminel ef-[illegible] [illegible] réalités télévisuelles de [illegible] déportation sauvage [illegible] par Belgrade. [illegible] réticences face [illegible] l'action purement aérienne ou [illegible] au rôle excessif de l'OTAN en Europe désormais ne vont [illegible] le sens d'un soutien [illegible] Milosevic.

[illegible] dégoûtées par le [illegible] style, [illegible] crimes [illegible] finalement [illegible] folie, les diploma-[illegible] occidentales, qui [illegible] pourtant [illegible] naguère bien [illegible] de [illegible] couleuvres, [illegible] point [illegible] non-retour [illegible] s'appuient [illegible] opinions indignées pour [illegible] donner le [illegible] le tyran [illegible] plus négocier [illegible] mi-pente.

[illegible] opinions, [illegible] Europe comme aux Etats-Unis, depuis une semaine, on est devenu majoritairement favorable à la poursuite du plan [illegible] frappes [illegible] contre le potentiel militaire de Milosevic, même si cela ne résoud pas, dans l'immédiat, le problème des réfugiés, et on pousse même au pas-[illegible] plus rapide [illegible] la prise [illegible] contrôle militaire à terre de tout le Kosovo pour aboutir à l'action [illegible] protection sur [illegible] terrain. [illegible] rejette toute partition entre « zone serbe » et « zone albanaise » et on soutient le retour sans délai, après victoire militaire, de toute la population déportée du Kosovo.

Cette évolution est sans doute clarificatrice. Cependant, l'ouverture des opérations terrestres, que demandent aussi certains secteurs américains, est encore reportée. Il faut d'ailleurs demeurer vigilant sur cette question car l'école du partage, c'est-à-dire de la purification ethnique partielle, continue d'exister des deux côtés de l'Atlantique. Un argument contre l'action terrestre prématurée est qu'il faut poursuivre la guerre aérienne jusqu'à l'effacement de toute capacité serbe de tenir des lignes défensives susceptibles de fixer [illegible] cessez-le-feu sur un partage. [illegible] est passé, mercredi 7 avril, à l'attaque par avions contre les chars serbes qui paradaient, encore lundi, sans risques sur [illegible] routes.

Dans le pays, vidé par zones entières, l'épreuve militaire pure va-t-elle permettre de mesurer le vrai rapport des forces militaires ? Ce n'est pas certain : la fermeture des frontières, jeudi 8 avril, [illegible] pris en [illegible] des Kosovars ; elle laisse prévoir qu'on les utilisera comme *« boucliers humains »*, ce qui pose la question militaire [illegible] du combat terrestre. L'UCK tient en-[illegible] points, comme [illegible] route reliant la ville de Pec et le Monténégro, et obligera, ici ou là, l'armée yougoslave à concentrer [illegible] chars qui, du coup, deviendront des cibles pour des armes à effet de surface et des fusées gui-[illegible] avec précision encore rarement [illegible], une version plus artisanale [illegible] effets locaux de l'intervention aérienne.

Mais on admet l'hypothèse que l'opération américaine, y compris son inadaptation, visait peut-être [illegible] laisser expulser les civils pour détruire sans gêne les Serbes par [illegible] frappes aériennes dans [illegible] vidé. D'où l'apparition [illegible] va-[illegible] (peu [illegible]) de l'assaut final, s'éloignant [illegible] en-visageant une attaque [illegible] frontale de Belgrade depuis [illegible] Hongrie [illegible] la Voïvodine.

La perspective d'une déconfiture totale de Milosevic [illegible] donc [illegible] nous oblige à penser l'avenir. [illegible] tout, l'avenir n'est pas brillant parce qu'il ne [illegible] ment marqué par les succès militaires de l'OTAN mais par les échecs politiques de l'Europe qui en sont inséparables.

La stratégie militaire des frappes aériennes a été incapable de protéger les populations kosovares du traumatisme irréversible de la déportation et de l'exode. Elle n'était pas [illegible] pour [illegible]. Mais [illegible] n'a pas non plus cherché à leur fournir, en temps voulu, un asile moral et matériel immédiat. L'impréparation politique européenne débouchant sur les brutalités locales de [illegible] police macédonienne s'explique d'autant moins que la purification avait commencé, en violation des accords d'octobre, dès le mois de novembre [illegible] n'avait jamais cessé. Les moyens militaires de la déportation se concentraient autour [illegible] pendant la période de prétendue application [illegible] accords ; [illegible] cette violation croissante [illegible] cette purification ethnique rampante qui provoquèrent la réunion de Rambouillet, qui était déjà un ultimatum.

La protection des populations [illegible] du Kosovo a été classée par l'OTAN au niveau de priorité zéro, tandis que l'objectif purement militaire, l'écrasement par la guerre aérienne, l'emportait, réduisant à rien le but politique officiellement mis en avant par tous les alliés. Il s'ensuit qu'aucun préparatif sérieux d'intervention [illegible]restre n'existait.

[illegible] doit tirer [illegible] analyse critique deux [illegible] forme de recommandation :

1 – Il va falloir autonomiser l'Eu-[illegible] la défense. [illegible] ment du facteur humain devant la techno-stratégie est un échec politique pour l'Europe. C'est elle qui devra gérer les conséquences politiques, économiques et sociales à court et long terme du massacre et de [illegible]. Même [illegible] la militarisation des buts [illegible] été acceptée par le Conseil de l'Alliance, et donc par les gouvernements de l'Europe, il reste que c'est une erreur politique.

Les militaires ne sont responsables que des missions qui leur sont assignées. En cas de victoire totale, on devra dire à la fois que c'est un grand succès militaire de l'OTAN, et donc des Etats-Unis, et une irrémédiable catastrophe humanitaire, et donc un échec politique de l'Europe. L'Europe restera abaissée par ce succès militaire parce qu'elle n'a pas réussi [illegible] imposer une stratégie militaire qui sauvegarde le sujet politique de l'intervention : la population du Kosovo.

Dans la phase actuelle, les pays européens devraient donc, [illegible] l'immédiat, prendre en main [illegible] opérations [illegible] – et même imposer la création d'un commandement européen autonome de l'OTAN comprenant [illegible] ment [illegible] et chargé [illegible] opérations de libération que les Américains ont à tort volontairement négligées. On pourrait chercher à replacer une telle mission armée sous mandat de [illegible] pour la [illegible] et la coopération en Europe). Le recalage [illegible] opérations [illegible] protectorat sur [illegible] logique onusienne [illegible] organisations régio-[illegible].

**L'avenir n'est pas brillant parce qu'il ne sera pas seulement marqué par les succès militaires de l'OTAN mais par les échecs politiques de l'Europe qui en sont inséparables**

2 – L'Europe devra gérer la conception militaire et politique du protectorat et de la reconstruction. Etre totalement pour l'élimination du régime de Milosevic en le considérant comme un ennemi principal de la démocratie en Europe ne doit absolument pas être un [illegible] la critique précise qui s'impose face aux pratiques et aux [illegible] nantes.

Elles [illegible] dangereuses, étrangères à notre éthique politique – et en particulier [illegible] de la gauche. Elles ne [illegible] pour régler les problèmes en Europe mais pour les transformer en [illegible] de dérèglement [illegible] fondé sur la destruction des sou-[illegible] étatiques [illegible] l'avènement des chocs entre religions et communautés, dans le but d'installer la prédominance des réseaux [illegible] marchés en [illegible] aux projets politiques et sociaux et aux ordres républicains [illegible] qualité d'impuissantes utopies.

[illegible] Huntington [illegible] ses agitateurs veulent seulement figer des vendettas. La gauche devrait, en Europe, [illegible] à coordonner [illegible] démocraties, [illegible] structurer du bon voisinage [illegible] à sceller des pactes sociaux mettant fin aux relations intercommunautaires violentes comme [illegible] de légitimité.

*Mais* pour imposer [illegible] modèle, pour lui donner l'épaiseur politique d'un projet de reconstruc-[illegible] de la [illegible] civile [illegible] politique, il ne suffit [illegible] des [illegible]. Il [illegible] disposer de [illegible] militaires capables [illegible] garantir la réalisation [illegible] cette [illegible]pérance et d'y veiller [illegible] le détail. Il [illegible] significatif que, depuis que [illegible] Dayton été signés, aucun progrès n'a [illegible] dans la [illegible] des [illegible] politiques de l'accord. Il reste un [illegible] cord [illegible] cessez-le-feu [illegible] sous [illegible] de frappe.

Les Européens doivent [illegible] Américains, en effet, ne [illegible] pas actuellement program-[illegible] pour le [illegible] *building* – [illegible] eux-mêmes – [illegible] pour [illegible] *world shaping*. Unifier le monde comme marché [illegible] l'imposition de [illegible] transnationales au prix [illegible] dérégulation [illegible] prépare pas [illegible] d'après-guerre mais [illegible] mafieux. La victime la plus spectaculaire [illegible] « modernisation », c'est la Russie. La plus proche [illegible] Etats-Unis, c'est le Mexique. La Yougoslavie [illegible] une variante sans espoir [illegible] [illegible] la dérégulation libé-[illegible] dans le nationalisme mafieux.

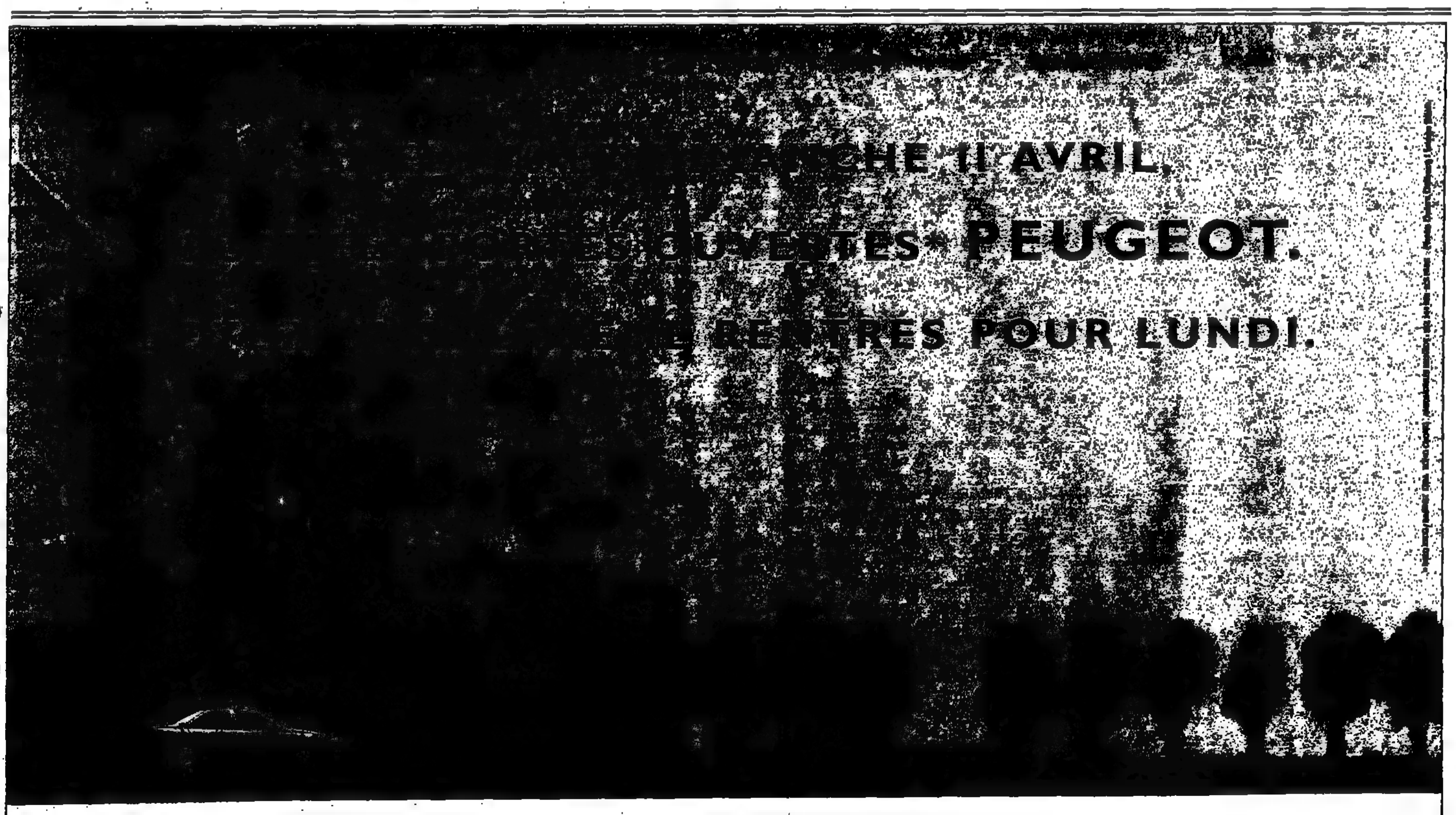
Depuis le [illegible] aux [illegible] de [illegible] reaganienne [illegible] néodarwinienne, [illegible] malgré l'angélisme *new* [illegible] de la [illegible] impériale [illegible] Etats-Unis, ce n'est pas la reconstruction [illegible] la cité, la remise en forme de l'avenir, le retour aux réalités [illegible] et politiques re-[illegible] dans l'histoire ancienne les fantasmes vengeurs des identités communautaires. Même si [illegible] peut admettre que la gauche clintonienne a bien [illegible] points d'at-[illegible] un libéralisme humaniste, sa victoire là-bas n'est [illegible] n'est pas un produit d'exportation. L'Amérique impériale flotte sur [illegible] eaux profondes d'un communautarisme [illegible] et d'une culture [illegible] l'incarcération [illegible] qui n'a pas [illegible] son [illegible].

Il n'y aura donc pas de paix [illegible] en Bosnie, ni [illegible] Serbie, ni dans les [illegible] Bal-[illegible] où les [illegible] anciennes [illegible] été [illegible] par le règne régressif de Milosevic, si ce sont les Américains qui dominent [illegible] ; [illegible] les Européens [illegible] forment [illegible] projet [illegible] intégrer [illegible] dans l'Union européenne. Il [illegible] renforcer les structures d'Etat [illegible] pactes inter-étatiques, qui [illegible] historiquement et logiquement [illegible] pour sceller les « paix de religion » [illegible] sortir [illegible] du même [illegible]. [illegible] une proposition corollaire pour [illegible] moyen [illegible].

L'Union [illegible] l'Europe occidentale (UEO) [illegible] réformée [illegible] européenne, en devenir le [illegible] défense et de [illegible] afin d'être capable [illegible] gérer [illegible] débats proprement européens sur la paix européenne, [illegible] dépendre [illegible] rattacher organiquement au système [illegible] l'OTAN, [illegible] trop militarisé actuellement pour la mise [illegible] forme [illegible] l'Europe.

Enfin, il [illegible] semble nécessaire, encore une fois, de relancer [illegible] économique [illegible] politique d'une [illegible] balkanique ayant vocation [illegible] entrer, non [illegible] l'OTAN, [illegible] l'Union européenne. Bien entendu, un [illegible] projet n'interviendra pas [illegible] temps de la [illegible] finale, [illegible] après la [illegible] buts militaires, éliminant [illegible] serbes du territoire [illegible]. [illegible] a [illegible] temps d'y [illegible] qu'elle peut être : un [illegible] d'agrégation de systèmes [illegible] paix.

**Alain Joxe**




Les 10 et 11 avril, venez nombreux aux journées «portes ouvertes» du réseau Peugeot où vous attendent nos dernières nouveautés sur 406, 306 et Partner pour des **«essais plaisir»**. Donnez-vous une occasion unique de découvrir **la nouvelle 406** en version berline et break, **la 306 et son nouveau moteur HDi** (injection directe) et aussi **le Partner Combispace** équipé de sa **porte latérale coulissante**.

*Ouverture salon autorisation préfectorale.

www.peugeot.fr

**Peugeot. Pour que l'automobile soit toujours un plaisir.** **PEUGEOT**


هكذا من الأصل

**JUSTICE** Le Conseil d'Etat a rejeté vendredi [illegible] avril le recours de Coca-Cola après l'interdiction qui lui [illegible] faite d'acquérir Orangina. [illegible] LE GOUVERNEMENT avait [illegible] effet refusé, le 17 septembre, d'autoriser la vente par Pernod-Ricard de [illegible] société française [illegible] l'américain pour 5 milliards de francs. ● LES POUVOIRS PUBLICS estimaient que [illegible] rachat était de nature à porter atteinte à la concurrence dans le secteur des [illegible] gazeuses. ● COMPTE TENU des enjeux, le [illegible] d'Etat s'était [illegible] à examiner rapidement [illegible] recours déposé en novembre. [illegible] LE CONSEIL a jugé que la décision du [illegible]uvernement *« était proportionnée [illegible] la [illegible] et [illegible] l'importance [illegible] anti-concurrentiels... »*. ● IL S'AGIT d'un nouveau coup d'arrêt à l'expansionnisme de Coca-Cola, également bloqué dans son rachat de Schweppes, en Allemagne, en Australie et au Mexique.

# Le Conseil d'Etat confirme l'interdiction du rachat d'Orangina par Coca-Cola

## Les juges administratifs ont estimé, comme le gouvernement en septembre 1998, que cette acquisition porterait atteinte à la concurrence. Le groupe américain a aussitôt réaffirmé son intention de continuer de se porter acquéreur, mais dans des conditions différentes

**LE RACHAT** d'Orangina par Coca-Cola [illegible] de plus en plus compromis. Moins [illegible] sept [illegible] après le refus opposé par le ministre de l'économie et [illegible] finances, Dominique Strauss-Kahn, le 17 septembre 1998, le Conseil d'Etat, plus haute juridiction administrative française, a confirmé [illegible] décision, [illegible] [illegible] avril. [illegible] le ministre, [illegible] juges ont [illegible] que [illegible] absorption porterait atteinte [illegible] la concurrence. Ils [illegible] donc rejeté [illegible] recours engagé en novembre par The Coca-Cola Company [illegible] [illegible] M. Strauss-Kahn. [illegible] société américaine [illegible] aussitôt [illegible] savoir, vendredi, qu'elle envisageait une *« poursuite du dialogue avec [illegible] autorités compétentes* [l'administration française] *afin [illegible] prendre en considération leurs [illegible] »*, [illegible] déclare toujours prête [illegible] conclure *[illegible] accord [illegible] l'acquisition d'Orangina »*.

Compte tenu [illegible] enjeux économiques [illegible] l'opération, le Conseil d'Etat [illegible] engagé [illegible] examiner rapidement le [illegible] pour « excès [illegible] pouvoir » déposé par Coca-Cola. Il a tenu parole, et, fait rare, il [illegible] même rendu public son jugement [illegible] la fin du délibéré, vendredi dans la soirée. La présentation [illegible] l'affaire par le commissaire du gouvernement (magistrat indépendant), Jacques-Henri Stahl, [illegible] suscité un record d'affluence dans l'édifice du Palais-Royal, où [illegible] [illegible] côtoyés, [illegible]ment, des [illegible] [illegible] l'état-major de Coca-Cola, venus spécialement d'Atlanta, et les syndicalistes d'Orangina. Exceptionnellement, trois plaidoiries [illegible] été prononcées, [illegible] l'avocat de Coca-Cola, par celui [illegible] de Pernod-Ricard, maison-mère d'Orangina, et par celui [illegible] Pepsi-Cola, concurrent [illegible] Coca-Cola, opposé à la transaction.

L'avocat de Coca-Cola, [illegible] Frédéric Thiriez, s'est étonné que, *« quelques semaines plus tôt, personne [illegible] se soit interrogé sur les atteintes à la [illegible] que susciterait [illegible] projet de fusion des trois plus grandes banques privées françaises »*, autrement plus important, [illegible] lui, que celui d'Orangina. *« Coca-Cola a le défaut d'être américain, alors qu'Orangina [illegible] un symbole de la [illegible] familiale française. (...) Lors [illegible] la prise de [illegible] politique, certains ont vu d'un mauvais œil que le méchant soda noirâtre de l'oncle [illegible] [illegible] la main sur la petite bou[illegible] [illegible] ronde qui fait [illegible] fierté nationale »*, [illegible] [illegible] [illegible] Thi[illegible].

**[illegible] « HORS FOYER » MENACÉ**

C'est en vertu de l'ordonnance [illegible] 1er décembre [illegible] sur la [illegible] [illegible] prix [illegible] [illegible] la concurrence, que Coca-[illegible] [illegible] [illegible] à l'appréciation du ministre [illegible] l'économie et des finances, peu après la signature d'un protocole d'accord [illegible] Pernod-Ricard en décembre 1997. Le gouvernement [illegible] [illegible] économiques lorsque les entreprises concernées par le projet [illegible] [illegible] qui leur [illegible] économiquement liées [illegible] plus de 25 [illegible] des ventes sur [illegible] marché. Ce qui [illegible] largement le cas de Coca-Cola [illegible] d'Orangina, dans [illegible] mesure où [illegible] « [illegible] pertinent » [illegible] [illegible] *« boissons ga[illegible] [illegible] alcool [illegible] que les bois[illegible] au goût de cola »*, [illegible] non, comme [illegible] [illegible] Coca-Cola, celui, plus large, [illegible] *« boissons rafraîchissantes sans alcool »*. La notion de « marché pertinent » prend en compte des produits « substi[illegible] » les uns [illegible] autres, en rai[illegible] de leur prix et du comportement [illegible] consommateurs, [illegible] rappelé le commissaire du gouvernement.

Bercy avait constaté que ce marché donnait lieu [illegible] deux circuits [illegible] distribution, dans les magasins et grandes surfaces d'une part (environ 80 % de l'ensemble), et *« hors foyer »* (ou hors domicile) d'autre part (20 %), c'est-à-dire dans les cafés, les hôtels, les restaurants, et d'une façon générale les collectivités où des distributeurs automatiques peuvent être installés (stades, cinémas, parcs de loisirs, stations-service...). Le Conseil de la concurrence avait estimé, dans un avis rendu fin juillet 1998, que le premier marché ne serait pas perturbé par cette concentration, la grande distribution disposant d'une surface de [illegible] [illegible] pour proposer [illegible] [illegible] produits, qu'il [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] pour satis[illegible] [illegible]. En revanche, le marché « hors foyer » était considé[illegible] [illegible] [illegible] menacé, [illegible] opérateurs [illegible] disposant [illegible] [illegible] moyens, ni de la place pour entretenir un assortiment complet [illegible] [illegible] [illegible] disponibles sur le [illegible].

**PEPSI ÉVINCÉ**

[illegible] producteurs [illegible] [illegible] ne peuvent [illegible] [illegible] circuit, ou s'y maintenir, [illegible] s'ils proposent un assortiment de [illegible] boissons complémentaires (comprenant un cola, [illegible] [illegible] [illegible] au goût d'orange [illegible] [illegible] limonade), [illegible] par [illegible] marque phare. En décembre 1997, [illegible] deux [illegible] [illegible] capables [illegible] proposer [illegible] triptyque : Coca-Cola d'une part, Pepsi-Cola [illegible] Orangina, liés par un accord d'embouteillage [illegible] [illegible] distribution, d'autre part. [illegible] Orangina passait [illegible] [illegible] giron [illegible] Coca-Cola, Pepsi [illegible] privé [illegible] la [illegible] [illegible] produit-phare de [illegible] [illegible] à [illegible] et du [illegible] d'Orangina, [illegible] donc évincé du marché « hors foyer ». Coca-Cola [illegible] trouverait alors [illegible] position monopolistique, qui [illegible] manquerait [illegible] [illegible] répercuter sur [illegible] [illegible] [illegible] consom[illegible] [illegible] domicile : comme l'a [illegible] pliqué l'avocate [illegible] Pepsi-Cola, [illegible] Elisabeth Baraduc, *« c'est [illegible] [illegible]fé ou [illegible] les fast-foods [illegible] les jeunes prennent leurs [illegible] [illegible] »*.

[illegible] [illegible] débloquer la [illegible]tion, Pernod-Ricard [illegible] proposé d'[illegible] la distribution [illegible] Pepsi-[illegible] [illegible] pendant sept ans, via sa [illegible] de jus [illegible] [illegible] Pampryl. Bercy [illegible] prêt [illegible] accepter la [illegible] d'Orangina [illegible] [illegible] [illegible] Coca-[illegible] en [illegible] [illegible] sur [illegible] [illegible] [illegible] une « entreprise [illegible] » pendant [illegible] [illegible] [illegible] la négociation [illegible] achoppé sur [illegible] durée [illegible] [illegible].

Coca et Pernod [illegible] également [illegible] [illegible] faire valoir que le projet [illegible] concentration serait contrebalancé [illegible] une importante contribution au progrès économique : [illegible] développement international d'Orangina par Coca-Cola [illegible] part, le recentrage [illegible] Pernod-Ricard [illegible] [illegible] activités principales (vins et spiritueux) [illegible] aux 5 mil[illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] d'Orangina, d'autre part. « Un prix [illegible] qui n'a rien à [illegible] avec la prétendue *« prime de monopole »* dénoncée par Pepsi-Cola », a plaidé Me Monod, l'avocat de [illegible]card. Le Conseil d'Etat [illegible] estimé que les [illegible] versés [illegible] [illegible] ne permettaient pas d'établir ces perspectives avec certitude.

*Rafaële Rivais*

## L'expansionnisme du géant d'Atlanta [illegible] contesté sur toute la planète

**LE CONSEIL D'ETAT** vient [illegible] donner, [illegible] un coup d'arrêt, du moins un coup [illegible] semonce [illegible] Coca-Cola, lancé dans un expansionnisme effréné dans [illegible] monde entier. Certes, pour cette société volontiers caricaturée comme le prototype de la « World Company », l'échec éventuel [illegible] rachat d'Orangina ne serait pas, en soi, une catastrophe. Il se boit dans le monde autant de volume de produits Coca-Cola en deux jours que d'Orangina en... un an. Mais la décision française tombe mal, car elle s'inscrit dans une série noire pour le géant d'Atlanta. Le rachat de Schweppes par Coca-Cola, annoncé à l'automne, fait l'objet de saisines des autorités de la concurrence dans [illegible] moins trois pays, et non des moindres : l'Alle[illegible], le Mexique et l'Australie, où [illegible] détiendrait respectivement 60 %, 77 % et 80 % du marché.

Coca-Cola [illegible] [illegible] à fai[illegible] [illegible] taille et son hégémonie. La firme d'Atlanta réfute ainsi systématiquement la définition des boissons [illegible] « marché [illegible] ». Dans une interview au *Monde*, en juin 1998, le PDG du groupe, Douglas Ivester, soulignait sans rire qu'*« il se consomme chaque jour quarante-huit milliards de boissons, alcoolisées ou non, dans le monde. (...) Coca-Cola ne vend qu'un milliard de boissons par jour. Cela fait 2 % de part de marché »*. Cette notion de marché des colas permet au grand rival PepsiCo, groupe plus diversifié qui [illegible] un chiffre d'affaires supérieur à celui de Coca-Cola – y compris dans les boissons après le rachat de Tropicana, le leader mondial des jus de fruits –, [illegible] se faire passer, localement, pour *« David contre Goliath »*, comme [illegible] ironisé vendredi Me Thiriez, l'avocat de Coca-Cola.

**TOUJOURS PARTANT**

Le groupe d'Atlanta rappelle aussi le [illegible] [illegible] qu'il joue dans les économies locales. *« Nous faisons [illegible] 14 000 à [illegible] foyers en France »*, soulign[illegible] M. Ivester. [illegible] prouver sa bonne foi, la compagnie ava[illegible] accepté de conclure un accord avec l'intersyndicale d'Orangina, garantissant le maintien de l'emploi pour au moins deux ans dans les usines françaises. En revanche, en refusant de se plier aux exigences [illegible] Bercy conce[illegible] le marché [illegible] la consomma[illegible]tion « hors domicile ». Coca [illegible] préserver ce qui est au cœur de sa croissance et de sa rentabilité : son omniprésence dans tous les nouveaux lieux de consommation des jeunes, que sont les stades, les salles de concert, les cinémas... et qui débordent largement la notion classique de « hors domicile », limitée aux cafés, hôtels et restaurants.

Coca-Cola a d'ores et déjà fait savoir qu'il souhaitait toujours racheter Orangina. Il n'est paradoxalement pas sûr que le résultat final soit plus avantageux pour la concurrence. [illegible] gouvernement a pris Coca-Cola au pied de la lettre en le mettant en demeure de réaliser ses ambitions de faire d'Orangina *« [illegible] grande marque mondiale »*, sans pour autant mettre la main sur les installations françaises de la marque. S'il donne toujours la priorité à Coca-Cola comme repreneur, Pernod-Ricard devra prendre garde à découper judicieusement le périmètre d'Orangina, afin de ne pas trop isoler la France. Rien, en effet, n'empêcherait Coca-Cola, propriétaire [illegible] la marque hors de l'Hexagone, d'y importer massivement « son » Orangina, fabriqué en Allemagne ou en Espagne. Déjà, certains distributeurs français, comme Leclerc, ne se privent pas d'aller acheter les petites bouteilles jaunes là où elles sont les moins chères en Europe. Coca-Cola [illegible] ainsi au final récupéré la marque Orangina [illegible] inconvénients sociaux et à vil prix !

Car Pernod-Ricard peut d'ores et déjà faire une croix sur le fabuleux chèque [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] promis [illegible] par Coca-Cola. [illegible] entrée d'argent qui aurait été précieuse pour permettre au groupe français de recoller [illegible] peloton des grandes marques mondiales d'alcool, dont il s'est laissé distancer ces dernières années.

*Pascal Galinier*

# La tarification des services bancaires va changer dans les prochains mois

**L'ARRIVÉE** de l'euro signifie-t-elle la fin des chèques gratuits et la rémunération des comptes ? Bien que [illegible] Jolivet, président du comité [illegible] [illegible] du Conseil national du [illegible] [illegible] titre, regrette ce corollaire, [illegible] [illegible] que [illegible] [illegible] [illegible] sujets *« qui [illegible] sont pas [illegible] [illegible] et qui [illegible] devraient pas l'être »*, la [illegible] [illegible] place de [illegible] monnaie unique aura sans doute contribué [illegible] remettre autour d'une table les banquiers et les associations de consommateurs. Depuis bientôt [illegible] mois, [illegible] [illegible] engagé [illegible] discussions pour redessiner le paysage des relations commerciales [illegible] les banques [illegible] leurs clients, un [illegible] « partenariat », avec [illegible] ligne de mire la fin [illegible] l'exclu[illegible] bancaire, sous la houlette [illegible] Benoît Jolivet.

*« Les [illegible] [illegible] groupe [illegible] travail, qui réunit [illegible] soixantaine [illegible] membres, [illegible] [illegible] [illegible] l'idée de tout passer [illegible] [illegible]. Il ne doit rester [illegible] [illegible] dit. Nous souhaitons [illegible] au point [illegible] tarification te[illegible] [illegible] [illegible] terme, modernisée, qui [illegible] [illegible] compte les [illegible] techniques, [illegible] celles [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]. Pour reprendre l'expression des associations [illegible] consommateurs, il faut qu'elle soit euro-compatible. [illegible] [illegible] faut [illegible] qu'elle soit culturellement [illegible] [illegible] acceptée : c'est ce qui [illegible] le plus difficile car [illegible] Français [illegible] viscéralement [illegible] [illegible] [illegible] gra[illegible] [illegible] chèque, principe qui [illegible] remis [illegible] cause, tout le monde [illegible] convient »*, explique M. Jolivet.

L'exception française, qui n'au[illegible] [illegible] [illegible] rémunération des dépôts ni la facturation [illegible] chèques, n'était pas tenable à terme. Pour le moment, [illegible] banque étrangère n'a osé, comme [illegible] en a [illegible]quement [illegible] possibilité, [illegible] lancer à [illegible] conquête du marché français en ouvrant des comptes bancaires rémunérés mais les pressions en pro[illegible] d'autres [illegible] européens se font de plus en plus fortes et la concurrence [illegible] de plus en plus vive.

**CHÈQUES À UN PRIX SYMBOLIQUE**

*« C'est toute la tarification qui est remise [illegible] chantier. Le débat sur les chèques a échoué il y a dix ans mais les banques [illegible] depuis compensé l'interdiction de faire payer les chèques [illegible] facturant beaucoup d'autres services. La France [illegible] plutôt dans le peloton de tête pour ceux [illegible] services bancaires qui sont tarifés. Surtout, [illegible] pratique [illegible] tarifica[illegible] "punitives" : [illegible] découvert autorisé n'existe que dans notre pays. Autre différence, [illegible] banques pratiquent surtout aujourd'hui une tarification à l'acte, tandis que dans les autres pays, elles segmentent de plus [illegible] plus la clientèle et proposent des packages, en fonction des types de clientèles visés »*, analyse le président du comité des usagers.

M. Jolivet pense que [illegible] s'ache[illegible] vers une tarification à la carte, [illegible] banques s'orientant *« vers une segmentation de plus [illegible] plus fine [illegible] clients, en fonction [illegible] patrimoine, des besoins, des mouvements sur les comptes... L'utilisation du chèque sera incluse dans ces packages. D'une manière générale, les banques demandent une totale libéralisation, c'est-à-dire la totale liberté des tarifs. Elles ne veulent plus [illegible] gratuité imposé sur les services rendus »*. Au stade actuel, il semble que l'on s'orienterait vers un prix symbolique pour le chèque, de l'ordre de 1,50 franc, le coût de traitement du chèque par les banques étant estimé entre 4 et 5 francs. La rémunération des comptes pouvant être [illegible] [illegible] 0,5 %, à [illegible] de ce [illegible] se fait [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] européens, [illegible]lon [illegible] informations d'un membre [illegible] [illegible] de travail.

Toutefois, pour [illegible] les [illegible] [illegible] acceptent la demande [illegible] banques, ces [illegible] [illegible] [illegible] des concessions. *« Les pouvoirs publics sont d'accord pour libéraliser, [illegible] deux conditions : primo, [illegible] négociations doivent avoir [illegible] [illegible] [illegible] banques [illegible] [illegible] [illegible] pour chercher un partenariat équilibré [illegible] mutuellement profitable, discussions [illegible] [illegible] desquelles l'Etat n'est pas partie prenante ; secundo, la libéralisation se fera à condition [illegible] régler la question de [illegible] bancaire [illegible] [illegible] en place un [illegible]vice bancaire [illegible] base. [illegible] pouvoirs publics veulent éviter [illegible] spécialisa[illegible] [illegible] pour [illegible] [illegible] du type La Poste ou les Caisses d'épargne. »*

Un service bancaire de base a [illegible] institué en 1992 grâce aux efforts [illegible] [illegible] Gousseau, le prédécesseur [illegible] M. Jolivet, mais il [illegible] [illegible] appliqué avec une [illegible] [illegible] volonté [illegible] [illegible] [illegible] bancaires. « [illegible] *associations [illegible] [illegible] reprochent qu'il [illegible] [illegible] ignoré [illegible] [illegible] appliqué. La [illegible] sur l'exclusion fait [illegible] dans [illegible] [illegible] législatif un service bancaire [illegible] base. Il [illegible] [illegible] le définir »*, [illegible] M. Jolivet. [illegible] débats qui devraient conduire à sa définition risquent d'être animés, les [illegible] [illegible] [illegible] que ce [illegible] de [illegible] [illegible] gratuit, le plus complet possible, et [illegible] un [illegible] [illegible] au compte.

**UN SERVICE DE BASE**

*« Nous nous dirigeons probablement vers un système [illegible] trois étages : un service bancaire de base délimité par décret, un service universel, plus ou moins contractualisé, destiné aux ménages modestes, comprenant no[illegible] des chèques gratuits, [illegible] un troisième étage libre. Les associations de [illegible] veulent que ce dispositif s'applique à tous, [illegible] seulement aux exclus »*, souligne M. Jolivet. Parallèlement, une ré[illegible] [illegible] [illegible] [illegible] sur l'interdiction [illegible] chéquiers, qui concerne 2,4 millions de personnes, [illegible] de [illegible] les identifier.

*« En tout cas, chacun a intérêt à voir les discussions aboutir. Les banques et les [illegible] qui ont compris qu'ils risqueraient [illegible] [illegible] retrouver devant une jungle tarifaire. Pour l'heure, les banques n'ont [illegible] sur [illegible] table aucune proposition. Elles le feront sans doute avant l'été, un accord pouvant être bouclé à la fin de l'année »*, indique M. Jolivet.

*Joël Morio et Pascale Santi*

## Bercy prône la transparence pour les frais liés à l'euro

**LA POLÉMIQUE** [illegible] [illegible] frais bancaires liés [illegible] l'euro semble quelque [illegible] s'atténuer. Dominique [illegible]-Kahn, [illegible] [illegible] l'économie, [illegible] finances [illegible] [illegible] l'industrie, a tenu jeudi [illegible] avril, [illegible] l'issue [illegible] la dixième réunion du Comité [illegible] de l'euro – qui réunit autour [illegible] pouvoirs publics, [illegible] représentants des usagers, des banquiers, [illegible] patrons [illegible] [illegible] syndicats –, à rassurer sur *« le soi-di[illegible] désenchantement »* [illegible] l'usage [illegible] l'euro après l'*« europhorie »* du début [illegible] l'année.

[illegible] Français [illegible] confiance dans l'euro et [illegible] interrogations qui [illegible] font jour sont *« plus individuelles, plus citoyennes »*, [illegible] rappelé [illegible] ministre. Plusieurs points avaient, quelques [illegible] après [illegible] lancement de l'euro, soulevé une polémique et la colère [illegible] [illegible] [illegible]mateurs et [illegible] autorités européennes.

Premièrement, [illegible] [illegible] chèques « mutés » (chèques en francs libellés en [illegible] [illegible] l'inverse). Il a [illegible] convenu de *« décourager »* [illegible] pratique, qui pourrait coûter cher aux banques. On ne compte [illegible]tuellement qu'une dizaine de chèques « mutés » par jour. Les éta[illegible] bancaires [illegible] [illegible] accepté de [illegible] pas faire payer systématiquement une indemnité (entre [illegible] et [illegible] francs) [illegible] [illegible], [illegible] d'admettre [illegible] erreurs de [illegible] [illegible].

Mais il n'y [illegible] aucune interdiction, regrette une [illegible] de [illegible]mateurs. *« Les commerçants n'hésiteront pas [illegible] refuser les chèques en euros si on leur fait payer les erreurs »*, s'insurgeait-on à la [illegible] de la réunion du [illegible] [illegible] de l'euro.

[illegible] point de litige, les frais jugés [illegible] [illegible] sur [illegible] paie[illegible] [illegible] [illegible] [illegible] par chèque [illegible] par [illegible]. Il apparaît que les prix [illegible] déjà sensiblement baissé, affirme-t-on [illegible] Bercy. M. Strauss-Kahn a toutefois de[illegible] aux banques d'être plus transparentes [illegible] de préciser les baisses de [illegible] [illegible] les opérations transfrontalières [illegible] l'échange [illegible] [illegible] intervenues depuis l'arrivée de l'euro et la disparition des risques de change. [illegible] [illegible] de [illegible] [illegible] que [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] harmonisés [illegible] [illegible] pouvoir comparer [illegible] établissements. Il y a [illegible] outre eu [illegible] pour considérer que le paiement par chèque *« n'est [illegible] [illegible] moyen [illegible] mieux adapté »*. Le ministre a chargé Benoît Jolivet, président du comité des usagers, de faire le point sur cette question d'ici au 21 juin.

**CRISPATIONS**

Enfin, le point qui suscite le plus de crispations concerne le remplacement des pièces et des billets. La Banque de France n'a pas assoupli [illegible] position de vouloir facturer l'échange de francs [illegible] des monnaies européennes [illegible] appliquant une commission de 3,5 %. Or, dans la plaquette d'information dif[illegible] [illegible] [illegible] pouvoirs publics en début d'année, [illegible] [illegible] millions d'exemplaires..., il était précisé [illegible] ces opérations [illegible] gratuites. M. Strauss-Kahn a [illegible] trois à quatre semaines aux protagonistes pour trouver une solution.

*« Nous allons [illegible] l'opinion contre les banques centrales »*, prévient Pierre Marleix, secrétaire général de l'Association FO consommateurs (AFOC). Il critique notamment leur refus d'autoriser la surimpression de la valeur en francs sur les billets en euros et surtout, [illegible] facturation de l'échange [illegible] monnaies. Il semble en outre qu'il y ait [illegible] pour mettre en [illegible]tion des pièces [illegible] monnaies dès décembre 2001. Le franc sera pour sa part définitivement mis hors circuit au plus tard [illegible] cours de la seconde quinzaine de février 2002.

M. Strauss-Kahn a rappelé que la période 1999-2002 doit être mise à profit pour permettre aux Français [illegible] *« penser en euros »*, plus que de *« payer en euros »*.

*P. Sa.*

هكذا من الأصل

...d'un nouveau coup d'ar-... de Coca-Cola ... bloque dans son rachat ... en Allemagne, en ... et au Mexique.

r Coca-Cola

la concurrence. différentes

# PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AVRIL 1999

## Le marché de l'art poursuit le rebond engagé en 1998

**Les enchères flambent à Drouot. Déjà sensible en 1998, la relance du marché de l'art s'est confirmée au cours du premier trimestre. La demande est forte, mais les objets de qualité deviennent rares. Résultat : les prix grimpent allègrement**

**MAINTES FOIS** annoncée, toujours à l'étude, la réforme du statut des commissaires-priseurs ne verra probablement pas le jour avant l'an 2000. Cependant, malgré les multiples incertitudes qui pèsent encore sur l'avenir du marché français, la reprise observée en 1998 se confirme depuis le début de cette année. A Drouot, les acheteurs se bousculent. Malheureusement, la marchandise de qualité se fait rare. De fait, ce premier trimestre [redacted] révélé pauvre en collections [redacted] prestige. Du coup, [redacted] prix flambent, [redacted] qu'apparaissent, trop rarement aux dires des professionnels, des pièces sortant de l'ordinaire. Comme ce tableau de Jean-Baptiste Oudry, *La Maison du jardinier*. Estimée aux alentours de 600 000 francs (91 000 euros), cette œuvre datée de 1739 s'est envolée à 6,8 millions de francs (1,04 million d'euros) le 17 mars. Un record mondial pour cet artiste. Le précédent était [redacted] par une [redacted] *aguets*, adjugée en 1990 par Sotheby's pour 3,9 millions de francs (950 000 euros).

Particulièrement à l'honneur au cours de ce premier trimestre, l'art déco, secteur-phare du marché parisien, a suscité des enchères étonnamment élevées. A noter le retour en force de Ruhlmann, grand ébéniste dont les créations, toujours somptueuses, s'inscrivent dans la lignée du XVIII^e^ français.

> **Secteur phare à Paris, l'art déco a suscité des enchères étonnamment élevées**

Ces dernières années, Ruhlmann, jugé trop bourgeois, semblait en perte de vitesse, tandis que la cote de Jean-Michel Frank, dit le « *décorateur du vide* », montait en flèche. Mais un retournement de tendance semble [redacted] ce 10 février, [redacted] l'adjudication record – 2 770 000 [redacted] (422 000 euros) – prononcée sur un grand bureau plat, [redacted] plateau [redacted] de galuchat blanc, agencé en mosaïque sertie de minces filets d'ivoire. Ce modèle, connu [redacted] l'appellation [redacted] « bureau Bloch » – du nom [redacted] son commanditaire –, avait été présenté à l'exposition coloniale de 1931.

Parmi [redacted] meubles de Ruhlmann dispersés au cours [redacted] cette vente, une paire de petites tables en ébène de macassar poli, adjugées à 800 000 francs (122 000 euros). « *Elles étaient parties* [redacted] *même prix en 1989, au plus* [redacted] *du marché !* », [redacted] l'expert Jean-Marcel Camard.

Loin de se limiter à Ruhlmann, cette spectaculaire remontée des prix concerne tout autant les autres valeurs sûres de l'époque art déco. Comme en témoigne l'enchère rondelette portée sur un luminaire créé par Alberto et Diego Giacometti. Cette lampe en plâtre, dotée d'une large couronne en osier rappelant une nasse de pêcheur, avait appartenu en son temps à Paul Eluard. Le 19 mars, elle trouvait [redacted] 621 000 francs (94 670 euros). En [redacted] 1994, [redacted] pièces similaires s'étaient vendues 220 000 francs ([redacted] 500 euros) seulement dans une galerie parisienne.

Pour Marc Du Plantier, grand décorateur à l'inspiration néo-classique, empreinte de sobriété, la progression se révèle plus fulgurante encore : le 12 mars, un lampadaire en marbre blanc veiné de gris s'enlevait pour 443 000 francs (67 700 euros) [redacted] Drouot. Durant la dernière Biennale des antiquaires, à l'automne [redacted] un modèle semblable s'était négocié [redacted] 220 000 francs (33 500 euros) [redacted] le [redacted] d'Yves Gastou...

Devant cette envolée des prix, les collectionneurs moins fortunés parient désormais sur l'avenir du mobilier 40 et 50. En effet, de grandes signatures [redacted] « fifties », comme Arbus ou Royère, restent [redacted] accessibles à partir de 60 000 francs ([redacted] euros). Pour combien [redacted] temps ?

Autre [redacted] en [redacted] cours de ce premier trimestre, la bibliophilie. En 1998, Baudelaire et Rimbaud avaient fait flamber les enchères. [redacted] s'annonce [redacted] un grand cru, [redacted] la [redacted] prenante apparition, [redacted] quelques jours d'intervalle, [redacted] deux manuscrits autographes du *Journal du voleur*, célèbre texte de Jean Genet. Très fragmentaire, l'une de ces versions, composée d'une accumulation [redacted] éparses, rédigée d'une écriture dense, précipitée, ponctuée de [redacted] tures et [redacted] corrections diverses, [redacted] de 1944-1945. Mise aux enchères le 3 [redacted] elle obtenait 953 000 francs (145 300 euros).

Deux jours plus tard, une autre mouture, plus complète, de ce *Journal du Voleur*, toujours sur cahier d'écolier, sortait [redacted] tour [redacted] Drouot. « *Si je me place, fût-ce* [redacted] *la position confortable de celui qui ne volera plus,* [redacted] *seulement un lourd ennui m'accable,* [redacted] *une espèce d'inutilité* [redacted] *moi-*[redacted] *mon* [redacted] *égard.* (...) *Ecrire* [redacted] *très beaux livres ne suffirait pas. Je ne peux écrire* [redacted] *livres sur le vol. Mais je dois* [redacted] *avoir vécus. Pour ma légende* [redacted] », consignait notamment Genet dans [redacted] en [redacted] longtemps conservée par Marc Barbezat, son éditeur. Le 5 mars dernier, cette pièce maîtresse de la collection [redacted] disputée jusqu'à [redacted] 000 francs (253 500 euros) – [redacted] triple de son estimation [redacted] – [redacted] un [redacted] chérisseur au téléphone. Au cours de cette même vente, deux autres manuscrits [redacted] Jean Genet, [redacted] *de la rose* et *Mystère des enfants des* [redacted] acquis [redacted] 890 000 francs par un libraire parisien.

Mais, au-delà de ces enchères portées sur des documents exceptionnels, bien d'autres pièces s'avèrent tout [redacted] fait abordables pour qui veut, sans trop [redacted] ruiner, réunir quelques autographes dignes [redacted] A choisir avant [redacted] en fonction de ses coups de cœur. Ainsi, lors de la dispersion de la collection Barbezat, pouvait-on emporter pour 9 500 francs (1 450 euros) trois lettres de Boris Vian, d'une orthographe résolument fantaisiste.

Familier, Vian s'adresse à son éditeur, qui publiait alors une revue intitulée *L'Arbalète*, en l'appelant « *Barbemarcalète* » ou, tout simplement, « *Barbemarc* ». Plus mystérieuses, sept [redacted] couvertes de dessins, d'idéogrammes et de commentaires de la main d'Henri Michaux, étaient adjugées [redacted] francs (4 [redacted] euros). [redacted] feuilles rares, à rapprocher du projet d'écriture idéographique, énon[redacted] *perle* [redacted] *valeur* [redacted] *mort* », avait [redacted] Michaud en regard du [redacted] d'une petite perle.

***Noëlle Joly***

## L'immobilier suit l'évolution des revenus sur le long terme

**DEPUIS** quelques mois, l'immobilier parisien est saisi par une frénésie d'achats de logements, provoquée notamment par la baisse des taux des crédits tombés à des niveaux historiquement bas. Cette boulimie commence à avoir des effets sur les prix au mètre carré dans quelques quartiers de la capitale.

Certains observateurs s'inquiètent des exagérations constatées, les vendeurs profitant de la hausse de la demande pour gonfler leurs prétentions. Déjà, en 1998, les prix se sont envolés dans le quartier de Saint-Germain [redacted] ou de Notre-Dame, [redacted] respectivement de [redacted] et 19,4 %. Et cette flambée gagne la petite couronne, le prix des grands appartements à Levallois-Perret, par exemple, ayant augmenté de [redacted] de 15 % en [redacted]

L'immobilier à [redacted] est coutumier de ce genre [redacted] fièvre. Exploitant les données des chambres [redacted] notaires [redacted] toute la France, Jacques Friggit, membre du Conseil général [redacted] ponts [redacted] chaussées, [redacted] l'évolution du prix des logements depuis 1955. Si, jusqu'au début des années 80, les prix de l'immobilier ont connu des évolutions semblables en province [redacted] Paris, [redacted] sérieusement creusé entre [redacted] deux marchés pendant une décennie, pour se réduire récemment.

**SCHISME PARIS-PROVINCE**

Entre 1955 et 1965, le prix des lo[redacted] a augmenté beaucoup plus vite que le produit intérieur brut, pour [redacted] de pénurie d'après guerre et de croissance démographique intense. L'arrivée des rapatriés d'Algérie, en 1962, aiguise la crise du logement. Ce n'est qu'à partir de 1965, voire 1967, que les prix se stabilisent, suite à un effort soutenu dans la [redacted] logements. De 1965 à [redacted] le marché immobilier connaît vingt années de stabilité. Le prix des logements épouse assez fidèlement l'évolution des revenus des ménages, avec une croissance [redacted] plus [redacted] que l'inflation mais plus faible que celle du produit intérieur brut.

A partir de 1985, [redacted] entre Paris et la province s'affirme. En Ile-de-France et plus encore à Paris, les prix, en francs constants, s'emballent jusqu'en 1990 : ils doublent en cinq ans dans la capitale et enregistrent des hausses de 57 % [redacted] dans [redacted] petite couronne. Les cinq années suivantes, il dégringolent d'autant. Hormis dans quelques zones touristiques, on ne retrouve pas cette courbe en chapeau de gendarme en province, où l'évolution est régulière.

Depuis 1995, les prix ont lentement retrouvé leur cours d'antan. [redacted] en [redacted] le [redacted] effort, c'est-à-dire la même part de son revenu consacrée [redacted] logement, un ménage d'aujourd'hui peut [redacted] le [redacted] logement qu'en 1965, [redacted] la qualité [redacted] la construction s'est nettement améliorée, la superficie par personne a augmenté tandis que [redacted] taille moyenne des familles est en baisse.

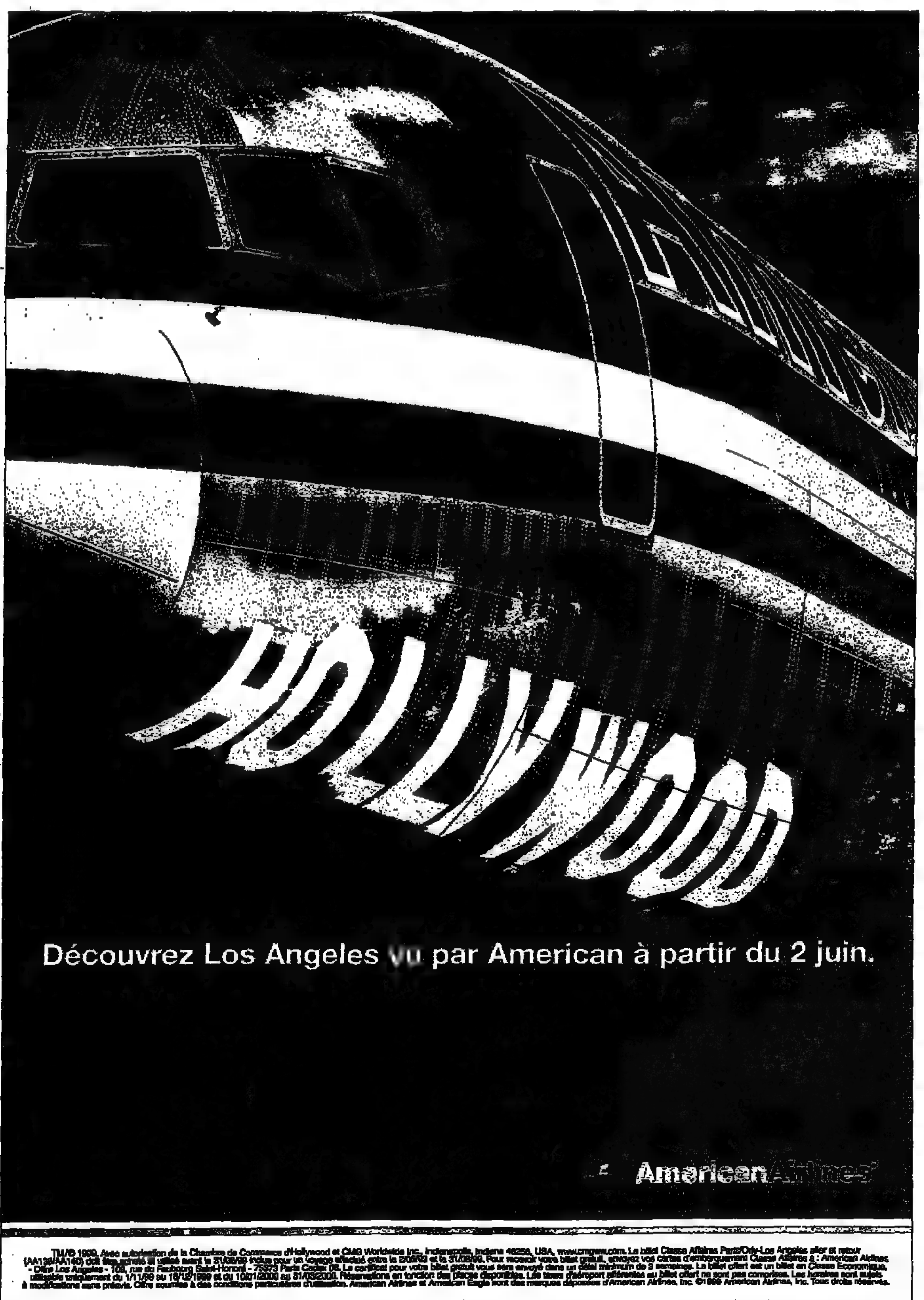
**FLAMBÉE DES PRIX**

Pour M. Friggit, le prix des loge[redacted] de [redacted] à 1997, [redacted] dans un tunnel, autour du revenu disponible par ménage, sans s'en éloigner [redacted] plus de 10 %. Deux pics de taux [redacted] apparus, en 1981, en raison des taux d'intérêt élevés des crédits immobiliers, et en 1991, à Paris et en Ile-de-France, à cause de la flambée des prix.

L'évolution du prix de l'immobilier en France paraît donc peu corrélée [redacted] l'inflation, encore moins au cours [redacted] actions ou [redacted] obligations. L'indice du coût [redacted] la construction, utilisé notamment dans l'indexation des loyers, ou le cours des actions de sociétés foncières, qui [redacted] l'immobilier d'entreprise, ne [redacted] du prix [redacted] habita[redacted] Le placement immobilier [redacted] donc bien un outil de diversification de patrimoine mais non dénué de risques : « *Les épargnants ne sont pas à l'abri d'une variation de* [redacted] *% à 15 %, en rythme annualisé,* [redacted] *prix* [redacted] *l'immobilier,* [redacted] *une période* [redacted] *cinq* [redacted] commente M. Friggit. [redacted] *inférieure* [redacted] *des actions (21 %) et* [redacted] *obligations (17 %)* [redacted] *supé*[redacted] *du coût du crédit et des placements monétaires.* »

Les personnes désirant acquérir un logement mais qui doivent épargner quelques années avant [redacted] pouvoir l'acheter prennent donc un risque significatif. L'argent qu'elles ont mis de côté peut, en cas de hausse violente des prix dans l'immobilier, perdre une partie [redacted] pouvoir d'achat. Pour se prémunir contre une flam[redacted] prix lors de la phase d'épargne, M. Friggit avance une idée originale : « *Pour se protéger, pourquoi* [redacted] *pas créer un outil d'épargne indexée sur les prix* [redacted] *d'habitation, décliné par secteurs géographiques, Paris, Ile-de-France et province ?* », propose-t-il. Reste à trouver l'indice le [redacted] représentatif et le plus fiable [redacted] le produit d'épargne adapté. L'indice des notaires de Paris, couvrant également [redacted] petite couronne, constitue un modèle pouvant être étendu aux [redacted] régions. Autre question, [redacted] banquiers accepteront-ils d'émettre un tel produit d'épargne ?

***Isabelle Rey***




هكذا من الأصل

## REVUE DES ACTIONS

### ÉNERGIE

| [illegible] | en Euros | Diff. |
|---|---|---|
| Coflexip | 63,90 | −1,69 |
| Elf Aquitaine | 124,10 | −1,35 |
| Esso | 73 | −1,94 |
| Geophysique | 34,30 | −0,57 |
| Total | 111 | −2,71 |

### PRODUITS DE BASE

| [illegible] | en Euros | Diff. |
|---|---|---|
| Air Liquide | 137,90 | −0,07 |
| CFF.(Ferrailles) | 31,75 | +0,79 |
| Eramet | 34,30 | +2,38 |
| Gascogne | 76 | −1,55 |
| Metaleurop | 4,38 | −2,88 |
| Pechiney Act Ord A | 34,50 | +2,98 |
| Rhodia | 14,50 | +4,37 |
| Rochette (La) | 2,43 | +1,67 |
| Usinor | 13,68 | +12,13 |
| Vallourec | 28,76 | +3,11 |
| Grande Paroisse | 20 | +0,50 |
| Oxyg.Ext-Orient | 403 | +0,75 |

### CONSTRUCTION

| 09-04-99 | en Euros | Diff. |
|---|---|---|
| Bouygues | 237 | −7,78 |
| Bouygues Offs. | 27,75 | +2,02 |
| Ciments Francais | 50 | [illegible] |
| Colas | 169,30 | −5,52 |
| Eiffage | 59,75 | −2,52 |
| Groupe GTM | 88,65 | −3,64 |
| Imetal | 111,90 | +4,57 |
| Lafarge | 90 | +2,78 |
| Lapeyre | 62,05 | +3,58 |
| Saint-Gobain | 150,50 | +2,38 |
| SGE | 44,10 | +1,14 |
| Vicat | 90 | +3,56 |

### BIENS D'ÉQUIPEMENT

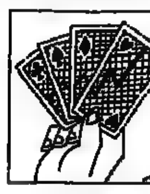
| 09-04-99 | en Euros | Diff. |
|---|---|---|
| Alcatel | 115,70 | +8,63 |
| Alstom | 27,50 | — |
| Bull# | 5,63 | +9,30 |
| Carbone Lorraine | 45,42 | +0,39 |
| CS Signaux(CSEE) | 57 | −1,72 |
| Dassault-Aviation | 138 | −9,15 |
| De Dietrich | 44,20 | −1,62 |
| Fives-Lille | 64 | −2,29 |
| France Telecom | 81,30 | +8,54 |
| Intertechnique | 280 | −0,53 |
| Legrand | 204,60 | +5,19 |
| Legris indust. | 38,87 | −9,60 |
| Sagem SA | 508 | −0,29 |
| Schneider SA | 54 | +5,36 |
| SFIM | 37 | −0,21 |
| Sidel | 73,05 | +0,75 |
| Thomson-CSF | 27,80 | −1,76 |
| Zodiac ex.dt divid | 187 | +9,80 |
| Algeco # | 58 | −10,07 |
| CNIM CA# | 99 | +4 |
| Cofidur # | 11 | [illegible] |
| Entrelec CB # | 34,65 | −0,85 |
| GFI Industries # | 30,50 | −1,48 |
| Latecoere # | 84,90 | +0,11 |
| Lectra Syst.(B) # | 7,25 | +2,11 |
| Manitou # | 126 | +3,41 |
| Mecatherm # | 27 | −2,59 |
| Radiall # | 64 | +9,85 |

### AUTOMOBILE

| 09-04-99 | en Euros | Diff. |
|---|---|---|
| Ecia | 95,75 | +1,80 |
| Labinal | 194 | +0,15 |
| [illegible] | 44,49 | +7,08 |

# Paris atteint un nouveau sommet

**VENDREDI** 9 avril en début de matinée, l'indice CAC 40 a battu son record historique [illegible] séance en atteignant 4 416 points, détrônant le précédent établi le [illegible] juillet [illegible] (4 404,94 points). C'est la [illegible] d'un demi-point [illegible] 2,5 % des taux directeurs [illegible] la Banque centrale européenne (BCE), décidée jeudi 8 avril, qui [illegible] justifié ce nouveau sommet. Si les spécialistes attendaient un tel [illegible], ils ont [illegible] surpris par [illegible] ampleur. Win Duisenberg, le président de la BCE, a expliqué [illegible] premier assouplissement depuis la naissance [illegible] l'euro [illegible] la nécessité [illegible] « *mieux exploiter* [illegible] *potentiel* [illegible] *croissance* [illegible] *l'économie* [illegible] *la* [illegible] ».



**VALEURS**

Toutefois, l'euphorie a [illegible] de [illegible] durée. Les financiers [illegible] rattrapés [illegible] la journée du vendredi par [illegible] politiques [illegible] militaires. Le conflit du Kosovo s'est étendu [illegible] l'Albanie. Et [illegible] menacé [illegible] dégénérer en guerre mondiale selon le président [illegible] Boris Eltsine. Conséquence, l'indice a terminé la séance sur [illegible] gain limité [illegible] 0,75 %. Sur l'ensemble [illegible] la semaine, le marché parisien [illegible] tout [illegible] même progressé de 3,15 %, [illegible] 363,14 points.

La bataille, débutée [illegible] *a un mois entre* [illegible] BNP d'une part, et [illegible] générale [illegible] Paribas de l'autre, s'est enrichie d'un [illegible] épisode. Mardi [illegible] avril, les conseils de la Société générale et de Paribas ont formellement rejeté les offres de la BNP. Les investisseurs ont, le surlendemain, montré quelques signes d'exaspération. Jeudi 8 avril, l'action BNP [illegible] reculé de 5,09 %, celle de la Société générale [illegible] abandonné 5,27 % et celle de Paribas a limité la baisse [illegible] 2,87 [illegible] dernière [illegible] toujours du fait qu'elle peut [illegible] l'objet de surenchères de la part des deux sœurs ennemies.

**COURSE AUX ACQUISITIONS**

[illegible] querelles en [illegible] n'ont [illegible] trouvé de solution [illegible] semaine. Jeudi 8 avril, [illegible] conseil de surveillance du groupe de luxe italien [illegible] rejeté [illegible] offres d'OPA de Bernard Arnault, car elles étaient [illegible] la condition d'une augmentation de capital réservée à LVMH. En attendant, Pinault-Printemps-Redoute, qui contrôle 42 [illegible] du capital de Gucci, s'est gardé [illegible] triomphalisme.

Les [illegible] n'ont décidément [illegible] envie [illegible] rendre [illegible] combattre. Jeudi 8 avril, [illegible] conseil d'administration [illegible] Strafor-Facom [illegible] prononcé contre le projet [illegible] de Fimalac, estimant qu'il n'y [illegible] pas de synergie entre [illegible] que [illegible] 80 euros par action Strafor-Facom [illegible]. L'action [illegible] terminé la semaine [illegible] 81,5 euros, laissant la porte ouverte à une éventuelle surenchère.

[illegible] accumulation d'opérations financières en France reflète la tendance générale en Europe. Selon l'organisme d'étude Securities Data, au premier trimestre 1999, le montant des fusions et acquisitions dans le monde a progressé de 75 %, pour atteindre 855 milliards de dollars (791 millions d'euros), [illegible] 41 % ont été réalisés en Europe. Le marché européen des fusions-aquisitions est très dynamique et pourrait rattraper celui de Etats-Unis.

[illegible] groupes français [illegible] lancent dans la [illegible] aux acquisitions. Ainsi Cap Gemini a mis 180 millions [illegible] sur la [illegible] pour [illegible] quérir [illegible] groupe américain Beechwood, une [illegible] ciété spécialisée [illegible] logiciels d'administration [illegible] réseaux de télécommunication. L'action a progressé de 6,3 [illegible] en une semaine. De son côté, L'Oréal, qui [illegible] séduit les investisseurs par la croissance de 9,5 [illegible] de son chiffre [illegible] au premier trimestre, n'a [illegible] exclu quelques opérations [illegible] croissance [illegible]. En une semaine, le titre s'est adjugé un gain de 9,75 [illegible].

[illegible] technologiques [illegible] également distinguées et, parmi elles, le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics, qui a [illegible] 16,9 [illegible] la semaine.

***Enguérand Renault***

| | | |
|---|---|---|
| Montupet SA | 32,75 | +5,81 |
| Peugeot | 147,80 | +10,96 |
| Plastic Omn.(Ly) | 75 | +11,27 |
| Renault | 33,70 | +3,29 |
| Sommer-Allibert | 24,95 | −7,24 |
| Valeo | 76,50 | +5,51 |
| Sylea | 45,50 | −3,19 |

### AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

| 09-04-99 | en Euros | Diff. |
|---|---|---|
| BIC | 46,90 | +3,79 |
| Chargeurs | 50 | +1,39 |
| Christian Dalloz | 38,80 | +1,77 |
| Clarins | 79,40 | −0,62 |
| Deveaux(Ly)# | 75 | −0,39 |
| DMC (Dollfus Mi) | 6,02 | −0,66 |
| Essilor Intl | 311,10 | +0,67 |
| Hachette Fil.Med. | 215 | −0,30 |
| L'Oreal | 664 | +13,31 |
| Moulinex | 10,59 | +4,74 |
| Rhone Poulenc A | 43,10 | +2,86 |
| Sanofi | 156,30 | +0,19 |
| S.E.B. | 64,30 | −5,44 |
| Skis Rossignol | 11,38 | −3,14 |
| Strafor Facom | 81,50 | +22,08 |
| Synthelabo | 198,20 | −1,63 |
| L.B.D. Dupont # | 95 | +1,06 |
| Arkopharma # | 59,75 | −7,36 |
| Beneteau CA# | 152,30 | +0,89 |
| Boiron (Ly)# | 58,40 | +0,68 |
| CDA-Cie des Alpes | 29,50 | +2,43 |
| Europ.Extinc.(Ly) | 40,70 | −10,25 |
| EXEL Industries | 47 | +8,06 |

| | | |
|---|---|---|
| Gautier France | 47 | +3,02 |
| Guerbet S.A | 18 | +0,84 |
| Guy Degrenne # | 36 | +1,40 |
| Hermes intl | 72,45 | −2,89 |
| Info Realite # | 37,50 | +2,96 |
| Phyto-Lierac # | 23,10 | −0,85 |
| Pochet | 70 | +1,22 |
| Reynolds | 34,14 | −1,86 |
| Robertet # | 116 | +9,75 |
| Smoby (Ly) # | 56,90 | +6,15 |
| S.T. Dupont # | 7,98 | −0,25 |
| Virbac | 47 | −3,64 |
| Walter # | 88 | −4,69 |

### INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

| 09-04-99 | en Euros | Diff. |
|---|---|---|
| Bongrain | 348,10 | +0,20 |
| Danone | 229,50 | −1,54 |
| [illegible] Beghin | 134,30 | −2,21 |
| Fromageries Bel | 651 | −0,83 |
| LVMH [illegible] | 286,10 | −2,87 |
| [illegible] | 58,50 | −0,56 |
| [illegible] | 16 | [illegible] |
| Royal [illegible] | 51 | [illegible] |
| SEITA | 61,15 | +2,85 |
| Taittinger | 585 | [illegible] |
| Brioche Paso.(Ns)# | 97,80 | +3,22 |
| L.D.C. | 97,50 | [illegible] |
| louis Dreyfus Cit# | 18,50 | [illegible] |

### DISTRIBUTION

| 09-04-99 | en Euros | Diff. |
|---|---|---|
| Bazar Hot. Vile | 99,60 | [illegible] |
| Carrefour | 727 | [illegible] |
| Casino Guichard | 88,95 | [illegible] |
| Castorama Dub.(Li) | 204,80 | [illegible] |
| Damart | 65,60 | [illegible] |
| Galeries Lafayette | 1150 | +19,79 |
| GrandVision | 25,89 | [illegible] |
| Groupe Andre S.A. | 127 | [illegible] |
| Guilbert | 132 | [illegible] |
| Guyenne Gascogne | 400 | −2,67 |
| Pinault-Print.Red. | 160,60 | [illegible] |
| Primagaz | 69,45 | [illegible] |
| Promodes | 634 | [illegible] |
| Rexel | 72,70 | [illegible] |
| Comptoirs Mod. | — | [illegible] |
| Monoprix | 85 | [illegible] |
| Bricorama # | 39,40 | [illegible] |
| But S.A. | 41,05 | [illegible] |
| Etam Developpement | 34,50 | [illegible] |
| Hyparlo #(Ly) | 106 | [illegible] |
| IMS(Int.MetalSer)# | 10 | [illegible] |
| Manutan | 45 | [illegible] |
| Rallye(Cathiard)Ly | 59 | [illegible] |
| Rubis # | 23,97 | [illegible] |

### AUTRES SERVICES

| 09-04-99 | en Euros | Diff. |
|---|---|---|
| Accor | 220 | [illegible] |
| Altran Techno. # | 225 | [illegible] |
| Atos CA | 87,85 | [illegible] |

| | | |
|---|---|---|
| BIS | 85 | [illegible] |
| Canal + | 285 | [illegible] |
| Cap Gemini | 162,20 | [illegible] |
| Cegid (Ly) | 146 | [illegible] |
| Club Mediterranee | 86,50 | [illegible] |
| Dassault Systemes | 38,40 | [illegible] |
| Euro Disney | 1,21 | [illegible] |
| Europe 1 | 235 | [illegible] |
| Eurotunnel | 1,44 | [illegible] |
| Gaumont # | 60 | [illegible] |
| Groupe Partouche # | 64 | [illegible] |
| Havas Advertising | 182,50 | [illegible] |
| Infogrames Enter. | 69,10 | [illegible] |
| Ingenico | 20,96 | [illegible] |
| Norbert Dentres.# | 25,51 | [illegible] |
| NRJ # | 174 | [illegible] |
| Pathe | 293,10 | [illegible] |
| Publicis # | 153 | [illegible] |
| Rocheforaise Com. | 99 | [illegible] |
| S.I.T.A | 200 | [illegible] |
| Sodexho Alliance | 145,20 | [illegible] |
| Sogeparc (Fin) | 71,50 | [illegible] |
| Spir Communic. # | 53,10 | [illegible] |
| [illegible] Lyon.des [illegible] | 172,60 | [illegible] |
| Technip | 97,90 | [illegible] |
| Vivendi | 299,20 | [illegible] |
| Louvre # | 74,70 | [illegible] |
| Assystem # | 17,99 | [illegible] |
| CEGEDIM # | 36,67 | [illegible] |
| Dauphin OTA | 74,90 | [illegible] |
| Fininfo | 159 | [illegible] |
| Fraikin 2# | 47,55 | [illegible] |
| GEODIS # | 68,20 | [illegible] |
| Groupe J.C.Darmon | 57 | [illegible] |

| | | |
|---|---|---|
| Leon Bruxelles | 38 | [illegible] |
| LVL Medical Gpe | 14,50 | +0,76 |
| M6-Metropole TV | 152 | +1,33 |
| Penauille Poly.CB# | 240 | +4,38 |
| Seche Environnem.# | 26,51 | +1,26 |
| Sopra # | 54,90 | −4,85 |
| TF1 | 182,20 | +4,77 |
| UBI Soft Entertain | 112,30 | +3,78 |
| Unilog | 474,50 | +1,93 |

### IMMOBILIER

| 09-04-99 | en Euros | Diff. |
|---|---|---|
| Bail Investis. | 125 | +1,95 |
| Finextel | 19,24 | +4,73 |
| Gecina | 102 | −2,01 |
| Klepierre | 87 | +1,87 |
| Rue Imperiale (Ly) | 1010 | +4,55 |
| Sefimeg CA | 62,50 | +3,32 |
| Silic CA | 159 | +2,78 |
| Simco | 80,25 | −0,92 |
| Soc.Fonc.Lyon.# | 122,60 | −0,32 |
| Unibail | 121 | +4,38 |
| Fonciere Euris | 91,85 | +16,39 |
| Im.Marseillaise | 1670 | — |
| Immob.Batibail Ny# | 52,50 | +2,14 |
| Immob.Hotel. # | 1,46 | −12,57 |

### SERVICES FINANCIERS

| 09-04-99 | en Euros | Diff. |
|---|---|---|
| AGF | 51 | +2 |
| Axa | 129,30 | +5,29 |
| B.N.P. | 75,55 | −6,26 |
| C.C.F. | 86 | +0,64 |
| CPR | 41,20 | +4,56 |
| Credit Lyonnais CI | 38,35 | +2,81 |
| Dexia France | 128,50 | −0,27 |
| Interbail | 22,06 | +0,04 |
| Locindus | 121 | −0,98 |
| Natexis | 51 | +2 |
| Paribas | 97,35 | −5,85 |
| SCOR | 49,80 | [illegible] |
| Selectibanque | 10,67 | [illegible] |
| Societe Generale | 167,30 | −6,01 |
| Sophia | 35,10 | +1 |
| Union Assur.Fdal | 110 | −0,90 |
| Via Banque | 28,35 | [illegible] |
| Worms (ex.Someal) | 12,88 | [illegible] |
| Immobanque | 114,20 | [illegible] |
| April S.A.#(LY) | 72 | [illegible] |
| Assur.Bq.Populaire | 97 | [illegible] |
| C.A. Paris IDF | 154 | [illegible] |
| Factorem | 145 | [illegible] |
| Union Fin.France | 106,10 | [illegible] |

### SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

| 09-04-99 | en [illegible] | Diff. |
|---|---|---|
| Bollore | 166,10 | [illegible] |
| Cerus | 6,80 | [illegible] |
| CGIP | 48,30 | [illegible] |
| Christian Dior | 114,80 | [illegible] |
| Dynaction | 25,70 | [illegible] |
| Eurafrance | 495 | [illegible] |
| Fimalac SA | 100,80 | +6,38 |
| Gaz et Eaux | 41,50 | [illegible] |
| ISIS | 60,50 | −0,38 |
| Lagardere | 30,30 | [illegible] |
| Lebon (Cie) | 42 | [illegible] |
| Marine Wendel | 162,10 | +2,20 |
| Nord-Est | 26,68 | [illegible] |
| Salvepar (Ny) | 73,80 | [illegible] |
| Albatros Invest | 38,79 | [illegible] |
| Burelle (Ly) | 36 | [illegible] |
| Carbonique | — | [illegible] |
| Contin.Entrepr. | 33,50 | +4,88 |
| F.F.P. (Ny) | 58 | [illegible] |
| Finaxa | 98,90 | [illegible] |
| Francarep | 45 | [illegible] |
| Cie Fin.St-Honore | 64,40 | [illegible] |
| Finatis(ex.Locain) | 73,85 | [illegible] |
| Siparex (Ly) # | 23,90 | [illegible] |

## LES PERFORMANCES DES SICAV DIVERSIFIÉES

FININFO http://www.fininfo.fr

(Les [illegible] les [illegible] de chaque catégorie) — le 31 mars

| LIBELLÉ | Organisme promoteur | [illegible] | Perf. % 1 an | Rang | Perf. % 5 ans | Val. liq. en euros |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DIVERSIFIÉES FRANCE** | | | | | | |
| [illegible] moyenne sur 1 an : [illegible], sur 5 ans : [illegible] | | | | | | |
| [illegible] Dynamisme (D) | LA POSTE | 1 | 10,94 | — | [illegible] | 211,69 |
| [illegible] Dynamisme (C) | LA POSTE | 2 | 10,[illegible] | — | [illegible] | 214,70 |
| CM Option Equilibre (D) | CDT MUTU | 3 | 10,33 | 14 | [illegible] | 43,62 |
| CM Option Equilibre (C) | CDT MUTU | 4 | 10,18 | 15 | 40,07 | 49,22 |
| Valeurs de France | BRED | [illegible] | [illegible] | 3 | 39,40 | 111,35 |
| Avenir Alizés (D) | CDT MUTU | [illegible] | 9,53 | 13 | [illegible] | 385,49 |
| Avenir Alizés (C) | CDT MUTU | 7 | 9,53 | 12 | 43,17 | 436,63 |
| Federal France Europe | FEDFIN | 8 | 9,26 | — | — | 27,78 |
| Federal Croissance (C) | CDT BRET | 9 | 9,22 | 6 | [illegible] | 40,51 |
| Federal Croissance (D) | CDT BRET | 10 | 9,22 | 7 | [illegible] | 35,78 |
| Pervalor | SG | 11 | 8,89 | 4 | [illegible] | 30,58 |
| Paribas France Fondations (D) | PARIBAS | 12 | 8,65 | — | — | 1831,94 |
| Trésor Avenir | CDC TRES | 13 | 8,18 | 9 | [illegible] | 20,60 |
| Kaleis Equilibre (D) | LA POSTE | [illegible] | 8,13 | — | — | 188,34 |
| [illegible] (C) | LA POSTE | 15 | 8,10 | — | — | 191,31 |
| Select Taux | SG | 22 | −5,40 | — | — | 167,15 |
| Acti 2 (C) | BBL [illegible] | 23 | −4,52 | [illegible] | 29,93 | 2766,14 |
| Acti 2 (D) | [illegible] | 24 | −4,52 | 17 | 29,93 | 2212,53 |
| Intersélection France | SG | [illegible] | −4,52 | 1 | 85,31 | 70,65 |
| Objectif Patrimoine | LAZARD G | [illegible] | −3,95 | 8 | 68,13 | 182,68 |
| Avenir Epargne | CM ASSUV | 27 | −3,84 | 10 | 48,58 | 3077,66 |
| OPTI Est | ABF | 28 | −3,65 | 18 | 28,35 | 21861,81 |
| Paribas Trésorerie B Plus | PARIBAS | 29 | −3,47 | [illegible] | 22,89 | 18845,59 |
| Real Sensible | [illegible] | [illegible] | −2,35 | — | — | 167,52 |
| Select PEA 2 | [illegible] | 31 | −2,03 | — | — | 193,17 |
| Select PEA 1 | [illegible] | 32 | −1,31 | — | — | 201,78 |
| Tyche | [illegible] | 33 | −0,78 | — | — | 18,94 |
| Sévéa | GROUP CA | [illegible] | −3,56 | 19 | 26,80 | 18,22 |
| EuroPEA Exports | NSM | [illegible] | −3,04 | — | — | 182,84 |
| Capital-D.R. France | PALUEL | [illegible] | −7,09 | 5 | 71,76 | 2180,16 |
| **DIVERSIFIÉES INTERNATIONALES** | | | | | | |
| [illegible] moyenne sur 1 [illegible] : 1,99 [illegible], sur 5 ans : 57,46 % | | | | | | |
| Techno-GAN | GAN | 1 | 25,43 | 4 | 117,93 | 2121,66 |
| Bacot-Allain [illegible] | BACOT | 2 | 23,57 | 14 | 81,57 | 1237 |
| Soginter | SG | 3 | 18,35 | 8 | 95,23 | 61,38 |
| CG Monde | COMGEST | 4 | 17,79 | — | — | 521,37 |
| Finarval International | COURCOUX | 5 | 13,36 | 9 | 92,73 | 340,55 |
| France Japaquant Sicav | B PARIBA | 6 | 11,89 | 70 | 20,13 | 96,19 |
| Le Portefeuille Diversifié | COGEFI | 7 | 10,98 | 2 | 151,62 | [illegible] |
| [illegible] Dynamique Plus | CCCEP | 8 | 10,86 | — | — | 43,10 |
| Paramerique | B PARIBA | 9 | 10,84 | 1 | 139,36 | [illegible] |
| Préparval | BRED | 10 | 9,38 | 21 | 68,70 | [illegible] |
| Gestion Associations | B PARIBA | 11 | 8,79 | 41 | 54,90 | [illegible] |
| Natio Epargne Patrimoine | BNP | 12 | 8,43 | 5 | 98,23 | [illegible] |
| Ste Fra d'épargne et de Retr. | ABEILLE | 13 | 7,92 | — | — | [illegible] |
| Paribas Croissance (D) | B PARIBA | 14 | 7,73 | [illegible] | [illegible] | 151,75 |
| Paribas Croissance [illegible] | B PARIBA | 15 | 7,73 | [illegible] | [illegible] | 152,51 |
| Le Livret Portefeuille | CDC | 16 | 7,49 | 6 | 96,35 | 220,44 |
| Slivam | CL | 17 | 7,47 | 19 | 72,99 | 108,01 |
| Horizon | ECUREUIL | 18 | 7,39 | 13 | [illegible] | 454,87 |
| Atlas Maroc | ATLAS | 19 | 7,19 | — | — | 31,08 |
| BSD [illegible] | BSD | 20 | 7,06 | [illegible] | 45,84 | 23,27 |
| Prépar Croissance | BRED | 21 | 7,03 | [illegible] | 67,27 | 33,40 |
| ABF Stratedis | ABF | 22 | 7,01 | 39 | [illegible] | [illegible] |
| Optigest-BMM Stratégie Int (C) | OPTIGEST | 23 | 6,67 | [illegible] | [illegible] | 313,90 |
| Optigest-BMM Stratégie Int (D) | OPTIGEST | 24 | 6,67 | 66 | 28,67 | 309,15 |
| Leumi Long Terme (D) | B LEUMI | 25 | 6,53 | 68 | 27,71 | 1515,23 |
| Leumi Long Terme [illegible] | B LEUMI | 26 | 6,53 | 69 | 27,71 | 1695,63 |
| Eagle Investissement | EAGLE ST | 27 | 6,47 | 10 | 92,47 | 44,64 |
| Paribas Opportunités | B PARIBA | 28 | 6,36 | 44 | 52,83 | 33,99 |
| [illegible] | GROUP CA | [illegible] | 6,16 | 7 | 95,30 | [illegible] |
| Ouest Valeurs (D) | CIO | [illegible] | 5,96 | 31 | 62,78 | 30,30 |
| Ouest Valeurs [illegible] | [illegible] | 31 | 5,96 | 30 | 63,13 | 35,71 |
| Novactions | BQ EUROF | 32 | 5,94 | — | — | 207,07 |
| Atalante [illegible] | CDC ASSE | 33 | 5,88 | — | — | [illegible] |
| ABP Actions | BQUE POP | 84 | −0,47 | [illegible] | 65,81 | 13582,31 |
| Gestion [illegible] (D) | [illegible] | 85 | −0,59 | 35 | 59,89 | 118,49 |
| Gestion Mobilière (C) | NSM | 85 | −0,59 | 35 | 59,89 | 118,49 |
| [illegible] (D) | GESTOR F | [illegible] | −1 | 72 | 17,22 | 185,19 |
| Vivax (C) | GESTOR | [illegible] | −1 | 73 | 17,22 | 193,74 |
| Conservateur Saint-Honore | CF ROTHS | 89 | −1,14 | 20 | 70,81 | 247,13 |
| Orsay Arbitrage | ORSAY | 90 | −1,22 | 71 | 18,98 | 2812,45 |
| Eurofin [illegible] | BQ EUROF | 91 | −1,74 | 52 | [illegible] | 261,35 |
| Capital-DR.International | PALUEL | 92 | [illegible] | [illegible] | [illegible] | 254,83 |
| Invest-Valeurs | B BTP | 93 | [illegible] | [illegible] | [illegible] | 83,35 |
| Victoire Sirius | ABEILLE | 94 | [illegible] | 51 | [illegible] | 246782,49 |
| Capital DR Europe | PALUEL | 95 | [illegible] | 37 | [illegible] | [illegible] |
| [illegible] | AXIVA | 96 | [illegible] | — | [illegible] | [illegible] |
| [illegible]-Honore Investissements | CF ROTHS | 97 | [illegible] | [illegible] | [illegible] | 240,73 |
| Dynamico | BQ EUROF | 98 | [illegible] | [illegible] | [illegible] | 373,82 |
| Global Performance | CHEVRIL | 99 | [illegible] | — | [illegible] | [illegible] |
| France Israël Croissance | ABEILLE | 100 | [illegible] | — | [illegible] | [illegible] |
| Placement Nord (D) | SMC | 101 | [illegible] | [illegible] | [illegible] | 275,90 |
| Placement Nord (C) | SMC | 102 | [illegible] | 16 | [illegible] | 277,09 |
| Alliance | ALLIANZV | 103 | [illegible] | 74 | [illegible] | [illegible] |
| Capital Equities Performance | VEGA FIN | [illegible] | [illegible] | — | [illegible] | [illegible] |
| CIF Livre VIII Art 8-12 | GERER CO | 105 | [illegible] | — | [illegible] | [illegible] |
| Méditerranée Emergence | SMC | 106 | [illegible] | — | [illegible] | 247,69 |
| Orsay Investissement | ORSAY | 107 | −12,25 | 75 | [illegible] | 2211,43 |
| Orsay Perspectives | ORSAY | 108 | −18,[illegible] | — | [illegible] | 15,27 |
| Valeurs Emergentes | FIMAGEST | 109 | −31,32 | — | [illegible] | 114,14 |
| China Europe Fund | IFDC LTD | 110 | [illegible] | — | [illegible] | [illegible] |
| Invesco Taiga | INVESCO | 111 | [illegible] | — | [illegible] | 411,79 |
| **IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES** | | | | | | |
| Performance moyenne sur [illegible] an : 3,12 %, sur 5 ans : [illegible] | | | | | | |
| Atout Foncier | GROUP CA | 1 | [illegible] | 5 | [illegible] | 287,89 |
| UAP Aedificandi | UAP | [illegible] | 12,11 | 8 | 42,02 | 103,57 |
| Leven Investimmo | MONDIALE | [illegible] | 10,30 | 17 | 26,88 | 2154,53 |
| Foncier Investissement (D) | BQUE POP | [illegible] | 8,29 | 11 | 36,46 | 225,54 |
| Foncier Investissement (C) | BQUE POP | [illegible] | 8,08 | 12 | 36,45 | 234,93 |
| [illegible] | [illegible] | 6 | 7,94 | 1 | [illegible] | 89,96 |
| [illegible] | AGF | 7 | 7,38 | 20 | [illegible] | 16,68 |
| Agfimo | AGF | [illegible] | 6,88 | 16 | [illegible] | 102,05 |
| ABF Foncière Sélection | ABF | [illegible] | 6,38 | 28 | [illegible] | 713,76 |
| Foncière Long Terme (D) | [illegible] | 10 | 6,28 | 25 | [illegible] | 83,15 |
| Foncière Long Terme (C) | [illegible] | 11 | 6,28 | 26 | [illegible] | 117,12 |
| [illegible] Pierre | CIC PARI | 12 | 5,86 | 10 | 36,50 | 26,43 |
| CNP Assur Pierre | CNP | [illegible] | 5,77 | 2 | [illegible] | 120,45 |
| Compagnie Immobilière Acofi | ACOFI | 14 | 5,57 | — | — | 163,05 |
| Fructi-Actions Rendement | BQUE POP | 15 | 5,33 | 3 | [illegible] | 142,23 |
| Capital Pierre [illegible] | PALUEL | [illegible] | [illegible] | 27 | [illegible] | 101,37 |
| Sogesector Immobilier (D) | SG | 17 | [illegible] | 6 | [illegible] | 19,27 |
| Sogesector Immobilier (C) | SG | 17 | [illegible] | 6 | [illegible] | −19,27 |
| MDM Immobilier | MDMASSUR | 19 | [illegible] | 4 | [illegible] | 27,01 |
| Foncival | BRED | 20 | 4,01 | 18 | [illegible] | 54,46 |
| Objectif Actifs Reels | LAZARD G | 21 | 3,71 | 15 | [illegible] | 2503,55 |
| [illegible] Immobilière | ABEILLE | 22 | 2,66 | 19 | [illegible] | 100,08 |
| [illegible] | BNP | 23 | 2,16 | 9 | [illegible] | 252,60 |
| [illegible] Pierre | CDT MUTU | 24 | 2,48 | 29 | [illegible] | 193,94 |
| Haussmann Pierre (C) | B WORMS | 25 | 1,46 | 21 | 19,88 | 216,22 |
| Haussmann Pierre (D) | B WORMS | 26 | 1,46 | 22 | 19,88 | 189,73 |
| Placement Immobilier (C) | SMC | [illegible] | 1,52 | 13 | [illegible] | 25,07 |
| Placement Immobilier (D) | SMC | 28 | 1,50 | 14 | [illegible] | 24,76 |
| Gestion Immobilier Inte. (D) | [illegible] | 29 | −0,47 | 24 | [illegible] | 81,90 |
| Gestion Immobilier Inte. (C) | GROUP CA | 30 | −0,47 | 25 | [illegible] | 132,70 |
| **OR ET MATIÈRES PREMIÈRES** | | | | | | |
| Performance moyenne sur 1 [illegible] : −19,81 [illegible], sur 5 ans : −25,14 % | | | | | | |
| Energia | [illegible] | 1 | [illegible] | 1 | [illegible] | 60,89 |
| Premior | CDT NORD | 2 | [illegible] | 2 | 5,64 | 44,86 |
| [illegible] Mines d'or [illegible] | BBL FRAN | 3 | −15,48 | 5 | −22,17 | 173,51 |
| Acti [illegible] d'or (C) | BBL FRAN | 4 | −15,99 | 6 | −22,61 | 222,07 |
| AXA Or & [illegible] | AXA UAP | 5 | −17 | 3 | [illegible] | 12,39 |
| Oraction | GROUP CA | 6 | −22,51 | 4 | [illegible] | 187,35 |
| Orvalor | SG | 7 | −29,49 | 7 | [illegible] | 99,96 |
| Aurecic | CIC PARI | 8 | −34,15 | 8 | [illegible] | 89,06 |
| | | — | — | — | — | — |
| | | — | — | — | — | — |
| **CONVERTIBLES** | | | | | | |
| Performance moyenne sur [illegible] an : [illegible] %, sur 5 ans : 55,51 [illegible] | | | | | | |
| NRG-Convertibles | [illegible] | 1 | [illegible] | [illegible] | [illegible] | 1817,67 |
| Cardif Convertibles Europe | BQE FIN | 2 | 20,08 | — | [illegible] | 20,88 |
| Convertis (D) | SG | 3 | 10,58 | — | [illegible] | 219,75 |
| Convertis (C) | SG | 4 | 10,58 | — | [illegible] | 223,65 |
| Natexis Convertibles Europe | B NATEXI | 5 | 10,20 | 5 | 62,68 | 4240,32 |
| [illegible] (D) | [illegible] | 6 | 9,86 | 10 | [illegible] | 4317,50 |
| Ofima Convertibles (C) | OFIVALMO | 7 | 9,68 | 9 | [illegible] | 4682,77 |
| [illegible] | CIC PARI | 8 | [illegible] | — | [illegible] | 75,34 |
| Centrale Convertibles Euro | CCR | 9 | [illegible] | — | [illegible] | 173,99 |
| Fineurope Convertibles | COURCOUX | 28 | [illegible] | 12 | [illegible] | 356,37 |
| [illegible] | GROUP CA | 29 | 4,04 | 11 | 62,15 | 412,33 |
| [illegible] (D) | BFT | 30 | [illegible] | 14 | 52,89 | 197,88 |
| Alliage (C) | BFT | 31 | 3,04 | 15 | 52,44 | 224,83 |
| Cyril Convertibles | CYRIL FI | 32 | 2,80 | 13 | 59,62 | 255,44 |
| Provence Convertibles | CS AST F | 33 | 2,35 | 22 | [illegible] | 2167,96 |
| Convertibles Monde (D) | VERNES | 34 | 1,38 | 18 | [illegible] | 2786,95 |
| [illegible] (C) | VERNES | 35 | 1,38 | 19 | [illegible] | 3171,48 |
| [illegible] Conv.rt. Inter. (C) | NSM | 36 | 2,03 | — | [illegible] | 1849,03 |

# Les sicav or et matières premières sont toujours dans le rouge

**L'ANNÉE** 1999 marquera-t-elle le retour sur le devant de la scène des sicav or et matières premières ? En mars, [illegible] quelques fonds qui misent sur les actions de mines d'or, [illegible] titres des [illegible] du secteur [illegible] l'énergie [illegible] ceux [illegible] exploitant [illegible] matières premières ont gagné près de 5 %. Pourtant, il est loin d'être acquis que ce sursaut marque la fin de la mauvaise [illegible] que traversent [illegible] sicav [illegible] catégorie. [illegible] un [illegible], les performances des fonds [illegible] et matières premières continuent d'être négatives [illegible] un recul de près de [illegible] en moyenne [illegible] les perspectives restent incertaines.

Du côté [illegible] l'énergie, la récente remontée du prix du baril de l'or noir [illegible] fond de mégafusion (la dernière en date entre Arco et BP Amoco a [illegible] naissance au [illegible] mondial) a [illegible] un coup [illegible] fouet aux [illegible] pétrolières. Rien qu'à la Bourse de Paris, l'indice SBF Energie est l'indicateur [illegible] qui progresse [illegible] plus depuis le début de l'année (+ 30 %). [illegible] mouvement de [illegible] se poursuivre dans les prochains mois.

**DES EXCEPTIONS**

« *Les* [illegible] *pétrolières* [illegible] *un potentiel de hausse de 15 à 20 % d'ici la fin de l'année* », juge Henri Couzineau, gérant d'Energia, une [illegible] la Banque [illegible]. D'une part, « [illegible] *prix du pétrole devraient continuer à* [illegible] *dans* [illegible] *au fur* [illegible] *à* [illegible] *assisterons à un rééquilibrage entre l'offre* [illegible] *demande. Les stocks, qui* [illegible] *jusqu'à présent élevés, baissent fortement* [illegible] *la production devrait* [illegible] *décisions prises par l'OPEP et l'arrêt de l'*[illegible] *certains pays n'appartenant* [illegible] *l'organisation* [illegible] *coûts d'exploitation* [illegible] *élevés. Pendant ce temps, même avec une croissance mondiale qui tourne au ralenti, la consommation* [illegible] *pétrole augmente d'environ un million de barils par jour* ». D'autre part, « *les fusions intervenues dans le* [illegible] *avoir assez rapidement des effets positifs sur* [illegible] *bénéfices* [illegible] *regroupées* », analyse-t-il, prenant en exemple Total, premier investissement [illegible] sicav [illegible] un poids [illegible] 8 [illegible] dans le portefeuille. Preuve [illegible] la [illegible] de M. Couzineau dans le secteur de l'énergie, il [illegible] présente plus de la moitié de l'actif [illegible] sicav. Il faut dire [illegible] autres terrains sur lesquels peuvent [illegible] les [illegible] de fonds de cette catégorie offrent beaucoup [illegible] d'opportunités.

Les [illegible] des matières premières qui ont souffert du ralentissement [illegible] croissance, particulièrement en Asie, sont encore en convalescence. Les prix [illegible] l'aluminium se [illegible] ressaisis ces derniers mois permettant [illegible] valeurs comme Alcoa aux [illegible] d'enregistrer un [illegible] parcours depuis le début de l'année. [illegible] nickel [illegible] lui [illegible] bien [illegible] depuis quelques semaines. Mais ces exemples demeurent l'exception. « *Il n'y* [illegible] *un* [illegible] *cours des matières premières que lorsque* [illegible] *reprise économique* [illegible] *significative* », [illegible] Jean Bernard Guyon, gestionnaire [illegible] Mines d'or, une sicav de la Banque [illegible] Lambert. [illegible] année, la Banque mondiale ne prévoit qu'une croissance mondiale de 1,8 % contre 1,9 [illegible] en 1998. De plus, [illegible] de métaux comme [illegible] cuivre [illegible] très [illegible]. Toutefois, M. Guyon prévient qu'il [illegible] être attentif car [illegible] cours des [illegible] premières pourraient enregistrer [illegible] hausse, [illegible] imprévisibles.

La même [illegible] à [illegible] pour l'or, plaident également [illegible] gérants. Pour le moment, [illegible] métal jaune continue d'évoluer autour [illegible] 280 dollars. « *La force* [illegible] *dollar et l'absence* [illegible] *l'inflation ne poussent pas à* [illegible] *hausse des cours* », [illegible] M. Guyon. Cependant, « *certaines mines* [illegible] *prospères malgré la faiblesse* [illegible] *prix* [illegible] *actions du* [illegible] *sous-évaluées dans certaines régions comme l'Australie* », observe-t-il. La moindre remontée des prix de l'or pourrait [illegible] propulser certains titres de [illegible] à [illegible] beaucoup plus [illegible].

[illegible] que [illegible] qui privilégient l'or enregistrent [illegible] plus mauvaises performances. Seuls ceux qui mixtent des titres appartenant au secteur [illegible] l'énergie, celui [illegible] matières premières [illegible] actions de mines d'or comme Energia ou Premior arrivent à tirer leur épingle du jeu.

***Joël Morio***

# L'ampleur du geste de la BCE surprend les marchés

## La Banque centrale européenne a annoncé, jeudi 8 avril, une baisse d'un demi-point de son principal taux directeur, ramené à 2,5 %. Les marchés obligataires du Vieux Continent ont fortement progressé après cette décision, tandis que l'euro a bien résisté face au dollar

**La Banque centrale européenne a annoncé, jeudi 8 avril, une baisse d'un demi-point de son principal taux directeur, ramené de 3 % à 2,5 %. Si de nombreux opérateurs avaient anticipé un assouplissement monétaire, ils n'avaient pas prévu un geste d'une telle ampleur. Commentant la décision, le président de la BCE, Wim Duisenberg, a souligné l'absence de tensions inflationnistes et le raffermissement de la croissance dans la zone euro. Pour certains analystes, la démission d'Oskar Lafontaine a largement contribué à cette décision. Les marchés obligataires européens ont fortement progressé après l'annonce, le rendement de l'emprunt d'Etat français à dix ans revenant sous la barre des 4 %, à 3,94 %. L'euro a bien résisté, les opérateurs considérant que l'assouplissement monétaire stimulera l'activité économique et réduira le décalage conjoncturel avec les Etats-Unis.**

« *APRÈS un examen approfondi des développements monétaires, financiers et économiques, le conseil des gouverneurs a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de la BCE serait ramené à 2,5 %.* » C'est par cette phrase que le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a commencé la conférence de presse qui s'est tenue, jeudi 8 avril, à l'issue de la réunion du conseil.

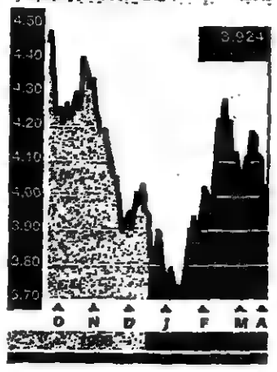
La surprise n'est pas venue de l'assouplissement monétaire lui-même (*Le Monde* du 4-5 avril), mais de son ampleur : les opérateurs prévoyaient plutôt une baisse d'un quart de point. En frappant un grand coup, la BCE n'a pas seulement voulu reprendre les marchés – et leur imposer sa loi – mais aussi désamorcer pour longtemps de nouvelles anticipations de baisse. « *Nous voulions faire un geste aussi convaincant que possible pour que nous croyions qu'une baisse aussi large ne soit interprétée que comme la première étape d'un cycle de baisse des taux* », a expliqué M. Duisenberg, qui a justifié l'assouplissement monétaire par le ralentissement de la croissance en Europe.

« *Dans la zone euro, les perspectives générales se sont dégradées vers la fin de l'année dernière*, a-t-il affirmé. *Si l'on regarde plus en détail l'évolution de l'économie mondiale, les signes positifs que l'on peut discerner sont liés à la croissance remarquablement forte de l'économie américaine, à la reprise graduelle de certains pays asiatiques, et aux signes de stabilisation en Amérique latine. Toutefois, il n'y a aucune preuve décisive d'un renversement de tendance, à l'heure actuelle, de l'économie au Japon.* »

Le patron de la BCE a également mis un terme à l'absence de tensions inflationnistes dans l'Euroland. « *Le conseil des gouverneurs ne considère pas que les tendances monétaires actuelles sont un signal de futures pressions inflationnistes* », a-t-il estimé avant d'ajouter que « *les prix à la consommation ont été en dessous de 2 % pendant plusieurs mois* ».

**Détente des rendements**

TAUX DE L'EMPRUNT D'ÉTAT FRANÇAIS À 10 ANS en %




### « À UNE TRÈS LARGE MAJORITÉ »

Voilà pour les arguments officiels, difficilement contestables. La BCE vient de relever à la baisse ses prévisions de croissance pour 1999 dans la zone euro (de 2,6 % à 2,2 %). Encore ce pronostic apparaît-il plutôt optimiste, compte tenu de la détérioration de la confiance en France, en passe de basculer dans le camp des pays à croissance anémique, où se trouvent déjà l'Allemagne et l'Italie. Quant à l'inflation, personne ne songe sérieusement à ce qu'elle flambe en Europe, ne serait-ce qu'en raison du taux de chômage très élevé (10,5 %) qui met à l'abri de pressions salariales.

Mais sans doute Dominique Strauss-Kahn et consorts ont-ils joué dans les coulisses de la BCE, plus difficiles à admettre publiquement. A commencer par la démission du ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, mi-mars, dont les thèses keynésiennes, les attaques incessantes contre la politique monétaire européenne avaient fini, à Francfort, par exaspérer. Son départ avait représenté un immense soulagement pour les dirigeants monétaires européens, qui s'en étaient à peine cachés.

Nul ne saura jamais comment ont voté les membres du conseil – la BCE ne publie pas de compte-rendu de ses réunions –, mais il y a fort à parier que le président de la Bundesbank, Ernst Tietmeyer, ennemi juré de l'ancien ministre allemand des finances, n'a pas été le dernier à se prononcer en faveur d'une baisse des taux qui constitue, pour M. Lafontaine, une sorte de réhabilitation posthume. M. Duisenberg s'est contenté d'affirmer, jeudi, que la décision avait été prise « *à une très large majorité* ». Reste à savoir qui formait la minorité. Probablement le gouverneur de la Banque d'Irlande, Maurice O'Connell, qui s'était très récemment exprimé contre une baisse de la température dans leur propre pays. Seule certitude : en décidant d'agir avant vigoureusement malgré la faiblesse actuelle de l'euro et les pressions que font peser sur lui-même la guerre en Yougoslavie, le conseil des gouverneurs a démontré qu'il n'est pas obnubilé par le taux de change. Il s'agit là d'une attitude inédite de la part d'autorités monétaires européennes. Peut-être aussi la BCE a-t-elle considéré, contrairement aux économistes anglo-saxons, qu'une baisse des taux est encore le meilleur moyen de renforcer l'euro dans la mesure où elle stimulerait la croissance sur le Vieux Continent et où elle permettra de réduire le décalage conjoncturel avec les Etats-Unis. De fait, l'euro a bondi à la hauteur de sa rémunération, terminant vendredi à 1,08 dollar.

Il faut dès lors espérer que l'initiative de la BCE sera récompensée. Il n'est pas certain, d'abord, que la baisse des taux aura l'impact psychologique positif souhaité. Se trouvait-il beaucoup d'industriels ou de ménages, en Europe, pour considérer que le niveau des taux était un obstacle à l'investissement ou à la consommation ? La décision de la BCE pourrait même, selon certains experts, se révéler contre-productive : elle peut être interprétée comme un signal inquiétant, une confirmation de la détérioration économique sur le Vieux Continent et un indice que l'Europe s'oriente vers un scénario noir à la japonaise.

Rien ne permet d'affirmer enfin que les gouvernements répondront à la BCE de son geste et engageront enfin « *les réformes structurelles convaincantes de l'économie* » réclamées avec force, jeudi, par M. Duisenberg.

*Christophe Vetter*

### *Le conseil des gouverneurs se réunira plus tôt*

**A partir du jeudi 22 avril, le conseil des gouverneurs de la banque centrale européenne (BCE) se réunira le matin et fera connaître ses choix monétaires dès 14 heures, et non plus à 18 h 30. Cet ajustement vise à faciliter le travail des médias qui se plaignaient d'une communication trop tardive. Il permettra aussi de mesurer l'impact des décisions sur les marchés financiers européens et non pas sur les places... des autres continents.**

**Jusqu'à présent, les dix-sept gouverneurs de la BCE, après une rencontre informelle le matin, déjeunaient ensemble au sommet de la tour de la BCE, avant le conseil de l'après-midi. Il avait été prévu d'organiser aussi les rencontres afin d'éviter aux gouverneurs de passer la nuit à Francfort, « loin » de leurs capitales respectives. Le fait d'avoir avancé la conférence de presse, qui suit une réunion sur deux, va donc en obliger certains à arriver la veille.**

# *Marché international des capitaux : l'attrait des taux variables*

**N'ATTENDANT** plus maintenant de nouvelles baisse du loyer de l'argent, les investisseurs se tournent vers les emprunts dont le revenu varie à intervalles réguliers, de quelques mois, en fonction des taux d'intérêt à court terme. Plusieurs opérations de ce genre sont en préparation qui retiennent l'attention. Parmi les emprunteurs français sur le point de se lancer, la banque Natexis a chargé deux établissements financiers, ABN Amro et la Caisse centrale des banques populaires, de diriger pour elle une émission de cinq ans. La Belgique sera également attendue sous peu, mais pour une durée plus courte, trois ans, et un montant d'au moins deux milliards d'euros. Cette affaire devrait être placée sous la conduite de Barclays Bank et de la Deutsche Bank.

Pour ce qui est des opérations récentes à taux fixe, l'Autriche s'est une nouvelle fois distinguée. C'est un emprunteur dont le crédit est aussi apprécié que celui de la France ou de l'Allemagne, mais pour le marché, il a le défaut d'être petit. Les montants qu'il lève sont par la force des choses beaucoup moins élevés que les emprunts étant moins liquides, les investisseurs attendent généralement de lui une rémunération un peu supérieure. Ainsi, pour ce qui est des durées de dix ans, les rendements autrichiens se situaient, vendredi, légèrement au-dessus de la barre des 4 %, alors que ceux des obligations des Trésors français et allemand rapportaient 3,94 % et 3,84 % respectivement.

Cherchant à remédier à la situation, l'Autriche réagit en donnant à son emprunt une publicité aussi importante que possible à chacune de ses nouveaux emprunts, ce qui la conduit à varier les modes d'émission. Les emprunts d'Etat sont pour la plupart émis par voie d'adjudication. Comme c'est la règle européenne et que les noms des enchérisseurs ne sont pas divulgués, on en parle assez peu. L'écho est beaucoup plus large lorsque l'emprunteur confie à une ou plusieurs banques le soin de garantir le placement de son opération. Ce procédé est normalement un peu plus coûteux, car il faut alors rémunérer les investisseurs financiers. Les petits Etats de la zone euro retiennent de temps en temps cette solution qui leur permet de se rappeler au souvenir de la communauté financière. L'Autriche s'en sert plus fréquemment que les autres et il se trouve que, à chaque occasion, elle met en évidence un sujet d'actualité. A la fin du mois de mars, elle avait rappelé, en s'adressant au marché suisse, les projets européens de retenue à la source sur les revenus des placements des capitaux. La question est depuis au cœur des préoccupations des milieux financiers, car le service de la législation fiscale britannique en a débattu ces derniers jours.

La dernière transaction internationale autrichienne a été contractée mardi par l'intermédiaire de la Dresdner Bank. Elle porte sur 1,1 milliard d'euros, pour une durée de cinq ans et demi. Son taux d'intérêt annuel est de 3,4 % et le premier prix de vente des obligations a été arrêté de façon à procurer exactement le même rendement que celui que, théoriquement, pourrait offrir l'Allemagne si ce pays disposait d'un emprunt dont l'échéance serait la même. Cette présentation fait certes justice à la qualité de l'Autriche, mais elle est artificielle. Pour des durées proches de cinq ans (contrairement à celles de dix ans), les emprunts allemands ne sauraient servir de référence. Les titres du Trésor français sont bien plus représentatifs et, mesurée à eux, l'Autriche proposait un supplément d'un peu plus d'une dizaine de points de pourcentage.

Il reste que de telles comparaisons sont hypothétiques. Pour qu'elles soient vraies, il faudrait que les différents pays émettent en même temps, ou presque, des émissions de même durée. On y songe dans d'autres petits Etats de l'Union européenne, où on préférerait se mesurer entre eux. Des propositions ont été faites qui, si elles étaient suivies, pourraient conduire des pays comme l'Irlande, le Portugal ou la Finlande à émettre simultanément des emprunts qui viendraient ensemble à échéance. Le marché gagnerait en transparence et les contribuables pourraient mieux évaluer le coût de leur endettement. Après tout, c'est bien ainsi que procèdent beaucoup d'établissements publics qui modèlent leurs transactions sur celles de leurs Etats respectifs. Un des meilleurs émetteurs allemands, DtA, vient de s'endetter pour 1,5 milliard d'euros, pour une durée de dix ans, en retenant la même date d'échéance que celle des obligations du Trésor de la République fédérale (4 juillet 2009). On attend sous peu une émission de 500 millions d'euros, et de onze ans, des Charbonnages de France dont le jour de remboursement devrait être le 26 avril, soit le plus proche possible d'une échéance traditionnelle du Trésor français. Cette émission sera dirigée par ABN Amro et Paribas.

*Pierre-Antoine Delhommais*

# Beau fixe sur les places boursières internationales

| TOKYO NIKKEI | NEW YORK DOW JONES | PARIS CAC 40 | LONDRES FT 100 | FRANCFORT DAX 30 IBIS |
|---|---|---|---|---|
| + 3,47% | + 3,47% | + 3,15% | + 2,26% | + 4,74% |
| 16 885,63 points | 10 173,84 points | 4 363,14 points | 6 472,80 points | 5 133,82 points |

**LES BOURSIERS**, qui se demandaient il y a encore une semaine s'ils devaient tenir compte ou non de l'aggravation de la situation dans les Balkans, ont depuis quelques jours relégué la crise politique internationale au second plan pour se focaliser sur des données économiques domestiques. Les Bourses européennes se sont ainsi laissé porter en début de semaine par les anticipations de baisse des taux dans la zone euro et en Angleterre, attendant surtout avec impatience la décision finale de la Banque centrale européenne (BCE) à l'issue de son conseil, jeudi 8 avril.

Au début de la semaine, la plupart des marchés d'actions européens ont ainsi été tirés à la hausse par les gains réalisés par les valeurs du secteur bancaire. L'attente d'une amélioration des conditions de refinancement des banques, les espoirs de nouvelles restructurations dans le secteur ont stimulé l'activité sur les actions de la majorité des banques en Europe. Mercredi 7 avril, les titres bancaires ont même réalisé 90 % de la hausse du marché londonnien. D'autre part, les anticipations d'une baisse des taux, qui stimulerait la consommation, a bénéficié en milieu de semaine les valeurs de la distribution. L'action de l'allemand Metro, par exemple, s'était en hausse de 2,1 % sur la seule journée de mercredi.

Bien qu'anticipée, la décision de la BCE d'abaisser ses taux directeurs de 0,50 % a renforcé le dynamisme des marchés boursiers en les surprenant par son ampleur. Revigorée par la perspective d'une amélioration prochaine des résultats des entreprises, la Bourse de Paris franchissait alors, dès les premières minutes de cotations, vendredi 9 avril, son niveau record de 4 388,48 points atteint le 17 juillet 1998. L'accueil chaleureux de l'indice CAC 40 a entraîné dans son sillage la Bourse de Francfort. Modérée à l'ouverture (+ 0,58 %), la progression de l'indice DAX s'est accélérée pour atteindre 2,11 % peu après l'ouverture de Paris. Sur la semaine, l'indice CAC 40 finit ainsi sur une belle progression de 3,15 %, tandis que le DAX s'offre une hausse de 4,74 %.

### ACTUALITÉ BRITANNIQUE

Si en début de semaine, elle avait également profité de l'ambiance de détente des taux en Europe, la Bourse britannique s'est désolidarisée, jeudi 8 avril, des autres marchés d'actions européens, pour tenir compte de sa propre actualité monétaire. La baisse des taux d'intérêt de 0,25 % en Angleterre, décidée par la Banque centrale britannique, quelques heures avant celle de la BCE pour soutenir la croissance, avait été largement anticipée. Et bien qu'il aurait dû contribuer à soutenir le marché des actions par des perspectives de meilleure croissance des entreprises, la Banque d'Angleterre a en fait stoppé net l'orientation positive de la Bourse de Londres. Les opérateurs craignent désormais que le mouvement de baisse des taux ne soit arrivé à son terme. Après huit séances de hausse ininterrompue, l'indice Footsie, baromètre des actions britanniques, a reculé ainsi, jeudi, en baisse de 0,55 %. Cet essoufflement ponctuel n'a pas réussi cependant à inverser la tendance de la semaine, qui reste positive, le Footsie s'adjugeant 2,26 % à 6 472,80 points.

Moteur habituel des actions européennes, le marché américain a également connu une semaine placée sous le signe de l'optimisme. L'indice Dow Jones, qui finit la semaine par un gain de 3,47 % à 10 173,84 points, a réagi très positivement au geste de la BCE. Estimant que les sociétés américaines pourraient augmenter leurs ventes en Europe grâce à l'amélioration de la consommation, les investisseurs ont poussé le Dow Jones sur de nouveaux records, jeudi en clôture, à 10 197,70 points, une hausse qui les a d'ailleurs conduits à s'interroger dès le lendemain sur la vélocité même des marchés américaines. Les gains de Wall Street cette semaine ont ainsi permis d'effacer l'accès de faiblesse dont elle avait été victime, mardi 6 avril, date à laquelle l'indice vedette de la Bourse américaine s'était affaibli de 0,44 %. Ce jour-là, en effet, l'action Gillette avait fait chuter les valeurs américaines de biens de consommation. Le fabricant de rasoirs a inquiété les investisseurs en prévenant, comme l'avait déjà fait précédemment Coca-Cola, que ses bénéfices ne seraient pas aussi bons que ne le prévoyaient les analystes en raison d'un ralentissement de ses ventes en Amérique latine.

Comme Wall Street, les Bourses japonaises étaient également bien orientées sur la semaine. Alors que les opérateurs craignaient une remontée de l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo après la clôture de l'exercice fiscal au Japon fin mars, il n'en a rien été. Le Nikkei s'est même offert le luxe de franchir en séance, vendredi 9 avril, la barre des 17 000 points, grâce à la poursuite des achats des investisseurs étrangers, qui se dirigent vers le marché japonais dans l'espoir d'une reprise économique prochaine du pays.

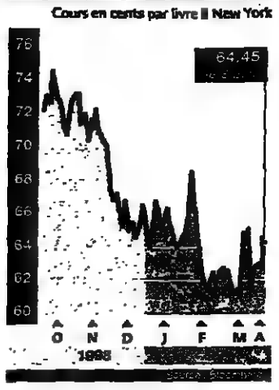
Selon les statistiques de la Bourse de Tokyo, le solde net des investissements non-résidents en mars a atteint un niveau record de 1 851 milliards de yens. L'intérêt manifesté par les opérateurs a permis à l'indice nippon de progresser graduellement chaque jour, pour terminer vendredi à 16 855,63 points, lui offrant une progression de 3,47 % sur la semaine.

*Cécile Prudhomme*

# MATIÈRES PREMIÈRES

## Modeste rebond du cuivre

Cours en cents par livre à New York




**EFFONDRÉ** sous les stocks, déprimé par les prix, surévalué par la production, le cuivre semblait au plus bas. Sur l'écran rouge de ses mines blanches, il a pourtant repris un peu de confiance en l'avenir, notamment en voyant ses réserves fondre : de 291 000 tonnes fin mars, elles sont en effet revenues à 258 475 tonnes. Cependant s'affichant pour le contrat de juillet à 1 424 dollars la tonne sur le marché londonien des métaux, le cuivre n'a pas vraiment les moyens de pavoiser.

En tout début d'année, le marché espérait encore que les cours décolleraient d'un plancher à 1 600 dollars. Mais celui-ci a baissé jusqu'à 1 407 dollars le 30 mars. C'est sans doute pour cette raison que la profession était réservée dans ses pronostics. Pour le courtier britannique Rudolf Wolff, l'incertitude prévaut, au moins dans le court terme. Chez Brandeis, on estime que le manque de confiance dans prix obligera « *le marché à se battre pour dépasser le prochain seuil de résistance* ».

A Santiago du Chili, lors d'une récente conférence sur les mines, le consultant Simon Hunt s'est montré à peine plus gai. Considérant que les choses ne se présentaient pas aussi mal qu'elles le donnaient à penser, il a annoncé une reprise des prix qui durerait deux à trois ans, au terme desquels il faudrait bien se résoudre à les voir baisser. Pour lui, « *le redressement ne durera pas longtemps. L'économie mondiale s'affaiblira autour de 2002 lorsque les Etats-Unis entreront en récession, suivis par l'Europe occidentale. Les marchés du cuivre se détérioreront dans le même mouvement* ».

En attendant ces jours néfastes, il a observé que les pays d'Asie émergeaient enfin de la crise et il s'est même montré confiant dans la reprise au Japon. En Chine, avec un produit intérieur brut en hausse de 7,8 % en 1998, tous les espoirs sont permis. Enfin, le bruit court, qui reste à confirmer, que les Etats-Unis s'apprêteraient à augmenter la taxe imposée sur les exportations de non-ferreux de 18 à 20 %, ce qui réduirait l'offre mondiale. Le marché du cuivre suit encore celui de l'impondérable sur lequel les flux d'investissement finissent de brouiller les esprits.

*Carole Petit*

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

# Jean-André Thomas

## Un pionnier du cœur artificiel

**LE PROFESSEUR** Jean-André Thomas, membre de l'Institut, est mort, mardi [redacted] mars à Paris. Pionnier de [redacted] recherche en matière de perfusion extracorporelle (ou cœur artificiel), le professeur Thomas était, pour reprendre l'expression du professeur Jean-Paul Binet, spécialiste de chirurgie [redacted] diothoracique, *« un esprit universel »*, du type de ceux que la fin du XIX[e] [redacted] le [redacted] du [redacted] vaient former avant [redacted] leur fournir [redacted] moyens de l'expression [redacted] leur talent.

[redacted] le 4 avril 1905 à Besançon (Doubs), docteur [redacted] sciences, docteur en médecine, le professeur Thomas [redacted] chef de laboratoire [redacted] l'Institut Pasteur de Paris, directeur d'un laboratoire de recherches sur [redacted] virus, professeur [redacted] l'université Pierre-et-Marie-Curie [redacted] Paris ; [redacted] membre de [redacted] de médecine – dont [redacted] président en [redacted] – depuis 1960 [redacted] de l'Académie [redacted] sciences, [redacted] la section de biologie animale et végétale, depuis 1972.

### « RESPONSABILITÉ MORALE »

Le professeur Thomas [redacted] notamment conduit [redacted] longues [redacted] patientes recherches dans [redacted] champ [redacted] l'oxygénation du sang [redacted] circuit extracorporel, technique [redacted] coeur artificiel, [redacted] dont [redacted] développements [redacted] indispen[redacted] l'essor [redacted] chirurgie [redacted] diologique moderne. Après être entré en [redacted] comme préparateur à l'Institut Pasteur, il avait commencé [redacted] recherches en 1937, à la même époque que l'Américain Gibbon. Peu de temps auparavant, le Français Alexis Carrel avait obtenu la perfusion de petits organes isolés [redacted] liquides salins, sans pour [redacted] parvenir à une perfusion durable [redacted] ces organes par le [redacted] Travaillant en collaboration, Robert de Vernejoul, [redacted] et Jean-André Thomas parvinrent, il y a cinquante ans, à maintenir un chien en vie après quarante minutes d'asphyxie complète, grâce à une circulation extracorporelle ayant duré au [redacted] quatre-vingt-huit minutes.

*« En matière [redacted] chirurgie intracardiaque, on hésitait [redacted] cette époque héroïque, entre [redacted] voies*, explique le professeur Alain [redacted] (hôpital Broussais, Paris). *[redacted] on s'investissait dans [redacted] circulation extracorporelle, technique qui apparaissait hautement complexe. [redacted] s'orientait vers l'hypothermie profonde [redacted] patient. [redacted] diverses raisons, c'est la première solution qui s'est imposée. »* L'objectif [redacted] semblait [redacted] lement utopique : reproduire le [redacted] sanguin physiologique, de l'ordre [redacted] cinq litres [redacted] par minute, grâce [redacted] un [redacted] artificiel. *« En 1950, [redacted] étions tentés de pratiquer [redacted] première intervention chez l'homme [redacted] un appareil de type IV. [redacted] cas, nous aurions devancé [redacted] chirurgiens américains. [redacted] je m'y suis refusé, au [redacted] de [redacted] responsabilité morale, pensant que notre préparation technique n'était pas [redacted] suffisante »*, expliquait Jean-André Thomas, [redacted] 15 octobre [redacted] devant l'Académie de médecine.

Le professeur Thomas [redacted] mettre [redacted] point, après de nombreux tâtonnements expérimen[redacted] laboratoire [redacted] la rue d'Ulm, un [redacted] *« cœur artificiel [redacted] membrane pulmonaire »* qui fut expérimenté sur l'homme adulte en 1957, en collaboration [redacted] François [redacted] Gaudard d'Allaines et Jean Vaysse (hôpital Broussais), [redacted] « maîtres » [redacted] la chirurgie cardiaque [redacted] l'époque.

Cet appareil permit ainsi, en 1988, [redacted] en France [redacted] la première opération [redacted] chez l'adulte. Une soixantaine d'interventions suivirent [redacted] que l'équipe française pionnière, pour [redacted] raisons matérielles, décide [redacted] disloquer. D'autres, alors, [redacted] Américains notamment, poursuivirent [redacted] recherches qui permettent aujourd'hui aux chirurgiens cardiovasculaires de disposer [redacted] sophistiqués qui remplacent, au bloc opératoire, [redacted] fonctions cardiopulmo[redacted] leurs patients, [redacted] autorisant ainsi [redacted] accomplir quotidiennement [redacted] gestes qui, [redacted] demi-siècle, apparaissaient [redacted] l'ordre [redacted] miracle.

*Jean-Yves [redacted]*

■ **LE GÉNÉRAL IBRAHIM BARÉ MAÏNASSARA**, président du Ni[redacted], né en 1949, [redacted] mort, [redacted] 9 avril, assassiné [redacted] l'aéroport [redacted] Niamey *(lire page 29)*.

■ **LE CARDINAL RAUL SILVA HENRIQUEZ**, archevêque [redacted] Santiago [redacted] à 1983, [redacted] mort, [redacted] dredi [redacted] avril, dans la capitale chilienne. Né [redacted] 27 septembre 1907 [redacted] Talca, [redacted] cardinal [redacted] Henriquez avait pris la [redacted] victimes de la répression [redacted] lendemain du coup d'Etat du général Pinochet [redacted] septembre 1973. Ardent défenseur [redacted] droits de l'homme, il avait fondé le Vicariat de [redacted] solidarité pour accueillir les [redacted] de la [redacted] rassembler des témoi[redacted] sur la répression, [redacted] prêcher la réconciliation [redacted] à la fin [redacted] années [redacted]

■ **FRANÇOIS SERRETTE**, ancien producteur [redacted] Radio-France, [redacted] d'une attaque cérébrale, [redacted] 7 avril, dans un hôpital parisien. Il [redacted] âgé de soixante-douze [redacted] Compositeur, [redacted] de musiques pour [redacted] ballet, comme *Idylle*, [redacted] musiques de scène pour [redacted] pièces pour orgue, pour piano, pour orgue [redacted] orchestre, François Serrette [redacted] dirigé jusqu'à [redacted] retraite le Conservatoire de Bobigny. Il [redacted] producteur à France-Musique à partir de 1964, créant des émissions [redacted] que « Les jeunes Français sont musiciens », « Bilan pour demain », « Jeunes solistes » ou « Domaine privé ». François [redacted] directeur artistique du [redacted] val de Sully-sur-Loire depuis vingt et un ans.

## NOMINATIONS

### SANTÉ

Le conseil [redacted] ministres [redacted] credi 7 avril a nommé [redacted] direc[redacted] de trois agences régionales [redacted] l'hospitalisation : **Catherine Dardé** dans le Languedoc-Roussillon, **Huguette Méléder** en Lorraine [redacted] **Jean-Luc Névache** à la Guadeloupe.

[Née en [redacted] 1949, [redacted] est titulaire d'une maîtrise de droit public et [redacted] de l'Ecole [redacted] de la [redacted] publique. Elle a [redacted] inspectrice dans [redacted] départementales [redacted] l'action [redacted] et [redacted] de la Haute-Vienne, de la Loire-Atlantique et de la Corrèze (1975-1985), puis directrice départementale des af[redacted] et [redacted] du Lot-et-Ga[redacted] (1985-1989), du Gard (1989-1992) et du Rhône (1992-1996). [redacted] régionale [redacted] Midi-Pyrénées.]

[Née [redacted] novembre 1946, Huguette [redacted] der est [redacted] hôpitaux de Bordeaux, titulaire d'un DEA d'administration de la santé et de la sécurité sociale et d'un diplôme de santé publique de l'Ecole nationale de la santé publique. Elle [redacted] été médecin généraliste dans les Côtes-d'Armor (1972-1982), [redacted] actions sanitaires et de liaison en santé scolaire (1983-1985), médecin inspecteur dépar[redacted] (1985-1986), [redacted] départementale des affaires sanitaires et so[redacted] la Guyane (1986-1993), puis de Loire-Atlantique (1993-1996). Depuis décembre 1996, Huguette Méléder était directrice régionale des affaires sanitaires et sociales des Pays de la Loire.]

[Né en octobre 1959, Jean-Luc [redacted] est titulaire d'une maîtrise de droit public et diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble. Attaché [redacted] centrale en 1984, il sera admis au concours pour le [redacted] exceptionnel de sous-préfets en 1988. [redacted] a été notamment chargé de mission au cabinet de Laurent Fabius [redacted] Matignon (1985-1986), puis au secrétariat général du gouvernement (1986-1988), directeur du cabinet du préfet de la région Corse (1988-1990), puis de celui de Saône-et-Loire (1990-[redacted] technique au [redacted] de [redacted] (1992-1993), secrétaire général de [redacted] préfecture des Ardennes (1993-1996), adjoint [redacted] aux [redacted] de défense, [redacted] du pôle social (1996-1997). Depuis [redacted] 1997, Jean-Luc Névache [redacted] technique au [redacted] Richard, ministre de la défense.]

**CARNET DU MONDE**
**TARIFS 99 - TARIF à la ligne**

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS
136 F TTC - 20,73 €
TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,99 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES
[redacted] F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES
*Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 €*
THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €
COLLOQUES - CONFÉRENCES :
*Nous consulter*
☎ 01.42.17.39.80 + 01-42-17-38-42
Fax : 01.42.17.21.36

Les [redacted] capitales grasses sont facturées [redacted] lignes. Les lignes [redacted] obligatoires [redacted]

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

Olga PRUD'HOMME
et Joël [redacted]
ont la joie d'annoncer la naissance de

**Bérénice.**

Paris, le 5 avril 1999.

---

[redacted]

[redacted] arrivé le 29 mars [redacted] pour [redacted] printemps avec ses parents.

Judith Lipietz
et Jean-Jacques Grunspan,
1, boulevard de Courcelles,
75008 Paris.
01-45-22-21-82
grunspan@compuserve.com

---

Patricia et Patrick MAURIN
ont la joie d'annoncer la naissance de leur [redacted]

**Paul.**

**Amélia**
est ravie d'avoir un petit frère.

384, rue de Cepoy,
45200 Paucourt.

### Anniversaires de naissance

**Christian,**

11 avril 1949-11 avril 1999.

Cinq décennies !

Encore [redacted] pour parcourir [redacted] Monde !

Jacqueline, Baptiste, Grégoire et Antonin.

---

**Greg DUP'S.**

Tu as vingt-cinq ans.

Merci pour ces années et bon vent.

François, Jacq, Gwé, Dim.

---

– Bon anniversaire,

[redacted]

Quarante ans.

Tout l'amour des tiens.
Une belle vie heureuse et digne.

### Fiançailles

– Lille. Tourcoing. Herlies. Nouméa.

**Fanny VERHULST**
**et**
**Stéphane FRIED**

ont la joie (aérienne !) d'annoncer leurs fiançailles, le 11 avril 1999, à Herlies.

### Anniversaires de mariage

**Léa et Henri.**

[redacted] l'occasion de votre cinquantième anniversaire de mariage, pour tous ces printemps,

Vos enfants et petits-enfants vous félicitent et vous embrassent très fort.

### Décès

– M[me] Suzanne Legros,
son épouse,
Marie-Françoise Peres-Alves,
Marie-Hélène Legros,
ses filles,
Aurélia et Alice Peres-Alves,
ses petites-filles,
Ainsi que toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Jacques LEGROS,**

survenu le 2 avril [redacted]

La [redacted]émonie religieuse a eu lieu le 7 avril, [redacted] Dun-sur-Auron, en Berry.

---

*L'ennemi était chez moi,*
*on m'a dit résigne-toi,*
*mais je n'ai pas pu...*

[redacted]
[redacted] épouse,
Jean-Pierre [redacted] Yveline [redacted]
Françoise et Jean Kauffmann,
Christian Kelche et Martine Wonner,
François Igersheim,
ses fils, filles, gendres, belles-filles,
Stéphane et Marie-Liesse, Herrade, Claire et Marion, Vincent, Mathias et Clémence, Violaine, Sibylle,
ses petits-enfants,
Maurice Joly,
son beau-frère,
Jeanne Erhard,
sa belle-sœur,
Et [redacted] familles apparentées,
ont la douleur de faire part du décès de

**[redacted] KELCHE,**
colonel en retraite,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
réseau Sabot-Gallia-Reims,
responsable sous-secteur Mâcon,
croix de guerre 1939-1945,
croix de guerre belge,

survenu le 7 avril [redacted] à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les [redacted] mercredi 14 avril, [redacted] 15 heures, en l'église [redacted] Gerbéviller (Meurthe-et-[redacted]).

3, rue du [redacted]
67203 [redacted]

---

– M[me] [redacted] Laignel-Lavastine,
[redacted] épouse,
Mouni, Serge, Olivier, [redacted] Catherine,
ses enfants,
[redacted] petits-enfants [redacted] arrière-petits-enfants,
Toute la famille,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Philippe LAIGNEL-LAVASTINE,**

survenu [redacted] quatre-vingt-onzième année, [redacted] jeudi [redacted] avril [redacted]

[redacted] messe [redacted] mardi 13 avril, [redacted] 14 h 30, [redacted] Saint-Augustin, Paris-8[e], suivie de l'[redacted] au cimetière du Montparnasse.

58, rue Saint-André-des-Arts,
75006 [redacted]

---

– M[me] Jean-Jacques Legrain,
son épouse,
Arnaud Legrain,
son fils,
Gaxuxa Bourdé,
sa belle-fille,
Simon et Thomas,
ses petits-fils,
M. et M[me] Philippe Legrain,
son frère et sa belle-sœur,
Parents et alliés,
[redacted] la profonde tristesse de faire part du [redacted] de

**Jean-Jacques [redacted],**

[redacted] le 31 [redacted] 1999.

Conformément à la volonté du défunt, l'incinération a eu lieu le 3 avril dans la plus stricte intimité.

Un service religieux [redacted] intention le mardi 13 avril, à 11 [redacted] en la chapelle Sainte-Thérèse, paroisse [redacted] Honoré d'Eylau, 71, rue [redacted]re, Paris-16[e].

Cet avis [redacted] lieu [redacted] faire-part.

---

**Patricia MAC-DONALD,**
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite,
médaillée de la Reconnaissance française,
médaillée d'honneur
des affaires étrangères,
membre de l'[redacted]
des Français libres,
ancienne attachée de presse
[redacted] l'ambassade de France à Londres,

est décédée à Paris, le 8 avril 1999, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-André de l'Europe, 24 *bis*, rue de Saint-Pétersbourg, Paris-8[e].

### Anniversaires de décès

**Andreï.**

un an déjà.

Et nous sommes toujours là, pour témoigner de toi.

---

– Il y a [redacted] disparaissait

**Sauveur COHEN.**

---

– *Cela fait cinq ans.*

[redacted] amis, proches.

**Dominique.**

---

– Ce 11 avril 1999
est le vingt-sixième anniversaire [redacted] départ [redacted]

**Aron LANGBORT,**
ingénieur chimiste ENSCT.

Que ceux qui l'ont connu se souviennent !

---

– M[me] Pakravan,
sa [redacted]
Et sa famille,
rappellent à votre souvenir le

**général Hassan PAKRAVAN,**
ancien ambassadeur d'Iran à Paris,
grand-croix de la Légion [redacted] honneur,

mort pour son pays il y a vingt ans.

Saïdeh Pakravan,
PO Box 703,
Falls Church VA,
22046 USA.

### Remerciements

– Paule Schneersohn et ses enfants remercient tous ceux qui se sont associés [redacted] leur deuil par leur présence et leurs témoignages de sympathie et d'affection à la suite du décès de

**Oscar.**

Un service religieux sera célébré le mercredi 14 avril 1999, [redacted] 19 heures, à la synagogue de la rue Chasseloup-Laubat, Paris-15[e].

### Conférences

**Jeudi 15 avril 1999, [redacted] 19 h 30**

Conférence sur :
« La résistance spirituelle
pendant la Shoah »
autour du livre
*Du fond de l'abîme,*
*Journal du Ghetto de Varsovie*
d'Hillel SEIDMAN,
coédité par Plon et le CDJC

avec le Grand Rabbin R.S. SIRAT,
Georges [redacted]
Nathan et Micheline WEINSTOCK...

CDJC – 17, rue Geoffroy-l'Asnier
75004 PARIS
Tél. : 01-42-77-44-72
Fax : 01-48-87-12-50

---

**La conférence**
**Les élections israéliennes**
**L'actualité et les enjeux stratégiques de [redacted] région.** Avec [redacted] Adl[redacted] directeur éditorial de *Courrier inte[redacted]* [redacted] au *Monde* ; David Fouchs, secrétaire général du *Cercle Bernard Lazare*, Michel Gurfinkiel, directeur du comité éditorial de *Valeurs actuelles*, Alain Keller, *Avoda*, Jacques Kupfer, président du *Likoud de France*. Débat animé par Emmanuel Kessler, B.F.M. Résidence internationale de Paris, 44, rue Louis-Lumière, 75020 Paris.
PAF : 50 F.
Mardi 13 avril, à 20 h 30.

### Débats

Les [redacted] de Mai - [redacted] 213
75226 Paris Cedex 05.
Présidence : Edwige Avice.
Site web : http://www.ateliersdemai.asso.fr

Les Ateliers de Mai invitent à un débat public sur les trente-cinq heures, le jeudi 15 avril 1999, de 19 heures à 21 heures, à la mairie du 3[e] arrondissement [redacted] République), [redacted] Jean-Yves Boulin, charg[redacted] recherches au CNRS, Jean Le Gac, DRH, [redacted] Maryse Huet, syndicaliste.

Une dynamique [redacted] en marche, ne restez pas à l'écart, apportez vos idées.

**Le Monde**
A LA TÉLÉVISION ET A LA RADIO

**Le Monde des idées**
LCI
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 0 h 10
Le lundi à [redacted] 10 et à 14 h 10

■

**Le Grand Jury**
RTL-LCI
Le dimanche à 18 h 30

■

**Le Grand Débat**
FRANCE-CULTURE
Les [redacted] et 4[e] lundis de chaque mois [redacted] 21 heures

■

**À la « une » du *Monde***
RFI
Du lundi [redacted] vendredi
à 12 h 45 et 0 h 10 (heures de Paris)

■

**La « une » du *Monde***
BFM
Du lundi au vendredi
[redacted] 06, 15 h 03, 17 h 40
Le samedi
13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

**3615 LEMONDE**

Tous les
résultats du bac 98,
le classement
des lycées
et les informations
sur les différentes filières

**Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F** [redacted]

Bulletin à [redacted] relevé [redacted] bancaire ou postal à :
*LE MONDE*, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

**Oui,** je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

☐ M. ☐ Mme  Prénom : .................................... Nom : ....................................
[redacted] : ....................................
Code postal : |_|_|_|_|_|  Localité : ....................................
[redacted] jusqu'au 31/12/99 en [redacted] pour un abonnement postal.  801MQPA1

**Autorisation de [redacted]**

J'autorise l'établissement tireur [redacted] compte à effectuer sur ce [redacted] prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement [redacted] tout moment.

Date : ....................................

Signature :

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : *LE MONDE*
21 bis, rue [redacted] 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU [redacted] À DÉBITER
Nom ....................................
Prénom ....................................
N° ....... rue ....................................
Code postal |_|_|_|_|_| Ville ....................................

[redacted] ET [redacted] DE L'ÉTABLISSEMENT
DU [redacted] DÉBITER *(votre banque, CCP ou [redacted] d'épargne)*
....................................
N° ....... rue ....................................
Code postal |_|_|_|_|_| Ville ....................................

DÉSIGNATION DU COMPTE [redacted] DÉBITER
Code Établissement | Code Guichet | N° de compte | Clé RIB

**IMPORTANT** : merci de joindre un [redacted] d'identité bancaire ou postal, [redacted] votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

**Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, [redacted] d'abonnement, [redacted]**
**Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.**
**Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99F TTC/min)**

"Le Monde" (USPS-0009729) is published daily for $ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Clau[redacted] 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129191518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : [redacted]

هكذا من الأصل

SPORTS

En Seine

L'US Montfermeil
les boucs é

# AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AVRIL 1999

**SPORTS** Les autorités du football ont décidé, vendredi 9 avril, de maintenir le gel des compétitions organisées en Seine-Saint-Denis, jusqu'à nouvel ordre, qui avait été décrété le 3 avril après les incidents qui avaient impliqué simultanément les clubs de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil. ● LA DÉGRADATION DU CLIMAT sur et autour des terrains du département depuis plusieurs mois ont décidé les responsables du district à parer au plus pressé. ● TOUS LES ACTEURS réfléchissent aux solutions – fusion de clubs, multiplication des activités [illegible] dehors des rencontres, soutien scolaire aux jeunes joueurs… ● LES RESPONSABLES DE L'US MONTFERMEIL, qui ne cachent pas les difficultés auxquelles leur club, implanté dans la cité des Bosquets, doit faire face mais refusent d'être désignés comme seuls fauteurs de troubles. ● LA SUSPENSION DES MATCHES concerne 273 clubs représentant quelque 30 000 licenciés.

# En Seine-Saint-Denis, le football n'a plus droit de cité

## Face à la montée de la violence autour des terrains, les dirigeants des clubs du département ont confirmé la décision prise il y [illegible] dix jours par le district de football du 93 : la suspension des matches, dans toutes les catégories d'âge, et jusqu'à nouvel ordre

**SITE D'ACCUEIL** de la dernière Coupe du monde, la Seine-Saint-Denis est malade de son football. Neuf mois après le titre remporté par les Bleus dans l'écrin étincelant du Stade de France, le district du département 93 a confirmé, vendredi 9 avril, lors d'une réunion de consultation réunissant 90 des 271 clubs affiliés, sa décision de suspendre tous ses matches, dans toutes les catégories d'âge, et jusqu'à nouvel ordre.

Un coup [illegible] dans un [illegible] de Clichy-sous-Bois, le 28 mars, [illegible] une bagarre générale à Montfermeil, le même jour, ont eu raison des dernières certitudes [illegible] dirigeants bénévoles [illegible] Seine-[illegible]. La [illegible] la violence dans [illegible] autour [illegible] un phénomène qui n'en finit pas d'inquiéter les rangs du football amateur.

Pour [illegible] une idée [illegible] quantité [illegible] qui surviennent chaque week-end, il suffit de feuilleter les pages, de plus en plus nombreuses, consacrées [illegible] sujet par le magazine *Foot* édité par chaque district d'Ile-de-France. « *Dans le 93, la commission de discipline* [illegible] *réunit tous* [illegible]*. Il y a* [illegible] *d'affaires à traiter que lorsque* [illegible] *convoqué à* [illegible] *heures vous passez vers 22 heures* », [illegible] un entraîneur de club.

### HAINES RECUITES

L'examen de [illegible] montre l'émergence d'un nouveau paramètre : le rajeunissement très net de l'âge des joueurs impliqués dans des faits de violence. « *Il y a dix ans, les problèmes* [illegible] *uniquement des juniors. Mais on sentait que les petits allaient bientôt être concernés. Les moins de 17 ans ont commencé à s'y mettre. Puis les moins de 15. Aujourd'hui, on voit des gosses nés en 1985 ou 1986 péter les plombs pendant les rencontres* », indique Philippe Delpech, un éducateur ayant roulé sa bosse [illegible] de nombreux clubs du département.

[illegible] brutalité circonscrite aux lignes blanches des terrains, les responsables du football banlieusard s'en satisferaient bon an mal an, s'il n'y avait qu'elle. Une « autre » violence se propage [illegible] au-delà de la main [illegible]rante.

En février 1995, un jeune spectateur avait été tué d'un coup de fusil devant un stade [illegible] Drancy. Le meurtrier avait expliqué avoir tiré parce qu'il avait été humilié par des joueurs de l'équipe à laquelle la victime était liée. Quatre ans plus tard, un triste palmarès d'incidents peut être dressé. Différents scéna[illegible] existent. [illegible] que [illegible] dirigeants [illegible] club redoutent le plus repose sur une rivalité préexistante entre jeunes de quartiers différents. En 1997, les responsables de l'Espérance d'Aulnay-sous-Bois, club [illegible] au cœur de [illegible] 3 000, [illegible] ainsi « remonté [illegible] fil » après que [illegible] de leurs [illegible] aient été blessés par des balles [illegible] 9 mm à l'issue d'un match. « [illegible] *avons appris qu'il y avait un antécédent qui* [illegible] *pendant* [illegible] *émission* [illegible] *sur M 6, plusieurs mois auparavant* », éclairent-ils. Haines recuites, antagonismes entre bandes, prolongements d'« embrouilles » [illegible] la [illegible] du lycée… Certains témoignages parlent [illegible] lapidés et d'em[illegible] au premier feu rouge. D'autres évoquent des envahissements de terrain avec des battes de base-ball. Est racontée l'histoire de cet adolescent qui, vexé d'avoir été expulsé par l'arbitre, prit son téléphone portable pour demander aux copains de rappliquer avec les pittbulls. Un [illegible] se [illegible] d'avoir vu un couteau à cran d'arrêt glissé sous un protège-tibia.

Prise de court par le phénomène, la Ligue de Paris-Ile-de-France décidait, en 1997, de frapper un grand coup : modifier le challenge Mara[illegible] [illegible] lendemain [illegible] la [illegible] guerre mondiale, ce championnat [illegible] aux jeunes [illegible] pour particularité de faire s'affronter [illegible] clubs via trois catégories d'âge. Les moins [illegible] 13 ans, [illegible] moins de 15 ans [illegible] 17 ans rencontraient ainsi leurs homologues d'un autre club durant le même après-midi, ce qui était bien là le problème : dans l'attente [illegible] disputer leur rencontre, les adolescents tournaient en rond, se chambraient entre eux, et la [illegible] ne demandait qu'à dégénérer. Le nou[illegible] Maratrat sépare désormais [illegible] d'âge.

### OPÉRATIONS DE PRÉVENTION

Parallèlement, certains [illegible] s'attaquer [illegible] front [illegible] problème. L'Olympique [illegible] Noisy-le-Sec, dont l'équipe première [illegible] lue en National (ex-D3), a inauguré la voie. Des opérations [illegible] prévention, [illegible] formation, [illegible] socioculturelles [illegible] orga[illegible] a fait [illegible] chemin, [illegible] plus en plus de clubs mettent sur pied [illegible] soutien scolaire [illegible] perma[illegible] (impôts, [illegible] sociale…) pour les parents. De leur côté, [illegible] municipalités commencent à avancer [illegible] solutions. Plusieurs ont en [illegible] fait fusionner [illegible] entre eux. [illegible] de La Courneuve, du Tremblay, du Blanc-Mesnil n'ont plus qu'une seule association sportive chacune [illegible] qu'elles en possédaient une par quartier. L'avantage est [illegible] : ces « grands [illegible] » étant [illegible] plusieurs centaines de licenciés, il [illegible] plus facile [illegible] mettre à disposition [illegible] éducateurs à plein temps.

[illegible] question fondamentale de l'encadrement fut au [illegible] des discussions que les responsables du football régional ont [illegible] le ministère [illegible] la jeunesse [illegible] sports, le 7 avril. Marcel Bourdin, le président [illegible] district, [illegible] Marie-George Buffet la création [illegible] emplois-jeunes. Vendredi, il obtenu du préfet [illegible] Seine-Saint-Denis, Bertrand Boucault, la [illegible] d'un numéro [illegible] dirigeants de club. [illegible] un match [illegible] mal, une intervention poli[illegible] rapide – moins d'un quart [illegible] – [illegible].

*Frédéric Potet*

# L'US Montfermeil ne veut pas jouer les boucs émissaires

**ET LA COLÈRE** a éclaté. Dans le petit local de l'US Montfermeil, elle a grossi doucement, [illegible] des paroles qui se voulaient d'apaisement [illegible] d'explication. Puis elle a explosé, [illegible] les jeunes et leur encadrement. Devant la vitrine où sont rangées des dizaines de coupes, chacun entendait porter témoignage, dire l'injustice d'être ainsi cloué [illegible] pilori comme un club plus indigne qu'un autre du football.

Un joueur montre une profonde cicatrice de plusieurs centimètres dans le creux de la main : sur un terrain, un gardien de but adverse avait [illegible] un cutter dans [illegible] chaussette. Un dirigeant raconte comment son [illegible] a été accueilli par des battes de baseball et des gaz lacrymogènes [illegible] d'un déplacement. Un autre se souvient de la fois où [illegible] voitures ont été détruites. La litanie [illegible] fin de ces violences, de ces [illegible] encore isolés, mais qui instillent la peur dans [illegible] esprits.

Alors [illegible] raz-le-bol s'exprime, notamment envers les instances [illegible] football, dont les dirigeants, estime-t-on ici, ne savent que [illegible] sans chercher [illegible] proposer une aide ou des solutions. Le responsable des « moins de 15 ans » crie haut et fort qu'il arrêtera [illegible] la [illegible] de la saison, qu'on ne l'y reprendra plus, à ce [illegible] qui ne débouche que sur l'ingratitude. C'est bien trop pour [illegible] 900 francs de [illegible] qui lui payent à peine l'essence. Faute [illegible], l'équipe des « moins de 13 [illegible] » [illegible] par un jeune qui n'en a pas [illegible].

Gabriel Azagoury, président du [illegible] de Seine-Saint-Denis, [illegible] amer que [illegible] troupes. [illegible] 21 ans que « Gaby » s'use 20 heures par semaine sur le [illegible] Henri-Vidal. Il a affiché sur la porte du local l'annonce de la suspension [illegible] matches [illegible] tout [illegible] district [illegible] Seine-Saint-Denis, jusqu'à nouvel ordre. « *Pourquoi punir* [illegible] *gamins qui n'ont rien fait ?*, demande-t-il. [illegible] *ces mômes, que vont-ils faire* [illegible] *week-end ? On* [illegible] *simplement un peu plus.* » Il [illegible] son club sur la sellette : lors de la réunion extraordinaire du district de Seine-Saint-Denis, vendredi 9 avril, [illegible] ont milité pour l'exclusion de l'US Montfermeil, dont [illegible] dirigeants ont [illegible] vivement interpellés par les autres participants.

[illegible] incidents, [illegible] président ne les nie pas. « *Tout n'est pas rose* », dit-il. Les joueurs ne dissimulent [illegible] leur part de responsabilité dans certaines échauffourées. « *Nous* [illegible] *saints*, dit l'un d'eux. *Quand l'un de nous* [illegible] *fait attaquer, les autres répondent.* » [illegible] ici, ce qu'on refuse, c'est l'a priori, le [illegible] bouc émissaire qu'on [illegible] faire jouer [illegible] club. Quand France 2 attribue par [illegible] à l'US Montfermeil un incident qui [illegible] déroulé sur un [illegible] stade, chacun se [illegible] conforter dans l'idée d'être mal aimé. La saison [illegible], de nombreuses [illegible] ont refusé de se déplacer [illegible] Henri-Vidal, notamment dans les matches de jeunes, [illegible] plus problématiques. Ici, [illegible] ressent [illegible] comme [illegible] l'ostracisme, voire du racisme.

### « ANTAGONISMES DES CITÉS »

Marcel Bourdin, le président du district, parle d'un « *climat d'intimidation, de* [illegible] », [illegible] « *jets* [illegible] *pierres depuis* [illegible] *tribunes* », d'« [illegible] *perturbateurs* » [illegible] Montfermeil. Il parle surtout [illegible] « *antagonismes* [illegible] *cités* [illegible] *le football* [illegible] *conséquences* ». [illegible] Azagoury [illegible] rejoint sur ce point. « *On mélange tout,* [illegible] *club et l'extérieur* », s'insurge-t-il.

Le [illegible] Henri-Vidal [illegible] correspond [illegible] cliché du terrain pouilleux [illegible] banlieue. La pelouse [illegible] une [illegible] plus [illegible] du département. Le complexe sportif [illegible] sur plusieurs [illegible]. Il compte également un gymnase, plusieurs terrains de tennis, un restaurant, un centre d'équitation et une [illegible] tir à l'arc. Les signes de dégradations ne semblent pas plus nombreux qu'ailleurs et les tags sont inexistants.

Mais l'infrastructure est bâtie [illegible] milieu [illegible] cité [illegible] Bosquets, qui aligne ses barres impersonnelles [illegible] délabrées à l'aplomb [illegible] terrains. Huit mille habitants, près du [illegible] la population [illegible] Montfermeil, s'empilent sur dix étages [illegible] recoin oublié [illegible] la ville. Le stade est [illegible] seul lieu social. « *C'est une* [illegible] *plus importantes dans* [illegible] *quartier*, reconnaît Hervé Le Pouriel, adjoint aux sports [illegible] la mairie. *Supprimer* [illegible] *foot, c'est supprimer une soupape* [illegible] *une zone parti*[illegible]. »

L'US Montfermeil [illegible] un point d'ancrage important dans la cité. « *Nous essayons de canaliser l'énergie* [illegible] *jeunes, de leur enseigner la politesse, la discipline, le règlement* [illegible] *respecter*, estime Mohammed Chouachi, un des édu[illegible]. *Ailleurs,* [illegible] *la cité, c'est une autre mentalité, tout* [illegible] *sans contrainte.* »

[illegible] club compte 300 licenciés.

Au [illegible] saison, [illegible] président Azagoury [illegible] refuser [illegible] candidatures. Effet de la Coupe du monde, conséquence [illegible] l'ar[illegible] du [illegible] de Clichy-sous-Bois, définitivement miné par les mêmes problèmes que connaît actuellement [illegible] Montfermeil. « [illegible] *je n'ai* [illegible] *douze éducateurs, un par équipe* », précise le président. Il en faudrait [illegible] double, et les trois emplois-jeunes qu'a [illegible] le [illegible] ne suffiront [illegible] le problème. « [illegible] *faisons plus de* [illegible] *de sport* », estime-t-il, sans [illegible] à apitoyer. « [illegible] *n'est pas* [illegible] *majorité des* [illegible] *je vois des choses qui me font mal* », dit-il simplement.

*Benoît Hopquin*

# Les maires du département divisés

**UNE DÉCISION** désastreuse pour l'image du département. [illegible] élus [illegible] Seine-Saint-Denis sont unanimes pour déplorer l'impact négatif provoqué par l'annulation des matches de football dans leur district. « [illegible] *fois* [illegible] *plus, nous sommes montrés du doigt pour une* [illegible] *qui* [illegible] *spécifique*, [illegible] Bruno Le Roux, maire [illegible] d'Epinay-sur-Seine. *Regardez, il se passe* [illegible] *même chose* [illegible] *départements* [illegible] *d'Ile-de-France,* [illegible] *autour de certains stades de rugby dans* [illegible] *Sud-Ouest.* »

Bruno Le Roux est pourtant un des rares maires du département à justifier la décision prise la semaine [illegible]. « *L'ambiance* [illegible] *tout à fait détestable sur, et* [illegible] *beaucoup de* [illegible], dit-il. *Il fallait mettre, de toute urgence, tous les acteurs du football du département autour* [illegible] *table. C'est* [illegible] *qui a été fait très rapidement par la* [illegible] *de la jeunesse et des sports.* »

En revanche, Patrick Braouezec, le maire (PC) [illegible] Saint-Denis, estime que la méthode choisie [illegible] la [illegible]. « *S'il y avait une* [illegible] *à régler des problèmes, qui existaient* [illegible] *depuis bien longtemps, il aurait été plus opportun de réunir d'abord les autorités sportives,* [illegible] *maires et le préfet pour voir* [illegible] *que, chacun* [illegible] *côté, pouvait faire.* » Patrick Braouezec regrette que [illegible] l'impression de « *prendre en otage* » les dirigeants et les bénévoles « *qui font* [illegible] *leur côté tout ce qu'ils peuvent pour que tout se passe bien sur les stades* ».

### FAIR-PLAY ET RESPECT DE L'AUTRE

Pour Gilles Poux, maire (PC) de La Courneuve, l'annulation [illegible] matches « *donne raison* [illegible] *éléments* [illegible] *plus violents, qui* [illegible] *ultraminoritaires* ». « *D'autant*, ajoute-t-il, *que,* [illegible] *ce* [illegible] *cette décision pourrait laisser* [illegible] *la* [illegible] *pouvait s'améliorer, comme ici à La Courneuve, grâce à un gros travail éducatif sur le fair-play et sur le respect* [illegible]*. Et puis, nous n'avions pas* [illegible] *à réprimer* [illegible] *le comportement* [illegible] *ceux qui voulaient enfreindre* [illegible] *règles* [illegible]. » C'est d'ailleurs une [illegible] de La Courneuve qui avait remporté le trophée du fair-play, à l'issue du tournoi de football inter-quartiers organisé pendant la Coupe du monde qui avait [illegible] tant d'espoirs. « [illegible] *qui régnait partout* [illegible] *le département l'été* [illegible] *grâce au football* », explique Bruno Le Roux.

*Christophe de Chenay*

هكذا من الأصل

# Giovanni Soldini souhaite être le premier à Charleston

## Au départ de la dernière étape de la Course autour du monde en solitaire, le sauveteur d'Isabelle Autissier se déclare confiant

**Les deux navigateurs rescapés de la classe I (monocoques de 50 à 60 pieds), Giovanni Soldini et Marc Thiercelin, sur sept au départ de la Course autour du monde en solitaire en septembre 1998, devraient naviguer pendant vingtaine de jours pour parcourir les 4 300 milles qui séparent la station balnéaire uruguayenne de Charleston (Caroline du Sud). En classe II (monocoques de pieds), le Français Jean-Pierre Mouligné *(Cray Valley)* remporter sa quatrième victoire d'étape et décrocher ainsi le grand chelem. Bien que deuxième au classement général à un peu plus de dix jours de Soldini et avec un jour et demi d'avance sur Thiercelin, le navigateur ne veut pas mettre en péril finale pour terminer devant son compatriote de la classe I. L'Anglais Mike Garside, sur *Magellan Alpha*, ne semble pas en mesure de l'inquiéter, même si dans cette épreuve tout pronostic s'avère délicat.**

**LA MER** enfin. tous les navigateurs qui doivent quitter Punta del Este, 11 avril, pour la quatrième et dernière étape de l'Around Alone, Giovanni Soldini est peut-être le plus pressé de retrouver les flots. Si tout bien, dans trois semaines, il à Charleston le vainqueur de cette autour du monde à la voile en solitaire et en escale dont il gagné deux étapes Auckland et à Punta del Este. Mais surtout, en mer, le vent et les flots ne s'embarrasseront pas des oripeaux d'homme public ne lui laisseront que vie de marin.

Giovanni Soldini était arrivé en héros de la troisième étape Punta del Este, mercredi 3 mars, dans une chaleureuse ambiance. En chemin, le skipper italien de *Fila* avait repêché Isabelle Autissier, qui avait chaviré (*Le Monde* du 18 février). De la ville uruguayenne au reste du monde surtout dans son pays, était devenu l'homme qui avait bravé beaucoup pour aller chercher un marin en perdition, l'homme qui avait sauvé une amie.

L'histoire est belle. Celle d'un homme qui perdu son meilleur ami co-concepteur de son voilier *Fila*, Andrea Romanelli, en mer et qui repris une vie à l'océan. Malgré la tourmente il avait annoncé qu'il ne quitterait pas les lieux où devait dériver Isabelle Autissier avant de l'avoir trouvée. Via internet et les vacations radio, il avait raconté la vision de la coque retournée, le marteau lancé sur celle-ci, le visage d'Isabelle, la montée à bord, l'émotion absolue, le verre de vin et le parmesan. jolie merveilleuse, les conversations ou les silences de cette solidarité en mer plus forte que tout puisqu'une vie était sauvée.

Arrivé le 3 mars, à Punta del Este, Giovanni Soldini a déposé passagère à Paris quelques jours plus tard. Ses pieds nus dans Dockside, petite carcasse enveloppée dans une laine polaire rouge, il avait les yeux brillants, l'émotion était encore énorme. Isabelle n'avait pris la parole que pour remercier pour dire : « *C'est une charge monstrueuse pour quelqu'un qui a la responsabilité de la vie de quelqu'un sur les épaules.* »

### « C'ÉTAIT MON DEVOIR »

Depuis, le navigateur italien n'a cessé de répéter qu'il n'était pas un héros. « *S'il vous plaît, ne l'écrivez plus*, a-t-il supplié. *C'était mon devoir, la première loi de la mer, c'est d'aller chercher quelqu'un, la course est un jeu, et parfois la mer nous dit : "Il faut arrêter de jouer. La mer, elle te dit que tu tout petit."* » Il aussi lancé : « *Les moments de crise sont des moments où l'on grandit beaucoup.* » Ou encore : « *Oui, sauver Isabelle était un moment fantastique, mais c'est surtout ce qui s'est passé avril qui a changé ma vie.* » Il a toujours une pensée pour Andrea. « *qui ne peut pas être là* ».

Il est reparti en Italie. Le temps de se rendre compte que pays qui l'avait découvert lors de victoire dans la deuxième étape à Auckland, janvier, l'avait définitivement adopté en héros à Punta del Este. Une publicité télévisée de Telekom Italia, l'un de ses partenaires, dû faire le nécessaire pour les derniers irréductibles qui connaissaient pas Gio. Fila, sponsor principal, évidemment ravi de la situation. C'est la première fois que le fabricant de vêtements investissait de l'argent dans la voile, et les retombées significatives. Le pays, déjà intéressé par l'aventure du italien *Prada*, qui prépare à la prochaine Coupe de l'America, s'est passionné pour cet homme isolé mais perdu au milieu des océans qui les a bravés, en cueillant une naufragée au passage.

REUTERS

*Giovanni Soldini était arrivé en héros de la troisième étape à Punta del Este, mercredi*

De cet homme de trente-deux ans, l'Italie beaucoup. La jeunesse à Milan dont il s'est échappé. « *parce que ce n'était un endroit sympathique* », a-t-il expliqué. Cette passion pour la mer contractée depuis longtemps, et cette première traversée de l'océan Atlantique à dix-sept ans. Les Italiens ont aussi découvert le perfectionnisme de cette personnalité rigoureuse animée par une volonté de fer qui toujours su protéger sa vie de famille avec sa femme, Elena, et sa fille, Martina. Ils ont également mesuré la passion de l'homme pour la en solitaire « *parce qu'en course solo n'a pas le temps de penser, le temps vole.* », comme l'explique volontiers.

Son histoire de navigateur commence modestie. « *Je travaillais des bateaux de et, un jour, j'ai rencontré ce type qui avait trois bateaux dont un de course*, raconte-t-il. *J'ai commencé à courir pour lui et je l'ai convaincu d'acheter un bateau pour faire le BOC Challenge* (l'ex-Around Alone). » Le monocoque était un Open 50, un classe II 50 pieds. Giovanni s'était montré à la hauteur la compétition en terminant deuxième de sa classe sur le BOC 1994-1995.

Maintenant, dans cette quatrième étape de course du monde à la voile, Giovanni voudrait « *une belle étape* ». Son monocoque a été révisé, il n'avait pas trop de étape, si ce ne sont les voiles, dont certaines ont été changées. Il ira vite, sans doute, son mât aile rotatif sa quille basculante, sa coque Finot-Conq profilée de la dernière génération. « *On ne se rend même pas compte, le bateau tout seul*, affirme-t-il. *Mais je n'ai jamais essayé de la pousser et de me faire peur.* »

Le pont est bombé pour pouvoir revenir en cas de chavirage : « *C'est bien de pouvoir rentrer à la maison.* » Comme tout marin, il craint le démâtage, cette mésaventure arrivée à Marc Thiercelin alors qu'il était en tête de la troisième étape. Alors Giovanni navigue avec un mât... de rechange, une sorte de Meccano qui, une fois monté, 10 mètres (pour environ 24 mètres pour un normal) et pèse kilos les voiles. Giovanni Soldini veut perdre le moins de temps possible en mer, face à ses concurrents, sur la vie.

### Le classement

À la veille du départ de la quatrième et dernière etape, entre Punta del Este (Uru) et Charleston (Etats-Unis), le classement général de la course autour du monde en solitaire avec escales s'établissait ainsi :

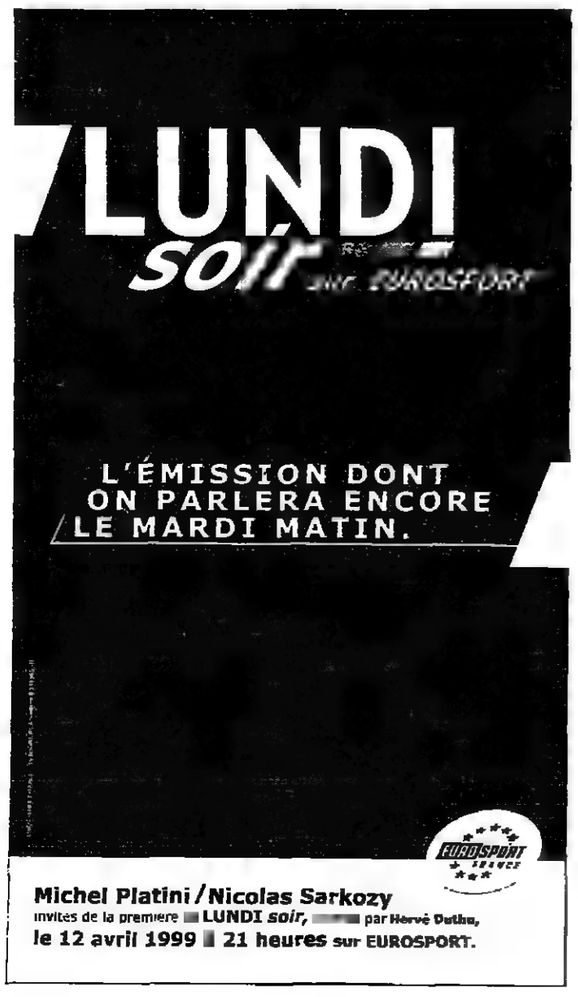
1. **Giovanni Soldini** (Ita, *Fila*, Classe I) : 89 j 5 h 35 min 27 s (y compris les 24 heures de bonification pour le sauvetage d'Isabelle Autisier).
2. **Jean-Pierre Mouligné** (Fra, *Cray Valley*, Cl. II) à 10 j 7 h 27 min 28 s.
3. **Marc Thiercelin** (Fra, *Somewhere*, Cl. I) à 11 j 23 h 27 min 40 s.
4. **Mike Garside** (GBR, *Magellan Alpha*, Cl. II) à 18 j 5 h 53 min 47 s.
5. **Liew** (Etats-Unis), *Balance Bar*, Cl. II) à 18 j 15 h min 2 s.
6. **Viktor Yazykov** (Rus, *Wind of Change*, Cl. II) à 30 j 20 h 15 min 18 s.
7. **Neal** (Afs, *No Barriers*, Cl. II) à 62 j 10 h 2 min 20 s.
8. **Minoro Saito** (Jap, *Shuten*, Cl. II) à 68 j 11 h 3 min 29 s.
9. **Neil Hunter** (Aus, *Paladin*, Cl. II) à 89 j 2 h 31 min 8 s.

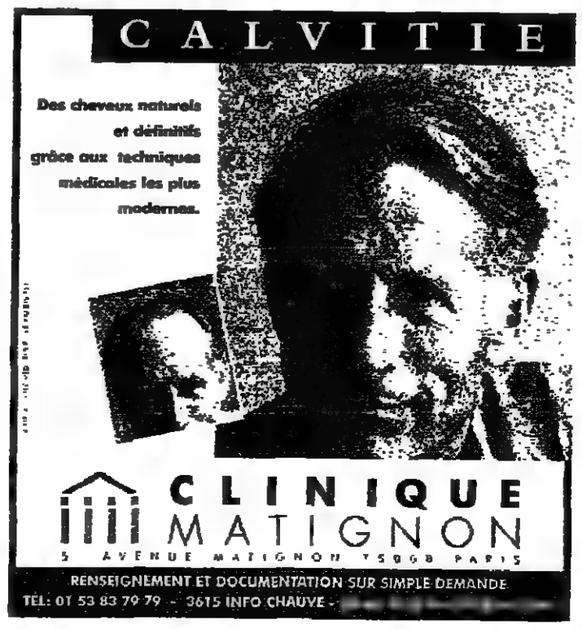
### DÉPÊCHES

**FOOTBALL : Nancy a obtenu son succès à domicile aux dépens de Metz (1-0), grâce à un but de Samuel Wiart en fin de première période, vendredi avril, en match retard de la 24e journée. Cette victoire permet aux Lorrains d'occuper la 12e place du classement avec 31 points, tandis que Metz est 14e avec points.**

**HANDBALL : en signant sa 21e victoire de la saison à Dunkerque (27-14), vendredi avril, lors d'une cée de la 24e journée, Montpellier, qui possede désormais neuf points d'avance sur Chambéry, s'est assuré troisième titre de champion de France.**

**OLYMPISME : Robert Badinter, sénateur et ancien président du Conseil constitutionnel, été choisi pour faire partie de la commission d'éthique du Comité international olympique (CIO), la nouvelle commission chargée de prodiguer des conseils le mode de fonctionnement du CIO, dont la composition été dévoilée vendredi 9 avril, à Lausanne (Suisse). A ses côté, le Péruvien Javier Perez de Cuellar, ancien secrétaire général des Nations Unies (ONU), le juge sénégalais Kéba Mbaye, qui la présidence, l'Australien Kevan Gosper, le Japonais Chiharu Igaya, tous trois membres du CIO, l'ancien sénateur américain Howard Baker, l'ancien président de la Confédération suisse Kurt Furgler l'athlète canadienne Charmaine Crooks, médaillée d'argent m des JO Los Angeles 1984. La première réunion de la nouvelle instance, créée après la révélations des affaires de corruption liées à la désignation des villes olympiques, doit se tenir le mai, à Lausanne.**




### Arrivée prévue à Charleston le 10 mai

LE TOUR DU MONDE EN SOLITAIRE AVEC ESCALES

❶ ETAPES

SENS DU

| | DÉPART | ARRIVÉE | DISTANCE (en milles*) |
|---|---|---|---|
| ❶ | – Charleston (Caroline Sud), le 26 septembre 1998 | – Le Cap (Afrique le 31 octobre 1998 | |
| ❷ | – Le Cap le décembre 1998 | – (Nouvelle-Zélande), le 1er janvier 1999 | |
| ❸ | – le février | – del Este (Uruguay), 3 mars | 552 |
| ❹ | – Punta le 11 avril | – Charleston, prévue aux alentours du mai | |

## Rupert Murdoch ne peux acheter le club de Manchester

LONDRES
*de notre correspondant dans la City*

Le véto mis vendredi avril par gouvernement britannique au rachat du club de football de Manchester United par le bouquet satellitaire BSkyB contrôlé par magnat australo-américain, Rupert Murdoch, souligne les réticences du Royaume-Uni suivre l'exemple du continent ou des chaînes contrôlent clubs football. Protéger les intérêts des amateurs du ballon rond et des chaînes concurrentes de BSkyB lors de la renégociation des droits retransmission télévisés des rencontres la Premier League 2001 s'efforçant préserver liens tissés lors de l'élection 1997 entre le gouvernement travailliste et Rupert Murdoch, premier de presse écrite britannique : Steven Byers, estime avoir réussi cette en s'opposant à l'acquisition Manchester United par le magnat australo-américain.

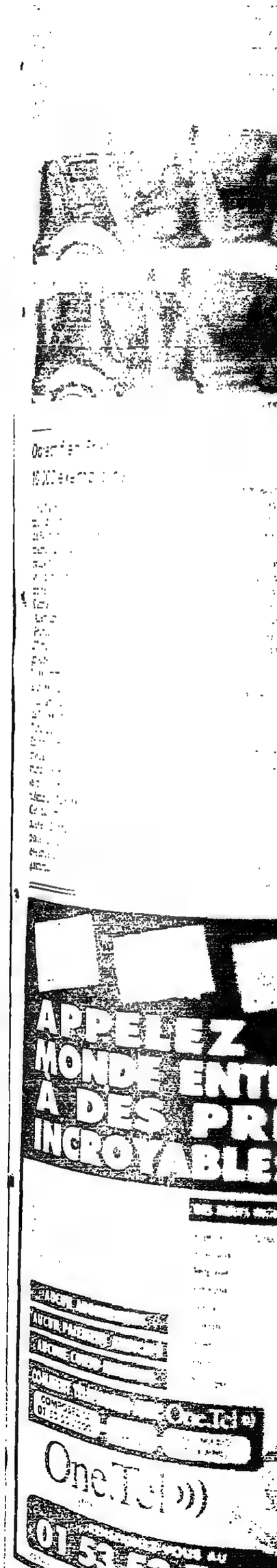
« *Contraire à l'intérêt long terme du jeu* » : le ministre du commerce l'industrie s'est rallié derrière le rapport négatif de la Commission des monopoles fusions (MCC) pour justifier refus de l'offre de 623 millions livres (930 millions d'euros) du conglomérat News Corporation. A l'appui de cette décision, la renégociation des droits télévisés détenus depuis 1992 par BSkyB qui aurait disposé d'un avantage face à ses rivaux grâce à sa mainmise sur le club le plus riche monde. S'ajoutait le risque d'encourager un championnat à deux vitesses dominé par les « Red Devils » l'indique Matt Tench, du magazine *Four Four Two*, « *avec l'argent de Murdoch, Manchester United aurait pu acheter les meilleurs joueurs, qui aurait creusé le fossé existant avec les formations plus pauvres* ». Manchester United risquait aussi de perdre son indépendance comme l'attestent les contacts pris par NewsCorp attaquant japonais dans l'espoir d'augmenter l'audience sa station asiatique Star TV difficulté.

Le double échec subi récemment par Rupert Murdoch en Italie et en France la démission en décembre de Peter Mandelson, prédecesseur de Steven Byers proche d'Elizabeth Murdoch, la directrice des programmes BSkyB et fille du "tycoon" facilité le choix des autorités. Les révélations de *The Economist* affirmant que le groupe n'a pas payé d'impôts sur bénéfices les ont poussé à sortir le carton rouge.

« *C'est une décision déplorable pour les clubs britanniques qui vont devoir battre des clubs européens soutenus par de puissants groupes de communication* », le rejet a surpris Mike Wakeling, directeur de Sky Sports qui estimait disposer d'atouts dans cette bataille boursière, politique sportive. BSkyB pouvait compter sur la neutralité d'Alex Ferguson, le responsable de l'équipe, qui espérait grâce à manne Murdoch, pouvoir s'adjoindre les meilleurs L'un des fils de l'homme fort d'Old Trafford travaille chez Sky Sports tandis que l'autre employé comme gestionnaire fonds par la banque-conseil BSkyB dans cette OPA "amicale".

Le refus Stephen Byers tout décision renvoyer devant l'autorité la concurrence rachat Newcastle United par câblo-opérateur NTL ont fait chuter l'indice boursier vingt un clubs britanniques inscrits à la corbeille londonienne. « *Les groupes de communications intéressés vont devoir désormais se limiter des participations minoritaires dans des clubs conclure des accords ponctuels de retransmission de matches* », un analyste pour qui placement-foot a mangé son pain blanc.

*Marc Roche*




هكذا من الأصل

# Opel Zafira, le monospace à tout faire

## Le modèle très original réalisé par la filiale européenne de General Motors risque de concurrencer le Renault Scénic

*Très homogène et d'une élégance classique, le [illegible] chose d'un break surélevé.*

L'ARRIVÉE du monospace Zafira [illegible] infirme de belle [illegible] que l'on a longtemps pu [illegible] faire d'Opel. Celle d'une marque sérieuse, mais sans grande inspiration. Basée outre-Rhin, la filiale européenne de General Motors s'est fait connaître par sa façon un peu rigide d'allier rigueur allemande et sens de l'organisation américaine. Ces dernières années, toutefois, la production de Russelheim s'est peu à peu émancipée d'une vision trop conservatrice de l'automobile. Apparue l'an passé, la nouvelle Astra, fer de lance de la marque, symbolise un tournant. Elle est avenante et offre d'excellentes qualités [illegible] sur cette [illegible] base que le Zafira a été élaboré.

Plutôt que de copier la concurrence pour prendre pied sur le marché [illegible] monospace compact – ô combien prometteur si l'on considère les ventes du Renault Scénic –, Opel a puisé dans son patrimoine. Spécialiste reconnu du petit break, le constructeur a [illegible] naturellement élaboré une [illegible] plus allongée et plus carrée, capable d'embarquer un chargement important.

Très homogène et d'une élégance classique, le Zafira a quelque chose d'un break surélevé. Il est assez long (4,32 mètres, [illegible] dix-neuf centimètres de plus que le Renault Scénic) et pèse son poids (près de 1 400 kilos). Mais c'est surtout son habitacle ingénieux qui [illegible] son [illegible]

*Le système « FLEX7 » imaginé par Opel.*

### TROISIÈME RANGÉE

Alors qu'un break se prête particulièrement au transport d'objets encombrants, l'Opel ajoute [illegible] corde à son arc, car il accueille deux passagers supplémentaires sur une [illegible] rangée [illegible] sièges, qui peuvent disparaître à [illegible] du plancher. [illegible] système « FLEX7 » imaginé par Opel n'est pas à proprement parler inédit. La Fiat Multipla des années 50 et, plus récemment, le gros Honda Shuttle ont, notamment, expérimenté la banquette escamotable. Toutefois, sa praticité est tout à fait remarquable.

Pour l'utiliser, il suffit de repousser la banquette arrière puis de déployer les sièges, couchés à l'horizontale. On les tire vers soi pour les lever avant de vérifier qu'ils se sont bien verrouillés sur leurs fixations. L'accès à [illegible] deux places arrière n'est pas particulièrement aisé, mais il ne demande pas de contorsions excessives. Dans cette configuration, l'espace disponible pour les bagages est modeste – comme sur les grands monospaces –, mais sept personnes peuvent s'installer dans le Zafira. Une fois repliés dans leur logement, les deux sièges se font oublier et libèrent un espace de chargement d'autant plus vaste lorsque l'on rabat la banquette, qui peut également coulisser.

Le Zafira n'est pas révolutionnaire, mais il est exceptionnellement ingénieux. On l'utilise, [illegible] choix, comme un break (grâce à sa hauteur, la capacité de chargement est excellente) ou comme un monospace classique sans qu'il soit jamais nécessaire [illegible] démonter les sièges de la dernière rangée.

Cette voiture à l'esprit très pratique n'omet pas de multiplier les petits rangements [illegible] propose [illegible] aux cyclistes [illegible] des fixations spéciales pour embarquer plusieurs bicyclettes à l'intérieur de la voiture. Ces attentions rendent d'autant plus inexcusable la présence au centre de la banquette arrière d'une ceinture de sécurité ventrale au lieu d'une ceinture à trois points d'ancrage.

### DEUX MOTORISATIONS

Disponible en [illegible] motorisations essence (1,6 litre, 100 chevaux et 1,8 litre, 115 chevaux) point trop gourmandes en attendant l'arrivée d'un [illegible] à l'automne, le Zafira tient parfaitement le pavé. Sa morphologie le met à l'abri des phénomènes de roulis bien connus des habitués des monospaces et sa direction sophistiquée est des plus agréables. Cela posé, la conduite est parfois frustrante, à cause de la boîte de vitesses, dont les rapports, mal étagés, sont trop longs. Les plus exigeants se plaindront aussi du bruit [illegible] à haut régime, mais [illegible] devront bien reconnaître que la concurrence, pour l'heure, n'est pas mieux placée.

Opel a bien pensé le Zafira, mais n'a pu s'empêcher de tomber dans deux travers. Le premier concerne la suspension, [illegible] germanique – [illegible] dire trop ferme –, alors que [illegible] productions allemandes comparables [illegible] corrigé le [illegible] Le [illegible] que l'on [illegible] à l'intérieur [illegible] Zafira : [illegible] bord [illegible] déprimante. On [illegible] déjà que les designers [illegible] d'Opel [illegible] pas [illegible] fantaisistes, mais, ici, leurs [illegible] neurasthéniques [illegible] mal venus.

Pourquoi [illegible] gratifié un modèle familial, dont la publicité [illegible] l'ingénieuse convivialité, d'un habillage triste à pleurer ? [illegible] plastiques [illegible] que ni la [illegible] ni la [illegible] de la planche de bord ne parviennent à égayer. L'habillage intérieur d'une voiture aussi [illegible] un peu plus [illegible]

*Jean-Michel Normand*

### Objectif en France : 10 000 exemplaires

**Le Zafira est fabriqué depuis le mois de janvier dans l'usine Opel de Bochum, en Allemagne, sur la même ligne de montage que le break Astra. Le constructeur prévoit d'en commercialiser 115 000 unités [illegible] année [illegible] 200 000 l'année suivante, dont 70 000 en Allemagne et 40 000 en Italie. En France, les ventes ont débuté le 27 mars. L'objectif fixé par le groupe Opel est d'atteindre les 10 000 immatriculations en 1999 et 20 000 l'an prochain.**

**Le tarif de base du [illegible] est de 111 000 francs (Zafira 1,6 [illegible] 7 chevaux [illegible] soit 16 921 €. En finition Elégance, ce même modèle est [illegible] francs (18 903 €), alors que la version 1,8 litre (8 chevaux fiscaux) culmine à 129 000 francs (19 665 €). Cet automne, une motorisation diesel (2 litres) sera disponible, puis d'autres motorisations essence doivent venir enrichir la gamme.**

# Le nouvel eldorado des constructeurs

C'EST RENAULT qui, le premier, a eu la bonne intuition. Concevoir, sur la base d'une berline moyenne, un habitacle plus spacieux, légèrement surélevé et suffisamment modulaire afin de gérer au mieux le volume dévolu aux passagers et à leurs bagages. Fils légitime de l'Espace, le Scénic a ouvert la voie en 1996 et son succès a été immédiat, en France comme en Europe.

Voiture à la mode, le premier de la lignée des monospaces « compacts » ne séduit pas seulement les familles – l'an passé, dans le nord de l'Italie, il était très apprécié des jeunes cadres célibataires – et grignote les « gros » monospaces tout en faisant de l'ombre aux berlines de la catégorie supérieure. En France, il a fait doubler en deux ans la part des monospaces parmi les ventes de véhicules neufs. Celles-ci représentaient, en 1998, 156 000 unités (dont 87 000 pour le seul Scénic), soit 8,1 % des immatriculations.

D'autres marques ont « senti » le phénomène. Premier à réagir, Fiat a lancé en début d'année le Multipla, un modèle à l'allure très surprenante (*Le Monde* daté 15-16 novembre). Court [illegible] large, il propose six places en deux rangées [illegible] sièges et un très grand [illegible] objectifs commerciaux [illegible] Multipla sont modestes, mais, en France, ils seront sans doute largement dépassés [illegible] année. En revanche, les ventes du Démio de Mazda ou du SpaceStar de Mitsubishi ne parviennent pas à décoller.

Premier véritable rival du Scénic, l'Opel Zafira s'éloigne de la forme [illegible] (monovolume) du monospace [illegible] évoquer davantage un break avec trois rangées de sièges pour un total de sept places, contre six pour le Multipla et cinq pour le Scénic. En fin d'année, le Citroën Picasso, qui fait l'objet d'une active campagne [illegible] prévente, viendra se mêler à la lutte. Il sera suivi de près par un monospace Ford dérivé de la Focus et par le Nissan Tino. *Bref*, on se bouscule.

### UN SENTIMENT DE SÉCURITÉ

Le succès commercial du monospace compact ne tient pas seulement à son prix, beaucoup moins élevé que celui des plus gros modèles. Ces voitures répondent à des demandes plus ou moins latentes : gestion plus facile du volume intérieur, notamment en fonction de la pratique de certains loisirs, attrait pour la position de conduite surélevée, qui procure un sentiment de sécurité, souhait de se démarquer avec une voiture pratique et différente, mais dont la conduite n'impose par les contraintes d'un véhicule plus lourd.

L'expérience impose pourtant une certaine prudence. Il y a dix [illegible] constructeurs tablaient sur un essor considérable des gros monospaces, mais celui-ci [illegible] s'est pas produit. Les derniers venus sur ce marché (Peugeot 806-Citroën Evasion, Opel Sintra, entre autres) en ont été pour leurs frais. Pourtant, les prévisions d'Opel sont résolument optimistes. La filiale de General Motors, convaincue que *« la part des monospaces compacts, encore balbutiante, fera l'objet de la croissance la plus élevée du marché européen »*, affirme que leur proportion [illegible] les [illegible] péennes passera de 2 % aujourd'hui à plus de [illegible] Ce quintuplement, poursuit Opel, s'ef[illegible] pour une bonne part au [illegible] des breaks [illegible] petite et moyenne dimensions, dont [illegible] ventes passeraient de 1,9 million [illegible] à 1,2 million en 2005. Spé[illegible] de [illegible] catégories, le constructeur germano-américain entame donc [illegible] le Zafira [illegible] stratégie d'adaptation cruciale. [illegible] Renault, l'analyse [illegible] différente ; on [illegible] surtout à [illegible] d'audience [illegible]

Une analyse qui vaut au plan mondial puisque le nouvel allié de Nissan va produire le Scénic au [illegible] et envisage de le faire également en Asie, notamment.

La vogue du « compact » est-elle un phénomène durable [illegible] un simple feu de paille ? La plupart des constructeurs penchent pour la première hypothèse. Au [illegible] ont-ils déjà évité un premier piège.

Contrairement [illegible] monospaces, conçus [illegible] un principe [illegible] voisin, les trois principaux représentants [illegible] espèce (Scénic, Multipla, Zafira) [illegible] Une [illegible] qui [illegible] les mettre plus longtemps à l'abri [illegible] la bana[illegible]

*J.-M. N.*

0,58 F USA
0,68 F CANADA
0,45 F ROYAUME-UNI
APPELEZ LE MONDE ENTIER À DES PRIX INCROYABLES !

Avec One.Tel, [illegible] sur tous [illegible] appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers [illegible] téléphone portable. [illegible] abonnement, aucune installation, [illegible] consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste [illegible] 01 53 53 7000* devant le numéro [illegible] votre correspondant.

| DES TARIFS [illegible] ! | |
|---|---|
| Algérie | 2,10 F (TTC/mn) |
| Australie | 0,98 F |
| Belgique | 1,00 F |
| Espagne | 1,35 F |
| Grèce | 1,95 F |
| Irlande | 0,88 F |
| Israël | 1,95 F |
| Italie | 1,25 F |
| Portugal | 1,69 F |

AUCUN ABONNEMENT
AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ
AUCUNE CONSO MINIMUM

COMMENT TÉLÉPHONER AVEC One.Tel
COMPOSEZ LE 01 53 53 7000* – CODE PAYS – NUMÉRO D'APPEL

One.Tel 100% Télécoms.
RENSEIGNEZ-VOUS AU 01 53 53 75 18

"Je me simplifie la vie"
Vous effectuez 24h/24 toutes vos opérations [illegible] jamais [illegible] déplacer et sans [illegible] Et pour cela, vous choisissez le moyen qui vous convient le mieux (téléphone, [illegible] Minitel), sans [illegible]

"Je gagne de l'argent"
Vos virements, [illegible] prélèvements [illegible] vos petits découverts autorisés sont gratuits. Vous bénéficiez des tarifs parmi les moins chers du marché. Et en plus, votre compte vous rapporte.

"J'obtiens sans délai les meilleures réponses"
Vos demandes sont traitées en temps réel par [illegible] Conseillers [illegible] tous vos projets spécifiques, [illegible] spécialistes [illegible] et vous proposent les produits [illegible] mieux [illegible] à votre situation personnelle.

GRATUIT votre Carte [illegible]
Découvrez [illegible]
0801 032 032
www.banquedirecte.fr
Pour en profiter, indiquez le code PC1N6

هكذا من الأصل

# Belles éclaircies sauf à l'Est

DIMANCHE. Un anticyclone [redacted] situé du proche atlantique à la France. Un front froid s'évacue [redacted] l'est du pays le matin, tandis que de belles éclaircies reviennent par l'ouest du pays. Une nouvelle perturbation abordera la Bretagne en soirée.

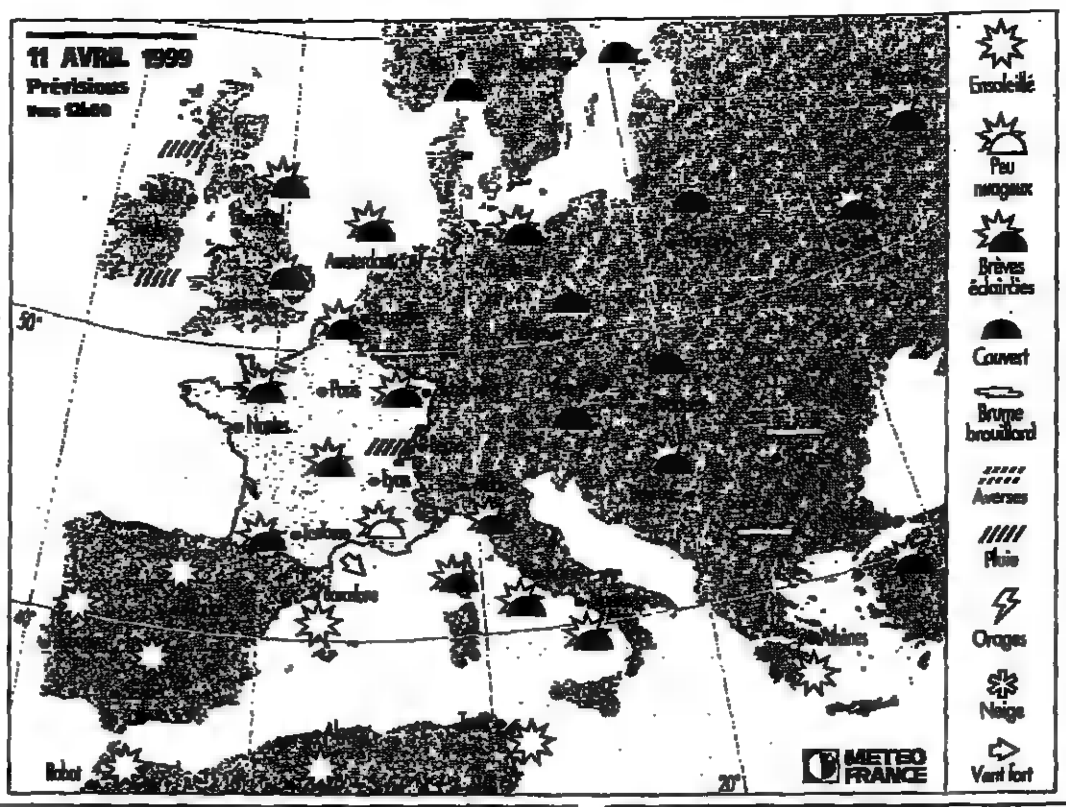
**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.**– Nuages et éclaircies en alternance, puis le ciel [redacted] couvrira par l'Ouest [redacted] fin d'après-midi. Vent de nord-ouest sur les côtes de [redacted] Manche. Les températures maximales avoisineront 11 à 13 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.**– Quelques averses [redacted] sont possibles le matin, mais le temps [redacted] plutôt agréable, [redacted] de [redacted] éclaircies [redacted] un temps [redacted] l'après-midi. Le thermomètre marquera 11 à 13 degrés l'après-midi.

**Champagne, Lorraine, [redacted], Bourgogne, Franche-Comté.**– Sur la Champagne et la Lorraine, nuages [redacted] éclaircies, [redacted] quelques [redacted] l'après-midi. Ailleurs, pluies [redacted] le matin puis nuages l'après-midi, [redacted] parfois quelques [redacted]. Il fera 10 [redacted] 12 degrés. **Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.**– Sur Poitou-Charentes et Nord-Aquitaine, nuages et [redacted] alterneront [redacted] la journée. Ailleurs, pluies [redacted] laissant la place à [redacted] belles apparitions du soleil, sauf sur [redacted] Pyrénées, où les nuages [redacted] nombreux. Il fera 13 [redacted] 15 degrés au meilleur moment [redacted] la journée.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.**– Sur le Limousin, malgré [redacted] nuageux, le [redacted] sera prédominant. Ailleurs, il pleuvra faiblement le matin, puis les [redacted] abondants, avec quelques averses. Il fera 11 à 13 degrés l'après-midi.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.**– Il pleuvra [redacted] l'ouest du Rhône le matin, puis le [redacted] prédominant l'après-midi, [redacted] une [redacted] soufflant [redacted] 90 km/h en rafales. Il fera [redacted] 22 degrés l'après-midi.




## LE CARNET DU VOYAGEUR

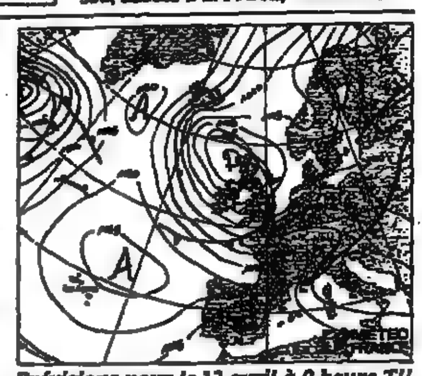
■ LIBYE. Conséquence de l'arrivée aux Pays-Bas des deux Libyens soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat de Lockerbie et de la déci[redacted] Nations unies [redacted] lever l'embargo aérien en vigueur depuis sept ans, les vols commerciaux internationaux à destination de Tripoli ont repris dès la première semaine d'avril, à l'initiative de la compagnie Tunisair. British Airways devrait faire de même d'ici la fin du mois.

■ FRANCE. Du 24 avril au 26 juillet, la ville de Nancy consacre trois expositions [redacted] l'Art nouveau. A cette occasion, la SNCF accorde une réduction de 30 % sur les billets A/R, en première et seconde classe, dans tous les trains au départ des gares [redacted] Paris-Est, Strasbourg, Dijon, Lyon, Châlons-en-Champagne, Reims, Mulhouse, Lille [redacted] à destination [redacted] Nancy. Valables 48 heures, ils seront délivrés sur présentation d'un billet d'entrée au musée, acheté à la FNAC, début avril.

**PRÉVISIONS POUR LE 11 AVRIL [redacted]**
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. [redacted] : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | PAPEETE | [redacted] N | [redacted] | 10/17 N | VENISE | [redacted] | LE CAIRE | 15/30 N |
| | | | | POINTE-A-PIT. | [redacted] S | [redacted] | [redacted] | [redacted] | [redacted] C | MARRAKECH | 15/30 [redacted] |
| | | | | ST-DENIS-RÉ. | 22/28 [redacted] | LIVERPOOL | 5/11 N | AMÉRIQUES | | NAIROBI | 16/25 S |
| | | | | EUROPE | | [redacted] | 4/13 N | [redacted] | [redacted] | [redacted] | 17/26 P |
| | | | | AMSTERDAM | 6/9 N | LUXEMBOURG | 4/11 N | [redacted] | 15/21 N | [redacted] | [redacted] S |
| FRANCE métropole | | NANCY | 6/10 C | ATHENES | 13/17 S | [redacted] | 4/19 S | [redacted] | 23/29 C | TUNIS | 11/21 S |
| AJACCIO | [redacted] N | NANTES | [redacted] N | BARCELONE | [redacted] | MILAN | [redacted] | CHICAGO | 4/10 N | ASIE-OCÉANIE | |
| BIARRITZ | 9/14 N | [redacted] | [redacted] N | BELFAST | 4/11 P | [redacted] | [redacted] N | [redacted] | 18/24 N | BANGKOK | 26/32 C |
| BORDEAUX | [redacted] | [redacted] | 6/11 N | BELGRADE | [redacted] | [redacted] | [redacted] P | [redacted] | 10/13 P | [redacted] | [redacted] |
| BOURGES | 5/12 N | PAU | [redacted] N | BERLIN | [redacted] C | [redacted] | 9/17 N | [redacted] | [redacted] S | DJAKARTA | 27/30 P |
| BREST | 7/12 N | [redacted] | 11/17 S | BERNE | [redacted] | OSLO | [redacted] C | MONTREAL | 0/7 S | DUBAI | 20/28 S |
| CAEN | 6/11 N | [redacted] | [redacted] | BRUXELLES | [redacted] | PALMA DE M. | [redacted] | [redacted] | 6/13 N | HANOI | [redacted] C |
| [redacted] | 7/12 N | ST-ETIENNE | [redacted] | BUCAREST | 7/15 P | [redacted] | 4/11 C | [redacted] | 9/13 P | HONGKONG | [redacted] C |
| [redacted] | [redacted] | [redacted] | [redacted] C | BUDAPEST | [redacted] C | ROME | [redacted] S | [redacted] | [redacted] | JERUSALEM | [redacted] N |
| DIJON | 7/11 N | [redacted] | [redacted] C | COPENHAGUE | 4/9 S | SEVILLE | [redacted] | TORONTO | 2/11 C | NEW DEHLI | 24/43 [redacted] |
| GRENOBLE | 6/14 N | [redacted] | 5/12 [redacted] | DUBLIN | [redacted] C | [redacted] | [redacted] P | [redacted] | 6/12 P | [redacted] | 15/20 C |
| LILLE | [redacted] N | FRANCE outre-mer | | FRANCFORT | 7/13 N | ST-PETERSB. | 4/10 P | AFRIQUE | | SEOUL | 8/14 N |
| [redacted] | 5/12 N | [redacted] | [redacted] P | GENEVE | [redacted] P | [redacted] | -3/9 C | [redacted] | [redacted] | SINGAPOUR | 26/30 C |
| LYON | 9/13 N | FORT-DE-FR. | [redacted] N | HELSINKI | -2/7 C | [redacted] | 14/21 S | [redacted] | 18/25 N | SYDNEY | 16/19 C |
| MARSEILLE | [redacted] S | NOUMEA | [redacted] P | ISTANBUL | [redacted] | [redacted] | [redacted] C | [redacted] | 21/30 P | TOKYO | [redacted] P |

[redacted] le 10 avril à 0 [redacted]


Prévisions pour le 12 avril à 0 heure TU

PRATIQUE

# Le Musée de l'homme présente les migrations de notre ancêtre « Homo erectus »

**HOMO ERECTUS** (l'homme debout), notre très lointain ancêtre, apparu à l'est de l'Afrique il [redacted] 1,8 million d'années, avait la bougeotte. C'est ce qu'attestent en tout cas les [redacted] découvertes en [redacted] nombreux points du globe. Succédant à [redacted] *habilis*, inventeur [redacted] l'outil, né [redacted] 000 [redacted] plus tôt, il est parti résolument à la conquête du [redacted] en colonisant de proche en proche l'ensemble de l'Afrique, le Proche-Orient, l'Asie et, beaucoup plus tard, l'Europe. Sa plus ancienne présence permanente sur notre continent est attestée par [redacted] découverte d'ossements vieux [redacted] 780 000 ans [redacted] Espagne, dans la grotte de Gran Dolina (*Le Monde* du 31 mai 1997), et [redacted] 800 [redacted] Italie, à Ceprano, dans les environs de Rome.

Pour commémorer [redacted] très anciens Européens [redacted] montrer au pu[redacted] les découvertes les plus récentes concernant ce grand voyageur, le Musée [redacted] l'homme présente pendant un [redacted] une exposition intitulée « Homo [redacted] la conquête du monde », [redacted] par [redacted] laboratoire [redacted] préhistoire du Muséum national d'histoire naturelle. Chaque étape du long périple d'*Homo erectus* est marquée par la présentation de crânes, de mandibules ou d'autres ossements lui ayant appartenu, [redacted] que des [redacted] lithiques qu'il [redacted] taillés.

La première étape est l'Afrique de l'Est, où les [redacted] plus an[redacted] d'*Homo erectus* ont été retrouvées, notamment [redacted] Olduvai, [redacted] Tanzanie, [redacted] et Natiokotome, [redacted] Kenya, des gisements préhistoriques majeurs. Après avoir exploré le nord et [redacted] sud de ce continent, il s'est dirigé [redacted] le Proche-Orient, *« lieu de passage obligé des hominidés pour la conquête de l'Asie [redacted] de l'Europe »*, où il a [redacted] les plus anciennes [redacted] Ubeidiya, [redacted] Israël. En Asie, l'île de Java (Indonésie), le Pakistan, [redacted] Népal, l'Inde et la Chine gardent de [redacted] anciennes traces de [redacted] séjour.

Vers 1,6 million d'années, l'homme [redacted] arrive [redacted] portes de l'Europe, [redacted] Dmanissi, en Géorgie du Sud, et [redacted] sporadiquement le sud du continent [redacted] deux glaciations, quand le climat le permet. [redacted] premiers campements de longue [redacted] remontent [redacted] 780 000 ans, [redacted] il ne colonise l'ensemble de l'Europe que deux [redacted] mille ans plus tard. Son règne s'achève [redacted] 35 000 ans, lorsque son descendant, l'homme de Neandertal, [redacted] supplanté par l'homme de Cro-Magnon, *Homo sapiens sapiens*, [redacted] ancêtre direct, en provenance du Proche-Orient.

[redacted] les ossements retrouvés sur [redacted] gisements indiquent que les premiers specimens d'*Homo erectus* étaient aussi grands [redacted] l'homme moderne. Leur [redacted] était allongé, [redacted] aplatie, leurs orbites sur[redacted] d'un [redacted] bourrelet osseux, et leur [redacted] plutôt bas.

Malgré ce physique peu enga[redacted] une capacité [redacted] comprise [redacted] 1 000 cm³ – alors qu'elle [redacted] de 1 450 [redacted] 1 650 cm³ pour *Homo sapiens sapiens* –, [redacted] *a su s'imposer dans un environnement hos[redacted] grâce [redacted] esprit d'innovation.*

*« C'est [redacted] groupe d'hominidés qui a laissé le plus important patrimoine [redacted] l'humanité »*, explique *Henry [redacted] Lumley, directeur du Muséum [redacted] d'histoire naturelle et commissaire [redacted] l'exposition, qui [redacted] cache pas son admiration pour « [redacted] homme remarquable, qui s'est doté d'outils performants en inven[redacted] la [redacted] bilatérale et symétrique de la pierre. Très tôt, il [redacted] acquis la notion de beauté [redacted] d'harmonie en allant chercher de belles roches pour tailler ses outils. De plus, il [redacted] domestiqué le feu, ce formidable facteur d'hominisation. »*

*La domestication du feu, [redacted] il y [redacted] 400 000 ans, est sans doute un des points les plus importants des acquis [redacted] l'homme. Car il [redacted] permis de se réchauffer, de cuire [redacted] aliments, d'éloigner les animaux sauvages, de durcir [redacted] armes en [redacted] de fracturer différents matériaux comme la pierre [redacted] cervidés. C'est aussi un important facteur [redacted] socialisa[redacted] convivialité. En effet, autour [redacted] feu les anciens pouvaient se [redacted] histoires de chasse, [redacted] c'est là que sont [redacted] différentes cultures régionales qui ont cohabité pendant [redacted] milliers d'années. Le feu a aussi permis à Homo erectus de conquérir durablement des [redacted] climat froid. La conquête [redacted] territoires s'est effectuée en payant un [redacted] tribut en vies humaines, parce que « beaucoup d'enfants mouraient vers neuf [redacted] et [redacted] nombreux [redacted] dix-huit et vingt-cinq ans », ajoute Henry [redacted] Lumley. En fonction [redacted] la taille du territoire [redacted] nécessaire à [redacted] groupe de chasseurs-cueilleurs pour survivre, évalué à 60 kilomètres de diamètre, on estime qu'il faut cinq générations pour effectuer un déplacement [redacted] kilomètres [redacted] cent [redacted].*

*Homo habilis, prédécesseur d'Ho[redacted] dans l'arbre de l'évolution humaine, s'est peut-être déplacé de la même manière. Plusieurs paléo-anthropologues, comme Yves Coppens, professeur au Collège [redacted] France, [redacted] demandent [redacted] effet, face [redacted] l'ancienneté [redacted] humains découverts en Asie (1,8 et [redacted] millions d'années), si ce n'est pas plutôt lui qui a quitté l'Afrique [redacted] premier.*

**Christiane Galus**

### Théâtre optique et [redacted] pour [redacted]

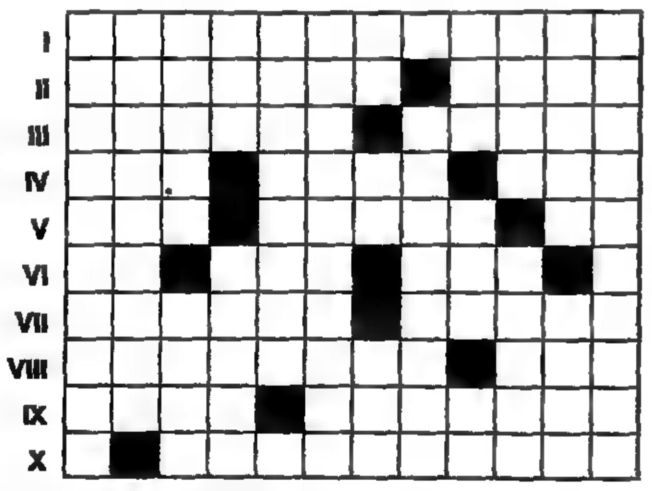
**Parallèlement à l'exposition « Homo erectus à la conquête [redacted] monde », plusieurs manifestations sont organisées à l'intention des visiteurs du Musée [redacted] l'homme. [redacted] optiques » exposent en trois dimensions deux étapes importantes de la grande [redacted] d'*Homo erectus* : la [redacted] des premiers outils et [redacted] domestication du feu. Des ateliers d'initiation à la préhistoire et à la paléoanthropologie sont organisés à titre individuel pour [redacted] enfants de 6 à 11 ans. Attentifs à la valeur pédagogique de l'exposition, ses responsables ont prévu des visites guidées et des ateliers [redacted] les enseignants et les groupes d'élèves des classes primaires et secondaires. Pour ces groupes, la réservation par téléphone est obligatoire au 01-40-79-36-00 entre 9 heures et 18 heures.**

**★ Musée de l'homme, palais de Chaillot, 17, place du Trocadéro, 75116 Paris. Métro Trocadéro, bus 22, 30, 32, 63. Exposition ouverte tous les jours jusqu'au 30 avril de l'an 2000, de 9 h 45 à 17 h 15, sauf le mardi. Prix d'entrée 30 francs (4,57 €), tarif réduit 20 francs (3,04 €). Internet : http ://www.mnhn.fr**

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° [redacted]

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*




**HORIZONTALEMENT**

I. Prendre [redacted] son temps... [redacted] rien faire. – II. Pour relancer l'examen. Il faut être initié pour la voir. – III. Bien disposé. Débitât. – IV. Finit son cours en Méditerranée. Un grand S entre les mains du maçon. Travail sur les codes. – V. Conclusion d'office. Rend tout petit. La deuxième [redacted] plus populaire. – VI. Prépare l'exécution. Relève les plats plats. Tiennent dans les mouchoirs. – VII. S'accroche pour s'élever. Fait de bons bouchons. – VIII. Produit de [redacted] Article. – IX. [redacted] arrivées. Tout émoustillé. – X. Partisan du rassemblement.

**VERTICALEMENT**

1. Dangereux dans [redacted] virages. – 2. Prend la succession en main. – 3. [redacted] galette du roi Dagobert. – 4. Conclusion [redacted]tive. Diminue les voiles. – 5. Paiera coûte que coûte. – 6. Garde [redacted] présentateur sous influence. – 7. Parmi les habitudes. Pratique pour [redacted] tour. [redacted] circuler librement. – 8. Fit le détail. – 9. Eau intérieure. Allemand entré [redacted] résistance. [redacted] la fin. – 10. Donne [redacted] son éclat. Un bon support pour [redacted] tourner la terre. – 11. [redacted] facteur qui connaissait la musique. Repris pour [redacted] compris. – 12. S'attaquer [redacted] chef [redacted] façon radicale.

*Philippe Dupuis*

**SOLUTION DU N° 99085**

**HORIZONTALEMENT**

I. Appréciateur. – II. Tarabustes. – III. Trépanations. – IV. Ré. Au. Ben. As. – V. Affichent. Ga. – VI. CEE. Haltères. – VII. Turne. La. AOL. – VIII. Râ. [redacted] – IX. Omerta. Sr. [redacted] – X. Notable. Anet.

**VERTICALEMENT**

1. Attraction. – 2. Pare-feu. Mo. – 3. Pré. Ferret. – 4. Râpai. Nara. – 5. Ebauche. TB. – 6. Cun. Ha. Bal. – 7. Isabelle. – 8. Attentats. – 9. Teinte. Ira. – 10. ESO. RAF. – 11. Nageoire. – 12. [redacted]

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord [redacted] l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde, 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue [redacted] - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
[redacted] 01.42.[redacted] - Fax : 01.42.[redacted]
PRINTED IN FRANCE

## ÉCHECS N° 1839

**3e MASTERS**
**(Enghien-les-Bains, 1999)**
**Blancs : J. Lautier.**
**Noirs : M. Sadler.**
**Défense sicilienne.**
**Variante Sozine.**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. é4 | [redacted] | 14. Fé3 | Dé5 |
| 2. Cf3 | d6 | 15. Ff4 | Dé5 |
| 3. d4 | cxd4 | 16. Tf-é1 | [redacted] |
| 4. Cxd4 | Cf6 | 17. Txé4 | gxf4 |
| 5. Cç3 | a6 | 18. Txf4 | Dg5 (i) |
| 6. Fç4 | [redacted] | 19. Tf4 | Dh6 |
| 7. Fb3 | b5 | 20. Txd7 (k) | Fé6 (l) |
| 8. 0-0 | b4 (a) | 21. Cb6 | Dxé4 (m) |
| 9. Ca4 (b) | Fd7 (c) | 22. g3 | Tg8 |
| 10. ç3 (d) | Cxé4 (e) | 23. Cxd7 | Cxd7 (n) |
| 11. Df3 | d5 | 24. dxé6 (o) | 0-0-0 |
| 12. ç4 (f) | Db6 (g) | 25. Dxé6+ | abandon (p) |
| 13. çxd5 (h) | Dxf4 | | |

**NOTES**

*a)* Après 8..., Dç7 ; 9. f4, b4 ; 10. Ca4, Cxé4 ; 11. f5, d5 ; 12. fxé6, les Blancs s'emparent de l'initiative.

*b)* Ou 9. Cb1, Cxé4 ; 10. Df3, Fb7 (si 10..., d5 ; 11. ç4!, bxç3 ; 12. Cxç3, Cxç3 ; 13. Dxç3 [redacted] mieux) ; 11. Fa4+, Cd7 ; 12. Cç6, Cé-ç5 et rien n'est [redacted]

*c)* 9..., [redacted] est dangereux pour les Noirs : 10. Té1, Cç5? ; 11. Cxç5, dxç5 ; 12. Fa4+, Fd7 ; 13. Cé6!, fxé6 ; 14. Txé6+, Rf7 ; 15. Dxd5!, ou bien 10..., Cf6? ; 11. Fg5, Fé7 ; 12. Cf5, 0-0 ; 13. Cxé7+, Dxé7 ; 14. Cb6, Fb7 ; 15. Cxa8, ou [redacted] 10..., d5 ; 11. ç4!

*d)* Une idée [redacted] connaît 10. f4, Cç6 ; 11. Fé3 (ou 11. f5, é5 ; 12. Cé6, fxé6 ; 13. fxé6, Fç8 ; 14. Fg5, Fé7 ; 15. Fxf6, Fxf6 ; 16. Txf6, Dxf6 ; 17. Dxd6, Cd4 ; 18. Cb6, Fxé6! ; 19. Cxa8, Cé2+ ; 20. Rh1, Cg3+! ; 21. hxg3, Dh6+ nulle), Tb8 ; 12. ç3, Fé7 ; 13. é5, dxé5 ; 14. fxé5, Cxé5 ; 15. Ff4, Cg6! ; 16. Fxb8, Dxb8 avec une compensation réelle pour les Noirs (Lautier-Anand, 1997).

*e)* La prise du pion é4 est toujours dangereuse pour les Noirs, qui s'exposent ainsi à une violente attaque. 10..., Cç6 est sans doute correct.

*f)* L'initiative des Blancs compense largement le pion sacrifié.

*g)* 12..., Cç6 est maintenant réfuté par 13. Cxé6!, fxé6 (ou 13..., Fxé6 ; 14. çxd5, [redacted] [14..., Fxd5 ; 15. Fxd5, Dxd5 ; 16. Cb6] ; 15. Dxé4, Cxb3 ; 16. dxé6!, Cxa1 ; 17. Dç6+, Ré7 ; 18. Db7+, Rxé6 ; 19. Té1+, Rf6 ; 20. Df3+, Rg6 ; 21. Dg4+, Rf6 ; 22. Fg5+) ; 14. çxd5, éxd5 ; 15. Fxd5.

*h)* Sans perdre de temps [redacted] défendre le Cd4 et sans craindre 13..., Dxf3 ; 14. gxf3.

*i)* Bousculés, [redacted] n'ont même plus la ressource de rendre la pièce par 16..., Cd2 car, après 17. Fxd2, Dxf3 ; 18. gxf3, Fé7 ; 19. Cb6, Ta7 ; 20. Cxd7!, tout espoir est vain. De même, si 16..., Cg5 ; 17. Dg3!, Cé4 ; 18. Txé4, Dxé4 ; 19. Fxb8.

*j)* Si 18..., Dé5 ; 19. Té4!

*k)* 20. dxé6, Fç6 ; [redacted] éxf7+, Rd8 ; 22. Fd5 est également bon.

*l)* Ou 20..., [redacted] ; 21. Té1, Fg7 ; 22. Cç5.

*m)* Ultime espoir. Si 21..., Ta7 ; 22. dxé6.

*n)* Si 23..., Fxg3 ; 24. Tf8+, Txf8 ; 25. Dxf8+, Rxd7 ; 26. Dg7+, Rd6+ ; 27. fxg3.

*o)* [redacted] 25. éxd7+ [redacted] 25. Dxa8+.

*p)* Si 25..., Cb8 ; 26. Db7 mat. Et [redacted] 25..., Fb8 ; 26. Tç1+, Cç5 ; 27. Txç5 mat ou 27. Db7 mat.

**SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1838**
**L. KUBBEL (1927)**

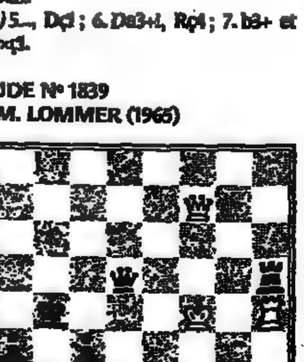
(Blancs : [redacted] Pa5 et b2. [redacted] : Rç4, Pb5, b6, é4.)

1. a6, é3 ; 2. a7, é2 ; 3. a8=D, é1=D ; 4. Dd5+, Rb4 ; 5. Dd3!!

*a)* 5..., Da1 ; 6. Dç3+!, Ra4 ; 7. b3+ et 8. Dxa1.

*b)* 5..., Dç1 ; 6. Da3+!, Rç4 ; 7. b3+ et 8. Dxç1.

**ÉTUDE N° 1839**
**H.-M. LOMMER (1965)**




Blancs (4) : Rf4, Df7, Th4, Cb1.
Noirs (5) : Rb4, Dd5, Tb5, Pa3, ç3.

*Les Blancs jouent et gagnent.*

*Claude Lemoine*

هكذا من الأصل

# CULTURE



**LITTÉRATURE** Le romancier et nouvelliste serbe David Albahari, qui habite depuis 1994 à Calgary, au Canada, jouit d'une grande estime dans les milieux intellectuels de son pays. Ses livres ont été traduits dans de nombreuses langues et ont été couronnés de prix prestigieux en Serbie. ● L'ÉCRIVAIN [illegible] accepté, pour *Le Monde*, de s'exprimer sur les guerres qui embrasent l'ex-Yougoslavie depuis le début des années 90, sur les *« mauvaises politiques yougoslave, européenne et mondiale »* qui sont à l'origine de ces drames. ● DAVID ALBAHARI évoque la *« pression politique constante »* qu'il a connue dans son pays, *« l'exigence faite aux écrivains d'écrire d'une certaine façon, de s'adapter [illegible] certains intérêts nationaux »*. ● SON seul livre publié en français, *L'Appât*, décrit la solitude et l'impuissance à communiquer d'un personnage qui a choisi, lui aussi, de fuir un pays en guerre.

# David Albahari, écrivain serbe, entre honte et fierté

## Issu d'une famille juive, l'auteur de « L'Appât » a accepté d'évoquer pour « Le Monde » la guerre de l'OTAN contre la Serbie. Il revient aussi sur les « pressions » qui l'ont conduit à s'exiler au Canada, en 1994

GALLIMARD / GORANKA MATIC

*David Albahari habite [illegible] 'hui [illegible] Calgary, au Canada.*

[L']AUTEUR d'un seul roman traduit en français (*L'Appât*, Gallimard, 1999), le romancier et nouvelliste serbe David Albahari jouit d'une grande estime dans les milieux intellectuels belgradois. Son œuvre, pourtant très tournée vers la recherche littéraire, [illegible] connu une large audience dans un pays qu'il a quitté en 1994 pour s'installer [illegible] Calgary, au Canada.

A la fois révulsé par les horreurs commises dans son pays et profondément [illegible] à [illegible] culture d'origine, [illegible] écrivain de cinquante et un ans, issu d'une famille juive, porte un regard [illegible] busé sur la situation [illegible] ex-Yougoslavie. Une manière [illegible] [illegible]ir qui se retrouve dans *L'Appât*, [illegible] qui lui valut [illegible] plusieurs prix importants dans [illegible] pays. David Albahari [illegible] opté pour une littérature vivante et dépouillée, qu'il qualifie lui-même de *« postmoderne »* et dont la facture cherche à rendre compte de la complexité [illegible] monde. Ses œuvres [illegible] traduites [illegible] diverses langues, de l'hébreu au slovaque, [illegible] passant par l'anglais, l'allemand e[illegible]. [illegible] Gallimard publieront, prochainement, un roman de David Albahari intitulé *L'Homme de neige*.

**« Dans *Mamac*, le narrateur dit que la guerre du début des années 90 était la conséquence de ce qui s'était passé lors de la précédente. Serait-ce de nouveau le [illegible] aujourd'hui ? Peut-on parler d'une sorte de fatalité dans cette région du monde ?**

– Je [illegible] ce qui [illegible] passe en Serbie [illegible] la [illegible] d'une guerre alimentée par les sentiments nationalistes d'ex-Yougoslavie. A cet égard, il y avait de grandes chances pour [illegible] cela arrive – nous le [illegible] tous – mais je ne vois néanmoins pas cela comme une fatalité, comme quelque [illegible] qui ne pouvait pas être évité. [illegible] simplement le résultat de mauvaises décisions et de mauvais choix. Jacques [illegible]nod, je crois, a dit que le destin ou le [illegible] existe, mais seulement après les faits. Il parlait de biologie [illegible] d'évolution, bien [illegible] mais nous appartenons aussi au monde biologique, n'est-ce pas ? [illegible] événements qui ont eu lieu ou qui ont lieu en ce moment en ex-Yougoslavie n'ont rien d'une fatalité. Il s'agit plutôt, comme je le disais, d'une conséquence [illegible] mauvaises politiques yougoslave, européenne et mondiale, de [illegible] choix. Mais au fil du temps, quand nous regardons [illegible] arrière, [illegible] avons tendance à oublier qu'il y avait des choix et nous voyons les [illegible] comme inévitables. Alors, quand [illegible] narrateur parle [illegible] similarités entre la [illegible] guerre mondiale et la guerre yougoslave [illegible] années 90, il ne fait que refléter le fait que la similarité a [illegible] par ceux qui prenaient les décisions [illegible] l'époque. C'est le choix qui a [illegible] parce que c'était le moyen le plus rapide d'encourager [illegible] nationalisme. [illegible] reste, comme on dit, c'est de l'histoire.

**– Vous [illegible] quitté la [illegible] pour le Canada en 1994, un an avant la fin de la guerre. Pourquoi êtes-vous parti à ce moment-là ?**

– Je [illegible] parti [illegible] réelle intention de partir, mais on m'a offert de passer un an [illegible] l'université de Calgary comme écrivain résident, et après les guerres de Croatie et de Bosnie, et surtout après avoir connu des sanctions économiques et une inflation terribles, c'était une [illegible] laquelle je ne pouvais pas résister. A la fois en tant qu'écrivain et en tant qu'être humain.

» Mais il y avait aussi autre chose : d'un côté, le sentiment de mon [illegible] grandissante [illegible] sujet [illegible] développements politiques en Serbie (poussée du nationalisme, avancée [illegible] la politique d'extrême droite, etc.), et, de l'autre côté, la prise de conscience que ma vie est en train d'être gaspillée et qu'en tant qu'écrivain, je ne fais que perdre [illegible] temps. Il y a des [illegible] qui ressentent et [illegible] mieux lorsqu'ils subissent une pression, quelle qu'elle soit ; j'appartiens [illegible] l'autre groupe : je ressens [illegible] j'écris mieux quand [illegible] n'ai aucune pression.

**– Pourquoi n'y êtes-vous pas retourné ?**

– Parce que la situation en Serbie et en Yougoslavie n'a pas du tout [illegible]. Repartir [illegible] une sorte de régression. Je retrouverais ce même marécage que j'ai tant désiré quitter. Et il y a la normalité de ma vie ici, dans ce [illegible] étranger, qui [illegible] précieuse. J'ai regardé [illegible] famille, ma femme et mes deux jeunes enfants, et je me suis dit : " [illegible] *être, en tant qu'écrivain, devrais-je y retourner, mais cela me donne-t-il le droit d'influer sur les vies de trois autres personnes ? Bien sûr que non.* " Alors je suis resté.

**Repartir serait une sorte de régression. Je retrouverais ce même marécage que j'ai tant désiré quitter**

**– Etes-vous resté en contact avec la Serbie, qui a été le lieu pour vous d'une histoire familiale douloureuse ? [illegible] toujours le sentiment d'appartenir au pays, à la langue ?**

– J'écris toujours en serbe et j'ai toujours [illegible] sentiment d'appartenir [illegible] la littérature et [illegible] la culture serbes. [illegible] livres sont d'abord publiés là-bas et je [illegible] avec ce lectorat-là [illegible] l'esprit. Je désap[illegible] développements politiques [illegible] Serbes, [illegible] j'ai également honte [illegible] atrocités qu'ils [illegible] commises, mais je me sens fier de faire partie d'une [illegible] tradition culturelle et littéraire. Et je dois d'ailleurs ajouter [illegible] je [illegible] aussi fier d'appartenir [illegible] la littérature et à la culture juives. Appartenir à plus d'une culture est toujours un [illegible] (bien que ce soit parfois un [illegible]deau), surtout pour un [illegible].

**– En quoi cette guerre interminable [illegible] nourri votre tra[illegible] ?**

– J'ai grandi en tant qu'écrivain postmoderne, [illegible] c'est toujours ainsi que je me [illegible]. L'écriture postmoderne [illegible] souvent perçue comme n'ayant rien à voir [illegible] la réalité, [illegible] qui [illegible] une [illegible] mesure [illegible] vrai, [illegible] elle est critiquée pour cela. Pour [illegible] postmodernes, le monde [illegible] un [illegible], [illegible] [illegible] qui est écrit [illegible] plus d'importance [illegible] qui [illegible]. La guerre en ex-Yougoslavie m'a [illegible] voir [illegible] sous un jour différent, elle m'a fait prendre conscience qu'il [illegible] un [illegible] équilibre [illegible] la [illegible] la réalité. Ainsi, dans [illegible] livres [illegible] j'ai [illegible] années 90, il y a plus [illegible] " réelle " [illegible] de fiction " irréelle ". Toutefois, je n'abandonnerai jamais la technique d'écriture postmoderne. Nous vivons [illegible] temps de conscience fragmentée, [illegible] je [illegible] que la technique postmoderne est la plus adaptée [illegible] primer notre fragmentation.

**– Lorsque vous étiez encore en [illegible], [illegible] le sentiment [illegible] dans une atmosphère conflictuelle ?**

– Oui, [illegible] qu'il y [illegible] une pression politique constante, [illegible] parmi les [illegible] cette pression, il y a l'exigence faite aux [illegible] d'une [illegible] façon, [illegible] s'adapter à certains développements politiques ou [illegible] certains [illegible] nationaux. J'ai toujours [illegible] que les écrivains – comme l'a un jour dit [illegible] Bel[illegible] – n'ont d'autre [illegible] leur inspiration, [illegible] donc ce [illegible] pression [illegible] un [illegible] négatif sur mon écriture.

**– Dans *Mamac*, [illegible] narrateur dit que les Européens [illegible] les Nord-Américains [illegible] différents que le jour et la nuit. Que pensez-vous lorsque vous [illegible] voyez combattre côte [illegible] côte sous la bannière [illegible] l'OTAN ?**

– Ces paroles du narrateur concernent [illegible] culturelles, qui existeront toujours, bannière de l'OTAN ou pas. Et il y [illegible] : peut-être du point de vue européen ont-ils l'air de [illegible] côte, [illegible] d'ici, [illegible] les nations [illegible] battent [illegible] le drapeau américain. Lorsqu'ils parlent [illegible] conflit [illegible] la télévision, [illegible] alliés, [illegible] on ne [illegible] voit [illegible] on ne les entend pas. Parfois, ils montrent Tony Blair, mais depuis [illegible] semaines, depuis [illegible] du conflit, je n'ai [illegible] le souvenir [illegible] vu un autre homme politique européen. Comme l'a dit l'un [illegible] canadiens, *"Ils [illegible] parlent pas anglais"*. [illegible] ce n'est [illegible] la preuve d'une énorme différence culturelle, je n'en [illegible] d'autre. Alors, quand je les [illegible] sous la bannière de l'OTAN, je ne peux [illegible] m'empêcher [illegible] penser que les [illegible] l'Europe pour leurs [illegible] desseins [illegible] nets. Je ne suis pas en train [illegible] dire qu'une intervention politique, [illegible] même militaire, [illegible] pas nécessaire pour résoudre le conflit au [illegible], mais [illegible] re[illegible] sûr [illegible] l'Europe n'aurait pas agi de la même façon si [illegible].

**– Ce même narrateur dit qu'il *[illegible] plus confiance en les [illegible]*. Et vous ?**

– J'ai toujours eu plus [illegible] dans le [illegible] les mots, mais nous [illegible] mots afin [illegible] communiquer. Et je continue donc à écrire et [illegible] utiliser des mots, mais [illegible] fais [illegible] l'espoir [illegible] mes lecteurs [illegible] entendre, [illegible] comprendre, le silence entre [illegible] ces mots. »

*Propos [illegible] par Raphaëlle Rérolle*
*Traduit de l'anglais par Judith Silberfeld*

# Le poids insupportable de la vérité

**L'APPÂT (Mamac), de David Albahari. Traduit du serbe par Gojko Lukic et Gabriel Iaculli, Gallimard, coll. « Du monde entier », 152 p., 110 F (16,5 €).**

Pour traduire d'un mot l'impression produite par le très beau livre de David Albahari, [illegible] « mélancolie » qu'il [illegible] choisir. Car *L'Appât* est un [illegible] du manque, de la perte, écartelé entre [illegible] poids [illegible] souvenirs [illegible] l'inanité du présent. Un roman désenchanté, dont le narrateur doute à la fois de l'histoire, [illegible] lui-même, [illegible] relations entre les hommes et de la capacité des mots à embrasser la réalité du monde. Serbe d'origine juive, comme l'auteur, et comme lui exilé au Canada, ce narrateur essaie cependant de transformer une expérience en récit, d'approcher l'histoire par le biais d'une existence individuelle.

Non sans faire mine de disqualifier [illegible] l'avance toute tentative de ce genre, dès le commencement du livre. Et ce par la bouche même [illegible] celui qui raconte, cet ancien traducteur-interprète serbe qui affirme continuellement ne pas être un écrivain. *« Si je savais écrire... »*, observe-t-il [illegible] préambule des phrases [illegible] lesquelles il explique [illegible] quel point, justement, il ne pourra pas s'expliquer comme il le souhaite. Installé au Canada depuis deux ans, le personnage a fui son pays miné par la guerre après avoir constaté qu'il ne pouvait plus *« supporter [illegible] poids de la vérité. »* En dépit d'un violent sentiment d'impuissance, il va pourtant s'obstiner à retrouver un sens et une cohérence, même partielle, au monde qui fut celui de sa famille.

Deux voix résonnent à [illegible] oreilles. [illegible] de sa mère disparue, dont il [illegible] vieux enregistrements racontant un itinéraire fait [illegible] et de recommencements. De Zagreb, sa ville d'origine, à Belgrade où elle trouva finalement refuge, une vie entière d'exils [illegible] deuils [illegible].

L'autre voix, prodigue en conseils [illegible] et littéraires, est celle de Donald, un ami canadien, écrivain, raisonneur et totalement incapable de comprendre les soubresauts d'une région dont il ignore à [illegible] près tout. Une même [illegible] relie ces deux figures que tout sépare : celle qu'il [illegible] *« pas [illegible] »*, pas de possibilité, autre que tout à fait romantique, d'appréhender « [illegible] ».

Rageuse [illegible] triste, la [illegible] du narrateur [illegible] s'infiltre entre ces [illegible] prits [illegible] imposer subrepticement [illegible] propre [illegible] du monde. Le regard [illegible] illusion, souverainement désespéré. S'il existe une [illegible] possibilité d'approcher la totalité des choses, c'est peut-[illegible] [illegible] travers l'individu et ses mille façons de réagir aux caprices [illegible] l'histoire. *« La [illegible] ma mère marchait, un peu voûtée, [illegible] si [illegible] cesse elle gravissait [illegible] pente, [illegible] si [illegible] quelque [illegible] qui [illegible] bas,* [les auteurs de manuels scolaires] *l'auraient [illegible] rhu[illegible] non [illegible] la réalité [illegible]rique. »*

[illegible] qui [illegible] encore de vérité ? Dans le *« temps post-historique »* qui s'est abattu sur le monde, plus rien ne paraît avoir d'importance. Tout [illegible] interchangeable, [illegible] partagé ? Le narrateur n'a pas su comprendre [illegible] mère, lorsqu'elle vivait encore, ni s'emparer [illegible] qualités [illegible] courage [illegible] résis[illegible] dont [illegible] faisait preuve.

Quant [illegible] Donald, le Canadien, il [illegible] jamais vraiment [illegible] que [illegible] ami [illegible] à lui communiquer. *« Il ne sait pas ce que [illegible] que d'avoir une place [illegible] soi. [illegible] voir [illegible] place n'appartient qu'à [illegible] d'y [illegible] ou [illegible] quitter pour toujours. »* Contrairement à [illegible] parents, qui continuaient d'occuper [illegible] place [illegible] vers et contre tout, [illegible] narrateur l'a laissée [illegible]. Psychologiquement et géographiquement, il [illegible] exilé. Du fond [illegible] cette solitude, pourtant, il s'acharne encore [illegible] à écrire, c'est-à-dire à se forger une nouvelle place [illegible] à trouver la vérité, par les mots.

**R. R.**

### *Un roman couronné de succès*

**Né en 1948 à Pec, en Yougoslavie (actuelle Serbie), David Albahari a vécu la plus grande partie de son existence à Belgrade avant de s'installer au Canada, en tant qu'hôte de l'université de Calgary. En même temps qu'il exerçait le métier d'éditeur, il a traduit en serbo-croate des auteurs tels que Bellow, Naipaul, Pynchon ou Nabokov. Surtout, il est l'auteur de six recueils de nouvelles, sept romans et un essai.**

***L'Appât*, paru chez Gallimard, est son premier roman traduit en français. Il a obtenu en 1997, un an après sa publication, le plus important prix littéraire yougoslave – attribué par l'hebdomadaire belgradois *NIN* – et le prix Balcanica, décerné par des éditeurs de l'ensemble des pays balkaniques. *L'Appât* fut le premier roman belgradois publié à Zagreb après la guerre qui s'est terminée en 1995.**

هكذا من الأصل

# Le qawwali, force spirituelle du Pendjab

## Le Festival de l'imaginaire accueille, les 15 et 16 avril, une cérémonie de chants soufis du Pakistan

**LAHORE (Pakistan)**
*de notre envoyé spécial*

Le froid est vif en cette fin janvier dans les rues [redacted] Lahore. Les ânes, les chevaux tirent [redacted] charrettes sur lesquelles on s'entasse, ils tentent de [redacted] frayer un [redacted] entre [redacted] voitures, les vélos, les rickshaws (vespas-taxis). La ville [redacted] engorgée. Ce matin peut-être encore plus que d'habitude. Une manifestation pour [redacted] liberté de la presse bloque le quartier.

A quelques centaines [redacted] mètres [redacted] là, changement [redacted] registre. Un harmonium, [redacted] claquements [redacted] mains, un [redacted] puis [redacted] voix, sinueuses, acrobatiques, irisées [redacted] lyrisme. Un [redacted] de qawwali, ce chant religieux chargé de [redacted] mettre [redacted] message [redacted] la poésie soufie que les [redacted] Brothers, d'abord, puis [redacted] Khan, ensuite et surtout, firent connaître [redacted] monde entier. [redacted] sur [redacted] petite estrade, [redacted] groupes de qawwal (interprètes du qawwali) [redacted] cèdent [redacted] une atmosphère [redacted] ferveur.

Malgré la pluie [redacted] ces derniers jours, [redacted] chefs spirituels [redacted] fis, la [redacted] pèlerins [redacted] là. Ils [redacted] quitté [redacted], les bois, pour converger [redacted] ce sanctuaire [redacted] chaque jeudi [redacted] un moment privilégié [redacted] dévotion partagée. Autour de la cour pavée, [redacted] visages sont farouches, hors du temps, tandis que tombent les pluies d'argent (*vel*) par lesquelles s'expriment [redacted] la fois bonheur, [redacted] thousiasme et [redacted] aux biens terrestres. Ils écoutent, s'étourdissent, [redacted] noient dans ces [redacted] d'extase.

Des visages d'hommes. Les femmes [redacted] sont pas conviées. « *Elles risqueraient, dit-on, [redacted] dévier l'essentiel [redacted] un [redacted]* », souligne la musicologue [redacted] Catella, qui préfère expliquer autrement [redacted] « [redacted] *dans* [redacted] *expression extrêmement érotique* [redacted] *Le poète s'adresse toujours* [redacted] *lui* [redacted] *femme. Les hommes glissent dans* [redacted] *qu'ils* [redacted] *féminin en* [redacted] *L'imagerie* [redacted] *féminine. Chez* [redacted] *Shah* [poète du XVII[e] siècle, dont [redacted] largement [redacted] qawwal du Pendjab] *on lit : "J'ai défait* [redacted] *cheveux, peint* [redacted] *mains au henné, j'ai* [redacted] *pour* [redacted] *courtisane."* [redacted] *imagerie s'accompagne par* [redacted] *comportement* [redacted] *sensuel* [redacted] *abandonné. Quand* [redacted] *femme vous* [redacted] *vu dans un tel* [redacted] *de fragilité,* [redacted] *doit être* [redacted] *difficile ensuite de jouer* [redacted] *machos à* [redacted] »

[redacted] enfants, [redacted] femmes [redacted] tolérées, [redacted] Ce jour-là, au [redacted] Data Ganj [redacted], deux petites [redacted] regardent, en retrait, d'une terrasse. Le [redacted] jouxte une mosquée. On se souvient [redacted] provocation des musulmans orthodoxes, [redacted] jeudi soir. [redacted] étaient [redacted] pour célébrer « le temps [redacted] morts ». [redacted] en a empêchés, en hurlant dans un mégaphone, à 11 heures du soir, des versets [redacted] Coran. On ne chante pas quand la parole sacrée est délivrée.

Ce sanctuaire est celui où Faiz Ali [redacted] préfère se produire. Né à Lahore [redacted] 1962, [redacted] chanteur [redacted] tient à la huitième génération d'une famille [redacted] musiciens. Il accompagne son chant, [redacted] physique, d'une gestuelle mêlant grâce et fureur. Son style évoque celui de Nusrat, [redacted] qui il voue un [redacted] respect. Même si les mélanges hasardeux [redacted] entre [redacted] qawwali dans lesquels celui-ci [redacted] parfois égaré semblent le laisser sceptique. Des croisements qui ne tentent pas davantage [redacted] et [redacted] Sher Ali. Eux [redacted] Faisalabad, [redacted] à environ 140 kilomètres [redacted] Lahore.

**« RIEN [redacted] POURRA L'ARRÊTER »**

Cité laborieuse du Pendjab, cette ville est le foyer le plus intense du qawwali. C'est là que vivait Nusrat, [redacted] qu'il repose. Une des plus importantes compagnies discographiques [redacted] Pakistan, [redacted] Gramophone House, y [redacted] boutique et studio. [redacted] Sher Ali [redacted] dans cette ville depuis 1980. Dans la salle principale [redacted] leur maison, une vitrine [redacted] des ré[redacted] des souvenirs, attestant [redacted] notoriété internationale. Une célébrité qu'ils ont atteinte [redacted] évitant, insistent-ils, toute compromission : « *Les jeunes qawwal* [redacted] *chantent plus* [redacted] *grands textes soufis, mais* [redacted] *frivoles. Il leur manque l'essentiel : l'émotion, la dévotion, la profondeur. Et puis ils n'ont pas* [redacted] *maîtres, se contentent de copier* [redacted] *cassettes.* »

Mehr [redacted] Sher Ali [redacted] à la mission spirituelle du qawwali. [redacted] gardiens d'une [redacted] pureté. Un paradoxe pour une musique qui entremêle le persan, l'arabe, le panjabi, l'ourdou..., qui est truffée de citations poétiques, [redacted] s'infiltrent [redacted] phrases musicales empruntées parfois [redacted] des musiques [redacted] tout, « *l'avenir* [redacted] *qawwali* [redacted] *rien ne* [redacted] *l'arrêter* ». [redacted] jeunes musiciens ni [redacted] tion de la [redacted] Ni [redacted] Respiration [redacted] au [redacted] l'islam orthodoxe, [redacted] qawwali [redacted] majeure partie [redacted] population, [redacted] transcende les divisions [redacted] sunnites et chiites qui agitent le pays.

**Patrick Labesse**

CATHERINE [redacted] CIPPEL

[redacted] *qawwali, avec* [redacted] *Sher Ali.*

### Rendez-vous

■ [redacted] Cérémonie qawwali : Festival [redacted] l'imaginaire, [redacted] équestre Zingaro, 176, [redacted] Jean-Jaurès, [redacted] Aubervilliers ; M[o] Fort-d'Aubervilliers. [redacted] avril, à 20 heures ; tél. : 08-03-80-88-03. Le 17 avril, 20 h 30, à la Cité bleue, cité [redacted] de Genève, [redacted] : 041-22-738-66-38.

● **Ecouter.** *Qawwali, l'expression de l'essentiel désir* (Mehr [redacted] Sher Ali...), 1 CD [redacted] Records/Adès.
Nusrat Fateh Ali [redacted] :
*En concert* [redacted] *Paris,* [redacted] *1 à 5,* 5 [redacted] Ocora/Harmonia [redacted]
*Pakistan : La Musique des Qawal,* 1 CD Unesco/Auvidis.
*Pakistan/Sindh : Moula* [redacted] *Sand, Sohrab Fakir, Mohamed Fakir...,* 1 CD World Network/Harmonia Mundi.

**DÉPÊCHES**

**ART : les ministres de la culture et de l'éducation, Catherine Trautmann et Claude Allègre, ont annoncé pour 2003 la création de l'Institut national** [redacted] **de l'art** [redacted] de l'ancienne Bibliothèque nationale de France, rue de Richelieu, à Paris (2[e]). Il réunira les chercheurs de l'Ecole des hautes études en sciences sociales et de l'Ecole pratique [redacted] hautes études, [redacted] que les enseignements [redacted] cycle [redacted] six [redacted] parisiennes. L'Ecole [redacted] du patrimoine [redacted] relogée dans l'ancienne BN, qui accueillera en outre la grande bibliothèque spécialisée en histoire de l'art regroupant le fonds Doucet, la bibliothèque des Musées de France et celle de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts. La présidence de l'association de préfiguration de l'institut est assurée par le professeur Alain Schnapp.

■ **MUSIQUE : le trentième anniversaire du festival de Woodstock** [redacted] célébré par un [redacted] qui pourrait attirer 250 000 personnes, selon les organisateurs, sur la base militaire de Grifiss Park, dans l'Etat de New York, [redacted] 23 au 25 juillet. Les billets seront en vente [redacted] partir [redacted] 25 avril, les moins chers au prix de 150 dollars (129 €).

■ **La part du rock dans les ventes de disques aux Etats-Unis est passée de 42 % du marché à 26 % entre 1989 et 1998,** selon les statistiques établies par l'association américaine [redacted] l'industrie discographique. Le rock demeure toutefois le genre dominant, devant [redacted] musique country (14 %), le rhythm and blues (13 %), le rap et la pop/variétés (10 % chacun), le gospel (6 %), le classique (3 %) et le jazz (2 %).

■ **LECTURE : les états généraux de la lecture et des langages seront** [redacted] **Nantes, les 4 et 5 mai,** afin de définir de nouvelles orientations pédagogiques [redacted] à lutter contre la baisse de niveau des savoirs de base constatée dans les récentes évaluations des classes de CE 2 et de sixième. Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, a affirmé sa volonté [redacted] *« résister au tout-expert sans sombrer dans le tout-terrain ».*

# Bertrand Cantat à Sciences-Po : un Grand Oral de contradiction

**BORDEAUX**
*de* [redacted] *correspondante*

L'Institut d'études politiques (IEP), sur le campus bordelais, était particulièrement animé, jeudi 8 avril. Depuis des semaines, [redacted] attendaient avec impatience [redacted] « Rencontres IEP-*Sud-Ouest* » créées en [redacted] dont le sujet [redacted] fois-ci [redacted] « Musiques et citoyenneté ». L'invité [redacted] jeudi s'appelait Bertrand Cantat, le chanteur [redacted] Noir Désir. Le même jour, sortait un livre sur l'histoire du [redacted] intitulé *Noir(s) Désir(s)*, [redacted] H. M. (aux Editions Verticales).

Les derniers [redacted] rock des Rencontres IEP-*Sud-Ouest*, Daniel Darc et [redacted] Minelli, étaient venus en 1992. Pierre Arditi, Edouard Balladur, Rony Brauman, [redacted] dalaï-lama, Jean-Paul Fitoussi, Michel-Edouard Leclerc, Cesar Rincon, Emmanuel Todd... avaient également participé à [redacted] manifestations. « [redacted] *a invité Bertrand Cantat pas seulement parce que c'est* [redacted] *star* [redacted] *rock,* explique Guillaume Madec, [redacted] l'origine de [redacted] il y [redacted] deux [redacted] *Il* [redacted] *aussi* [redacted] *chanteur engagé qui essaie d'avoir* [redacted] *démarche citoyenne.* »

Le chanteur demeure un des rares invités pour lequel les étudiants [redacted] sont « battus » pour organiser cette journée et le [redacted] Oral. Ils ont envahi en masse l'amphithéâtre de cinq [redacted] places, accessible uniquement sur réservation. Un autre amphithéâtre de trois [redacted] places [redacted] deux salles retransmettaient en direct le [redacted] six étudiants [redacted] le chanteur.

Bertrand Cantat a longtemps hésité [redacted] d'accepter l'invitation, [redacted] frère, Xavier, photographe, [redacted] chaque Rencontre. La scène peut paraître étonnante : [redacted] anarchiste au milieu de futures [redacted] la nation.

Un étudiant le lui rappelle [redacted] sa façon : « [redacted] *prônez la disparition de l'Etat, mais, ici, vous êtes chez des gens qui veulent le pérenniser.* » « *C'est pour ça que je suis là,* répond [redacted] chanteur, [redacted] gêné. *Je préfère soit être libertaire, soit avoir un Etat pour rééquilibrer les injustices.* »

[redacted] étudiant [redacted] fait remarquer : « *Tu te* [redacted] *anarchiste, n'être qu'un maillon de la chaîne musicale, mais tu te nourris de ses multinationales.* » « *Avec les années, nous avons gagné du terrain,* [redacted] *autonomie et en décision dans* [redacted] *maison de disques* [Barclay], [redacted] chanteur. *Nous sommes* [redacted] *énorme* [redacted] *d'autonomie au milieu* [redacted] *système, pas en dehors.* [redacted] *n'y aurait pas* [redacted] *même diffusion si nous étions* [redacted] *dehors. Là-dessus, je ne suis pas Tartuffe.* » Bertrand Cantat se dit prêt à participer à un éventuel concert [redacted] Belgrade « *si on peut avoir* [redacted] *cible sur le* [redacted] *et de l'autre côté* "fuck Milosevic". *Mais,* [redacted] *toute façon,* [redacted] *le proposera pas.* »

**Claudia Courtois**

# Deux grands petits salons parisiens

**DEUXIÈME PAVILLON DES ANTIQUAIRES ET DES GALERIES D'ART, Espace Eiffel-Branly, 29-55, quai Branly, Paris-7[e]. M[o] Iéna, Alma-Marceau. Tél. : 01-53-30-85-20. Tous** [redacted] **jours, de 12** [redacted] **à 21** [redacted] **Samedi** [redacted] **dimanche, de 11 heures à** [redacted] **heures. Nocturne** [redacted] **jeudi 15. 50 F (7,5 €). Jusqu'au 18 avril.**
**SALON DU DESSIN, salons Hoche, 9, avenue Hoche, Paris-8[e].** [redacted] **Courcelles, Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-42-25-43-73.** [redacted] **12** [redacted] **à 20 h 30. 50 F (7,5 €). Jusqu'au 12 avril.**

Le Pavillon des antiquaires et des galeries d'art a été créé en [redacted] l'antiquaire [redacted] Perrin [redacted] marchand de tableaux Stéphane Custot, pour remplacer le défunt Salon [redacted] mars (*Le Monde*, 30 mars 1998). Lors [redacted] première édition, [redacted] révélé [redacted] prometteur, [redacted] 20 000 visiteurs, séduits [redacted] sa taille raisonnable, une soixantaine d'exposants, [redacted] de la marchandise proposée. Comme [redacted] devancier, il tirait son originalité [redacted] l'éclectisme [redacted] de la diversité [redacted] objets exposés : l'amateur pouvait passer [redacted] heurts d'une poupée Kachina [redacted] un tableau d'Andy Warhol, d'un buffet marqueté [redacted] une estampe japonaise.

Tout au plus reprochait-on au salon naissant une [redacted] faiblesse en [redacted] contemporain, [redacted] représenté. Ce défaut [redacted] corrigé [redacted] : une [redacted] galeries [redacted] associées à l'expérience, [redacted] non [redacted] moindres. Ainsi, [redacted] Galerie de France montre-t-elle une exposition personnelle [redacted] Martial Raysse, [redacted] première [redacted] depuis la rétrospective que lui a consacrée le Jeu de [redacted] en [redacted].

Une excellente initiative qui n'est pas isolée : bon nombre d'exposants [redacted] aussi pris le risque commercial [redacted] ne montrer qu'un artiste. C'est [redacted] cas [redacted] Hopkins-Thomas-Custot, qui présente des dessins, [redacted] gouaches [redacted] quelques sculptures de Calder ; de Fanny Guillon-Lafaille, qui [redacted] Dufy ; de la Bouquinerie [redacted] l'Institut, qui [redacted] céramiques [redacted] Chagall.

[redacted] objets d'art [redacted] en reste, [redacted] une dizaine [redacted] mettent l'accent sur [redacted] arts décoratifs du [redacted] siècle. D'autres, comme [redacted] marchand d'art Alain [redacted] Montbrison Rachlin-Lemarié ou Bernard Dulon, représentent dignement [redacted] primitifs.

Mais la caractéristique la plus sympathique de ce jeune salon, c'est qu'il fourmille de jeunes marchands, [redacted] palme [redacted] cette [redacted] à Mathias Jousse et Nicolas Denis qui, associés pour vendre des meubles [redacted] 70, ont cinquante-trois [redacted] à eux deux. Cette nouvelle génération s'intéresse [redacted] des styles et [redacted] époques originales, négligés par [redacted] aînés, qui pourraient [redacted] une clientèle [redacted] encore tentée par l'antiquaille classique et les [redacted] ruineux et inconfortables du XVIII[e] siècle français.

[redacted] Pavillon [redacted] antiquaires [redacted] légitimement fier [redacted] son large public, le Salon du dessin attire [redacted] amateurs en nombre plus restreint. D'abord, il ne dure que cinq jours. Ensuite, il [redacted] petit, vingt-cinq exposants seulement. Enfin, [redacted] collectionneurs d'oeuvres sur papier forment une [redacted] à part, discrète, souvent [redacted] informée [redacted] leurs acquisitions potentielles que [redacted] excellents marchands qui espèrent leur visite.

**UNIQUE AU** [redacted]

Sans trop d'inquiétude : [redacted] pressent dès l'ouverture et [redacted] meilleures feuilles se vendent [redacted] le quart d'heure, à [redacted] clients ravis, à l'image [redacted] directeur d'un [redacted] grand musée parisien, heureux comme un [redacted] min de s'être offert, [redacted] la galerie Talabardon et Gautier, ce qu'il qualifiait lui-même [redacted] « *petite folie* » : une charmante aquarelle [redacted] mine [redacted] plomb d'Ingres, une Vierge [redacted] l'enfant copiée en 1841 d'après une mosaïque du [redacted] siècle et dédicacée à Monsignor [redacted]pada [redacted] Medici.

Acquisition admirée par [redacted] collègues conservateurs [redacted] musées : [redacted] une centaine, venus du [redacted] entier pour dénicher la perle [redacted], le [redacted] qui compléterait leur collection. Comme Nicolas Turner, qui exerça au British Museum puis au Getty, qui revient chaque [redacted] depuis trois ans, [redacted] pour qui ce salon, uniquement centré [redacted] dessin, [redacted] unique au monde.

**Harry Bellet**

GRAND JURY
RTL Le Monde LCI
HUBERT VEDRINE
Ministre des Affaires Étrangères
Débat animé par
OLIVIER MAZEROLLE
avec PATRICK JARREAU - LE MONDE
et ANITA HAUSSER - LCI
DIMANCHE 18H30
SUR
RTL & LCI

Tout le contraire du raisonnable

هكذا من الأصل

# Tout le contraire du raisonnable

## Galeries à Paris. Michael Ackerman, photographe, Jang Jung-Yeun, peintre, affrontent le trop vu, le trop connu, pour imposer leur vision

**MICHAEL ACKERMAN, Galerie Vu, 2, rue Jules-Cousin, Paris 4e. Mo Sully-Morland. Tél. : 01-53-01-85-85. Du mercredi au samedi de 14 h à 19 h; sur rendez-vous les autres jours. Entrée libre. Jusqu'au 24 avril. Puis au Centre Atlantique de la photographie, 2-4, avenue Clemenceau, 29000 Brest. Tél. : 02-98-46-35-80. Du 28 avril au 24 mai. –** *End Time City*, **de Michael Ackerman, Nathan/Delpire, 140 p., 72 photos, 340 F (51,8 €).**

**JANG JUNG-YEUN, Galerie du Web Bar, 32, rue de Picardie, Paris 3e. Mo République. Tél. : 01-42-72-60-04. Tous les jours de 8 h 30 à 2 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 mai.**

New York – on pourrait encore photographier New York ? Bénarès – Il y aurait encore moyen d'y travailler ? Après tant d'excellents photographes ? « Après tant d'autres, médiocres, qui ont introduit dans les mémoires des stéréotypes ineffaçables ? Il serait plus raisonnable de chercher d'autres motifs, loin de l'Hudson, loin du Gange, loin de Times Square, loin des quais où brûlent les morts. Il vaut mieux abandonner ces lieux aux touristes, simple question de prudence.

Survient un imprudent, Michael Ackerman. Il est jeune – trente-deux ans. Il habite New York. Il voyage en Inde. Il en rapporte ses photos. La plupart d'entre elles suscitent un réflexe d'incrédulité, pour ce qu'on y voit et pour la façon de le montrer. Autrement dit, ses images ne devraient pas exister parce que, selon toute vraisemblance, un autre photographe, dans la situation où s'est trouvé Ackerman, n'appuierait pas. Il se dirait qu'il est trop près, que le cadrage ne convient pas, que la lumière est mauvaise, les contrastes trop intenses ou trop faibles, qu'il n'obtiendra que du flou et de l'indistinct, que l'image sera sans intérêt. Or Ackerman, faisant fi de ces bonnes raisons, appuie ; il joue avec l'échec et le hasard. Le résultat est remarquable.

La proximité pourrait être néfaste. Elle pourrait créer un malaise violent, quand, à Bénarès, la proximité dans laquelle il se place est celle des cadavres et du deuil. Elle pourrait tomber dans le pittoresque, quand les fidèles de Shivah dansent et crient, si près de l'objectif. Elle risque de n'être que voyeurisme quand Ackerman traîne dans les lieux de drague homosexuelle. Tel n'est pas le cas. On croirait le photographe invisible pour ceux qu'il observe : ils ne le regardent pas, ils ne prennent pas de pose, ils ne se soucient pas de sa présence et de son activité. Il se glisse d'un groupe à l'autre, il réinvente la figure baudelairienne de l'artiste homme des foules, homme perdu dans la foule qui ne s'arrête pas, photographie au vol, redoute l'immobilité, saisit l'occasion à l'instant où il l'aperçoit et ne cherche pas à la retrouver quand elle lui a échappé. La photographie, ainsi pratiquée, est affaire d'accélération et de rythme.

Aucune lourdeur : les morts de Bénarès qui se consument, les morts qui flottent entre deux eaux, ceux qui les pleurent, ceux qui les portent, ces sujets tragiques sont photographiés sans pathos. La détresse des quartiers misérables de New York, la solitude, l'écrasement sont suggérés plutôt que véritablement représentés. Tout au plus, de temps en temps, Ackerman s'autorise-t-il une allusion ou un symbole. Un singe grimpe sur la tête d'un dragon de bronze. Des chiens et des vautours attendent les charognes – Baudelaire encore, en passant, comme pour rappeler que l'amnésie n'est pas la condition nécessaire de la nouveauté. Seule importe la justesse du regard, qui ne s'explique pas aisément et qui, cependant, saute aux yeux.

*« End Time City », de Michael Ackerman.*

### RÉALISME TROUBLE

Dans l'exposition d'Ackerman et dans le livre qui réunit ses images de Bénarès, *End Time City*, elle n'est presque jamais prise en défaut, hors quelques images dont un tirage en très grand format met en scène l'étrangeté alors que les photos n'en ont aucun besoin, bien assez denses pour se passer de tout artifice de présentation. Sur ce point, le livre, par sa sobriété, est admirablement probant.

Autre tentative aventureuse : Jang Jung-Yeun, coréenne, trente-trois ans, peint des moments très ordinaires, des visages en si gros plan qu'ils sont incomplets et, parfois, des objets. Elle fait œuvre de réalisme. On peut encore ? A condition de se souvenir que, désormais, la peinture a en mémoire la photo, le cinéma, la télévision et qu'il faut déjouer ce savoir, d'une manière ou d'une autre. La désinvolture et l'absurdité peuvent être efficaces – Jang Jung-Yeun en fait grand usage. Ses tableaux ne racontent que des bribes d'histoires inconnues, téléfilms, romans-photos ou publicités. Les nus n'ont rien d'érotique. Les visages ne trahissent aucun sentiment particulier. Les objets n'ont aucune valeur symbolique. L'héroïne de la plupart des toiles ressemble à l'artiste, mais, si allusions autobiographiques il y a, elles demeurent incompréhensibles.

De là un sentiment trouble, mi-curiosité, mi-déception, l'impression d'être floué par cette peinture qui ne promet – des récits, des sensations, des significations – que pour ne pas tenir, parce qu'elle ne veut pas. Les titres n'arrangent rien, énigmatiques et laconiques. Chaque toile est une défaite pour l'interprétation. C'est dire qu'elle mérite plus d'un regard.

*Philippe Dagen*

# Jean Guidoni fait les comptes du siècle

**JEAN GUIDONI, Fin de siècle. THÉÂTRE SILVIA-MONFORT, 106, rue Brancion, Paris 15e. Mo Porte-de-Vanves. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-45-31-10-96. 100 F et 140 F. Jusqu'au 9 mai.**

Sombre Europe. Drancy, Auschwitz, Charonne, Staline, Pétain, le FN à Toulon, l'invention de l'aviation à usage guerrier : franchement, il n'y a pas de quoi être fier. Si l'on ajoute à cela la mort du music-hall, c'est encore moins drôle. Cruelle sera donc la visite collective de la mémoire du siècle, organisée et commentée par Jean Guidoni, chanteur habituel des venins secrets et du plaisir transgressif. Sa visite à l'Expo universelle de l'an 2000 (sur l'air de *En revenant d'la r'vue*, chanson de L. C. Désormes et Delonnel-Garnier, créée en 1886 par Panlus à l'Alcazar) passera donc par *« le pavillon de l'intolérance, l'esplanade de la haine, le palais de la laideur, le mémorial de la connerie »*, avec dîner au McDonald's compris dans le prix du ticket.

Jean Guidoni a renoué avec son parolier d'hier, Pierre Philippe, qui lui a écrit seize nouvelles chansons, matière de *Fin de siècle*, nouveau spectacle (dont Matthieu Gonet assure la direction musicale) conçu comme un bilan, à vrai dire totalement noir, des cent années écoulées depuis l'invention de l'aviation. Puisque tout part de là : l'avion, dont on a peur, qu'on emprunte pour séduire une belle, porter du courrier, ou faire la guerre. Homme de théâtre, sachant bâtir ses numéros en fonction des règles du mime, du sketch humoristique et du pot-pourri de variétés, Jean Guidoni fredonne *L'Hôtesse de l'air* de Dutronc ou le générique des *Chevaliers du ciel*, le *Dimanche à Orly* de Bécaud, *L'Aéroplane* de Fragson. Mais la chute est annoncée.

### BASSESSE ET SPLENDEUR

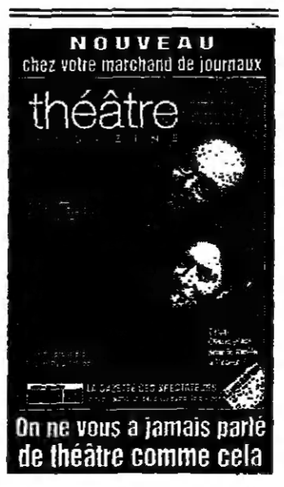
Un tango ? C'est pour dénoncer la pourriture. Une bossa-nova ? C'est pour se réjouir de la mort du tyran (Staline). Une joliesse intimiste, façon Salon de peinture bourgeois ? C'est pour prévoir le massacre de Charonne. Une petite marche en fanfare ? C'est pour saluer le *« maréchal aimable »*, l'homme à la moustache enneigée, le *« second papi »* de tous les petits Français. Jean Guidoni ne fait pas la morale. Il prévient. De lui, il dira : *« je suis à contre-courant, c'est pour cela que je ne suis pas tout à fait rien. »* Voilà pour la définition.

Pour le reste, le chanteur à la voix si chaudement maîtrisée n'est jamais meilleur que quand il évoque la transgression (*Les Boîtes*, de Pierre Philippe et Philippe Dubosson), la bassesse et les splendeurs de la chair, les hommes carnivores. Dans ses jolies harmonies de flûtes, violon, violoncelle, alto et xylophone, Jean Guidoni sème le trouble constant, du rire jaune. Un clin d'œil au romancier Michel Houellebecq (*Les Particules élémentaires*), de la crasse, de la douleur. A Drancy, l'habitant du HLM de la cité de la Muette est empêché par des cohortes de gens bizarres qui appellent des noms, Rachel, David, Jean. Y'en a marre. *« On ne peut pas*, chante Jean Guidoni, *éternellement se couvrir de malheurs et de cendres sans urne. »*

Jean Guidoni se livre à un hilarant *Je* (ne) *me souviens* (pas), façon Georges Perec, à propos des gloires éphémères de la chanson, Colette Mars, Rose Avril, Zouzou la twisteuse, Corinne Hermes, Musette Figaro, Dominique Walter, tel autre *« dont* Le Monde *prédisait en 1960 qu'il serait un grand de la chanson »*.

Ainsi, Jean Guidoni est un as du music-hall. Mais il a beaucoup à dire, son parolier aussi, et dans ce flot de mots, il en oublie de chanter des musiques pourtant signées Juliette, François Hadji-Lazaro (des Garçons Bouchers), Jean-Claude Vannier, Yani Spanos, Didier Goret ou Romain Didier. Simplicité et mélodie ne sont-elles pas les lignes de force de cet art du music-hall que Jean Guidoni et Pierre Philippe connaissent sur le bout des doigts en héritiers de la chanson réaliste et du comique troupier, et en historiens ?

*Véronique Mortaigne*





## SORTIR

### PARIS

**Jean-Claude Vannier**

Jean-Claude Vannier est un chanteur peu ordinaire, né en 1943 au cours d'une alerte à Bécon-les-Bruyères. Pianiste, orchestrateur, il devient un habile artisan, un résistant faussement passif des sentiers battus, pour qui music-hall rime avec intelligence, distance et distraction. Il y a une légèreté à la Vannier, un humour, un sourire omniprésent dans toutes les chansons qu'il a habillées pour les autres : *Plume d'ange* pour Nougaro, *Branche cassée* pour Françoise Hardy, *Melody Nelson* pour Serge Gainsbourg, *Super Nana* pour Michel Jonasz, et d'autres sur mesure pour Maurane, Jane Birkin, etc. Vannier, c'est aussi une carrière solo, des spectacles à la mise en scène et à la musique surprenantes, tel cet ensemble féminin qui transformait l'aspirateur en instrument de musique (à écouter, l'album *Pleurez pas les filles*). Lui joue de tout : des joujous en plastique, des petits pianos, du vrai. Il est au Théâtre des Abesses accompagné par Michel Musseau et un chœur (mixte) de onze chanteurs. Pour le reste, vive l'aventure.

*Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Mo Abbesses. Les 13, 14, 16 et 17 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.*

**Etage 34**

Trio de free rock qui pousse au plus loin la déferlante sonore, Etage 34 est composé du guitariste Dominique Repecaud (par ailleurs directeur du festival Musique action à Vandœuvre-lès-Nancy), du bassiste Olivier Paquotte et du batteur Daniel Koskowitz. Du beau monde rejoint par l'une des voix les plus bouleversantes des musiques improvisées, celle de Beñat Achiary.

*Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Mo Robespierre. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.*

*Publicité*

Christopher Marlowe
**La fameuse tragédie du riche Juif de Malte**
mise en scène Bernard Sobel
**dernière le 18 avril**
Théâtre de Gennevilliers
Centre Dramatique National
Location 01 41 32 26 26

## GUIDE

### REPRISES CINEMA

**L'Ecureuil rouge**
de Julio Medem. Espagnol, 1993 (1 h 50).
**Vacas**
de Julio Medem. Espagnol, 1991 (1 h 36).
**Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).**
**7e Forum des ciné-clubs**
Une édition centrée sur une thématique intitulée « Politique et cinéma ». Au programme, vingt-six séances dont trois avant-premières (*Le Petit voleur*, court métrage d'Erick Zonca, *The Hi-Lo Country* de Stephen Frears, *Un temps pour vivre, un temps pour mourir*, long-métrage inédit réalisé en 1986 par le cinéaste taïwanais Hou Hsiao-hsien), accompagnées de débats animés par des réalisateurs, critiques, comédiens, producteurs et exploitants.
*Forum des images, 2, grande galerie, Nouveau Forum des Halles, Porte Saint-Eustache, Paris 1er. Mo Les Halles. Les 10 et 11, de 14 heures à 24 heures. Tél. : 01-44-76-63-42. 25 F.*

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

### VERNISSAGES

**Jean-Marc Bustamante**
*Galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris 3e. Mo Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-74-67-68. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Du 10 avril au 20 mai. Entrée libre.*
**Chrystèle Lerisse**
*Musée français de la Photographie, 78, rue de Paris, 91 Bièvres. Tél. : 01-69-35-16-50. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. Du 10 avril au 20 juillet. 20 F.*
**9e Salon de la bande dessinée**
*Centre culturel Longueuil, 48, avenue de Longueuil, 78 Maisons-Laffitte. Tél. : 01-34-93-12-81. De 10 heures à 19 heures. 10 et 11 avril. 10 F.*
**Yan Pei-Ming**
*Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 10 avril au 29 mai. Entrée libre.*

### ENTRÉES IMMÉDIATES

**Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.**
**Orchestre national de France**
Beethoven : *Quintette pour piano, hautbois, clarinette, cor et basson, Sonate pour violon et piano op. 24 « Le Printemps », Concerto pour violon et orchestre op. 61.* Pascal Saumon (hautbois), Roland Simoncini (clarinette), Philippe Hanon (basson), Michel Cantin (cor), Marc Neikrug (piano), Pinchas Zukerman (violon, direction).
*Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. Le 10, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 190 F.*
**Anne Gastinel (violoncelle)**
**Pierre-Laurent Aimard (piano)**
Beethoven : *Sonate pour violoncelle et piano op. 102 no 1.* Brahms : *Sonate pour violoncelle et piano op. 38.* Prokofiev : *Sonate pour violoncelle et piano op. 119.*
*Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. Le 11, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 120 F.*
**Roberto Aussel (guitare)**
Œuvres de Weiss, Scarlatti, Sor, Nuccio d'Angelo et Barrios.
*Théâtre d'Ivry Antoine-Vitez, 1, rue Simon-Dereure, 94 Ivry-sur-Seine. Mo Mairie-d'Ivry. Le 11, à 16 heures. Tél. : 01-46-70-21-55. 110 F.*
**Fonky Family, 3e Œil**
*Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45.*
**Pierpoljak**
*Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mo Opéra. Le 11, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49.*
**Wayne Kramer, Van Wilks**
*Le Plan, rue Rory-Gallagher, 91 Ris-Orangis. Le 11, à 20 heures. Tél. : 01-69-43-03-03. De 60 F à 100 F.*
**Ines Muzel**
*Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-78-05. 100 F.*
**Ire, Ali Farka Touré**
*Gymnase Maurice-Baquet, 12, rue Julian-Grimau, 93 Bagnolet. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-49-22-10-10. 100 F.*
**Orchestre national de Barbès**
*Théâtre Simone-Signoret, 12, place Romagné, 78 Conflans-Sainte-Honorine. Le 10, à 21 heures. Tél. : 01-34-90-90-90. 100 F.*

### RÉSERVATIONS

**Faust**
de Goethe, mise en scène d'Alexander Lang, avec Catherine Ferran, Alberte Avelline, Michel Favory, Thierry Hancisse...
*Comédie-Française, salle Richelieu, Paris 1er. A partir du 24 avril. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 190 F.*
**Pina Bausch**
*Masurka Fogo* (chorégraphie, création).
*Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Du 24 avril au 5 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 140 F et 190 F.*
**Laurent de Wilde**
*Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Les 28 et 29 avril et le 1er mai, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 120 F.*
**Tambours sur la digue**
d'Hélène Cixous, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec la troupe du Théâtre du Soleil.
*Cartoucherie-Théâtre du Soleil, Paris 12e. A partir du 12 mai. Tél. : 01-43-74-24-08. 90 F et 150 F.*

### DERNIERS JOURS

**11 avril :**
**La Femme changée en renard**
de David Garnett, mise en scène de Didier Bezace.
*Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Tél. : 01-48-33-93-93. De 50 F à 130 F.*
**12 avril :**
**Tropiques métis**
*Musée national des Arts et Traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris 16e. Tél. : 01-44-17-60-00. 25 F.*

هكذا من الأصل

SAMEDI 10 AVRIL

# GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

**12.10 et 17.10 Le Monde des idées.** La guerre en Europe. Invités : Régis Debray et Alain Finkielkraut. LCI

**23.20 L'Enfer du Goulag.** Forum Planète

## MAGAZINES

**18.15 Des racines et des ailes.** Russie : les naufragés de l'Empire. Le prix de l'excellence. Les «Cocois Girls». TV 5

**19.00 T.V. +.** Canal +

**19.00 Histoire parallèle.** Semaine du 10 avril 1949. Y a-t-il un modèle agricole ? Invité : Joseph Klatzmann. Arte

**20.30 Le Club.** Sidney Lumet. Ciné Classics

**20.45 La Semaine d'Histoire.** Histoire

**21.05 Thalassa.** Les gardiens du pôle Nord. TV 5

**22.15 Envoyé spécial.** Kosovo, l'exode. Trafic de femmes. Les fous du village. TV 5

**23.10 Union libre.** France 2

## DOCUMENTAIRES

**20.45 L'Aventure humaine.** La Guerre de pacification en Amazonie. Arte

**20.45 Toutes les drogues du monde.** [6/6]. Odyssée

**21.15 Inde, naissance d'une nation.** Les femmes. Odyssée

**21.45 Voyage au pays des dieux.** [1/13]. Jérusalem, une mosaïque de foi. Odyssée

**22.00 Hugh Hefner.** L'aventure «Playboy». Canal Jimmy

**22.05 Monsieur Patel tourne à Bollywood.** Planète

**22.35 Dans les coulisses de...** Mon Trésor. France 3

**22.55 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin.** [2/3]. Les mères. Planète

**23.50 La Guerre sans nom.** Planète

**0.25 Music Planet. The Beach Boys, Endless Harmony** [2/2]. Arte

**0.45 Saturnales.** Un air de famille [2/2]. France 3

## SPORTS EN DIRECT

**17.00 Football.** Coupe de France. Quart de finale : Nantes - Guingamp. TF 1

**19.00 Motocyclisme.** Les 24 heures du Mans. Eurosport

**20.00 Football.** Championnat du monde des moins de 20 ans. Costa Rica - Allemagne. Eurosport

**20.00 Basket-ball.** Championnat de France féminin. Finale aller : Valenciennes-Orchies - Bourges. AB Sport

**22.05 Boxe.** Réunion de Paris-Bercy. Championnat du monde WBA. Canal +

**1.05 Golf.** US Masters. Canal +

## MUSIQUE

**20.30 La Périchole.** Opéra d'Offenbach. Mise en scène, Jérôme Savary. Par l'Orchestre de la Suisse romande et le Chœur du Grand-Théâtre de Genève, dir. Marc Soustrot. Mezzo

**21.00 Solti dirige Beethoven.** Avec Murray Perahia, piano et le London Symphony Orchestra. Muzzik

**23.30 Black Sessions.** Mangu. Paris Première

## TÉLÉFILMS

**20.25 Echec et mat.** J. M. Sanchez [1/2]. O. Ciné Cinémas

**20.30 Molière pour rire et pour pleurer.** Marcel Camus [2/3]. Festival

**20.55 La Femme du pêcheur.** Dominique Cheminal. France 3

**20.55 La Porte du passé.** Gary Nelson [1 et 2/2]. Téva

**22.25 Le Prince des imposteurs.** Jean-Pierre Prévost. Festival

**22.45 La Flèche de l'amour.** Antonio Tibaldi. Arte

## SÉRIES

**20.35 Evamag.** Haute sécurité. O. Canal +

**20.50 Charmed.** La quatrième sœur. M 6

**21.00 Spin City.** Quand le maire s'invite. O. Canal +

**21.00 Nights, l'intégrale.** Canal Jimmy

**21.20 A la une.** Petits mensonges en famille. O. Canal +

**21.40 South Park.** Poisson sanglant. O. Canal +

**21.45 The Sentinel.** Protection rapprochée. M 6

**22.10 The Practice.** Pris au piège (v.o.). L'esprit de l'Amérique (v.o.). Série Club

**22.40 C-16.** Radio FBI. O. M 6

# FILMS

**17.50 Gwendalina** ■■
Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 100 min) O. Cinétoile

**20.40 Les Pupitres** ■■
Francis Veber (France, 1986, 90 min) O. TSR

**23.00 Los Olvidados** ■■
Luis Buñuel. Avec Estela Inda (Mexique, 1950, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classics

**23.00 Sailor et Lula** ■■
David Lynch (Etats-Unis, 1989, 125 min) O. Ciné Cinéma 1

**23.00 Rafles sur la ville** ■■
Pierre Chenal (France, 1957, N., 80 min) O. Cinétoile

**23.00 Smoking** ■■
Alain Resnais (France, 1993, 140 min) O. Cinéstar 1

**0.20 Poil de Carotte** ■■■
Julien Duvivier (France, 1932, N., 90 min) O. Cinétoile

**0.30 Intervista** ■■
Federico Fellini (France - Italie, 1986, 105 min) O. Ciné Cinéma 2

**1.20 Regarde les hommes tomber** ■■
Jacques Audiard (France, 1993, 100 min) O. Arte

**1.55 Forever and a Day** ■■
René Clair, Edmund Goulding, Cedric Hardwicke, Frank Lloyd, Victor Saville et Robert Stevenson et Herbert Wilcox (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classics

**2.25 Un homme parmi les loups** ■■
Carroll Ballard (Etats-Unis, 1983, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 1

**3.05 Scream** ■■
Wes Craven (Etats-Unis, 1997, v.o., 110 min) O. Canal +

**3.15 La Joyeuse Divorcée** ■■
Mark Sandrich (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 100 min) O. Cinétoile

**3.55 The Hit** ■■
Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1984, 100 min) O. Cinéstar 2

# PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

### TF 1

**19.05 Sous le soleil.** O.
**19.50 Bloc modes.**
**20.00 Journal, Météo.**
**20.50 La Porte.**
**23.10 Hollywood Night.** Sous haute protection. Téléfilm. Jack Gill. O.
**0.50 Formule F 1.**
**1.30 Rallye.** Rallye de Tunisie.

### FRANCE 2

**19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.**
**19.15 Le monde est petit.**
**19.50 et 20.50 Tirage du Loto.**
**19.55 Politiquement correct.**
**20.00 Journal. Météo.**
**20.55 Le Plus Grand Cabaret du monde.**
**23.10 Union libre.**
**0.45 Journal, Météo.**

### FRANCE 3

**18.20 Questions pour un champion.**
**18.50 Un livre, un jour.**
**18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.**
**20.10 Le Feuilleton de la vie.** [7/8].
**20.35 Tout le sport.**
**20.55 La Femme du pêcheur.** Téléfilm. Dominique Cheminal. O.
**22.35 Dans les coulisses de...** Mon Trésor.
**23.35 Météo, L'Euro, Soir 3.**
**0.00 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?**
**0.35 Saturnales.** Journal des spectacles. 0.45 Un air de famille. [2/2]. 1.10 Le Mambo de glace.

### CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.35
**19.00 T.V.+.**
**20.03 Jean-Luc et Palpatsa.** O.
**20.05 Daria.** O.
**20.30 Le Journal du cinéma.**
**20.35 Samedi comédie.** 20.35 Evamag. Haute sécurité. O. 21.00 Spin City. Quand le maire s'invite. O. 21.20 A la une. Petits mensonges en famille. O. 21.40 South Park. Poisson sanglant. O.
**22.05 Boxe.** Championnat du Monde WBA des poids légers. J.B.Mendy - J.Lorcy.
**1.05 Golf.** Championnat du monde professionnel. Masters Augusta.

### ARTE

**19.00 Histoire parallèle.** Semaine du 10 avril 1949.
**19.45 Météo, Arte info.**
**20.00 Le Dessous des cartes.** Le retour de l'Inca.
**20.15 100 % kascher.** [2/6]. O.
**20.45 L'Aventure humaine.** La Guerre de pacification en Amazonie.
**21.45 Metropolis.** Carnets du Maroc (n° 1) : Aoura et l'ahwach. Jean Lescure. Les supports de l'écrit.
**22.45 La Flèche de l'amour.** Téléfilm. Antonio Tibaldi. O.
**0.25 Music Planet.** [2/2].
**1.20 Regarde les hommes tomber** ■■
Film. Jacques Audiard. O.

### M 6

**19.05 Turbo.**
**19.40 Motocyclisme.**
**19.45 et 1.10 Rallye.**
**19.50 Mieux vaut prévenir.**
**19.54 Le Six Minutes, Météo.**
**20.05 La Route de votre week-end.**
**20.10 Plus vite que la musique.**
**20.40 Ciné 6.**
**20.49 La Trilogie du samedi.** 20.50 Charmed. La quatrième sœur. O. 21.45 The Sentinel. Protection rapprochée. O. 22.40 C-16. Radio FBI. O.
**23.35 Une femme en enfer.** Téléfilm. Michael Scott. O.

## RADIO

### FRANCE-CULTURE

**20.00 Fiction.** Comédie-Française. Nikolaï Gogol. Le Révizor.
**22.35 Prélude à la Pâques orthodoxe.**
**23.00 Pâques orthodoxes.**

### FRANCE-MUSIQUE

**19.30 La Dame de pique.** Opéra de Tchaïkovski. Par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opéra de New York, dir. Valery Gergiev.
**23.30 Présentez la facture.**

### RADIO CLASSIQUE

**20.00 Les Soirées.** Emmanuel Chabrier, compositeur. Œuvres de Chabrier, Liszt, Wagner, Debussy, Ravel, etc.
**22.00 Da Capo.** Eugen Jochoum. Œuvres de Beethoven, Bruckner.

DIMANCHE 11 AVRIL

# GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

**12.05 et 23.50 Polémiques.** Spécial Kosovo. Invités : Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* ; François Bayrou ; Hélène Luc ; Max Gallo ; Paul Quilès ; Pierre Lellouche ; Corinne Perthuis ; Daniel Cohn-Bendit. France 2

**12.10 et 0.10 Le Monde des idées.** La guerre en Europe. Invités : Régis Debray et Alain Finkielkraut. LCI

**18.30 Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI.** Hubert Védrine. LCI

**21.10 Requins, espèces en voie de disparition.** Forum Planète

**23.20 La Grande distribution.** Forum Planète

## MAGAZINES

**9.30 Journal de la création.** Spécial Richard Di Rosa. La Cinquième

**11.00 Droit d'auteurs.** Invités : Frédéric Napoléon ; André Kaspi ; Dominique Sigaud ; Carlo Brandt ; Clara Gaymard ; Jean-Marie Guéhenno. La Cinquième

**12.30 Arrêt sur images.** Intox et contre-intox de guerre. Invités : Frano Cetenic ; Jean-Pierre Gallois. La Cinquième

**16.55 Zapping Best.** Disney Channel

**18.30 Le Gai Savoir.** Faut-il encore célébrer De Gaulle ? Invités : Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* ; Pierre Messmer ; Jean-Louis Debré ; Nicolas Tenzer ; Roger Caratini. Paris Première

**19.00 Le Club.** Sidney Lumet. Ciné Classics

**20.45 Le Magazine de l'Histoire.** Invités : Jean-Noël Jeanneney ; Mona Ozouf ; Christian Delporte. Histoire

**20.50 Zone interdite.** Adolescence : attention dangers. M 6

**21.05 Faut pas rêver.** Turquie : Le supplice de Kangal. France : Le dernier suisse. Inde : La mort du Drao. TV 5

**21.45 Envoyé spécial, les années 90.** Les derniers sidérurgistes. Histoire

**22.50 Politique dimanche.** Jean-Marie Le Pen. France 3

## DOCUMENTAIRES

**17.25 Le Monde du corail.** Planète

**17.50 Monsieur Patel tourne à Bollywood.** Planète

**18.30 Les Descendants.** [9/13]. Les Habsbourg. Histoire

**18.45 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin.** [2/3]. Les mères. Planète

**19.35 Un siècle d'aviation.** [1/4]. Un siècle d'aviation civile française. Histoire

**19.40 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire.** [2/4]. Sous le signe libertaire. Planète

**20.20 Chasseurs de virus.** Odyssée

**20.30 Requins, les tueurs de l'océan.** Forum Planète

**20.35 Thema.** Les grands bourgeois. Arte

**20.35 Portraits de gangsters.** [10/10]. La mafia américaine. Planète

**21.15 La Danse des dieux.** Odyssée

**21.25 Les Armes de la victoire.** [1/12]. Le T-34. Planète

**21.40 La Croisade des enfants.** Odyssée

**21.55 La Fauconnerie.** Planète

**22.00 Jazz Highlights.** Muzzik

**22.15 Voyage aux pays des dieux.** Les esprits d'Haïti. Odyssée

**22.25 Grand document.** La Commission de la vérité. [1/2]. RTBF 1

**22.40 An A to Z of Wagner.** Muzzik

**22.40 Global Family.** Les Esprits de l'île de la Princesse. Odyssée

**22.50 Cinq colonnes à la une.** Planète

**23.05 Lignes de vie.** Une troisième à Malakoff. Soyez roi dans vos rêves. France 2

**23.35 Des animaux et des hommes.** Sur les traces de l'ours argenté. Odyssée

**0.05 La Chine, dragon millénaire.** Changjiang, le Fleuve bleu. Odyssée

## SPORTS EN DIRECT

**13.45 Cyclisme.** Coupe du monde. Paris - Roubaix. France 3

**14.45 Motocyclisme.** Les 24 heures du Mans : l'arrivée. Eurosport

**15.00 Football.** Coupe de France. Rouen - Sedan. Canal +

**17.00 et 20.00 Football.** Championnat du monde des moins de 20 ans. Eurosport

**18.55 Formule 1.** Championnat du monde. Grand Prix du Brésil, la course. TF 1

**19.00 et 22.00 NASCAR.** Stock cars. Winston Cup Series. Eurosport

**0.00 Golf.** US Masters d'Augusta, dernier jour. Canal +

## MUSIQUE

**18.00 The Nat «King» Cole Show 10.** Août 1957. Muzzik

**19.00 Maestro.** Murray Perahia joue Mozart. Enregistré en 1991. Avec l'Orchestre de chambre d'Europe. Arte

**19.05 Bach.** *Concerto brandebourgeois n° 4.* Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard. Muzzik

**19.10 Debussy.** Préludes 6, 7 et 8. Avec Michel Beroff, piano. Mezzo

**19.30 Cherubini.** *Messe en sol majeur.* Par l'Orchestre philharmonique et le Chœur de la Scala, dir. Riccardo Muti. Muzzik

**20.30 Carol Orff.** *Comina Burana.* Berlin 1989. Avec Kathleen Battle, soprano ; Frank Lopardo, ténor ; Thomas Allen, baryton. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Seiji Ozawa. Mezzo

**21.00 Viva Cuba.** Jazz à Montreux 1995. Muzzik

**21.35 Paul Hindemith.** *Mathias le peintre.* Par l'Orchestre de la Radiotélévision suisse italienne, dir. Serge Baudo. Mezzo

**22.05 Mendelssohn.** *Concerto pour piano n° 2.* Avec Homero Francesch, piano. Par The Academy of St Martin in the Fields, dir. sir Neville Marriner. Mezzo

**0.00 Jazz Open 1996.** Muzzik

**0.35 Musiques au cœur.** Sumi Jo. France 2

## TÉLÉFILMS

**20.40 Le Fantôme de Canterville.** Crispin Reece. Disney Channel

**20.40 Légende.** François Luciani. 13ème Rue

**20.55 Dis maman, tu m'aimes ?** Jean-Louis Bertuccelli. Téva

**22.10 Meurtres pour mémoire.** Laurent Heynemann. Festival

**22.15 Papa veut pas que je t'épouse.** Patrick Volson. TV 5

**22.30 L'Experte.** Ian Barry. O. Téva

## SÉRIES

**17.15 Invasion planète Terre.** Coma. O. Canal +

**17.50 The Practice.** Pris au piège. L'esprit de l'Amérique. Série Club

**18.05 Daktari.** Le petit chimpanzé. La Cinquième

**18.55 Stargate SG-1.** Le fléau. M 6

**19.00 Mozart.** Marcel Bluwal [1/6]. Festival

**19.45 et 0.00 Ally McBeal.** Just Looking (v.o.). Téva

**20.00 Seinfeld.** Une histoire à la gomme (v.o.). Canal Jimmy

**20.30 Dream On.** Trente-sept ans de réflexion (v.o.). Canal Jimmy

**20.55 Wycliffe.** La porte du diable. La falaise du mensonge. France 3

**21.00 Friends.** The One Where Everyone Finds Out (v.o.). Canal Jimmy

**22.35 New York Police Blues.** Tout nouveau, tout beau (v.o.). Canal Jimmy

**0.45 La Vie à cinq.** Séparations. Téva

# FILMS

**13.00 Gwendalina** ■■
Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 100 min) O. Cinétoile

**18.00 La Maison du Maltais** ■■
Pierre Chenal (France, 1938, N., 90 min) O. Cinétoile

**19.10 Nuit d'été en ville** ■■
Michel Deville (France, 1990, 85 min) O. Cinéstar 2

**19.30 Intervista** ■■
Federico Fellini (France - Italie, 1986, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 3

**20.30 Forever and a Day** ■■
René Clair, Edmund Goulding, Cedric Hardwicke, Frank Lloyd, Victor Saville et Robert Stevenson et Herbert Wilcox (EU, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classics

**20.30 No Smoking** ■■
Alain Resnais (France, 1993, 150 min) O. Cinéstar 1

**20.40 Les Grandes Familles** ■■
Denys de La Patellière (France, 1958, N., 100 min) O. Arte

**20.55 La Relève** ■■
Clint Eastwood. Avec Clint Eastwood, Charlie Sheen (Etats-Unis, 1990, 125 min) O. France 2

**21.00 To be or not to be** ■■■
Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1942, N., 100 min) O. Cinétoile

**22.20 Out of the Fog** ■■
Anatole Litvak (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics

**22.35 Ni vu... ni connu** ■■
Yves Robert (France, 1957, N., 90 min) O. Disney Channel

**22.40 Trahison sur commande** ■■
George Seaton (Etats-Unis, 1961, 145 min) O. Cinétoile

**22.40 La Tête d'un homme** ■■
Julien Duvivier (France, 1932, N., 105 min) O. 13ème Rue

**23.50 Les Deux Orphelines** ■■
Maurice Tourneur (France, 1932, N., 100 min) O. Ciné Classics

**23.50 The Hit** ■■
Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1984, 95 min) O. Cinéstar 2

**0.05 Portier de nuit** ■■
Liliana Cavani. Avec Dirk Bogarde, Charlotte Rampling (Italie, 1973, v.o., 125 min) O. France 3

**1.05 La Joyeuse Divorcée** ■■
Mark Sandrich (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 100 min) O. Cinétoile

# PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

### TF 1

**16.05 Mitch Buchannon.** O.
**17.00 Dawson.** O.
**17.50 Vidéo gag.**
**18.15 F 1 à la Une.**
**18.55 Formule 1.**
**20.50 Journal, Météo.**
**20.58 Le Podium F 1.**
**21.05 Les Complices.** Film. Charles Shyer. O.
**23.10 Ciné dimanche.**
**23.20 Debout les crabes, la mer monte !** Film. Jacques Grand-Jouan. O.
**0.55 Rallye.**
**1.05 TF 1 nuit, Météo.**

### FRANCE 2

**16.10 Les Cinglés de la télé.**
**16.45 L'Euro.**
**16.50 Rugby.** Tournoi des Cinq Nations. Galles - Angleterre.
**18.35 Parcours olympique.**
**18.40 Stade 2.**
**19.10 et 23.00 1 000 enfants vers l'an 2000.**
**19.15 Vivement dimanche prochain.**
**19.50 Politiquement correct.**
**20.00 Journal, Météo.**
**20.55 La Relève** ■■
Film. Clint Eastwood. O.
**23.05 Lignes de vie.** Une troisième à Malakoff. Soyez roi dans vos rêves.
**0.10 Journal, Météo.**
**0.35 Musiques au cœur.** De Sumi Jo.
**1.35 Savoir plus santé.**

### FRANCE 3

**16.55 Keno.**
**17.00 Les Derniers Gorilles.**
**17.53 et 22.48 L'Euro, mode d'emploi.**
**17.55 Va savoir.**
**18.25 Le Mag du dimanche.**
**18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.**
**20.10 Bingo.**
**20.20 Le Feuilleton de la vie.**
**20.50 Consomag.**
**20.55 Wycliffe.** La porte du diable. O. La falaise du mensonge. O.
**22.50 Politique dimanche.**
**23.45 Météo, Soir 3.**
**0.05 Cinéma de minuit.** Cycle Aspects du cinéma italien.
**0.05 Portier de nuit** ■■
Film. Liliana Cavani (v.o.). O.

### CANAL +

**15.00 Football.** Coupe de France. Rouen - Sedan.
**17.15 Invasion planète Terre.** O.
**18.00 Famille à l'essai.** Téléfilm. Fred Gerber. O.
▶ En clair jusqu'à 20.35
**19.35 Ça cartoon.**
**20.35 Trop (peu) d'amour** ■
Film. Jacques Doillon. O.
**22.30 L'Equipe du dimanche.**
**0.00 Golf.** Championnat du monde professionnel. Masters d'Augusta.

### LA CINQUIÈME/ARTE

**15.00 Lonely Planet.**
**16.00 La Cinquième Dimension.**
**16.30 Le Sens de l'Histoire.**
**18.05 Daktari.** O.
**19.00 Maestro.** Murray Perahia joue Mozart.
**19.45 Météo, Arte info.**
**20.15 Si Shakespeare m'était conté.** O.
**20.35 Thema.** Les grands bourgeois. 20.40 Les Grandes Familles ■■ Film. Denys de La Patellière. O. 22.30 Le Château des Schyler. 23.20 Une femme d'influence. 0.00 Eton, promotion 91.
**0.55 Metropolis.**
**1.35 Alcool, regarde les jeunes tomber.**

### M 6

**15.10 Racines III.** Téléfilm. John Erman [1/3]. O.
**17.05 L'Etalon noir.** Série. L'aventure commence. O.
**18.55 Stargate SG-1:** O.
**19.50 Rallye.**
**19.54 Le Six Minutes, Météo.**
**20.05 E = M6.**
**20.35 et 0.45 Sport 6.**
**20.50 Zone interdite.** Adolescence : attention dangers.
**22.45 Météo, La Minute Internet.**
**22.50 Culture pub.** L'homme et le ménage. Monkey Business.
**23.10 Secret channel.** Téléfilm. Cédric Sundstrom. O.
**0.45 Rallye.**
**1.00 Boulevard des clips.**

## RADIO

### FRANCE-CULTURE

**19.00 Dimanche musique.**
**20.30 Le Concert.** Festival 32e Rugissants de Grenoble : Les Nouvelles Musiques.
**21.45 Laissez-Passer.**
**22.35 Atelier de création radiophonique.** Voyage à Babel.
**0.05 Radio archives.**

### FRANCE-MUSIQUE

**19.07 Comme de bien entendu.** Invitée : Micheline Dax.
**20.30 C'était hier.** Festival de Salzbourg. Œuvres de Mozart, Haydn.
**22.00 En musique dans le texte.**
**23.07 Transversales.**

### RADIO CLASSIQUE

**20.00 Soirée lyrique.** *Mignon*, Opéra de Thomas. Par l'Ambrosian Opéra Chorus et l'Orchestre Philharmonia, dir. Antonio De Almeida, Marilyn Horne (Mignon), Alain Vanzo (Wilhelm Meister), etc.
**23.02 Soirée lyrique (suite).** Goethe (2). L'opéra français. *Paul et Virginie* (ouverture), de Kreutzer, par l'Orchestre français d'Oratorio, dir. J.P. Loré ; *Faust* (opéra), de Gounod, par l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. Michel Plasson. Œuvres de Massenet.

### SIGNIFICATION DES SYMBOLES

**Les codes du CSA**
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans

**Les cotes des films**
■ On peut voir
■■ A ne pas manquer
■■■ Chef-d'œuvre ou classique

**Les symboles spéciaux de Canal +**
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

# TÉLÉVISION

## 13ème RUE

**22.40 La Tête d'un homme** ■■
Maigret (Harry Baur) démonte le mécanisme d'un "crime parfait" commis par un Tchèque émigré, intellectuel dans la misère, personnage orgueilleux, défiant la société. L'atmosphère Simenon à Montparnasse est admirablement recréée. Un face-à-face dostoïevskien. Une science de la mise en scène et des ambiances sonores qui faisait alors de Duvivier l'un des plus grands cinéastes français.

## FRANCE 2

**23.05 Lignes de vie**
Pour les collégiens, la troisième est l'année de l'orientation, un choix difficile qui va engager leur avenir. Cette année cruciale, Patrick Jan l'a vécue avec une classe, à Malakoff (Hauts-de-Seine). Chaque fois que l'un ou l'autre des élèves parvient à dire ce qu'il voudrait faire, il s'entend répondre par des parents ou un professeur soucieux de lui éviter une déception : *« Es-tu sûr d'avoir le niveau ? »*

## FRANCE 3

**0.05 Portier de nuit** ■■
A Vienne, en 1957, Max, portier de nuit d'un palace, revoit Lucia. En 1943, à quinze ans, elle avait été envoyée dans un camp commandé par Max, officier SS, qui l'obligeait à satisfaire ses perversions érotiques. A sa sortie, en 1973, le film de Liliana Cavani suscita une violente polémique. Reste que la puissance de la mise en scène et de l'interprétation ne fait vivre, en réalité, qu'une galerie de psychopathes.

## ARTE

**20.15 100 % kascher**
Deux valeurs plus ou moins sûres de l'humour ont fini par s'imposer : l'anglaise, sous l'étendard de l'absurde, la juive, sous la bannière de l'autodérision. Arte se penche sur la seconde en programmant la série israélienne en six volets *100 % kascher*, qui apporte la preuve que l'humour israélien existe et qu'il procède de l'humour juif... non sans le brutaliser quelque peu. Tous les samedis, jusqu'au 8 mai.

## FRANCE-MUSIQUE

**19.30 La Dame de pique**
Avant-dernier opéra de Tchaïkovski, *La Dame de pique* (1890), d'après Pouchkine, offre une sorte de pendant lyrique à la *Symphonie pathétique* car un destin fatal y broie les êtres. L'amour partagé de Lisa, fiancée au prince Eletzky, et de Hermann, jeune officier sans fortune, ne bute pas sur la question de classe ou d'argent, mais sur la fascination obscure qu'exerce la grand-mère de la jeune fille sur son amoureux. Profitant d'un rendez-vous nocturne arraché à Lisa, Hermann s'introduit chez la vieille comtesse qui, sortant du bal, fredonne au ralenti la romance de Lorette dans *Richard Cœur de Lion*, de Grétry : *« Je crains de lui parler la nuit. »* Il la menace, elle meurt de saisissement. En proie à des hallucinations, Hermann se croit possesseur d'un secret et, tandis que Lisa, désespérée, se jette dans le fleuve, il court à la maison de jeu abattre les trois cartes...

Le Monde

DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AVRIL 1999



# Le président du Niger a été assassiné par sa garde personnelle

## Le premier ministre nigérien a qualifié ce coup d'Etat d'« accident malheureux »

**NIAMEY**
*de notre envoyé spécial*

Il y a des voitures dans les rues alors que la nuit est déjà tombée. Des dessins animés passent à la télévision et les soldats qui gardent les ministères ou les casernes écoutent de la musique, étendus sur des nattes. Niamey ne ressemble pas à une ville en état de siège. Bien sûr, le chef de l'Etat, Ibrahim Baré Maïnassara, est mort ce matin du vendredi 9 avril, à l'âge de quarante-neuf ans. Mais le premier ministre, Ibrahim Mayaki, est apparu à la télévision pour affirmer qu'il s'agissait d'un *« accident malheureux »*.

Un accident malheureux qui, selon des sources concordantes, a vu des éléments de la garde présidentielle tourner leurs armes contre leur chef. Face à une opposition civile qui n'avait de cesse d'obtenir son départ, le président Baré avait perdu le soutien de l'armée qui l'avait porté au pouvoir le 27 janvier 1996, lors d'un coup d'Etat. La veille de son assassinat, l'ancien officier parachutiste avait tenté de remanier son état-major. Pour cette raison, ou tout simplement parce que l'échec politique du petit homme était patent, ses anciens frères d'armes l'ont éliminé.

Selon les premiers témoignages, Ibrahim Baré Maïnassara a été tué sur l'aéroport militaire de Niamey, alors qu'il s'apprêtait à embarquer dans un hélicoptère pour effectuer un déplacement dans le nord du pays, qui fut le théâtre du soulèvement touareg du début des années 90. Quelques coups de feu ont été entendus depuis l'aéroport civil, l'*« accident malheureux »* aurait fait une dizaine de morts et de blessés. Il a également provoqué la dissolution de l'Assemblée nationale par le premier ministre, au mépris des règles constitutionnelles, ainsi que l'annonce de la suspension des activités des partis politiques. Ceux-ci, qui avaient formé une large coalition contre le défunt président, se sont immédiatement réunis en conclave au siège du Mouvement national pour une société de développement (MNSD), l'ancien parti unique. Devant la porte de la maison ocre, un militant affirme : *« C'est un ouf général »*, expliquant que le président Baré Maïnassara avait *« lassé »* toute la population.

### DANS L'ATTENTE DU VRAI CHEF

Mais cette satisfaction à peine retenue se double d'une grande incertitude. Les partis politiques, habitués aux rudoiements du régime, s'étonnent de ne pas avoir reçu de notification officielle de leur suspension, et de pouvoir vaquer à leurs occupations sans entrave. De même, les radios privées ont pu – à l'exception d'une d'entre elles, proche de M. Baré Maïnassara – continuer leurs émissions. Personne ne croit vraiment que le premier ministre qui, par sa proclamation lénifiante, a endossé la responsabilité publique de l'assassinat du président, est le maître du jeu. Les vrais responsables de ce coup d'Etat, qui ne veut pas dire son nom, ne tombent le masque que devant la clinique dirigée par la veuve du président assassiné. C'est là que le corps a été ramené. Les journalistes qui demandent à contacter la famille sont rapidement entourés d'hommes armés qui mettent fin à la conversation.

Les Nigériens attendent donc l'apparition du nouveau chef, en espérant que celui-ci saura tirer le pays de l'impasse politique dans laquelle il se débat depuis plus de cinq ans. Le président Baré Maïnassara avait pris le pouvoir après que la vie publique eut été paralysée par les querelles qui déchiraient la classe politique issue de la transition démocratique. Mais il lui avait fallu truquer l'élection présidentielle de juillet 1996, marquant son mandat d'un stigmate dont il n'était jamais arrivé à se défaire. Depuis, le régime nigérien hésitait entre une répression ubuesque quoique relativement peu violente, et les tentatives de conciliation.

Mais le pays n'a pas les moyens de s'offrir ce genre de distractions. Le PIB annuel par habitant y est d'environ 200 dollars. Le pays est certes grand comme deux fois et demie la France, mais un dixième seulement de cette surface est cultivable. Victime des grandes sécheresses du dernier quart de siècle, le Niger dépend presque en permanence de l'aide alimentaire internationale. Il y a vingt ans, le pays espérait pouvoir sortir de la misère grâce à l'uranium et au tourisme. Dans les années 90, les cours du premier se sont effondrés, au moment même où la rébellion touareg faisait fuir les voyageurs avides de découvrir le Ténéré. Et si la paix est officiellement revenue dans le nord du Niger, l'activité des bandes armées est encore assez importante pour que le rallye Paris-Dakar, qui fit maintes fois étape à Agadez, ait évité la région lors de ses dernières éditions.

### AU PRIX FORT

Faute de devises, le versement des salaires dans la fonction publique accuse souvent un semestre de retard. Musulmans à plus de 95 %, les Nigériens ont eu du mal cette année à célébrer l'Aïd el kebir, tant le prix des moutons, traditionnellement sacrifiés à cette occasion, avait augmenté. Dans le même temps, le président Baré Maïnassara multipliait les voyages à l'étranger, laissant s'installer une impression de désertion.

Les hommes de sa garde présidentielle lui ont fait payer ses erreurs au prix fort. En refusant de reconnaître la réalité du coup d'Etat qu'ils viennent de perpétrer, les assassins du président nigérien essaient de jouer plus subtilement que leur victime, qui dut déployer beaucoup d'énergie pour renouer avec les bailleurs de fonds, après le putsch de 1996. Mais, depuis lors, la doctrine des institutions financières et des pays donateurs (au premier rang desquels la France, ancienne puissance coloniale) s'est encore durcie, et il sera bien difficile aux nouveaux maîtres du Niger de faire passer le retour à l'état d'exception pour les conséquences d'un *« malheureux accident »*.

***Thomas Sotinel***

## *Ancien putschiste lui-même et homme de contradictions*

**EN JANVIER 1996**, Ibrahim Baré Maïnassara renoue avec une tradition dont l'Afrique francophone se serait volontiers passée : le coup d'Etat. Cet officier nigérien renverse Mahamane Ousmane, le président démocratiquement élu, une première depuis la vague de démocratisation des années 90. Le putsch fait quelques victimes. Les responsables politiques sont assignés à résidence. L'opération suscite la réprobation internationale, jusqu'à Paris.

Le jeune officier, né en 1949, s'emploie alors à se doter d'une légitimité démocratique. En six mois, il promulgue une Constitution, autorise à nouveau les partis politiques et se lance dans une campagne électorale effrénée. Mais, à ce jeu, il ne fait pas le poids face aux professionnels de la politique nigérienne.

Piètre orateur, privé d'appareil partisan, le commandant Baré Maïnassara, qui a troqué son treillis pour de grands boubous brodés, s'aperçoit un peu tard qu'il ne va pas gagner. Il fait alors confisquer les urnes et terminer le dépouillement du scrutin sous la surveillance de l'armée. Il est élu président de la République, avec la bénédiction de Paris, mais il s'est mis à dos une grande partie de la population, qui, six mois plus tôt, l'avait accueilli en sauveur, tant les querelles entre chefs politiques avaient encore aggravé les difficultés quotidiennes des Nigériens.

Tout le mandat d'Ibrahim Baré Maïnassara sera marqué par cette contradiction. Aide de camp du dictateur militaire Seyni Kountché, qui régna sur le Niger de 1974 à 1986, il se voulait l'héritier de cet homme réputé pour son intégrité et sa brutalité. Mais le général Kountché avait pu maintenir la cohésion sociale du pays grâce aux ressources que procuraient les exportations d'uranium.

Privé de devises, son disciple s'est sans cesse heurté à la pauvreté du pays quand il a voulu mettre en œuvre quelques réformes. Défenseur du droit des femmes dans un pays où, disait-il, *« les hommes passent leur temps à discuter sous le manguier »*, condisciple des officiers révolutionnaires burkinabés dans les années 70 à Madagascar, il n'a pu se maintenir au pouvoir qu'en s'appuyant sur des éléments conservateurs. Négociateur maladroit, il n'a jamais réussi à tenir une ligne cohérente face à ses adversaires politiques civils, alors que, dans le même temps, certains membres de son entourage se voyaient accuser de corruption par la rumeur.

Ibrahim Baré Maïnassara proclamait qu'il n'avait jamais voulu devenir président, et tout dans son comportement – timidité, gentillesse, hésitations – tendait à le faire accroire. Mais, par orgueil ou par obstination, il n'a pas voulu abandonner en chemin. Jusqu'au jour où ceux qui l'avaient porté au pouvoir l'ont assassiné.

***T. S.***

# Tunnel du Mont-Blanc : les Italiens reconnaissent des dysfonctionnements

**CHAMONIX**
*de notre envoyé spécial*

Avant même la remise au ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, du rapport d'enquête intermédiaire sur l'incendie dans le tunnel du Mont-Blanc qui, le 24 mars, a fait au moins 40 morts, de nouveaux faits éclairent les circonstances du drame et font apparaître des dysfonctionnements du côté italien de l'ouvrage. Selon nos informations, les responsables italiens du tunnel auraient reconnu, devant des membres de la commission d'enquête, que leur système de détection incendie avait mal fonctionné. En temps normal, ce système réagit dès que la température dépasse 50 degrés à l'intérieur du tunnel. Il semblerait que, le jour de l'incendie, il n'ait rien détecté d'anormal.

Entendus mardi 6 avril, les Italiens auraient également admis avoir été alertés par le régulateur français. Celui-ci, chargé dans le poste de commandement de surveiller les écrans vidéo qui retransmettent en boucle les images des quarante caméras installées dans le tunnel, aurait déclenché l'alerte après avoir constaté un taux d'enfumage supérieur à la normale. Il aurait simultanément appelé son homologue italien pour lui demander de fermer les barrières du péage (*Le Monde* du 6 avril).

### SOUPÇONS SUR LE CAMION

Dans un premier temps, la société concessionnaire italienne avait affirmé avoir été alertée par un usager italien et n'avait jamais évoqué ce coup de téléphone. Interrogé par *Le Monde*, Franco Colombo, vice-président de la société concessionnaire italienne, s'est refusé à tout commentaire, se contentant d'affirmer qu'*« il y a eu* [entre les sociétés française et italienne] *une pleine convergence dans l'évaluation de ce qui s'est passé »*.

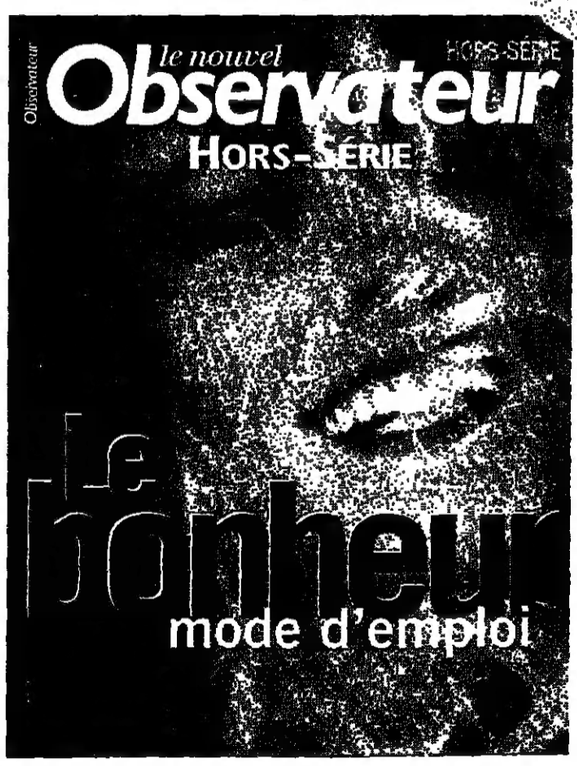
De source proche de l'enquête, on juge cette polémique *« stérile »*. Selon les premiers éléments en possession de la police judiciaire, il semblerait que la procédure d'alerte a été *« respectée »* du côté français du tunnel. La commission rogatoire internationale en cours en Italie devra préciser si tel a été le cas de l'autre côté du tunnel. Un membre de la commission d'enquête va plus loin encore. *« A une ou deux minutes près, les deux côtés du tunnel ont été alertés et ont alors réagi très vite,* nous a-t-il expliqué. *Dès que l'incident a été constaté, les barrières de péage ont été fermées. Les systèmes de surveillance et de sécurité installés dans le tunnel ont fonctionné normalement et ont permis une réaction rapide de part et d'autre. Il n'y a donc pas eu de problème au niveau de l'alerte, mais l'incendie a eu une ampleur jamais vue jusque-là. »*

Sur place, les difficiles opérations de *« récupération »* des restes des victimes de l'incendie se poursuivaient, vendredi 9 avril, et devaient s'achever durant le week-end. Jusqu'à présent, seules six victimes ont été formellement identifiées. De source judiciaire, on admet que les travaux d'identification devraient prendre plusieurs semaines.

Pour la première fois depuis le début de l'enquête, Rémy Chardon, président de la société des Autoroutes et Tunnel du Mont-Blanc (ATMB), et Gilbert Roubach, son directeur général, ont été entendus, jeudi 8 avril, à titre de témoins. D'autre part, des enquêteurs sont partis pour Göteborg, en Suède, au siège du constructeur Volvo. Les policiers seraient en effet en possession d'informations selon lesquelles des camions du même modèle que celui impliqué dans l'incendie du Mont-Blanc auraient déjà pris feu dans le passé.

***Acacio Pereira***

vient de paraître 25 F




60 écrivains, philosophes, journalistes, peintres nous livrent leurs secrets du bonheur

Un hors-série du Nouvel Observateur

# Découverte d'une nouvelle cache d'explosifs de l'ETA

**PRÈS** de 350 kilogrammes d'explosifs et 42 kilogrammes de soufre ainsi que de fausses plaques minéralogiques françaises ont été découverts, vendredi 9 avril, à Boucau (Pyrénées-Atlantiques), par les policiers dans une cache attribuée à l'organisation séparatiste basque ETA. Cette prise fait suite à une première opération menée, dimanche 4 avril, à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), au cours de laquelle les enquêteurs avaient mis la main sur plus d'une tonne de produits explosifs, une trentaine de lance-roquettes et des pistolets automatiques et des grenades. Les deux caches avaient été louées par la même personne, une femme se présentant sous le faux nom de Catherine Cabaret mais qui serait en réalité Laurence Guimont, une militante française de la cause basque. Selon des sources proches de l'enquête, ces deux découvertes pourraient indiquer que la trêve décrétée unilatéralement en Espagne par l'ETA, le 17 septembre 1998, ne serait qu'une décision de façade.

### DÉPÊCHES

■ **ACCIDENT : un carambolage sur l'autoroute A 1, dans le sens Paris-Lille à hauteur de Feuillères, près de Péronne (Somme)**, a fait, samedi 10 avril, en tout début de matinée, une quarantaine de blessés, dont quatre sont atteints grièvement. L'accident a impliqué sept voitures, un poids lourd et un autocar, qui transportait des personnes âgées belges. Les causes de cet accident ne sont pas encore connues. – *(AFP.)*

■ **JUSTICE : Mme Lucette Michaux-Chevry, présidente du conseil régional de la Guadeloupe et sénateur (RPR), a été renvoyée**, jeudi 8 avril, devant le tribunal correctionnel de Paris pour *« usage de faux »* par la juge d'instruction parisienne Edith Boizette. Elle est soupçonnée d'avoir produit un faux lors d'un procès en diffamation intenté, en 1995, contre deux organes de presse.

■ **CORSE : le sénateur (DVD) de Corse-du-Sud, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, a été condamné**, vendredi 9 avril, par le tribunal correctionnel d'Ajaccio à un an de prison avec sursis, 50 000 francs d'amende et deux ans de privation de droits civiques pour avoir employé fictivement un salarié lorsqu'il était président du Parc naturel régional de la Corse. Son avocat a annoncé qu'il ferait appel du jugement.

■ **FAIT-DIVERS : quatre voitures et une moto ont été incendiées à Paris**, dans le 18e arrondissement, dans la soirée du vendredi 9 avril, après la mort, la veille, d'un jeune homme qui s'était *« tiré lui-même une balle »*, selon la police. Fofana S., dix-neuf ans, qualifié de *« forcené »* par les policiers, avait manifesté, dans un square, *« des intentions suicidaires »*, alors qu'il était armé. Un policier de la brigade anti-criminalité (BAC) avait ceinturé le jeune homme. Un coup de feu était parti, blessant l'un de ses amis. Ignorant que le jeune homme était lui aussi touché, les policiers l'avaient conduit dans leurs locaux, où il est décédé d'une hémorragie interne. Les déclarations des policiers ont été corroborées par des témoins.

■ **BANQUE : le PDG de la Société générale, Daniel Bouton**, a laissé entendre, vendredi 9 avril sur LCI, qu'il quitterait son groupe en cas de réussite des offres publiques d'échange de la BNP, actuellement en cours sur le capital de la Société générale et de Paribas. *« Si c'est pour monter le "SBP"*, a-t-il affirmé en évoquant le mariage à trois proposé par la BNP, *je me transforme en jardinier ! »*

Tirage du Monde daté samedi 10 avril 1999 : 514 758 exemplaires. 1-

هكذا من الأصل

(Publicité)

Milano Tel. 02.772251 Paris Tel. 01.42864693 Bruxelles Tel. 02.3433130

TRADITIONAL

هكذا من الأصل